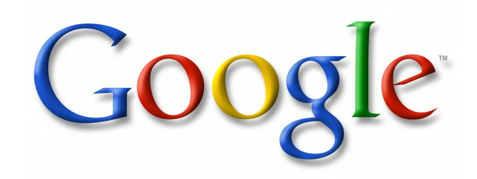
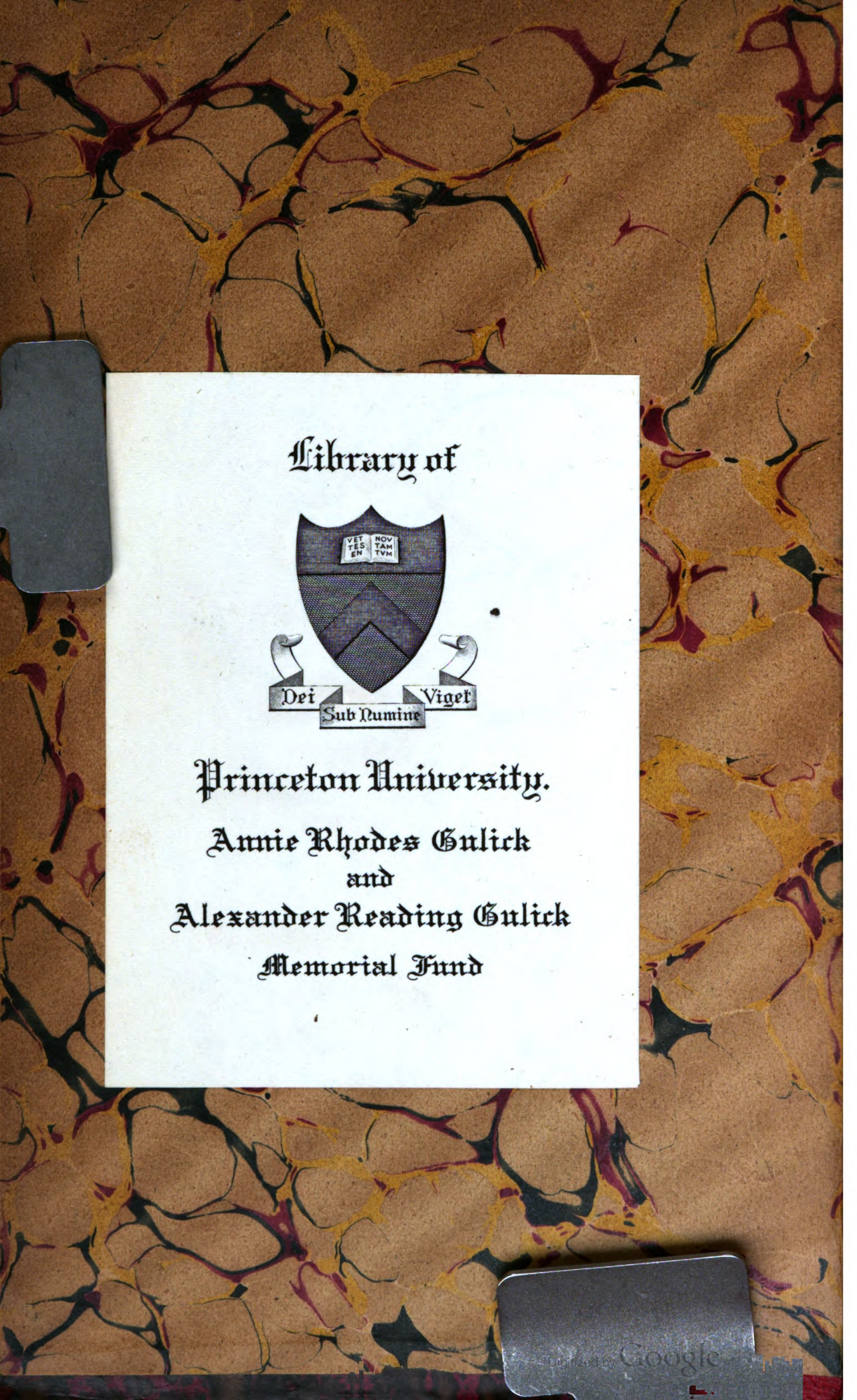
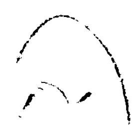



Princeton University Library
32101 058496751



Library of
VET TES EN
NOV TAM TVM
Dei
Sub Numine
Viget
Princeton University.
Annie Rhodes Gulick
and
Alexander Reading Gulick
Memorial Fund





LES GRANDS

GÉNÉRAUX

DE

LOUIS XIV

LES GRANDS GÉNÉRAUX DE LOUIS XIV

NOTICES HISTORIQUES

PAR

L. DUSSIEUX



PARIS
LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE
90, rue Bonaparte, 90

1888

INTRODUCTION

Le long règne de Louis XIV, qui a duré 72 ans, de 1643 à 1715, est compris entre deux victoires célèbres : Rocroi et Denain. Condé commence le règne, Villars le finit. Plusieurs générations se sont succédé pendant ce temps, et aux diverses époques, la politique, la guerre et les généraux ont des caractères différents.

Dans la première période, pendant la régence d'Anne d'Autriche et le ministère de Mazarin, la France achève la guerre sérieuse et nécessaire commencée par Louis XIII et Richelieu, pour abaisser la Maison d'Autriche et assurer à la France l'indépendance et la sécurité. Les traités de Westphalie et des Pyrénées ajoutent à la France tout ce qu'on a appelé à tort les conquêtes de Louis XIV, et que l'on devrait appeler les conquêtes de Louis XIII. Ce sont les victoires de Condé et de Turenne qui nous assurent la possession de l'Alsace, de l'Artois, du Luxembourg et du Hainaut français, du Roussillon, et la confirmation

de la possession des Trois-Evêchés, de Metz, Toul et Verdun, annexés par Henri II.

Avec le règne proprement dit de Louis XIV (1661), de Louis XIV gouvernant par lui-même, Colbert domine dans les conseils du Roi et donne au gouvernement du prince un caractère de sagesse qui ne durera que quelques années. La guerre de Flandre ou de Dévolution, terminée au traité d'Aix-la-Chapelle (1668), ajoute à la France la Flandre française. Mais bientôt la guerre de Hollande, causée par la mauvaise économie politique de Colbert et par les exigences des Hollandais, éclate en 1672, et aussitôt Louvois, le mauvais génie du Roi, devient le ministre tout puissant, et pousse Louis XIV à commettre les fautes les plus graves. L'orgueil du Roi devient excessif ; sa « gloire », suivant son expression, est son seul guide, sa seule règle.

Cette politique, souvent violente, soulève contre la France trois coalitions : la première, formée par le prince d'Orange en 1673 et qui se termine au traité de Nimègue (1678), par lequel la France acquiert la Franche-Comté ; — la seconde, formée encore par le prince d'Orange, à Augsbourg, en 1688, et qui finit au traité de Ryswick, en 1697, qui nous cédait Strasbourg ; — la troisième, toujours formée par le prince d'Orange, devenu roi d'Angleterre sous le nom de Guillaume III, et qui se

serait terminée par un désastre complet pour la France, et probablement par la perte de toutes les conquêtes de Louis XIII et de Louis XIV, si, en 1711, l'empereur d'Allemagne, Joseph Ier, ne fût mort sans enfants, et si la politique de l'Angleterre eût continué à être dirigée par Marlborough.

A cette longue suite d'années signalées par tant de fautes, succède, vers 1710, une dernière et courte période, pendant laquelle Louis XIV, écrasé sous le poids des défaites qu'il a subies, « oublie sa gloire », et revient au bon sens des premières années de son gouvernement. Il s'entoure d'hommes sages et habiles : M. Voysin, ministre de la guerre, MM. de Torcy, de Chevreuse, de Beauvilliers, Desmarets, tous quatre appartenant à la famille de Colbert et qui semblent avoir hérité de son esprit. Enfin Villars gagne la bataille de Denain, rend la paix à la France épuisée, et lui assure, aux traités d'Utrecht et de Rastadt, la conservation des conquêtes faites par Louis XIII et Louis XIV, et que nous devions perdre en partie 157 ans plus tard.

La guerre de sièges joue un grand rôle sous Louis XIV. Le Roi n'aimait que cette manière de combattre; il s'y connaissait, et il était certain qu'avec Vauban il serait toujours heureux. De plus Louvois n'aimait pas la guerre de campagne, qui exige une certaine indépendance des

généraux. Louis XIV et Louvois se plaisaient à les tenir en laisse, à leur donner dans certains cas des ordres impératifs, à les diriger à leur gré. L'importance qu'ont les sièges à cette époque explique le nombre assez grand de défenses de places que l'on trouvera dans ce volume, et le peu de récits de guerres de campagne. Après Turenne et Créqui on ne trouve d'autres opérations stratégiques qu'avec Villars.

Pendant toute la durée du ministère de Louvois, la guerre a trop souvent un caractère d'atrocité, dont la responsabilité retombe surtout sur ce ministre. Nous n'avons pas besoin de dire combien ces actes barbares, commis en Hollande, dans les Alpes et en Allemagne, nous répugnent, et combien ils ont été coupables au double point de vue du droit des gens et de l'intérêt permanent de la France. Nous en subissons aujourd'hui les conséquences dans les haines soigneusement entretenues et exploitées contre nous.

La période des guerres de Louis XIII et de Louis XIV, commencée en 1635, n'a fini qu'en 1714; elle a donc duré quatre-vingts ans, sauf quatre grandes trêves : en 1661, 1668, 1678 et 1697. Il est facile de comprendre qu'il a dû se former pendant ce long espace de temps un nombre considérable de généraux ; car c'est sur les champs de bataille qu'ils se révèlent.

A la première période du règne de Louis XIV appartiennent Condé et Turenne, Gassion, Sirot et Fabert, tous formés pendant la grande époque de Louis XIII et de Richelieu.

Pendant la guerre de Hollande, nous retrouvons Condé et Turenne, les plus jeunes capitaines de l'époque précédente, et avec eux : Martinet, Fourilles, Vauban, du Metz, la Frézelière, organisateurs de l'infanterie, de la cavalerie, du génie et de l'artillerie, Beaulieu, ingénieur et géographe du Roi, Créqui, les deux Chamilly, MM. de Montal, de Calvo, de Montclar, Schomberg, général habile mais cosmopolite, qui passera au service de Guillaume III après la révocation de l'édit de Nantes, et que nous n'avons pas cru, pour ce motif, devoir compter parmi nos grands généraux. C'est à cette époque que M. de Chamlay commence à exercer une influence considérable. C'était un ami de Louvois, officier d'état-major fort distingué, qui devint le conseiller de Louis XIV, mais dont l'action a été plus d'une fois fort mauvaise.

Pendant la guerre contre la Ligue d'Augsbourg, nous trouvons, avec Vauban, Luxembourg, Catinat, Puységur, M. d'Avejean, le baron d'Asfeld, MM. de Noailles, d'Uxelles, ces deux derniers, généraux de Cour et diplomates autant que généraux d'armée. Déjà paraît le favoritisme aveugle avec Villeroi.

A la guerre de la succession d'Espagne appartiennent : Albergotti, d'Artagnan-Montesquiou, le maréchal d'Asfeld, Berwick, Boufflers, du Bourg, le comte de Broglie, Fimarcon, Goësbriant, MM. de Magnac, de Médavy, de Revel, Tallard, Vendôme et Villars. Mais avec eux on trouve aussi les Villeroi, les la Feuillade, les Marsin, les la Mothe et tous ces généraux de Cour, favoris du Roi ou de Chamillart, sans autre valeur que leur talent de flatteurs et leur infatuation, et qui ont causé les désastres de cette dernière époque du règne.

I

LE PRINCE DE CONDÉ

COMMANDANT D'ARMÉE.

Bataille de Rocroi (1643).

I

Louis II de Bourbon, né à Paris, le 8 septembre 1621, fut appelé le duc d'Enghien[1], et *Monsieur le Duc* tout court, jusqu'à la mort de son père (1646); et, depuis lors, le prince de Condé ou *Monsieur le Prince* tout court.

Le prince de Condé, Henri II de Bourbon, père du duc d'Enghien, fit donner à son fils une éducation virile[2]. Il le fit élever à la campagne, dans le château de Montrond, puis à Bourges, au collège des Jésuites, où de savants professeurs lui apprirent sérieusement le latin et lui firent lire César, Tite-Live, Tacite, etc. A douze ans il finissait sa rhétorique. Il étudia ensuite la

1. On a écrit ce nom *Anguien* jusqu'au milieu du XVIIe siècle.
2. *Histoire des princes de Condé* par le duc D'AUMALE, t. III, p. 307 et suivantes.

philosophie et les sciences, le droit et l'histoire. Les exercices physiques, l'équitation et la danse, dans lesquelles il excellait, et la paume, complétèrent les études et assurèrent le développement du corps et de la force du jeune prince. Pour donner à son fils l'éducation militaire, Condé le fit entrer, en 1637, à l'Académie fondée à Paris par le cardinal de Richelieu. Il y apprit la géographie, les mathématiques, le levé des plans, la fortification, l'escrime, l'équitation et les exercices militaires. En 1638, le jeune prince acquit l'expérience des affaires en remplaçant son père au gouvernement de la Bourgogne, où, pendant dix-huit mois, il s'initia à la pratique de l'administration et surtout de l'administration militaire. Richelieu écrivait à son père, en 1639[1] :

Je commencerai cette lettre par les bonnes qualités de M. le duc d'Enghien, qui sont telles que vous en devez demeurer content. Il a beaucoup d'esprit, de discrétion et de jugement. Il est crû de plus de deux doigts et croîtra encore, autant qu'on peut juger, de beaucoup. Le respect qu'il a pour vous paraît en toutes ses actions. Je crois qu'il sera de votre prudence de lui choisir un vieux gentilhomme bien expérimenté en la guerre et lui donner avec lui plus de liberté en sa conduite ; pour la campagne qui vient, ma pensée est que vous ne voudrez pas qu'il la passe sans la voir avec le plus vieux maréchal de France qui commande les armées du Roi, afin qu'il sache mieux l'instruire en ce que doit un prince de sa qualité.

A la même époque Louis XIII écrivait au prince de

1. Le 4 septembre.

Condé[1] : « Votre fils, de la conduite et des services duquel j'ai une particulière satisfaction ». Après le Roi, le secrétaire d'Etat à la guerre, M. de Noyers, écrivait aussi au père du duc d'Enghien : « C'est une mûre jeunesse que celle de M. le duc d'Enghien[2] ». Comme tout le monde, Louis XIII admira les qualités du jeune prince, et dès lors Richelieu se proposa de le marier à sa nièce, Claire-Clémence de Maillé-Brézé, alliant ainsi sa famille à celle des Bourbons[3].

L'éducation morale manqua malheureusement à ce robuste caractère ; on ne parvint pas à modifier ses défauts. Aussi Condé resta-t-il ambitieux jusqu'à la trahison envers le Roi et la France, immoral, méchant, brutal, orgueilleux à l'excès, à l'occasion plat courtisan. Vigoureux général de combat, il provoque souvent l'admiration, mais jamais il n'inspire la sympathie de ceux qui étudient de près l'histoire de sa vie.

Ce fut en 1640, au siège d'Arras, que le duc d'Enghien fit, comme volontaire, sa première campagne, sous les ordres du maréchal de la Meilleraye, cousin du cardinal de Richelieu, habile et énergique général. Ce fut sous la direction de ce maître bien choisi que le duc d'Enghien fit l'apprentissage pratique du métier des armes. On a une lettre du cardinal de Richelieu, écrite le 10 juin 1640 au prince de Condé, dans laquelle

1. 12 août 1639.

2. 14 septembre 1639. Lettre publiée par le duc d'Aumale.

3. Le mariage se fit en 1641, au grand mécontentement du duc d'Enghien, froissé dans son orgueil, et la nièce du Cardinal n'eut pas à se louer, plus tard, du mari que son oncle lui avait donné.

on trouve de curieux renseignements sur les débuts du futur grand Condé.

Je me contenterai seulement, Monsieur, de vous parler de M. le duc d'Enghien, duquel vous devez avoir une entière satisfaction. M. de la Meilleraye ne m'écrit jamais qu'il ne me rende un si bon témoignage de sa conduite, de sa prudence et de son courage, qu'il ne s'y peut rien ajouter. Il a été depuis peu couvert de sang d'un coup de canon qui donna dans la fesse du cheval de M. de la Meilleraye, dont il était fort proche... Enfin toutes les qualités qu'on peut désirer en un prince de son âge[1] se rencontrent en lui en un degré tel, que vous en aurez toujours beaucoup de contentement.

A la fin de cette année (1641) le duc d'Enghien fut nommé capitaine d'une compagnie. En 1642, toujours sous les ordres du maréchal de la Meilleraye, il était au siège de Perpignan avec 1,500 volontaires qu'il commandait.

Après la prise de la ville, le duc d'Enghien, poussé par son orgueil sans frein, faillit donner le honteux spectacle qui eut lieu plus tard, quand il quitta la France pour aller chez les Espagnols mettre son épée à leur service. Le cardinal de Richelieu, prince de l'Eglise, s'était fait donner par Louis XIII le pas sur les princes du sang. Mazarin, revenant de Rome avec le chapeau de cardinal, voulut user du même privilège, et il fallut toute l'autorité de Richelieu pour forcer le duc d'Enghien à se soumettre. Mais, à Lyon, il refusa

1. Il avait 19 ans.

d'aller saluer le cardinal archevêque de cette ville, frère de Richelieu. Celui-ci força le duc d'Enghien d'aller à Avignon faire la visite qu'il avait refusé de faire à Lyon. La fureur du duc d'Enghien fut à son comble, et il voulait partir pour Dôle[1] et se mettre déjà au service de l'Espagne, lorsque Richelieu mourut.

Le 21 mars 1643, Louis XIII lui donna le commandement de l'armée de Picardie, en lui adjoignant toutefois le maréchal de l'Hôpital, à cause de sa jeunesse : il n'avait alors que vingt et un ans. Louis XIII mourut le 14 mai 1643, et le duc d'Enghien gagnait, cinq jours après, la bataille de Rocroi.

II

Si la chronologie oblige de placer la bataille de Rocroi dans le règne de Louis XIV, il faut bien reconnaître cependant que c'est l'armée créée et disciplinée par Louis XIII et Richelieu qui a gagné cette bataille, que les organisateurs de cette armée ont obtenu ce jour-là leur plus grand triomphe, et qu'ils doivent avoir leur part dans l'honneur de ce succès, eux qui ont créé l'instrument dont Condé a si bien su se servir. Rocroi a été le brillant complément de la reprise d'Amiens par Henri IV, de la bataille d'Avein et de la défaite des Espagnols aux sièges d'Arras et de Perpignan. Avant Rocroi, la « redoutable infanterie espagnole » avait été plusieurs fois vaincue ; à Rocroi, elle fut en grande partie détruite.

1. La Franche-Comté était alors aux Espagnols.

Depuis la mort de Richelieu la discipline s'était relâchée dans l'armée de Picardie : son nouveau général la rétablit.

Au moment où Louis XIII allait mourir, les Espagnols envahissaient la France et assiégeaient Rocroi. Les généraux qui les commandaient étaient don Francisco de Melos et le comte de Fontaine[1].

Le 16 mai 1643, le duc d'Enghien apprit la mort du Roi, tint un conseil de guerre à Amiens, et l'on décida qu'on attaquerait l'armée espagnole afin de sauver Rocroi et d'arrêter l'invasion.

L'armée de Picardie était forte de 20,000 hommes, dont 14,000 hommes de pied et 6,000 chevaux[2].

Arrivé en vue de l'ennemi, le duc d'Enghien disposa ainsi son armée. Au centre, l'infanterie, composée d'excellents régiments : Picardie, Piémont, Rambures, la Marine, Persan, etc. Cette masse est sous les ordres de M. d'Espenan. L'artillerie, qui est au centre, compte seulement 12 pièces de canon et est placée sous les ordres du brave marquis de la Barre. La gauche est formée par 12 escadrons (2,400 chevaux) placés sous les ordres de M. de la Ferté-Senneterre. La droite est formée égalemnet par 12 escadrons commandés par Gassion. La réserve, composée de 4 escadrons et de

1. Le comte de Fontaine n'est pas le grand comte de Fuentès de Valdeopero, mort en 1610, à 85 ans; c'est le comte Paul-Bernard de Fontaine, Lorrain, vieux capitaine qui comptait alors 50 ans de services dans les Flandres. (Voir *Revue britannique*, avril 1869, art. de M. Canovas de Castillo, rédigé d'après des sources officielles et inédites.)

2. *Gazette*, 1648, p. 434.

3 bataillons, compte 2,000 fantassins et 1,000 cavaliers, parmi lesquels l'excellente cavalerie des gendarmes. M. de Sirot commande la réserve. Le duc d'Enghien se place entre Gassion et le centre; le maréchal de l'Hôpital est mis entre le centre et M. de la Ferté.

L'armée espagnole comptait 26,000 hommes (18,000 fantassins et 8,000 cavaliers) et 18 pièces de canon, mieux servies que les nôtres. Parmi les fantassins se trouvaient 5 régiments de vieille infanterie espagnole (*Tercios viejos*) commandés par le comte de Fontaine. Le centre de l'armée de Francisco de Melos était formé par l'infanterie : les vieux régiments en première ligne. La gauche est composée de cavalerie et sous les ordres du duc d'Albuquerque : cette aile est couverte en avant par un millier de mousquetaires. L'aile droite est composée de cavalerie commandée par le comte d'Isembourg.

Dès le 18 au soir, les deux armées étaient en présence, à portée de mousquet, à peine 100 pas. Elles se canonnèrent vivement, l'ennemi tirant mieux et plus que nous. A la nuit, un cavalier, transfuge français, vint trouver le duc d'Enghien et lui apprit que don Francisco de Melos attendait, pour attaquer les Français, le général Beck, qui devait arriver le 19 au matin avec 1,000 chevaux et 3,000 hommes de pied. Ces nouvelles décident le duc d'Enghien à commencer l'action au point du jour. Ordre est donné aux troupes de coucher en bataille sur leurs armes : toute l'armée garde ses rangs et conserve un silence absolu.

A trois heures du matin, Picardie commence l'attaque

et surprend endormis les mille mousquetaires placés en avant de la cavalerie du duc d'Albuquerque : ils sont passés par les armes. Gassion et d'Enghien attaquent ensuite les escadrons du duc d'Albuquerque, également endormis, surpris et bientôt mis en déroute. Le duc d'Albuquerque reforme sa seconde ligne derrière la gauche de l'infanterie espagnole et livre un second combat, dans lequel il est encore battu. En une heure l'aile gauche de Francisco de Melos est défaite et en fuite. Cette victoire enthousiasme les cavaliers du duc d'Enghien, qui dès lors en fera ce qu'il voudra.

Cependant à notre gauche, M. de la Ferté était battu. Le comte d'Isembourg avait passé la nuit devant Rocroi afin d'empêcher les Français de jeter un secours dans la ville[1].

La Ferté, voyant l'aile droite espagnole très dégarnie, se jeta sur elle; mais M. d'Isembourg, revenant à la hâte, mit la cavalerie de la Ferté en désordre et la repoussa au loin; puis, tournant à gauche, il attaqua de flanc le corps de M. de l'Hôpital, le battit et s'empara de tout notre canon. Dans cette déroute M. de la Ferté fut blessé et pris, M. de l'Hôpital fut blessé et M. de la Barre fut tué en défendant ses pièces.

Notre centre voit la gauche complètement battue. La droite est aux prises, au loin, avec l'ennemi; mais est-elle victorieuse ? Nul ne le sait. Cette infanterie se

1. Déjà Gassion, que l'on trouve partout, avait jeté dans Rocroi une centaine de cavaliers, qui contribuèrent beaucoup à empêcher la ville d'être prise.

trouble et recule. Telle est la situation, au centre, entre 5 et 6 heures du matin.

Le duc d'Enghien et Gassion, complètement victorieux, étaient arrivés sur une éminence où ils avaient fait halte. Ils se trouvaient derrière l'infanterie espagnole, toute la cavalerie du duc d'Albuquerque ayant fui à vau-de-route. Pendant qu'il laissait reposer les chevaux, le duc d'Enghien put constater dans son ensemble la défaite complète de la gauche et l'ébranlement du centre.

Il prit alors une résolution hardie. Il laissa Gassion, avec quelques escadrons, sur sa droite, pour s'opposer à tout mouvement sérieux que pourrait encore faire la cavalerie du duc d'Albuquerque; il fit faire un changement de front à gauche aux escadrons qu'il gardait avec lui, et se jeta sur l'infanterie ennemie de la seconde ligne, qu'il attaqua par derrière. Se voyant tournés, ces bataillons se défendirent mal contre cette charge; le désordre se mit dans leurs rangs, et presque tous s'enfuirent dans la direction de Rocroi, poursuivis et ramassés par Gassion[1].

Pendant ce temps, le baron de Sirot, avec la réserve, arrêtait la marche en avant de M. d'Isembourg et la retraite de notre centre. Il le ralliait à sa réserve; et, avec son régiment et les gendarmes, il repoussait la cavalerie d'Isembourg revenue encore à la charge, la

1. Je me suis beaucoup servi pour cette première partie de la bataille de Rocroi, de l'*Histoire des princes de Condé*, par M. le duc d'Aumale, qui donne pour la première fois certains détails d'une grande importance.

forçait à battre en retraite et reprenait 7 pièces de notre canon. M. de Sirot allait attaquer l'infanterie espagnole de la première ligne, lorsqu'un incident grave l'arrêta.

Comme il partait pour charger l'ennemi, le chevalier de la Vallière[1], maréchal de bataille[2], accourut et dit aux troupes à la tête desquelles s'était mis M. de Sirot[3], que la bataille était perdue et qu'il était inutile de continuer à se battre. « Elle n'est pas perdue, s'écria M. de Sirot, puisque Sirot et ses compagnons n'ont pas encore combattu[4] ! » Ces régiments obéirent cependant au commandement que leur faisait M. de la Vallière, et se disposaient à s'en aller. Sirot, voyant le parti qu'ils prenaient, alla à eux et les supplia de tenir ferme; mais, voyant aussi que malgré ses prières ils continuaient à se retirer, il les blâma de leur manque de cœur et s'en prenant au chevalier de la Vallière, il lui dit qu'il n'avait rien à commander aux troupes qui étaient sous ses ordres, et le menaça de « son ressentiment ». Les prières faites aux troupes et les menaces adressées à M. de la Vallière eurent tant d'effet sur l'esprit des officiers, que M. de Sirot « les raffermit, et qu'ils le crurent ».

1. Le père de la duchesse de la Vallière.

2. Chef d'état-major général de l'armée.

3. Régiments de Picardie, Piémont, Persan, la Marine, les Suisses, c'est-à-dire les régiments qui formaient le centre placé sous les ordres de M. d'Espenan, que l'on ne voit figurer nulle part.

4. *Relation de la bataille de Rocroi*, par M. de la Moussaye, aide de camp du duc d'Enghien.

Mais, comme il les conduisait à la charge, le même chevalier de la Vallière les arrêta une seconde fois, et il n'y eut plus que les troupes de la réserve qui restèrent avec M. de Sirot. Il courut après les régiments qui, suivant le conseil de M. de la Vallière, battaient en retraite et qui étaient déjà à plus de cent pas de lui. Il les traita de lâches et de gens sans cœur ni honneur, qui se retiraient sans combattre. Il leur dit qu'il ferait connaître leur conduite à toute la France, qu'il s'en plaindrait au Roi et au duc d'Enghien; qu'ils gagneraient la bataille s'ils voulaient combattre, puisqu'il n'y avait plus que ce gros bataillon espagnol qui restait ferme, et que, s'ils voulaient agir en gens d'honneur, ils le battraient. Il ajouta qu'ils l'abandonnaient pour suivre un homme qui les perdrait d'honneur et de réputation pour jamais. Il supplia encore ces régiments de se rallier à ses troupes, et les assura qu'il les rendrait victorieux.

Les soldats et les officiers, préférant enfin l'honneur au commandement que leur faisait M. de la Vallière, crièrent tous: « A monsieur le baron de Sirot, à monsieur le baron de Sirot! »; ils vinrent à lui et se joignirent à la réserve.

Comme il les mettait en ordre de bataille pour attaquer les Espagnols, le duc d'Enghien arriva. Sirot lui dit le commandement que M. de la Vallière venait de faire de sa part; le prince désavoua son maréchal de bataille et dit qu'il en avait menti[1].

On voit quel rôle considérable a joué le baron de

1. Mémoires du baron de Sirot.

Sirot à Rocroi : il a tenu tête aux Espagnols après la défaite de notre aile gauche; il a sauvé l'infanterie contre les attaques de la cavalerie d'Isembourg; il l'a empêchée d'écouter les lâches conseils de M. de la Vallière; il a conservé enfin au duc d'Enghien l'infanterie dont il avait besoin pour attaquer et vaincre les régiments de M. de Fontaine, et rester maître du champ de bataille. Il a eu une telle part dans la victoire que Mercy, l'ayant fait plus tard prisonnier, ne voulut pas lui rendre la liberté, « lui imputant l'échec des Espagnols à Rocroi ».

A ce moment, le duc d'Enghien arrivait donc et occupait la place où se trouvait, le matin, la cavalerie d'Isembourg, c'est-à-dire qu'il était placé sur le flanc droit de l'infanterie espagnole. En avançant, il trouva Sirot ferme avec son infanterie. Alors Sirot lance en avant 8 bataillons et quelques escadrons de chevau-légers, attaque les régiments italiens et le *tercio* du maréchal de camp don Velandia, qui couvrent le front des *tercios* du comte de Fontaine. Les Italiens sont enfoncés ; mais le *tercio* de Velandia, tout en battant en retraite, se défend avec vigueur et rejoint les autres régiments. Sirot reprend le reste de notre artillerie, dont les pièces ont été mises hors de service.

Il marchait sur la réserve des Espagnols, lorsque le comte d'Isembourg revient encore à l'attaque; mais une partie des escadrons de M. de la Ferté ont reparu et se sont reformés. La cavalerie de M. d'Isembourg est définitivement mise en déroute, et son brave général est criblé de blessures.

Le duc d'Enghien et Sirot remettent un peu d'ordre partout et donnent quelques instants de repos aux hommes et aux chevaux. Gassion, loin d'eux, empêche autant que possible les fuyards de se rallier et surveille l'arrivée de Beck.

Restent seuls sur le champ de bataille les cinq vieux régiments d'infanterie espagnole, qui forment un carré long, au milieu duquel sont 18 pièces de canon et le comte de Fontaine, dans sa chaise à porteurs[1], placée sur les épaules de quatre hommes[2]. Le duc d'Enghien donne l'ordre d'attaquer le carré à l'infanterie et aux escadrons qui sont avec lui. Les *tercios* ne tirent pas. Quand les Français sont à cinquante pas, les rangs s'ouvrent; les canons chargés à mitraille et tous les mousquets lancent une grêle de balles sur les assaillants.

Le feu fut si grand, dit M. de la Moussaye[3], que les Français ne le purent soutenir, et si les Espagnols avaient eu de la cavalerie pour les pousser, jamais l'infanterie française n'aurait pu se remettre en ordre.

Le duc d'Enghien la rallia promptement et recommença une seconde attaque. Elle eut le même succès que la première; enfin il les chargea par trois fois sans les pouvoir rompre. Le corps de réserve[4] arriva, et plusieurs des esca-

1. Elle est gravée sur la planche qui représente la bataille de Rocroi dans le bel ouvrage de Beaulieu : *Les Glorieuses Conquêtes de Louis XIV.*

2. Le comte de Fontaine souffrait de la pierre et ne pouvait se tenir à cheval.

3. *Relation de la bataille de Rocroi*, par M. DE LA MOUSSAYE, aide de camp du duc d'Enghien.

4. Commandé par Sirot.

drons[1] qui avaient poussé la cavalerie espagnole se rejoignirent au gros que le prince faisait combattre. Alors l'infanterie espagnole fut enveloppée de tous côtés et contrainte de céder au plus grand nombre. Les officiers ne pensèrent plus qu'à leur sûreté, et les plus avancés firent signe du chapeau pour montrer qu'ils demandaient quartier.

Le duc d'Enghien s'étant avancé pour recevoir leur parole et pour leur donner la sienne, les fantassins espagnols crurent que le prince voulait recommencer une autre attaque. Dans cette erreur, ils firent une décharge sur lui, et ce péril fut le plus grand qu'il eût essuyé de la journée[2]. Ses troupes, irritées de ce qui venait d'arriver à leur général, l'attribuant à la mauvaise foi des Espagnols, les chargèrent de tous côtés, sans attendre l'ordre, et vengèrent par un carnage épouvantable le danger qu'il avait couru.

Les Français entrent l'épée à la main jusque dans le milieu du bataillon espagnol, et quelque effort que fasse le duc d'Enghien pour arrêter leur fureur, les soldats ne donnent aucun quartier, mais particulièrement les Suisses qui s'acharnent d'ordinaire au meurtre plus que les Français. Le prince va partout, criant que l'on donne quartier. Les officiers espagnols et même les simples soldats se réfugient autour de lui. Don Georges de Castelui, mestre de camp, est pris de sa main. Enfin tout ce qui peut échapper à la fureur du soldat accourt en foule pour lui demander la vie, et le regarde avec admiration.

Aussitôt que le prince eut donné les ordres pour la garde des prisonniers, il travailla au ralliement des troupes, et se mit en état de combattre le général Beck, s'il poussait Gassion et s'il osait s'engager dans la plaine. Mais Gassion revint de la poursuite des fuyards et dit au duc d'Enghien que

1. De Gassion.

2. Il reçut deux mousquetades dans sa cuirasse; une autre au côté de la jambe; et son cheval fut blessé de deux balles. (*Gazette*, p. 439.)

Beck n'était point sorti du bois, se contentant de recueillir dans le défilé quelques débris de la défaite. Que même il l'avait fait avec un si grand désordre, et si peu de connaissance de l'avantage qu'il pouvait prendre des défilés de la forêt, qu'on voyait bien que la terreur des soldats de Melos s'était communiquée aux siens. En effet, après avoir sauvé quelques restes de l'armée espagnole, il se retira avec une précipitation incroyable et abandonna même deux pièces de canon.

Le duc d'Enghien, voyant sa victoire entièrement assurée[1], se met à genoux au milieu du champ de bataille et commande à tous les siens de faire la même chose pour remercier Dieu d'un succès si avantageux. Certes, la France lui devait en cette rencontre de grandes actions de grâces, car on peut dire que depuis plusieurs siècles les Français n'avaient point gagné de bataille ni plus glorieuse ni plus importante[2].

La valeur des vieilles bandes espagnoles ne se peut assez louer. Un de nos officiers ayant demandé à un Espagnol prisonnier combien ils étaient : « Comptez les morts », répondit-il[3].

L'ennemi perdit dans cette bataille 6,000 hommes tués, grand nombre de blessés, 5 à 6,000 prisonniers, 18 pièces de campagne et 6 de batterie, 170 drapeaux, 14 cornettes et 20 guidons[4], l'argent destiné à payer

1. Commencée à trois heures du matin, la bataille était finie à dix heures.

2. « Du milieu des morts, le prince, élevé en la piété, en fit voir des marques, rendant à genoux, et toute l'armée à son exemple, les grâces à Dieu du succès de cette bataille, comme il l'avait commencée par la prière et l'absolution que son confesseur donna à toute l'armée ». (*Gazette*, p. 439.)

3. *Gazette*, 1643, p. 452.

4. *Ibidem*, p. 429, 449.

un mois de solde à toute l'armée. Le pillage fut tel, qu'un de nos colonels croates assurait que son régiment profita de plus de 100,000 écus, soit un million et demi d'aujourd'hui.

Après la bataille, le duc d'Enghien entra dans Rocroi qu'il avait délivré, et dont la petite garnison, ainsi que les habitants s'étaient vaillamment défendus. Il fit nommer immédiatement M. de Sirot maréchal de camp, et, quelque temps après, Gassion reçut le bâton de maréchal[1].

Le vainqueur de Rocroi alla ensuite assiéger Thionville, qu'il prit, le 10 août, après une résistance de quarante-cinq jours. Il s'empara ensuite de Sierck (2 septembre), et revint à la Cour en triomphateur.

En 1644, le duc d'Enghien fut nommé commandant de l'armée d'Allemagne et alla rejoindre Turenne qui fut mis sous ses ordres.

Le général bavarois Mercy venait de s'emparer de Fribourg, capitale du Brisgau. Le duc d'Enghien et Turenne furent d'avis de reprendre la ville. Fribourg est situé dans un pays montueux. Ses abords étaient défendus par des bois de sapins, des marécages, des retranchements, quelques redoutes et des abattis. Avec sa fougue habituelle, Condé voulut prendre le taureau par les cornes, et il attaqua de front cette formidable position. La bataille commença le 3 août. Elle se compose de trois journées : celles du 3, du 5 et du 9.

Le 3, il fut convenu que le duc d'Enghien atta-

1. *Gazette*, 1643, p. 440.

querait le front de la position, défendu en avant par des vignes et plus loin par des retranchements et des abattis de sapins coupés sur la montagne, et que l'on avait fait glisser jusqu'au pied. Turenne, à la droite du duc d'Enghien, devait suivre un ravin et tomber sur le flanc gauche de l'ennemi ; mais les difficultés du terrain retardèrent sa marche, et il ne put attaquer que le soir.

Le duc d'Enghien lança M. d'Espenan, maréchal de camp, avec 2 bataillons contre les retranchements. D'Espenan est accueilli par un feu très vif; il enlève les premiers abattis ; mais ses pertes sont trop grandes pour qu'il puisse avancer. Le duc d'Enghien, avec le régiment de Conty, presque découragé avant de se lancer à l'assaut, recommence l'attaque pour dégager ce qui restait des bataillons de M. d'Espenan, pour chasser les Bavarois de leur position et pour empêcher que Mercy ne se jette avec toutes ses forces contre Turenne s'il cessait le combat.

Sans hésiter, le duc d'Enghien descend de cheval et marche à la tête de Conty et d'une vaillante noblesse, dans laquelle se trouve M. de la Moussaye, aide de camp du prince[1]. Cette action redonne du cœur aux soldats ; le duc d'Enghien *passe le premier* l'abattis de sapins, suivi de la noblesse de l'armée. Il se jette de sa personne sur l'ennemi et, suivant l'expression de Mercy, « il donne comme un lion ». Il ne jette pas son bâton de maréchal de France, par la raison suprême que, n'étant pas maréchal, il n'avait

1. Il est aussi l'auteur d'une *Relation de la bataille de Fribourg*.

pas de bâton de maréchal[1]. La position enlevée de haute lutte, le duc d'Enghien rallia ce qui lui restait d'infanterie, fit grimper sa cavalerie sur la montagne qu'il venait d'occuper, prit ses précautions contre un retour offensif de Mercy, et fit faire un grand bruit de trompettes et de timbales pour avertir Turenne qu'il était maître de la position et qu'il occupait le haut de la montagne.

Mercy, se croyant invincible du côté où il avait été forcé par le duc d'Enghien, avait opposé la plus grande partie de ses forces dans le vallon par lequel débouchait Turenne, qui ne parvint pas, en effet, à forcer les retranchements des Bavarois.

Le duc d'Enghien comptait assaillir, le lendemain, Mercy, qui ne pourrait, espérait-il, résister à la double attaque que l'on préparait. Il ne se trompait pas : car, pendant la nuit, Mercy se retira avec toute son armée et son artillerie sur la Montagne-Noire[2], occupant une position excellente dont il devait être difficile de le débusquer.

Le duc d'Enghien, voyant ses troupes harassées, leur donna la journée du 4 pour se reposer, et attaqua, le 5,

1. Un prince du sang n'était jamais maréchal et n'avait pas besoin de cette dignité. Il commandait une armée par pouvoir du Roi et en sa qualité de prince. Condé n'a jamais été non plus maréchal de camp ni lieutenant général. — M. de la Moussaye, témoin oculaire, ne parle pas de bâton de commandement, que le prince aurait jeté dans un abattis de sapins ! Il faut le redire : c'est d'Enghien qui se jette dans la mêlée, l'épée à la main et suivi des plus braves de l'armée, tous précédant et entraînant les soldats.

2. A l'est de Fribourg.

la Montagne-Noire, encore défendue par des abattis et des retranchements. Diverses attaques, commandées par Turenne, par M. d'Espenan, par le colonel Roze [1] avec la cavalerie weimarienne, par M. de Léchelle avec 1,000 mousquetaires, devaient se faire en même temps. Un accident imprévu dérangea ce plan. Les gens de M. d'Espenan commencèrent le combat sans ordre; M. de Léchelle crut devoir aussi s'engager; il fut tué, et ses troupes malmenées. Le duc d'Enghien se porta à leur secours ; mais les Bavarois, par un feu terrible, repoussèrent les nôtres, et le duc d'Enghien fut obligé de leur donner l'ordre de la retraite, après avoir couru lui-même les plus grands dangers. Aussitôt il attaqua, avec Turenne et Roze, le camp des Bavarois, par un autre côté, défendu par un épais retranchement d'arbres. Malgré un combat acharné et meurtrier, il fut impossible de chasser l'ennemi de ses lignes.

Le duc d'Enghien ramena l'armée dans son camp et ne songea plus qu'à couper les vivres à M. de Mercy pour l'obliger à se retirer d'un poste aussi fort. Les troupes eurent quatre jours pour se reposer.

Le 9 août, le duc d'Enghien marcha, par Langendenzling et le val de Bloterthal [2], sur l'abbaye de Saint-Pierre [3].

1. Rheinhold Rosen, appelé Roze par les Français, était l'un des meilleurs officiers weimariens. Il servit sous Gustave-Adolphe, sous Bernard de Weimar, et passa au service de Louis XIII, en 1639, avec l'armée weimarienne. Son fils, Conrad, fut maréchal de France.

2. A l'ouest de Fribourg.

3. Au nord de Fribourg.

Si les Français arrivaient à ce point, la retraite était coupée à M. de Mercy ; aussi dès qu'il les vit se diriger sur Langendenzling, comprenant le but que le duc d'Enghien se proposait d'atteindre, il décampa aussitôt pour arriver le premier à Saint-Pierre. Le duc d'Enghien avait à parcourir une route plus longue et très difficile. Le colonel Roze fut lancé avec 800 chevaux pour « couper chemin » aux Bavarois, et il les atteignit auprès de l'abbaye de Saint-Pierre. Aussitôt il prévint le duc d'Enghien « qu'il était à leur queue » et qu'il escarmouchait avec l'arrière-garde. Quand Mercy aperçut les premiers bataillons du duc d'Enghien, il comprit que le reste de l'armée les suivait, et il résolut d'accabler le colonel Roze tout d'un coup.

Mercy fit faire demi-tour à toute son armée et marcha contre la cavalerie de Roze. Ce colonel, au lieu de se retirer promptement dans le défilé, rallia ses escadrons, et, avec 7 ou 800 chevaux, il osa bien aller affronter dans une plaine toute l'armée bavaroise. Il avait l'armée ennemie et la plaine devant lui ; à droite, le grand chemin de Filingen, rempli du bagage des Bavarois ; à gauche, un grand précipice ; et, derrière lui, le défilé par où il fallait rejoindre le duc d'Enghien. Roze détacha d'abord un de ses escadrons pour dételer les chariots du bagage des ennemis ; et, avec ce qui lui restait, il alla charger les plus avancés de l'armée bavaroise. Mais pour se conserver libre l'entrée du défilé, il y laissa 4 escadrons, derrière lesquels il se retira après avoir été trois fois à la charge avec les autres. Ces quatre escadrons soutinrent le choc des Bavarois sans s'ébranler, jusqu'à ce que le reste de cette cavalerie fût entrée pêle-mêle dans le défilé. Enfin de quatre escadrons, Roze n'en laissa plus que deux pour défendre ce passage, lesquels,

après une résistance incroyable, voyant leurs gens hors du péril, se jetèrent dans le précipice qu'ils avaient sur la gauche, par des lieux où jamais il n'avait passé ni hommes ni chevaux.

L'action de Roze fut vigoureuse et conduite même avec tout l'art qu'il est possible de pratiquer dans un si grand péril; mais il ne s'en serait jamais sauvé, si Mercy n'avait pas vu sur la montagne voisine les corps de l'armée française qui se formaient peu à peu, et même que le duc d'Enghien s'était avancé pour soutenir la cavalerie de Roze. Car comme il ne craignait rien tant que de s'engager à un combat général, il aima mieux laisser échapper ces escadrons que de pousser plus avant dans le défilé.

En effet, le duc d'Enghien ayant remarqué du haut de la montagne l'action de Roze et le danger où il était, avait rallié ce qui s'était trouvé de gens autour de sa personne pour aller le secourir[1].

Mercy se retira sur Filingen, abandonnant une partie de ses bagages et de ses canons. Il n'avait été forcé cependant à évacuer son inexpugnable position que par ce dernier mouvement, dans la préparation duquel il est permis de croire que Turenne eut une large part.

Revenu à Ingolstadt, où se trouvait prisonnier un de nos généraux, le baron de Sirot, Mercy lui dit en l'abordant :

Je croirai dorénavant à vos pronostics, et on peut dire que les Français sont les meilleurs soldats du monde. Nous étions retranchés en des lieux où nous croyions qu'il n'y

1. LA MOUSSAYE, *Relation de la bataille de Fribourg.* — C'est sur l'estampe de Beaulieu qu'il faut suivre toutes ces opérations.

eût que les oiseaux qui en pussent approcher ; nous avions embarrassé toute la montagne des abattis de bois que nous avions fait couler sur la pente ; nous nous étions fortifiés en différents endroits, et nous étions couverts de plusieurs forts. Ces difficultés n'ont pas empêché le duc d'Enghien de nous en déloger, et ni le sang ni le carnage n'ont pu arrêter son impétuosité. Il a donné comme un lion, et la grandeur du péril n'a fait qu'augmenter son courage. En vérité, il n'y a que les Français qui puissent entreprendre de pareilles choses ; les autres nations n'en sont point capables, et il faut une vertu plus qu'humaine pour réussir en de pareilles entreprises[1].

Après Fribourg, le duc d'Enghien s'empara de Spire, de Philipsbourg, de Worms, d'Oppenheim et de Mayence, après quoi il revint passer l'hiver à la Cour. Turenne, qui était resté en Allemagne, fut surpris dans ses quartiers, à Marienthal, par Mercy, et le duc d'Enghien fut envoyé en Allemagne à son secours (1645).

Après avoir longtemps bataillé contre Mercy, le duc d'Enghien se décida à l'attaquer près de Nordlingen[2], le 3 août 1645.

La position sur laquelle Mercy avait établi son armée, au milieu de la grande plaine de Nordlingen, était excellente et avait été fortifiée avec une extrême rapidité par ses soldats. Le centre des Bavarois était au village d'Allerheim, dont les maisons avaient été crénelées et les rues barricadées. La droite était au

1. *Mémoires du baron de Sirot.*
2. Petite ville de Bavière dans la vallée de la Wernitz.

Wineberg, colline fortifiée. La gauche était à une autre colline, également fortifiée et dominée par le château d'Allerheim. Trois kilomètres environ séparent ces deux collines. En arrière du village d'Allerheim, Mercy avait fait faire une ligne de retranchements défendus par quelques bataillons placés là en réserve. — Mercy, avec l'élite de son infanterie, occupait le village. — Le général Gléen, avec les cuirassiers de l'Empereur, était au Wineberg. — Jean de Werth, avec la cavalerie bavaroise, occupait la hauteur d'Allerheim. L'armée ennemie comptait environ 16,000 hommes.

Turenne n'était pas d'avis d'attaquer Mercy dans une pareille position; mais le duc d'Enghien décida qu'on attaquerait. Déjà, quelques jours auparavant, on avait évité la bataille ; les Suédois, nos alliés, venaient d'abandonner notre armée ; les Hessois, qui étaient dans nos rangs, parlaient de s'en aller ; il fallait donc se battre avant leur départ.

Le duc d'Enghien chargea M. de Marsin, maréchal de camp commandant l'infanterie française, d'attaquer le centre de l'ennemi, c'est-à-dire le village d'Allerheim. Il confia sa droite au maréchal de Gramont, soutenu par la solide cavalerie des gendarmes. Le maréchal de Turenne fut mis à la tête de l'aile gauche avec la cavalerie weimarienne, la meilleure de l'Europe, qui formait sa première ligne. Sa seconde ligne se composait de 12 escadrons et de 6 bataillons hessois, sous les ordres du général-major Geisso et du colonel Œhm. La réserve, placée derrière notre droite, était

commandée par le comte de Chabot, maréchal de camp. L'armée franco-hessoise était forte d'environ 18,000 hommes.

Le duc d'Enghien, avec le marquis de la Moussaye, maréchal de camp et aide de camp du prince, devait se porter de sa personne là où les circonstances exigeraient sa présence.

Mercy se croyait inattaquable et invincible dans sa position. « Il célébrait d'avance son triomphe, en buvant plus de quarante verres de vin, sans que les fumées de cette liqueur lui troublassent le cerveau. Dans l'excès de sa joie, il embrassait avec transport son épouse qui le suivait partout : « Voilà, lui disait-il, le baiser le plus doux que je vous donnerai de ma vie ; voyez-vous cette armée de téméraires qui approche ? Dieu lui-même la livre entre mes mains ; réjouissez-vous, le succès de cette journée va rendre à l'empire la paix et son ancienne splendeur[1]. »

L'action commença, à quatre heures du soir[2], par l'attaque du village d'Allerheim. On se battit avec fureur dans les rues. Marsin enleva d'abord le village ; mais il fut blessé, et ses troupes repoussées. La Moussaye arrive avec des troupes fraîches ; à son tour il est blessé et repoussé. Le duc d'Enghien rassemble tout ce qu'il a d'infanterie et attaque une troisième fois. Dans ce combat M. de Mercy est tué, le duc d'Enghien est

1. Désormeaux, *Histoire du prince de Condé*, II, 244, d'après *Vittorio Siri*.

2. *Gazette*, 1645.

blessé, tous ses aides de camp sont tués ou blessés. Cinq fois nos troupes sont chassées du village, mais Condé y reviendra une sixième. Le caractère du duc d'Enghien se révèle ici tout entier ; sa ténacité est inébranlable : il faut combattre jusqu'à la victoire, coûte que coûte, et, pour l'obtenir, il déploie un prodigieux courage et un mépris de la mort tel, qu'il fait partager sa volonté et son ardeur à tous ceux qu'il commande.

A notre droite, le maréchal de Gramont est culbuté et pris par Jean de Werth; la réserve de M. de Chabot est battue. Toute cette cavalerie, prise de panique, s'est honteusement sauvée. Mais Jean de Werth, au lieu de renouveler à son profit la manœuvre de Rocroi, pousse devant lui, s'amuse à piller les bagages de Condé et perd son temps.

A gauche, Turenne, d'abord victorieux, fléchit ensuite. Le duc d'Enghien se met à la tête des Hessois, arrive à la rescousse de Turenne. Les deux généraux réunis refoulent le comte de Gléen : Weimariens et Hessois repoussent les cuirassiers de l'Empereur dans des charges demeurées longtemps célèbres. Le Wineberg est attaqué par son flanc gauche et presque conquis.

Alors le duc d'Enghien prend une grande résolution[1]. Il laisse Turenne et sa cavalerie achever la lutte contre Gléen ; il prend avec lui l'infanterie, lui fait faire un changement de front à droite, et, se mettant à sa tête, il se jette sur le village d'Allerheim, qui est

1. *Histoire des princes de Condé*, par le duc D'AUMALE, IV, 439.

enlevé dans ce suprême effort. C'était la sixième fois que nous l'attaquions.

Napoléon a blâmé le duc d'Enghien d'avoir attaqué Mercy dans cette formidable position de Nordlingen, avec une armée presque tout entière composée de cavalerie, et ayant si peu d'artillerie. Mais il l'admire sans réserve, quand, par une inspiration de génie, avec la seule aile qui lui reste, il bat l'ennemi victorieux à notre droite et au centre. « Condé, dit-il, a mérité la victoire par cette opiniâtreté, cette rare intrépidité qui le distinguait, car si elle ne lui a servi de rien dans l'attaque d'Allerheim, c'est elle qui lui a conseillé, après avoir perdu son centre et sa droite[1], de recommencer le combat avec la gauche, la seule troupe qui lui restât; car c'est lui qui a dirigé tous les mouvements de cette aile, et c'est à lui que la gloire doit en rester ».

Pendant ce temps Turenne achevait de défaire les cuirassiers de l'Empereur, qui s'étaient vaillamment défendus ; il fait prisonnier le général Gléen, s'empare du canon des Bavarois et le tourne contre eux, force l'infanterie à mettre bas les armes et s'empare enfin du Wineberg. Alors, avec une partie de sa cavalerie, il tourne à droite, se jette sur les retranchements élevés derrière le village d'Allerheim[2], en chasse les défenseurs et aide le duc d'Enghien à enlever et garder le village.

La nuit est venue; mais la bataille continue.

1. Et sa réserve, faudrait-il ajouter.

2. Beaulieu, *les Glorieuses Conquêtes*. Nordlingue.

Jean de Werth revient enfin de sa course insensée, et occupe la colline d'Allerheim ; il livre un nouveau combat dans lequel il est battu, et file jusqu'à Donauwerth.

A une heure du matin, Turenne achève son mouvement tournant et fait mettre bas les armes au dernier régiment d'infanterie bavarois resté près de l'église du village. Enfin la victoire si longtemps disputée est à nous.

Les Bavarois eurent 4,000 hommes tués[1]. On leur prit 2,000 hommes, 15 canons et 40 drapeaux ou étendards. Nous eûmes 4,000 hommes tués ou blessés ; presque tous nos généraux furent blessés : Condé, Turenne, Marsin, Gramont, la Moussaye.

« On peut véritablement dire que le maréchal de Turenne a beaucoup contribué à la victoire et qu'il a dans cette action une très grande part. Ce que je vous peux bien assurer, puisque le duc d'Enghien... a écrit en Cour qu'une bonne partie de cette victoire est due au cœur et à la conduite de ce maréchal[2] ».

« La mer, dit encore la *Gazette* dans ce style qui lui est particulier, la mer n'apprend pas seule à prier Dieu : la veille d'une bataille excite aussi la dévotion, de laquelle nos troupes donnèrent alors tant de preuves, que presque tous les catholiques se confessèrent et communièrent à l'exemple de leur général[3] ».

1. C'est-à-dire le quart de leur effectif, et encore sans les blessés. Ces proportions ont depuis longtemps disparu.

2. *Gazette*, 1645, p. 768.

3. *Ibidem*, p. 761.

On lit dans les Mémoires du maréchal de Rochambeau[1] :

Tous les historiens conviennent que M. de Turenne n'était pas d'avis que l'on attaquât de front cette position choisie par Mercy ; il conseillait de la tourner. Condé persista dans son plan d'attaque, et lui dit assez sèchement qu'il le chargeait de son arrière-garde avec ses Weimariens, si son armée ne pouvait vaincre les obstacles qu'il allait affronter. Il épuisa toutes les forces de son infanterie à l'attaque du centre ; son aile droite fut également battue, ainsi que la réserve où le maréchal de Gramont fut pris. Tous les lieutenants généraux de M. de Turenne attendaient avec un respectueux silence son ordre pour commencer la retraite. Il se retourna vivement, en leur criant : « A coup sûr Mercy a été tué, puisque son armée ne fait pas le mouvement qu'il lui aurait certainement commandé d'après l'avantage qu'elle a sur celle de M. le prince de Condé. Chargeons dans ce moment la droite des ennemis et nous les battrons ». Il marche à la tête de sa première ligne, gravit la montagne sur laquelle était posté le général Gléen. Aussitôt que le grand Condé vit ce mouvement, il vint s'y réunir à la tête de la seconde ligne de Turenne et de quelques troupes qu'il y rallia. Ces deux grands capitaines mirent en déroute l'armée de l'Empereur, dont le général Mercy venait effectivement d'être tué. Ce coup d'œil du génie de Turenne, si propre à enflammer le cœur de tous les jeunes militaires, ne mérite-t-il pas de passer à la postérité ?

En 1646, le duc d'Enghien fut chargé, sous le duc d'Orléans, du commandement de l'armée de Flandre, et après le départ de Monsieur il eut le commandement en

1. Tome II, page 208.

chef. Les princes s'emparèrent de plusieurs villes : Courtray, Bergues, Saint-Vinox, Mardyck et Furnes ; mais le fait le plus important de cette campagne fut la prise de Dunkerque. Aidé par la flotte hollandaise, le duc d'Enghien s'empara de Dunkerque le 7 octobre.

Le 26 décembre de cette année, le duc d'Enghien prit le nom de prince de Condé, après la mort de son père. Mazarin et Anne d'Autriche le comblèrent de faveurs ; on lui donna des régiments, des compagnies de cavalerie, les gouvernements de Berry et de Bourgogne ; on le nomma grand-maître de la maison du Roi, vice-roi de Catalogne et commandant de l'armée dans cette province.

En 1647, Condé alla assiéger Lérida, qu'il ne put prendre : l'approche d'une armée beaucoup plus forte que la sienne l'obligea à lever le siège (17 juin), et en octobre il se démit de sa vice-royauté.

En 1648, Condé fut nommé commandant de l'armée de Flandre. Le 20 août, il gagna sur les Espagnols, commandés par l'archiduc Léopold et le général Beck, la bataille de Lens[1].

L'archiduc avait 18,000 hommes ; Condé, 14,000. L'archiduc occupait une très forte position. Sa droite était appuyée à Lens, dont il était maître ; sa gauche était établie sur une hauteur de très difficile accès ; son centre était couvert par des chemins creux. Condé mit son armée en bataille comme s'il voulait encore prendre le taureau par les cornes ; mais cette fois il usa de

1. Petite ville de l'Artois.

ruse. Il feignit de se retirer afin de décider l'ennemi à quitter sa position, l'attirer dans la plaine et lui livrer bataille dans des conditions meilleures pour lui.

Son armée était disposée sur deux lignes, avec une réserve commandée par le comte d'Erlach. Condé fit faire demi-tour aux troupes et battit en retraite ; Beck, avec la cavalerie lorraine, le suivit, l'attaqua et mit l'aile droite française en déroute. L'archiduc prévenu se hâta de venir avec l'armée ; mais, quand il fut arrivé, Condé avait rétabli l'ordre à sa droite, et il arrêta les Espagnols par le feu d'une batterie de 20 pièces de canon placée sur une hauteur ; enfin, sous le feu et dans le plus grand ordre, il remplaça sa première ligne, qui avait souffert, par la seconde, qui était intacte[1], et engagea l'action.

Les deux ailes étaient entièrement composées de cavalerie. Le prince commandait la droite ; le maréchal de Gramont, la gauche. Le centre, qui comprenait toute l'infanterie, était sous les ordres du duc de Châtillon. Entre les deux lignes de l'infanterie, Condé avait placé comme soutien 6 escadrons. Picardie, les Gardes françaises et suisses sont en première ligne. La réserve est entièrement formée de cavalerie.

Partout le combat fut acharné. Ce fut une bataille de soldats, dans laquelle le plus fort et le plus brave, celui qui avait une confiance aveugle dans son général, devait rester le maître. Parmi les épisodes les plus re-

1. Les deux lignes changèrent de position avec beaucoup d'ordre, en passant par les intervalles l'une de l'autre.

marquables de la bataille, on doit signaler une charge à la pique et à l'épée faite par deux bataillons des Gardes françaises sur un régiment espagnol et deux régiments allemands qui furent enfoncés. Défaits à leur tour par la cavalerie de l'ennemi, ces admirables soldats furent ralliés par notre cavalerie et ramenés au feu; ils recommencèrent à charger et décidèrent en partie la victoire[1]. Le « hutin », comme l'on disait au Moyen-Age, c'est-à-dire la mêlée, se prolongeant, la réserve du comte d'Erlach y mit fin en venant y prendre part.

Les Espagnols eurent 3,000 hommes tués et un très grand nombre de blessés : parmi les morts, il faut citer le général Beck. On leur fit 5,000 prisonniers, dont 7 à 800 officiers et sergents. Ils perdirent 120 drapeaux, 38 canons, un équipage de ponts de bateaux, leurs munitions, leurs bagages[2]. L'armée espagnole était presque complètement détruite; l'archiduc s'enfuit à Douai avec ses débris.

Le triomphe éclatant de l'armée française à Rocroi, Fribourg, Nordlingen, Lens et Sommerhausen[3] fit une révolution en Europe. L'armée française était devenue la première : Espagnols, Impériaux et Bavarois, tous avaient été vaincus; toutes les cavaleries et infanteries étrangères avaient fui devant la cavalerie et l'infanterie française. La victoire de Condé à Lens,

1. *Gazette*, 1648, p. 1128, 1130. Les pertes de ces deux bataillons furent énormes; ils eurent 30 officiers tués ou blessés.

2. *Gazette*, p. 1109, 1117, 1133.

3. Bataille gagnée en 1648 par Turenne.

dans les Pays-Bas, et celle de Turenne à Sommerhausen, en Bavière, mirent fin à la guerre de Trente-Ans, et décidèrent l'Empereur à signer la paix de Westphalie. L'œuvre de Richelieu était en partie accomplie.

III

La Fronde éclata à Paris après la bataille de Lens. Au début, Condé se déclara pour Anne d'Autriche et Mazarin ; mais son orgueil et sa prétention de gouverner finirent par irriter le Cardinal, qui le fit arrêter et emprisonner (1650). Mis en liberté l'année suivante, il se révolta à Bordeaux et s'allia avec l'Espagne. Nous racontons dans ce livre l'histoire des grands généraux français, et non pas celle des traîtres au service de l'Espagne. Il nous suffira donc de dire sommairement que Condé méditait probablement de renverser Louis XIV et de prendre sa couronne ; qu'il fut battu à Bléneau et au faubourg Saint-Antoine par Turenne (1652) ; qu'il fit massacrer une partie des échevins de Paris, en plein Hôtel-de-Ville, par la canaille qu'il avait soulevée ; qu'il passa enfin aux Pays-Bas et se mit à la tête de l'armée espagnole. En 1653, il eut la honte de s'emparer de la ville de Rocroi. En 1654, Louis XIV vint au Parlement déclarer Condé coupable de haute trahison et le fit condamner à mort par contumace.

Pour répondre à cet arrêt, Condé, à la tête des Espagnols, assiégea Arras et fut battu par Turenne. En

1656, il prit sa revanche et força ce même maréchal à lever le siège de Valenciennes. En 1657, il conduisit un secours à Cambrai et empêcha Turenne de mettre le siège devant cette ville. En 1658, il était présent à la bataille des Dunes, et chercha à empêcher le présomptueux don Juan d'Autriche de commettre les fautes qui le firent battre par Turenne.

A la paix des Pyrénées (1659), ce grand coupable obtint son pardon : les Espagnols menaçaient d'ériger pour lui le Luxembourg en une principauté souveraine. Devant ce danger, le gouvernement français amnistia Condé et ses complices, qui rentrèrent en France. Le prince fut rétabli dans ses honneurs, biens, charges, titres et gouvernements. A son retour, Condé se jeta aux pieds du Roi et désavoua sa conduite. « Mon cousin, répliqua Louis XIV, vous avez rendu de trop grands services à ma couronne pour que je me souvienne d'un mal qui n'a préjudicié qu'à vous seul. Tout est oublié et pardonné ».

Mazarin était décidé cependant à tenir Condé éloigné des affaires, et, avant de mourir, il fit cette recommandation à Louis XIV. Le Roi, convaincu que Condé avait voulu le détrôner, suivit exactement le conseil du Cardinal, et deux jours après la mort de Mazarin il signifia au prince qu'il n'avait pas à espérer de revenir aux affaires[1].

Il resta dans sa retraite de Chantilly jusqu'à ce que le Tellier et Louvois, pour abaisser Turenne qu'ils dé-

1. Chantelauze, *Portraits historiques*, p. 346.

testaient et lui donner un rival, décidèrent Louis XIV à confier le commandement d'une armée à l'ancien chef de la Fronde.

IV

Quand la guerre de Dévolution éclata en 1667, Condé ne fut pas appelé à l'armée; mais, en 1668, il proposa à Louvois un plan pour la conquête de la Franche-Comté, et le ministre le fit accepter par Louis XIV. Turenne, tout puissant auprès du Roi, était tombé en disgrâce auprès de Louvois et de son père, Michel le Tellier. Ils cherchaient à ruiner le crédit de Turenne auprès de S. M., ou tout au moins à le diminuer, et à rendre à Condé quelque autorité. Turenne était trop fier et trop indépendant pour plier devant ces ministres, qui craignaient pour eux-mêmes cette grande puissance. Ils insinuèrent au Roi que Turenne ne pouvait pas suffire à tout, que S. M. avait besoin de plus d'un lieutenant et lui proposèrent enfin d'employer les talents militaires de Condé, Louis XIV crut à l'honnêteté de cette proposition, et se décida à rappeler Condé[1], qui s'était fait le serviteur très humble de Louvois.

Pour rentrer en grâce et être rappelé au commandement des armées, le prince mit de côté son orgueil, et se prêta dès lors à tout ce qu'exigeait la vanité du ministre et de son père; il s'abaissa au point de leur dire, en terminant ses lettres : « Je vous baise les mains

1. C. ROUSSET, *Histoire de Louvois*, I, 127.

et vous prie de croire que personne au monde ne vous honore plus que moi et ne vous est plus véritablement acquis. M. de Louvois trouvera ici les mêmes assurances pour lui[1] ». Un prince du sang terminait ainsi ses lettres, et un vicomte de Turenne les terminait brusquement par sa signature.

L'intrigue contre Turenne ne réussit pas complètement : il ne perdit pas la faveur de Louis XIV ; mais elle fut diminuée, tandis que Condé rentra peu à peu en grâce. Pour obtenir du Roi le commandement d'une armée et faire oublier sa conduite passée, Condé écrivit à Louis XIV l'humble lettre qui suit :

Je supplie très humblement V. M. de croire que je n'envisagerai jamais rien que sa gloire en toutes choses, et que mes intérêts ne me seront jamais rien, au prix de son service et de la fidélité que je lui dois. Ma naissance m'y engage plus que tous les autres, mais les bontés et la confiance qu'elle daigne prendre en moi, après l'avoir si peu mérité, m'y engagent encore bien plus que ma naissance. Faites-moi donc l'honneur de croire, Sire, que je n'ai ni bien ni vie que je ne sacrifie de bon cœur pour votre gloire et pour la conservation de votre personne, qui m'est mille fois plus chère que toutes les choses du monde[2].

En 1668, Condé entra en Franche-Comté ; le Roi l'y rejoignit, et, en quinze jours, toutes les places furent prises et la province conquise. La paix d'Aix-la-Chapelle fut signée avec l'Espagne le 2 mai 1668. Louis XIV

1. Lettre du 8 mai 1674 à le Tellier, citée par M. C. Rousset (*Histoire de Louvois*, I, 352.)

2. Lettre publiée par M. C. Rousset, *loc. cit.*, p. 127.

conserva la Flandre française et rendit la Franche-Comté.

Trois ans après, en 1671, Louis XIV alla visiter Condé en son château de Chantilly. Le Roi était suivi de sa Cour. Cette visite de trois jours coûta à Condé plus de 200,000 livres (un million de nos jours). Chasses, festins, jeux, comédie, feux d'artifices, concerts de musique militaire, danses de paysans, concerts rustiques, fleurs pour embaumer l'air, tout fut prodigué. Les repas étaient servis par des soldats suisses, car il fallait que la fête eût un caractère tout militaire[1].

Quand la guerre de Hollande commença en 1672, Condé obtint le commandement de l'un des quatre corps d'armée qui composaient l'armée d'invasion commandée par le Roi en personne. Louis XIV lui dit gracieusement : « Mon cousin, je veux apprendre de vous le métier de la guerre ». Condé commença par prendre Wesel et Emmerich; mais, au passage du Rhin, il fut blessé par les Hollandais : une balle lui fracassa le poignet gauche.

Dans la campagne de 1673, il commanda l'armée française de Hollande et contint par ses manœuvres le prince d'Orange; en même temps il leva des taxes énormes sur le pays conquis, et fit des observations à Louvois sur ces violences et la misère des habitants. Il reçut du ministre, pour toute réponse, qu'il savait bien

1. C'est à cette fête que Vatel, le contrôleur de la maison de Condé, se tua parce que le rôti avait manqué à deux tables, et parce qu'il crut que la marée allait aussi manquer (*Lettres de madame de Sévigné*, éd. Hachette, II, 183-189.)

que ces taxes ne pouvaient pas avoir mis les habitants de bonne humeur, et qu'il n'avait qu'à continuer. Le prince se soumit.

En 1674, Condé fut nommé commandant de l'une des armées de Flandre, qui comptait 50,000 hommes. Il fut opposé au prince d'Orange, fort de 90,000 hommes, Hollandais, Espagnols et Allemands. Condé occupait, entre le village de Senef et Charleroi, une forte position couverte par un ruisseau profond et difficile à passer, le Piéton. Guillaume d'Orange, étant venu pour attaquer les Français, n'osa le faire et décampa. Il fit une marche de flanc devant Condé, qui aussitôt, avec sa cavalerie, se jeta sur l'arrière-garde et les bagages de l'ennemi. Il était huit heures du matin quand l'action s'engagea. Peu à peu l'affaire devint sérieuse. Entraîné par ses premiers succès, Condé poussa ses cavaliers en avant; mais Guillaume, grâce au nombre de ses troupes et à la nature du terrain qu'il occupait, terrain coupé de ravins et de défilés, reprit quelque avantage. Condé continua à combattre, mais sans plan arrêté. Un combat succède à un autre; sa cavalerie est toujours presque seule engagée; il n'a guère que 6 pièces de canon en action; l'infanterie n'est pas suffisante. Cet ensemble de combats acharnés, cette boucherie, ne finit qu'après minuit par une panique générale qui fit fuir les deux armées[1].

Quand cette bataille à coups d'hommes fut finie, on enterra 27,000 morts, dont 7 à 8,000 Français (11 août).

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, II, 50.

Condé voulait continuer la bataille le lendemain : il aurait eu alors toute son infanterie et toute son artillerie sous la main. Mais quand il parla de recommencer la bataille, tout le monde en frémit. « Il n'y avait plus que lui, dit le marquis de la Fare, qui eût encore envie de se battre ».

La consternation fut grande à Paris quand arrivèrent les détails de cette bataille si sanglante et dont les résultats étaient si médiocres. « Nous avons tant perdu à cette victoire, écrivait madame de Sévigné, que sans le *Te Deum* et quelques drapeaux portés à Notre-Dame nous croirions avoir perdu le combat ».

Quelque temps après, le prince d'Orange alla assiéger Oudenarde, que Vauban défendait. Condé marcha au secours de la place, et, à son approche, le prince d'Orange leva le siège (21 septembre).

La campagne finie, Condé vint à Versailles, où il fut bien accueilli par Louis XIV. Le prince, toujours souffrant de la goutte, montait péniblement et lentement le grand escalier du château[1], au haut duquel l'attendaient le Roi et sa Cour. « Sire, dit Condé, je supplie V. M. de me pardonner si je la fais attendre. — Mon cousin, répondit Louis XIV, ne vous pressez pas; quand on revient, comme vous, chargé de lauriers, il est tout naturel que l'on ait de la peine à marcher vite ».

En 1675, Condé eut encore le commandement de l'armée de Flandre. Mais à la mort de Turenne, il reçut l'ordre de laisser le commandement de cette armée

1. L'escalier des Ambassadeurs.

au maréchal de Luxembourg et d'aller prendre, en toute hâte, le commandement de l'armée d'Allemagne, afin de défendre l'Alsace contre Montécuculli, qui l'avait envahie et assiégeait Haguenau. Condé marcha à grandes journées et arriva, par Nancy, à Schelestadt, le 19 août[1].

Il était alors en proie à cette humeur chagrine et morose qui, depuis quelques années, affectait son caractère[2]. Il avait perdu son audace d'autrefois, qui avait reparu un moment à Senef. Il exagérait les forces de Montécuculli; tout lui paraissait pitoyable dans sa propre armée, qui pourtant était celle de Turenne; l'infanterie, la cavalerie, les places étaient mauvaises. La situation était très grave; tout lui paraissait impossible. Le croyait-il sérieusement, ou jouait-il une comédie?

Toujours est-il qu'il lui suffit de marcher au secours de Haguenau pour décider Montécuculli à lever le siège. Un lieutenant de ce général, Louis de Bade, alla assiéger Saverne, le 10 septembre; mais la place se défendit si vaillamment, que, le 14, le siège fut levé. Montécuculli évacua l'Alsace et repassa le Rhin le 22 septembre.

Montécuculli n'avait pas osé se commettre contre Condé commandant les vieux régiments de Turenne, qui venaient, sans général, de le battre à Altenheim. Vieux, usé, chagrin, prudent à l'excès, il renonçait sans combat à la conquête de l'Alsace.

1. *Gazette*, 1675, p. 637.
2. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, II, 185.

La campagne de 1675 est la dernière que fit Condé. Dès lors il vécut retiré à Chantilly en proie à la goutte, venant très rarement à la Cour, recherchant la société des grands écrivains de l'époque, se plaisant à la lecture de leurs œuvres, et redevenant chrétien à la voix de Bossuet.

Il mourut le 11 décembre 1686.

Le grand Condé fut inhumé dans l'église de Vallery (près de Sens), qui servit de sépulture aux princes de la Maison de Condé jusqu'en 1740. Le 30 mars 1794, le caveau fut ouvert, les cercueils furent brisés, et les ossements jetés pêle-mêle dans une fosse du cimetière de la paroisse.

II

LE COMTE DE GASSION

MARÉCHAL DE FRANCE.

Bataille de Rocroi (1643).

Jean, comte de Gassion, quatrième fils d'un président au parlement de Pau, naquit à Pau le 20 août 1609. Dès l'âge de seize ans il fut reçu dans une compagnie de gendarmes, et il servit, de 1627 à 1629,

sous le duc de Rohan, dans les rangs des huguenots dont il était le coreligionnaire, jusqu'à la paix d'Alais. En 1630, il était, dans l'armée du Roi, à la prise de Pignerol et au combat de Veillane.

A ce moment la gloire que Gustave-Adolphe commençait à acquérir en Allemagne décida Gassion à aller prendre du service dans l'armée suédoise (1631). Son intrépidité lui assura bientôt une place parmi les plus braves, et lui valut d'être fait colonel d'un régiment de cavalerie. Après la mort de Gustave-Adolphe, tué à Lutzen (1632), Gassion servit sous les ordres de Bernard de Weimar; mais, en 1635, quand Louis XIII déclara la guerre à l'Espagne, Gassion offrit son régiment de cavalerie légère et ses services à Richelieu, qui les fit accepter au Roi.

Dès ces premières relations, le Cardinal se montra particulièrement bienveillant envers Gassion, qui, dès l'abord aussi, protesta d'un dévouement sans bornes aux intérêts de Son Eminence[1], et qui lui tint parole.

Gassion servit en Lorraine, en 1635, sous le maréchal de la Force ; en 1636, il gagna, avec le marquis de la Force, fils du maréchal, le combat de Raon, où il fit prisonnier le général ennemi, Colloredo, et où il eut, pour sa part de butin, 25,000 livres (125,000 fr.) sur la vente des armes et des chevaux de deux escadrons ennemis faits prisonniers.

Nos officiers, étant maîtres du champ de bataille et tran-

1. *Lettres de Richelieu*, VII, 1011, 733, 735.

quilles possesseurs de leurs prisonniers et de leur butin, firent arborer sur l'heure douze cornettes de cavalerie, et en ayant fait une espèce de tente, ils y appelèrent le général Colloredo, et ils y prirent ensemble un rafraîchissement à la cavalière[1]. On y but la santé des braves de part et d'autre, que la bonne ou mauvaise fortune seule avait distingués, et après toutes les civilités acquittées envers le malheureux, on le mit dans un carrosse et on l'envoya à Troyes, sous bonne garde, et de là à Vincennes[2].

Gassion finit l'année au siège de Dôle et à la reprise de Corbie.

En 1637, il est, au siège de Landrecies, sous les ordres du cardinal de la Valette; en 1638, il est au siège de Saint-Omer, sous le maréchal de Châtillon, et est nommé maréchal de camp. En 1639, on le trouve au siège de Hesdin et au combat de Saint-Nicolas. En 1639 et en 1640, il fut chargé, avec des troupes étrangères, de réprimer la révolte des Nu-pieds, paysans de la Basse-Normandie soulevés contre les impôts, la gabelle et le fisc. Les Nu-pieds furent battus à Avranches, passés au fil de l'épée, roués, pendus ou envoyés aux galères. Les grandes villes de Caen et de Rouen, qui avaient pris part à la révolte, furent désarmées et perdirent leurs privilèges. Gassion s'était acquitté de sa mission à la satisfaction du Roi[3], qui lui avait donné le commandement de cette expédition, de préférence

1. Sans façon, rapidement.
2. *Histoire du maréchal de Gassion* (par l'abbé de Pure); II, 57, édit. 1696, 4 vol. petit in-12.
3. *Lettres de Richelieu*, VII, 1044; VIII, 320.

à Rantzau, parce que, disait S. M., la Normandie, où il ne croît pas de vin, n'était pas son fait, ni un bon quartier pour lui[1]. Gassion reçut en récompense une lieutenance de Roi, charge dont Louis XIII paya la moitié de la valeur.

En 1640, Gassion était au siège d'Arras et s'y fit remarquer par de continuels combats ou coups de main contre l'ennemi du dehors. En janvier 1641, Richelieu invita Gassion à venir à la Cour :

Toutes les heures de paix, lui écrivait-il[2], vous serez souhaité ici; et le Roi, qui vous désire présent à ses armées quand elles doivent agir, n'entend point que vous ne goûtiez pas une partie du repos commun.... Vous serez autant satisfait de la Cour qu'elle l'est de vous.

A son arrivée, le ministre de la guerre, M. des Noyers, le Cardinal et le Roi firent le meilleur accueil à Gassion, et lui parlèrent de services qu'on attendait de son dévouement. Enfin Richelieu déclara quel était le service attendu. « Le Roi, dit-il à Gassion, entend se servir de vous en l'affaire de M. le comte (de Soissons), et moi je suis garant de votre secret, de votre zèle et de votre fidélité ». Richelieu ajouta que les princes ligués avaient déjà choisi un particulier pour tâcher de le débaucher du service du Roi et pour l'attirer dans leur rébellion. « Mort ! (interrompit Gassion, à sa brusque manière), je tuerai le premier qui osera m'en parler. — Non, pas

1. *Histoire du maréchal de Gassion*, II, 90.
2. *Lettres de Richelieu*, VII, 276.

cela, dit le Cardinal, il vous faut tout écouter, il vous faut faire vos conditions, il vous faut leur promettre vos troupes et les empêcher ainsi d'en faire d'autres; et dans l'occasion, s'il s'en présente une pour le combat, vous déclarer que vous êtes bon serviteur du Roi... » Le Cardinal ajouta « qu'il n'y avait parmi les vrais braves aucun qui refusât le parti qui lui était offert, par où le dernier secret et le chemin à une mémoire éternelle et au faîte de la fortune lui était ouvert ». Lors il s'étendit sur les maximes d'État, sur la nécessité et l'importance du coup. « Monseigneur, repartit Gassion, comptez sur ma vie et sur ma mort quand il faudra vous servir; mais donnez-m'en les occasions sans intrigue et sans trahison. Je vous rendrai bon compte de vos ennemis, mais je veux qu'ils soient les miens. — Monsieur, répliqua le Cardinal, le Roi veut être servi à sa manière, et il a de quoi reconnaître ses serviteurs et leurs services ».

Le lendemain, Richelieu envoya chercher Gassion et lui dit, avec sa grâce ordinaire : « Mon pauvre colonel, mon ami, je vous donne bien de la peine, mais je vous en suis aussi bien obligé. Vous êtes plus à moi que vous ne pensez, et vous êtes peut-être plus mal satisfait que moi de ce que vous me dîtes hier. — Monseigneur, repartit Gassion, je ne puis vous rien donner de plus que ma vie et ma foi; je perdrai celle-là avec plaisir pour Votre Eminence; mais je ne hasarde point celle-ci». Un homme ordinaire n'aurait vu dans cette sévère et loyale franchise du jeune soldat qu'une résistance dont il se serait irrité; Richelieu dit noblement : « C'est assez,

Monsieur de Gassion, votre fortune en peut pâtir, mais non pas mon estime[1] ».

Peu de temps après la défaite du maréchal de Châtillon à la Marfée (6 juillet 1641), Richelieu écrivait à ce maréchal :

Le Roi apprend tous les jours de nouveaux exploits de Gassion : il en aura sans doute toute la reconnaissance possible ; moi, qui ne suis pas moins intentionné pour lui, j'en suis ravi[2].

En septembre de cette année, les deux maréchaux de Brézé et de la Meilleraye voulaient avoir, l'un et l'autre, Gassion dans leur armée ; le colonel se décida pour le second.

Le Roi est si satisfait de vous, écrit Richelieu à Gassion, qu'il veut que vous le soyez aussi. Servir le Roi comme vous faites, c'est très bien faire votre cour, et surtout auprès de moi ; je la ferai pour vous à S. M., et peut-être avec plus de succès que vous ne feriez par votre présence ou par vos lettres[3].

Au mois de décembre, Gassion fut fait mestre de camp général de la cavalerie, et, en janvier 1642, il reçut l'ordre d'aller à l'armée du maréchal de Brézé avec son régiment. Le Cardinal écrivit à ce maréchal :

Le colonel Gassion a l'ordre de vous aller joindre avec son

1. *Histoire du maréchal de Gassion*, II, 126 et suivantes.
2. *Lettres de Richelieu*, VII, 848.
3. *Ibidem*, VIII, 374.

régiment..... Vous pouvez tirer beaucoup d'avantages de sa manière de faire la guerre; il est sans égal et semble forcer le destin en faveur de ses entreprises. Traitez-le bien et le considérez comme une personne que le Roi estime tout à fait, que j'aime beaucoup et qui peut vous être extrêmement utile[1].

En 1641, Gassion s'était fort distingué à la prise d'Aire. En 1642, il resta dans le nord de la France, à l'armée du comte d'Harcourt; mais, à la fin de l'année, et presque au moment de la mort de Richelieu, le Cardinal appelait auprès de lui ce soldat dévoué qu'il affectionnait : il le recevait le 18 novembre[2] et mourait le 4 décembre 1642. Pour la seconde fois, Gassion perdait un tout puissant protecteur.

Quelques mois après, le 19 mai 1643, M. de Gassion aidait le duc d'Enghien à gagner la bataille de Rocroi, et recevait en récompense le bâton de maréchal[3], le 17 novembre. Le 27 de ce mois, il était nommé conseiller d'Etat.

Pendant la régence d'Anne d'Autriche, Gassion continua à servir dans les Flandres, tantôt commandant l'armée, quelquefois placé sous les ordres d'un prince. Il prit Gravelines, Cassel, Mardyck et Courtray. En 1647, il assiégea Lens et commanda l'attaque d'une palissade où l'ennemi s'était retranché. Ses hommes hésitant, Gassion se mit en avant et essaya d'arracher un pieu.

1. *Lettres de Richelieu*, VII, 1052.
2. *Ibidem*, VII, 907.
3. Gassion ne fut jamais lieutenant général. Ce grade n'était pas alors obligatoire pour devenir maréchal de France.

Mais une balle l'atteignit à la tête (28 septembre), et cinq jours après il mourut à Arras.

Gassion a été surtout un beau général de cavalerie légère. Brave, audacieux ou téméraire, d'une prodigieuse activité, « il va toujours à la guerre », c'est-à-dire en courses, en reconnaissances, en expéditions, se battant comme un de ses cavaliers, traversant à cheval les rivières à la nage, faisant le coup de pistolet, et ne manquant jamais son homme. Ses coureurs, ses batteurs d'estrade sont partout : Piccolomini et son armée les appellent les Gassions[1] et en ont grand'peur. Le régiment de Gassion[2] est toujours au complet; les cavaliers y accourent de toutes parts, car on y fait de riches captures. Toujours en campagne et flairant une surprise, les Gassions sont constamment en lutte avec l'ennemi, qui est attaqué et battu quel que soit son nombre : c'est une averse continuelle de coups de sabre, qui se termine toujours par la prise des chevaux, des armes, du bagage et souvent de la personne de l'ennemi, ce qui procure de bonnes rançons. Gassion surprend les convois, les postes, les garnisons, détruit tout ce qu'il ne peut prendre, et mérite bien le surnom de *grand dégâtier*, que lui donnait le maréchal de la Meilleraye.

Ses courses en pays ennemi sont prodigieuses et

1. *Gazette*, 1638, p. 523.

2. Composé de chevau-légers et de 2 compagnies de dragons. — On est étonné de trouver, dans ces compagnies, des maîtres ou cavaliers ayant des chevaux de 1,000 écus (15,000 fr. d'aujourd'hui.)

semblent présager celles que feront nos chasseurs et nos hussards pendant le premier empire[1]. En 1636, il va, toujours avec ses Gassions, de Corbie à Cambrai et en revient avec 2,000 sacs de blé et 2,000 têtes de bétail. On dirait une razzia en Algérie au temps de la conquête. Après Rocroi, l'armée étant arrivée à Binch, un peu à l'est de Mons, « Gassion, dit la *Gazette*[2], alla à la guerre avec 1,200 chevaux et poussa sa pointe jusqu'à la vue de Bruxelles, chassant devant lui toute la noblesse et le peuple du plat pays (de la campagne) dans ladite ville, où, ne se trouvant pas même en sûreté, un grand nombre se retira à Anvers ».

Gassion aimait à plaisanter; avec son accent béarnais qui amusait beaucoup Louis XIII, il ne craignait pas, lui huguenot, de s'attaquer au Père Joseph et au cardinal de la Valette, et de faire rire à leurs dépens.

Il parlait avec une entière liberté à Richelieu. Il lui prédit, dès l'origine, l'insuccès du siège de Saint-Omer[3], et lui dit franchement son opinion sur les généraux qui faisaient le siège du Câtelet[4]. Aussi, dit l'abbé de Pure, Richelieu éprouvait un certain plaisir d'avoir gagné par sa civilité ce cœur brusque mais sensible[5], et d'avoir apprivoisé ce « lion », malgré la prédiction du Père Joseph.

1. Les courses de Gassion et celles de Jean de Werth sont de véritables raids.

2. *Gazette*, 1643, p. 506.

3. *Histoire de Gassion*, II, 84.

4. *Lettres de Richelieu*, VI, 147.

5. De Pure, II, 48.

III

LE BARON DE SIROT

MARÉCHAL DE CAMP.

Bataille de Rocroi (1643).

Claude de Létouf, baron de Sirot[1], naquit en 1600. Son père voulut lui faire étudier les belles-lettres; mais il y renonça devant le peu de goût que l'élève avait pour cette sorte d'études.

En ce temps-là, dit M. de Sirot dans ses Mémoires, la noblesse française s'y adonnait peu, et un gentilhomme ne pouvait comprendre à quoi pouvait servir à un homme qui portait les armes de s'adonner aux belles-lettres. Alors, en France, la Noblesse regardait les sciences comme l'écueil des grandes actions, et elle était persuadée qu'elles amollissaient le courage et donnaient trop de circonspection. Un gentilhomme français mettait toute sa gloire en sa bravoure, et il ne pouvait s'imaginer qu'un homme savant pût être courageux et capable

1. Aucune biographie, excepté la *Biographie universelle*, qui lui consacre une dizaine de lignes, ne parle de ce général. Il a laissé des Mémoires (2 vol. in-12, 1683), d'où nous tirons la notice suivante.

d'une grande entreprise. C'est pourquoi on voyait peu de Noblesse dans les universités qui s'adonnât aux lettres, et on ne prenait soin que de la dresser aux armes.

M. de Sirot, le père, se contenta donc, pour ne pas risquer de faire perdre à son fils le courage de ses ancêtres, de lui faire apprendre les mathématiques, à danser, à monter à cheval et à faire des armes, et tout ce qui était nécessaire à un cavalier qui devait entrer dans le monde.

Quand il eut quinze ans, son père le maria, et le fit entrer aux Gardes-françaises pour y apprendre le métier des armes. Il alla ensuite en Hollande se former à l'école de Maurice de Nassau, où venaient tous les jeunes gentilshommes de l'Europe et où la discipline était plus sévère qu'en France. Il servit dans l'un des régiments français que commandait M. de Châtillon, alors colonel général de l'infanterie française en Hollande.

En 1619, il revint en France, où sa femme, dit-il, eut peine à le reconnaître et, bientôt après, il assista, comme volontaire dans l'armée du prince de Condé, à la prise de Sancerre et de Jargeau, où il se fit remarquer par sa valeur. Il alla ensuite dans le Dauphiné, et entra, toujours en qualité de volontaire, dans l'armée du connétable de Lesdiguières. Il y prit part au siège de la ville du Poussin sur le Rhône, à laquelle on donna l'assaut pour faire plaisir à la Connétable et aux dames de sa suite, bien que la brèche ne fût pas encore praticable : aussi fut-on repoussé.

En 1622, pendant la guerre que Louis XIII et le duc de Savoie firent aux Génois, il commanda une compagnie dans le régiment de Néronde qui fit cette campagne peu connue, sur laquelle M. de Sirot donne quelques détails intéressants.

Trois ans après, en 1625, la guerre ayant éclaté entre l'Autriche et le prince de Transylvanie, M. de Sirot et plusieurs autres gentilshommes allèrent en Allemagne et prirent du service dans l'armée impériale. M. de Sirot s'y rendit avec deux compagnies qu'il leva en France : l'une de chevau-légers, de 180 maîtres; l'autre, d'infanterie, de 300 hommes. La paix étant faite avec le Transylvain, M. de Sirot fut envoyé à l'armée de Wallenstein et prit part à la guerre de Trente-Ans. Il se battit contre les Danois et les Suédois. Il n'y a à citer, de ses campagnes en Allemagne, que deux faits assez singuliers[1].

Il défendait, en l'année 1627, un poste qu'il avait emporté sur les Danois : Christiern IV, roi de Danemark, tira sur lui un coup de carabine, et le baron lui tua son cheval d'un coup de pistolet.

L'année suivante, étant à la tête d'un corps de cavalerie allemande, il abattit aussi d'un coup de pistolet le chapeau du grand Gustave-Adolphe, roi de Suède, qui depuis voulut le connaître et lui offrit de l'emploi dans son armée[2]. Le

1. Nous les empruntons à la préface de ses Mémoires, p. 3.

2. M. de Sirot porta depuis ce chapeau comme la marque la plus éclatante de toutes ses actions. (*Mémoires*, II, 146.) — Un excellent petit portrait de Gustave-Adolphe (Musée de Versailles, 1227), nous représente le roi de Suède et son chapeau de feutre noir, à larges bords et à plume blanche ; la calotte est entourée d'une chaîne en or d'un joli dessin.

glorieux avantage de servir sous un prince qui était le héros et l'admiration de son siècle lui fit accepter ce parti ; mais dans le temps qu'il allait le trouver, il apprit qu'il venait d'être tué à la bataille de Lutzen en 1632.

Les généraux des troupes suédoises firent de très grands honneurs au baron et l'engagèrent de demeurer avec eux ; ils lui donnèrent deux régiments, et virent avec étonnement que tout ce que la renommée publiait de lui était fort au-dessous de la vérité.

En 1633, il fut rappelé en France, Louis XIII voulant avoir un si brave officier dans ses armées. En 1635, il est à la bataille d'Avein, après laquelle il leva un régiment de cavalerie à la hongroise, c'est-à-dire de cavalerie légère, et une compagnie d'ordonnance de 100 maîtres, avec laquelle il fut envoyé à l'armée du cardinal de la Valette, où il rencontra Bernard de Weimar, qui l'avait connu en Allemagne. L'éloge que cet habile général fit de M. de Sirot lui donna aussitôt un grand crédit dans l'armée. Il se trouva à la fameuse retraite de Mayence (1635), puis au secours de Saint-Jean de Losne et à la chasse donnée à Galas (1636). De 1637 à 1641, il servit dans les armées de MM. de Châtillon, de Brézé et du Hallier, et se distingua particulièrement au siège d'Arras.

Au mois de juin 1641, M. de Sirot, très bien traité par Louis XIII, eut enfin occasion de voir le cardinal de Richelieu.

Il y a longtemps, lui dit le Cardinal, quand il le vit, que je vous connais de réputation et de nom, et j'ai cent fois désiré de vous connaître effectivement après tant de récits

avantageux que l'on m'a faits de votre mérite et de vos belles actions, pour vous prier de vouloir être mon ami et de me donner votre amitié : « Je vous la demande avec toute l'affection possible ». Puis, en me prenant les mains, il me conjura de la lui vouloir accorder ; et, comme je lui dis que S. Em. me faisait trop d'honneur de me mettre au nombre de ses serviteurs : « Mais, me la donnez-vous de bon cœur, me repartit S. Em. ; pour moi je vous proteste avec sincérité, que je vous donne la mienne de tout mon cœur, et que pour arrhes je vous donne 1,000 écus de pension (15,000 fr.), et je vais songer à votre établissement, mais de telle sorte que vous aurez tout sujet d'être satisfait de moi. Mais, me dit-il, me donnez-vous de bon cœur votre affection ? » Et lui ayant répondu qu'il me faisait trop d'honneur et que je me connaissais indigne de son amitié, que néanmoins je l'assurais qu'il pouvait disposer de moi, et qu'il devait être persuadé que je mourrais le plus fidèle de tous ses serviteurs. A ce discours, S. Em. m'embrassa, et me baisant me dit qu'il se fiait en ma parole et s'assurait sur la promesse que je lui faisais, et en même temps il ordonna au sieur de Noyers de me faire délivrer 1,000 écus comptant, que je touchai au sortir d'auprès de S. Em., dont je le remerciai le plus affectueusement que je pus[1].

Après cette conversation, M. de Sirot et son régiment rejoignirent M. de la Meilleraye, qui venait de prendre Aire et allait assiéger la Bassée. Il partit ensuite pour la Lorraine et fut placé sous les ordres de M. d'Erlach, gouverneur de Brisach. En 1642, il fit partie de l'armée du maréchal de Guiche, qui fut battu à Honnecourt. Enfin, en 1643, il fut désigné pour servir sous les ordres du duc d'Enghien, qui allait livrer aux Espagnols

1. *Mémoires*, II, 9-10.

la bataille de Rocroi. M. de Sirot, comme le plus ancien mestre de camp de l'armée, eut le commandement de la réserve. On a vu précédemment[1] quel rôle il avait joué à Rocroi (19 mai), et il est bien certain que, sans la résistance énergique qu'il fit, la bataille était perdue.

La régente Anne d'Autriche, sur la proposition du duc d'Enghien, nomma aussitôt M. de Sirot maréchal de camp (2 juin 1643)[2], et il continua à faire partie de l'armée du duc d'Enghien, qui allait prendre Thionville. Sirot fut chargé de conduire l'arrière-garde avec les bagages de l'armée. Il est curieux de voir en quoi consistaient les bagages d'une armée en 1643. Le duc d'Enghien lui avait donné l'ordre de conduire à Thionville 6,000 hommes, 2,000 chevaux, 34 pièces de canon avec leur attirail et toutes leurs munitions, « 400 coussins à porter le pain de munition », le bagage de 16 officiers d'armée, tant généraux que maréchaux de camp et sergents de bataille, 4 charettes chargées d'argent, sur lesquelles il y avait 600,000 livres, et tous les bagages de l'armée qui consistaient en plus de 6,000 chariots ou charettes, sans y comprendre celles des généraux, ni celles de l'artillerie, qui toutes ensemble faisaient 8,000 chariots ou charettes[3].

M. de Sirot se distingua au siège de Thionville, qui

1. Pages 10 et suivantes.

2. La promptitude de cette nomination montre combien le duc d'Enghien appréciait la belle conduite du commandant de sa réserve. Gassion n'eut le bâton qu'en novembre.

3. *Mémoires*, II, 54.

fut pris le 8 août, et il fut envoyé en Allemagne avec Rantzau, renforcer l'armée du maréchal de Guébriant, qui s'empara de Rothweil, mais y fut mortellement blessé.

Rantzau, qui lui succéda, prit ses quartiers d'hiver à Tutlingen et y fut surpris par Mercy (25 novembre 1643). Dans cette déroute complète, tous nos généraux furent faits prisonniers, M. de Sirot comme les autres.

Les ennemis, dit-il[1], me gardèrent vingt mois entiers, sans me vouloir mettre à rançon, pour se venger de l'affront qu'ils avaient reçu à la bataille de Rocroi, *qu'ils m'imputaient*, et disaient que si je ne m'y fusse pas trouvé, ils auraient sans doute remporté la victoire.

M. de Sirot était l'un des prisonniers de Mercy. C'est de lui qu'il apprit les détails de la bataille de Fribourg (1644[2]). Mis en liberté provisoire par Mercy, M. de Sirot ne recouvra sa liberté pleine et entière qu'à la mort de Mercy, tué à la bataille de Nordlingen (1645).

En 1646, il servit sous le duc d'Orléans au siège de Mardyck, et sous le duc d'Enghien à la prise de Dunkerque. En 1647, il reçut une blessure grave qui le retint longtemps loin de l'armée. Plus tard, il prit parti pour les Frondeurs, devint le lieutenant général du duc de Beaufort, le fameux roi des Halles, et se fit tuer dans le combat qu'il livra à Turenne, au pont de Jargeau, le 8 avril 1652.

1. *Mémoires*, II, 70.
2. Voir les *Mémoires de Sirot* (II, 103). Ces mémoires étant fort rares, j'ai reproduit cette curieuse relation dans le tome VI des *Grands Faits de l'histoire de France*.

IV

M. DE FABERT

MARÉCHAL DE FRANCE

Siège de Stenay (1654).

Abraham Fabert naquit à Metz en 1599, et, dès 1613, par la protection du duc d'Epernon, gouverneur de la ville, il entrait au régiment des Gardes françaises en qualité de cadet. Cinq ans après, il était nommé enseigne dans le régiment de Piémont. Fabert ne payait pas de mine. Aussi, lorsqu'en 1621 il voulut acheter une compagnie dans le régiment de Normandie, Louis XIII refusa, disant que Fabert n'était pas assez bien fait pour être capitaine dans un vieux régiment. Toutefois, cette même année, Fabert montra une grande bravoure au siège de Saint-Jean-d'Angely. Six ans plus tard, le duc d'Epernon, colonel général de l'infanterie, qui continuait à le protéger, nomma M. de Fabert sergent-major[1], au régiment de Rambures.

1. Le sergent-major de cette époque représente notre capitaine adjudant-major.

Fabert eut bientôt fait de ce régiment un modèle pour la tenue, la discipline et l'instruction.

Le régiment de Rambures prit part au siège de la Rochelle et au combat du Pas de Suze. Par les conseils qu'il donna à Louis XIII, Fabert eut une part importante dans l'enlèvement des barricades de Suze : aussi Louis XIII, en le présentant au cardinal de Richelieu, lui dit : « Voilà le brave major dont je vous ai parlé, et à qui je dois la réussite de cette grande journée[1] ».

Fabert fut blessé au siège de Privas, et Louis XIII voulut le nommer capitaine ; mais craignant d'offenser le duc d'Epernon, colonel général de l'infanterie, s'il acceptait des mains du Roi un grade qui devait lui être donné par le colonel général, il refusa. Il alla ensuite en Italie et combattit à Veillane. En 1631, il obtint enfin une compagnie dans le régiment de Rambures, en conservant, par faveur spéciale du Roi, sa charge de sergent-major audit régiment. La charge de capitaine qu'obtenait Fabert lui était donnée gratis par le fait de la mort du capitaine de cette compagnie. M. de Fabert apprit que le père de ce capitaine se trouvait dans la gêne ; il lui remit 7,000 livres, soit 42,000 francs de nos jours.

La même année, pendant la guerre de Lorraine, Fabert prit part au siège de Moyenvic. En 1632, au siège de Trèves, et en 1634, à la prise de la Mothe, en Lorraine, Fabert commença à faire fonction d'in-

1. Bourelly, *le Maréchal de Fabert*, I, 23. Nous avons fait de nombreux emprunts à ce livre si rempli de faits.

génieur. C'est aussi en 1634 qu'envoyé à Thionville[1], pour en lever le plan, il fut arrêté par les Espagnols, et ne fut relâché qu'après une assez longue détention et sur les instances de Louis XIII et du Cardinal. Il paraît avoir couru risque de la vie dans cette affaire[2].

En 1635, la bonne réputation que Fabert avait déjà acquise comme ingénieur lui valut d'être nommé commandant dans Metz ; il en répara et augmenta les fortifications, et mit la ville en état de repousser une attaque de l'ennemi. La même année il servit en qualité d'aide de camp du cardinal de la Valette, fils du duc d'Epernon et général de l'armée du Rhin. La Valette passa le Rhin à Mayence et s'arrêta dans les environs de cette ville par le fait du landgrave de Hesse-Cassel qui refusa de se joindre aux Français. Fabert avait été envoyé par le cardinal de la Valette auprès du landgrave ; mais il n'avait rien pu obtenir de cet allié par trop timide. Pendant la retraite dite de Mayence, Fabert se distingua par sa brillante valeur.

En 1636 il servit à l'armée du Rhin, encore sous les ordres du cardinal de la Valette, auquel ses conseils étaient fort utiles. Dans l'attaque de Galas contre Saint-Jean de Losne, Fabert se fit remarquer par son courage et son intelligence. Le ministre de la guerre, M. des Noyers, lui écrivait à la fin de cette année : « Le

1. Ville du Luxembourg, province appartenant alors aux Espagnols.
2. *Gazette de France,* 1635, p. 24.

Roi n'a jamais douté que là où vous serez, la France serait garantie de la crainte des ennemis[1] ».

Nous avons déjà dit que Fabert avait fait fonction d'ingénieur en 1634. En 1636 et 1637, il appliqua ses connaissances spéciales aux sièges de Saint-Avold, de Landrecies et de la Capelle. Il était lié avec les ingénieurs les plus habiles de ce temps : MM. de Pagan, d'Argencour, de Ville et de Basle[2].

En 1636, Fabert était devenu officier de cavalerie ; il commandait une compagnie de chevau-légers. En 1637 il avait servi sous le cardinal de la Valette à l'armée de Picardie; en 1638 il servit encore sous le cardinal, mais à l'armée d'Italie. Le Roi lui avait proposé, cette année, de le nommer sergent de bataille[3] ; Fabert avait accepté et donné sa démission de capitaine et de sergent-major au régiment de Rambures ; mais Louis XIII ne lui donna le brevet de sergent de bataille qu'un an après, à la fin de janvier 1639. Le cardinal de la Valette étant mort en 1639, Fabert revint en France, et, croyant n'avoir plus de protecteur, il avait pris le parti de quitter le service. Mais il en advint tout autrement.

Jusqu'en 1639 Fabert avait été le fidèle et utile serviteur du cardinal de la Valette. La Valette mort,

1. Bourelly, I, 88.
2. Bourelly, I, 93.
3. Le sergent de bataille était un officier supérieur d'état-major, qui faisait partie de l'état-major d'une armée, marchait après les maréchaux de camp et les remplaçait en cas d'absence Il avait séance au conseil.

Richelieu devint son protecteur : Richelieu mort, Mazarin le remplaça. Dans une position peu élevée, Fabert avait déployé des qualités hors ligne de bravoure, d'activité, de patriotisme, d'intelligence, de bon sens, les aptitudes les plus diverses, et, ce qui avait dû surtout frapper Richelieu, un caractère loyal, ferme et dévoué. Richelieu voulut s'attacher un serviteur si précieux, et réussit. Il lui demanda de lui accorder le dévouement qu'il avait eu pour le cardinal de la Valette et lui promit en échange son amitié et sa protection. Fabert accepta.

D'abord Richelieu lui fit donner une compagnie aux Gardes; les frais d'achat furent fournis par le Roi et le Cardinal. La même année, nous voyons Fabert devenir mestre de camp du régiment d'infanterie de la Valette, recevoir son brevet de sergent de bataille et être nommé ensuite maréchal de bataille [1]. En octobre 1639, Fabert, devenu le conseiller de Richelieu, alla porter en Italie au comte d'Harcourt, successeur du cardinal de la Valette, les instructions si pleines de sagesse que Richelieu envoyait au nouveau général de l'armée d'Italie, et à la rédaction desquelles Fabert paraît n'avoir pas été étranger [2]. En novembre, il prit une part active au combat de Quiers (Chieri).

Revenu en France et consulté par Richelieu sur les projets de campagne au nord de la France pendant

1. Les fonctions du maréchal de bataille sont à peu près celles du sergent de bataille; mais la position, la charge, est plus relevée.

2. Bourelly, I, 154.

l'année 1640, il engagea Louis XIII et le Cardinal à assiéger Arras. Son avis adopté, Fabert, déguisé en paysan, explora les fortifications de la ville, et, pendant le siège, il se signala par les services de toutes sortes qu'il rendit aux armées assiégeantes.

En 1641, Fabert fut employé à l'armée de Champagne sous les ordres du maréchal de Châtillon, toujours, paraît-il, en qualité de maréchal de bataille. Il assista à la bataille de la Marfée et sauva l'armée royale, qui était dans une déroute complète, en se mettant à la tête d'un parti de cavalerie et en chargeant les vainqueurs. C'est dans cette charge que le comte de Soissons fut tué, ce qui rendit inutile aux révoltés la victoire qu'ils venaient de remporter. Après la bataille, l'armée de Champagne fut réorganisée et alla assiéger Donchery, dont les seigneurs révoltés[1] s'étaient emparés. Fabert fit à ce siège les fonctions de maréchal de camp. Il alla ensuite au siège de Bapaume, où il servit surtout comme ingénieur, ce dont les capitaines du régiment des Gardes se plaignirent, mécontents de voir un des leurs « s'abaisser » à exercer le métier d'ingénieur. Fabert leur déclara qu'il continuerait néanmoins, leurs conseils n'étant bons que pour ceux qui voulaient vieillir au régiment, de quoi il n'avait aucune envie[2].

En 1642, Fabert et sa compagnie suivirent Louis XIII pendant la campagne de Roussillon ; il se trouva au

1. Comte de Soissons, duc de Bouillon, prince de Sedan.

2. Bourelly, , 178.

siège de Collioure et au blocus de Perpignan. Pendant ce temps, Cinq-Mars, le duc de Bouillon et le duc d'Orléans, frère du Roi, conspiraient contre Richelieu et signaient un traité avec l'Espagne. Au milieu de toutes les intrigues qui avaient partagé la Cour en deux camps, les royalistes et les cardinalistes, Louis XIII demanda un jour à Fabert pour qui il tenait : « Pour les cardinalistes, répondit-il sans hésiter, car le parti du Cardinal est le vôtre ».

Cinq-Mars et de Thou décapités, d'Orléans abandonnant comme toujours ses complices, M. de Bouillon racheta sa vie en cédant à Louis XIII sa principauté de Sedan, dont Richelieu fit donner le gouvernement à Fabert, gouvernement difficile à cause des nombreux huguenots que renfermait la ville, et des regrets que la population devait avoir de la perte de son indépendance.

En lui annonçant qu'il était appelé au gouvernement de Sedan (19 septembre), Richelieu dit à Fabert : « Je veux prendre soin de ce qui concerne l'utile de votre charge, car je vous connais si désintéressé, que si nous vous laissions faire, vous garderiez si peu de chose de vos émoluments, qu'il ne vous resterait pas de quoi vivre en gouverneur. Nous enverrons à madame Fabert 1,000 écus (15,000 fr.) par mois, afin qu'elle entretienne votre table. Je réglerai le reste sans vous consulter, et comme je crois que vous n'avez pas de meubles ni de vaisselle d'argent, Sa Majesté vous fera donner 10,000 écus (150,000 fr.) pour être employés à cela. Le Roi vous dira la résolution qu'il a prise, lorsque

vous aurez une fois réglé toute chose à Sedan, que vous continuiez de le servir, comme vous faites à la Cour et dans ses armées. Je ne vous parle point de la manière dont vous aurez à vous conduire avec les gens de la religion, qui sont en grand nombre à Sedan, et qu'il est nécessaire de ménager. Vous êtes un trop bon politique pour avoir besoin de mes avis sur ces choses, et je suis parfaitement persuadé que pour les intérêts et le service du Roi il suffit que M. de Fabert soit gouverneur de Sedan.

« Partez en sortant d'ici pour aller recevoir votre nomination de la bouche du Roi, qui s'en fait une joie. Adieu, monsieur de Fabert, retirez-vous sans me faire aucun remerciement[1] ».

Richelieu avait eu raison. M. de Fabert se conduisit avec une prudence et une habileté extrêmes dans son nouveau poste ; il sut faire accepter à la ville calviniste, habituée à l'indépendance, le changement de régime, la soumission au roi de France et le rétablissement du culte catholique. Il développa l'industrie des draps fins, qui a fait depuis la richesse de Sedan. Il augmenta les fortifications de la ville, et n'hésita pas à employer une partie de sa fortune aux nouvelles fortifications. Parents et amis essayèrent de le détourner de faire ces grands travaux à ses frais, et lui dirent qu'il risquait d'y engloutir tout son bien et celui de ses enfants. Il leur répondit que « si pour empêcher qu'une place

1. Bourelly, I, 205, d'après l'ouvrage manuscrit du chevalier de Saint-Jory.

que le Roi lui avait confiée ne tombât au pouvoir des ennemis, il fallait mettre à une brèche qu'il verrait faite, sa personne, sa famille et tout son bien, il ne balancerait pas un moment à le faire[1] ».

Fabert leva un régiment d'infanterie pour la garde de son gouvernement. Ce régiment était remarquablement organisé ; la vénalité des grades n'y existait pas ; le service de la solde s'y faisait de telle sorte que ni le soldat ni le trésor ne pouvaient être volés per les capitaines[2].

Richelieu mort, Fabert trouva dans Mazarin un nouveau protecteur, dont il fut toujours le conseiller dévoué et le serviteur fidèle, surtout pendant la Fronde[3].

Le 4 février 1644, Fabert était enfin nommé maréchal de camp. Il se démit alors de sa charge de capitaine aux gardes.

En 1645, il servit en Catalogne sous les ordres du comte d'Harcourt ; mais il fut fait prisonnier pendant le siège de Roses, et il ne fut mis en liberté qu'après la prise de la ville.

Cette même année 1645, Fabert fut nommé conseiller d'Etat. En 1646 Mazarin l'envoya en Italie sous les ordres des maréchaux de la Meilleraye et du Plessis-

1. Ces paroles ont été gravées sur le socle de la statue que les Messins ont élevée à Fabert en 1842.

2. Bourelly, I, 264. — Plus tard ce régiment se conduisit admirablement à Fribourg, où il perdit un tiers de son effectif.

3. On peut voir dans les tables des volumes déjà publiés des Lettres de Mazarin (*Documents inédits*), quelles relations continuelles existaient entre le Cardinal et Fabert.

Praslin. Il s'agissait de réparer l'échec éprouvé dans l'attaque des Présides espagnols de Toscane. Fabert prit part au siège de Porto-Longone dans l'île d'Elbe.

En 1650, M. de Fabert, fils d'un échevin de Metz, anobli par Henri IV, et petit-fils d'un imprimeur de Metz anobli par Charles III, duc de Lorraine, était créé marquis. Le 20 septembre de la même année, le Roi le faisait lieutenant général.

En juin 1654, Mazarin chargea Fabert d'enlever la ville de Stenay au prince de Condé. Stenay, sur la Meuse, au sud de Sedan, était une très forte place, qui passait même pour imprenable à cause de ses fortifications extraordinaires et de sa citadelle[1]. La ville était défendue par une bonne garnison franco-espagnole, commandée par un colonel étranger; la citadelle était commandée par un Français, partisan de Condé, le comte Hérard de Chamilly. Le jeune Roi assista et prit part à toutes les opérations du siège: c'est à Stenay qu'il fit, sous la direction de Fabert, ses débuts dans la guerre de sièges. Parlant du Roi et de son activité, la *Gazette*[2] dit: « L'armée l'a vu devant les murailles, aller et venir, comme étant déjà infatigable, dans nos tranchées, visiter tous les travaux de son siège et y encourager tant les chefs que les soldats par sa continuelle présence, avec une ardeur qui donne de l'admiration à tout le monde ». Les deux ingénieurs, Fabert et le chevalier de Clerville, avaient parmi les officiers

1. *Gazette de France*, 1654, p. 837.
2. Page 838.

sous leurs ordres, Vauban, alors lieutenant au régiment de Bourgogne[1]. La *Gazette* ne manque pas de signaler la conduite de Fabert : elle dit[2] que les soins, le courage et la vigilance de Fabert ont été constamment dignes de l'admiration du Roi.

Le siège commença le 18 juin et la place ne se rendit que le 5 août, après s'être vigoureusement défendue. La garnison put se retirer avec armes et bagages à Montmédy. Quant à M. de Chamilly, qui abandonnait Condé et rendait la citadelle, il obtenait de se retirer dans ses terres en Bourgogne et de jouir de tous ses biens, grâce à l'amnistie accordée par la capitulation, et en prêtant le serment de fidélité à Sa Majesté[3].

Le 28 juin 1658, M. de Fabert était élevé à la dignité de maréchal de France. Après l'arrestation de Fouquet (1661), Fabert, qui avait eu des relations d'amitié avec lui, craignit de se trouver compromis. Non seulement il n'en fut rien ; mais, à la fin de l'année, Louis XIV le fit chevalier du Saint-Esprit[4]. Il refusa, ne pouvant pas faire les preuves d'ancienneté de noblesse exigées par les règlements de l'Ordre sans produire de fausses

1. On doit signaler au siège de Stenay les perfectionnements apportés à l'art de l'attaque des places par Fabert, tels que les communications établies entre les cheminements au moyen de tranchées transversales, l'emplacement assigné aux batteries dans ces tranchées et l'emploi de logements propres à faciliter l'occupation pied à pied, à l'abri des projectiles, des différents ouvrages à partir du chemin couvert. (Bourelly, II, 46.)

2. Page 840.

3. *Gazette*, p. 871.

4. La promotion du 3 décembre 1661 comprenait 71 chevaliers.

pièces, sur lesquelles il savait que Louis XIV fermerait les yeux. Il écrivit au comte de Noailles : « Je n'ai fait de ma vie faussetés, et, pour porter une marque d'honneur sur mon manteau[1], je ne rendrai jamais ma personne aussi infâme qu'elle le serait si je m'étais porté à mentir à mon Roi ». Il écrivit au Roi une lettre pour refuser l'honneur que S. M. voulait lui faire, lui disant que pour le recevoir il faudrait qu'il fût un faussaire à S. M., dont la seule pensée lui donnait de l'horreur.

Louis XIV admira l'honnêteté de Fabert et lui écrivit, le 29 décembre 1661, la belle lettre suivante :

Mon cousin, je ne saurais vous dire si c'est avec plus d'estime ou bien avec plus de plaisir que j'ai vu, par votre lettre du 7 de ce mois, l'exclusion que vous vous donnez vous-même pour le cordon bleu, dont j'avais résolu de vous honorer. Ce rare exemple de probité me paraît si admirable, que je vous avoue que je le regarde comme un ornement de mon règne. Mais j'ai un regret extrême de voir qu'un homme, qui, par sa valeur et sa fidélité, est parvenu si dignement aux premières charges de ma couronne, se prive lui-même de cette nouvelle marque d'honneur par un obstacle qui me lie les mains. Ne pouvant faire davantage pour rendre justice à votre vertu, je vous assurerai au moins par ces lignes que jamais il n'y aurait eu dispense[2] accordée avec plus de joie que celle que je vous enverrais de mon propre mouvement, si je le pouvais sans renverser le fondement de mes Ordres, et que ceux à qui j'en vais distribuer le collier ne sauraient jamais en recevoir plus de lustre

1. De chevalier.
2. Dispense de fournir les preuves exigées.

dans le monde, que le refus que vous en faites par un principe si généreux vous en donne auprès de moi.

Je prie Dieu, au surplus, qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde.

LOUIS.

Fabert mourut à Sedan le 16 mai 1662. Il fut un grand administrateur militaire et financier ; il eut des idées neuves et sages sur la transformation de l'odieux impôt de la gabelle; il condamnait les douanes intérieures, et, en matière d'économie politique, il fut le précurseur de Vauban et de Boisguillebert.

V

LE VICOMTE DE TURENNE

MARÉCHAL GÉNÉRAL DES CAMPS ET ARMÉES DU ROI

Bataille de Sommerhausen. — Traité de Westphalie (1648).
Bataille des Dunes. — Traité des Pyrénées (1658-1659).

I

Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, le plus grand des généraux de Louis XIV, naquit à Sedan le 11 septembre 1611. Son père, Henri de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon, prince souverain

de Sedan[1], avait épousé Elisabeth de Nassau, fille de Guillaume Ier de Nassau et de Charlotte de Bourbon-Montpensier. Il en eut deux fils, le duc de Bouillon, qui se souleva si souvent contre Louis XIII et perdit à ce jeu sa principauté de Sedan, et le vicomte de Turenne. Toute cette famille était calviniste.

En 1624, l'enfant voulant absolument être soldat, sa mère l'envoya en Hollande auprès du prince Maurice de Nassau, qui fit faire à son neveu, âgé de treize ans, l'apprentissage du métier militaire en lui faisant porter le mousquet pendant un an comme simple soldat. Le prince Henri ayant succédé à son frère Maurice, en 1626, donna une compagnie d'infanterie à M. de Turenne, âgé de quinze ans. Jusqu'en 1630, M. de Turenne resta en Hollande et prit part à plusieurs sièges, entre autres à celui de Bois-le-Duc. En 1630 il revint en France et fut reçu par Louis XIII et Richelieu avec toutes les distinctions que lui valait sa naissance; et, bien qu'il n'eût que dix-nenf ans, on lui donna un régiment qu'il conduisit en Italie au secours de Casal. Malgré ce brillant accueil, lors de la révolte de Gaston et du duc de Montmorency, en 1632, Richelieu surveilla avec soin le frère du turbulent duc de Bouillon; mais le jeune vicomte de Turenne tint la conduite la plus correcte au milieu de ces événements[2].

La première affaire militaire dans laquelle M. de Turenne se signala fut le siége de la Mothe, en Lorraine,

1. Mort le 25 mars 1623.
2. *Lettres du cardinal de Richelieu*, IV, 295.

où il servit sous les ordres du maréchal de la Force (1634). Sa belle conduite lui valut d'être nommé maréchal de camp. Nous le trouvons en 1637, sous les ordres du cardinal de la Valette, à la retraite de Mayence, où il se distingua surtout au combat de Vaudrevange. Dans la relation de cette affaire envoyée par Richelieu à la *Gazette de France*, le Cardinal disait que « les qualités d'excellent général d'armée et de bon maréchal de camp lui en demeureront à jamais[1] ». C'est aussi dans cette retraite que Turenne fit éclater cette bonté qui le rendit dès lors l'idole de ses soldats : il descendit de cheval pour le donner à un blessé; il vida ses fourgons pour y placer des malades et des blessés, qui eussent été égorgés s'ils fussent tombés entre les mains des Impériaux. En 1636, il est à la prise de Saverne et au combat de Jussey contre Galas, pendant la retraite de ce dernier. En 1637, il servit à l'armée de Flandre commandée par le cardinal de la Valette; il prit part au siège de Landrecies, et défendit Maubeuge contre l'armée du Cardinal-Infant d'Espagne, avec tant de vigueur, que l'ennemi leva le siège. Turenne le poursuivit, l'atteignit et le battit à Pont-de-Vaux, sur la Sambre, et força une grande partie des troupes du Cardinal-Infant à mettre bas les armes.

En 1638, M. de Turenne, « qui avait cœur et esprit », disait Richelieu, fut envoyé avec 4,000 hommes renforcer l'armée de Bernard de Weimar; il prit, ainsi que Guébriant, une part considérable au siège de Brisach,

1. *Gazette*, p. 578.

et se distingua dans les nombreuses batailles qui se livrèrent autour de cette ville[1].

En 1639, Turenne est envoyé à l'armée d'Italie sur la demande du cardinal de la Valette, qui la commande : il est déjà un officier général important, que l'on veut avoir avec soi. Le cardinal de la Valette, étant mort, fut remplacé par le comte d'Harcourt, sous lequel Turenne servit pendant les années 1639, 1640 et 1641. Il se signala au combat de la Route de Quiers, où il battit le prince Thomas, à Casal et à Turin. Il commanda la cavalerie de l'armée d'Italie pendant ces campagnes et rendit de tels services, que la *Gazette* le signale entre tous les lieutenants de M. d'Harcourt[2].

En 1641, le duc de Bouillon continuait ses menées contre l'Etat; mais Richelieu savait à quoi s'en tenir sur M. de Turenne, auquel il écrivait le 7 juillet 1641 :

Monsieur, l'état où M. de Bouillon s'est mis sans qu'on ait pu l'en divertir (détourner) me fait prendre la plume pour vous dire que sa mauvaise conduite ne peut préjudicier qu'à sa personne, et que votre mérite m'est tellement connu que je n'ai point craint de m'en rendre caution envers le Roi, particulièrement sur les assuraces que M. Mazarin[3] m'a données de votre part. Je vous conjure de croire qu'il n'y a personne qui fasse plus de cas des qualités qui sont en vous que moi, ni qui désire davantage que vous en ajoutiez une

1. Notamment à la bataille de Rhinaut. (Voir *Gazette*, 1638, p. 453, 477.)

2. *Gazette*, 1640, p. 702.

3. Ambassadeur du Roi en Italie.

nouvelle[1], qui me donnerait tout lieu de vous témoigner par effets avantageux que je suis[2]... .

Turenne étant tombé gravement malade de douleurs aiguës qui l'empêchaient de se servir de sa main, Richelieu écrivit à M. d'Harcourt, le 1er juillet :

Je suis extrêmement fâché de la maladie de M. de Turenne; l'estimant et l'aimant comme je fais, je vous puis assurer que son mal m'est plus sensible que je ne vous le puis dire.

En 1642, Turenne est nommé lieutenant général et employé à l'armée de Roussillon. En septembre, ses fermiers ne le payant pas, « il n'avait pas un sou » à sa disposition, et Richelieu lui fait remettre 2,000 écus (30,000 francs d'aujourd'hui[3]).

Après la mort du Cardinal (1642) et celle de Louis XIII (1643), Mazarin envoya M. de Turenne en Italie, où le prince Thomas de Savoie avait enfin abandonné l'alliance des Espagnols et était devenu l'allié de la France. Turenne lui fut adjoint au commandement de l'armée franco-piémontaise et nommé maréchal de France (11 mai 1643) : il avait alors trente-deux ans.

Tel fut, dit Ramsay[4], l'apprentissage du vicomte de

1. Richelieu voulait marier Turenne à l'une de ses parentes. Turenne refusa à cause de la différence de religion et fit accepter ses raisons au Cardinal. Plus tard, pour la même raison, il refusa une nièce de Mazarin.

2. *Lettres de Richelieu*, VII, 866.

3. *Ibidem*, VI, 137.

4. *Histoire du vicomte de Turenne*, in-4°, I, 85.

Turenne dans l'art militaire, pendant l'espace de dix-sept années entières qu'il servit sous plusieurs généraux différents sans commander en chef. Il porta le mousquet comme volontaire, fut quatre ans capitaine, quatre ans colonel[1], trois ans maréchal de camp et cinq ans lieutenant général. Rien ne lui fait plus d'honneur que l'aveu de ce qu'il croyait devoir à chacun de ses maîtres. Il disait qu'il tenait du prince Henri de Nassau, son oncle, les principes de bien choisir un camp; d'attaquer une place selon les règles; de former de loin un projet, de le rouler longtemps dans sa tête et de n'en rien faire paraître qu'au moment de l'exécution; d'être dépouillé d'ostentation et de se remplir de sentiments vifs et relevés pour l'intérêt de la patrie plutôt que pour sa propre gloire.

En parlant du duc de Weimar il disait : que de rien ce général faisait toutes choses et ne s'enorgueillissait point de ses succès; que, lorsqu'il avait du malheur, il ne songeait pas tant à se plaindre qu'à s'en relever; qu'il aimait mieux se laisser blâmer injustement que de s'excuser aux dépens de ses amis qui avaient manqué dans l'action; qu'il était plus occupé à réparer ses fautes qu'à perdre son temps en apologies; et enfin qu'il cherchait plus à se faire aimer par les soldats qu'à s'en faire craindre.

Il avait remarqué sous le cardinal de la Valette que : pour être agréable aux militaires, il fallait, en allant à l'armée, renoncer aux fausses délicatesses de la Cour, à la galanterie, aux amusements du bel esprit, et vivre avec les officiers à leur mode, sans façon et sans affectation. Il fut confirmé, en voyant la conduite du comte d'Harcourt, dans la grande maxime de César, que de toutes les vertus militaires, la diligence et l'expédition sont les plus essentielles, et qu'elles

1. Son régiment fut conservé et resta une excellente école, où les traditions du colonel firent encore pendant longtemps d'excellents officiers.

entraînent ordinairement le succès quand elles sont accompagnées de circonspection et de prudence.

L'événement principal de la campagne de 1643, en Italie, fut le siège de Trino, qui fut pris le 24 septembre.

A la fin de l'année (le 3 décembre), après la mort de Guébriant à Rothweil et l'enlèvement de Rantzau à Tutlingen, Turenne fut mis à la tête de l'armée d'Allemagne, dont les débris s'étaient retirés en Alsace. Il refit en grande partie cette armée à ses frais, en lui achetant armes, vêtements et chevaux ; puis il passa le Rhin à Brisach (3 juin 1644) avec 10,000 hommes, traversa la Forêt-Noire et battit les Impériaux à Hutingen. Turenne allait entreprendre le siège de Fribourg, dont le général bavarois Mercy venait de s'emparer, lorsqu'il fut rejoint par le prince de Condé, qui amenait un corps de 12,000 hommes et qui prit le commandement. Les deux généraux livrèrent à Mercy la bataille de Fribourg (3-9 août)[1]. Condé prit ensuite Philipsbourg et quelques autres villes sur le Rhin, et revint à la Cour jouir de son triomphe, laissant Turenne en Allemagne. Le vicomte continua à faire campagne contre Mercy, dans le Palatinat, la Souabe et le Wurtemberg, pendant le reste de l'année et même en hiver ; aussi, au mois de mai 1645, les troupes étaient si fatiguées, que Turenne céda à leurs officiers et les mit en quartiers d'hiver à Marienthal[2]. Il y fut surpris

1. Voir page 17.
2. Ou Mergentheim, sur le Tauber, affluent du Mein.

par Mercy, le 5 mai 1645 : sa cavalerie fut splendide de courage et sauva l'armée; mais l'infanterie lâcha pied sans vergogne. Turenne se retira et rallia 6,000 Hessois et 4,000 Suédois, avec lesquels il alla faire lever le siège de Kirchheim à Mercy. Ensuite il fit sa jonction, à Spire, avec Condé, qui arrivait avec 8,000 hommes et prit encore le commandement. Le 3 août 1645, Condé, malgré l'avis de Turenne, livra à Mercy la bataille de Nordlingue; et sans Turenne, qui enfonça la droite de l'ennemi, nous allions être battus. Condé, malade, s'en revint en France, laissant Turenne continuer la campagne contre les Austro-Bavarois, auxquels il enleva Nordlingue (5 août), Heilbronn (14 septembre) et Trèves (19 novembre). Turenne y rétablit l'électeur notre allié.

Ce fut à cette époque que finit l'armée weimarienne. Ce qui restait de ces régiments fut incorporé dans l'armée française[1].

En 1646, Turenne revint à la Cour et y fut très applaudi. Il y fit adopter un plan de campagne qui, bien suivi par Mazarin, aurait amené la fin de la guerre d'Allemagne dès cette année. Il devait se réunir aux Hessois et aux Suédois, entrer en Bavière, la conquérir, et de là marcher sur Vienne, pour imposer la paix à l'Empereur. Turenne passa en effet le Rhin à Wesel; il traversa la Westphalie et la Hesse, et s'y réunit aux Suédois commandés par Wrangel. La Bavière est envahie; villes et magasins tombent au

1. *Histoire des princes de Condé,* par le duc d'Aumale, IV, 452.

pouvoir des Franco-Suédois, et l'électeur effrayé demande la paix. Mazarin, malgré l'avis de Turenne, tombe dans le piège. Au lieu de laisser faire les généraux vainqueurs, il signe la paix avec l'électeur de Bavière, qui abandonne en apparence l'alliance de l'Empereur.

1647. Mazarin, qui a la naïveté de croire à la bonne foi d'un Allemand, ordonne à Turenne de se séparer de Wrangel, de repasser le Rhin et de revenir dans les Pays-Bas faire la guerre de sièges.

1648. Délivré de Turenne, le Bavarois viole le traité de 1646 et reprend les armes. Turenne repasse le Rhin, rejoint Wrangel et le landgrave Frédéric de Hesse, envahit de nouveau la Bavière et gagne, le 17 mai, sur les Austro-Bavarois, une bataille décisive à Sommerhausen[1].

Turenne et les généraux alliés, ayant passé le Danube à Lauingen[2], arrivent à Sommerhausen sans que l'armée austro-bavaroise ait eu connaissance de sa marche. Les Bavarois furent les premiers attaqués. Turenne et son régiment de cavalerie, après avoir surpris ceux qu'ils rencontrèrent d'abord, les chargèrent, les battirent et les mirent en fuite. Le général en chef de l'armée impériale, le comte Melander, essaya de rallier les fuyards et de se défendre contre la cavalerie franco-suédoise; il fut battu et tué. Dès lors ce fut une débandade générale. L'infanterie ennemie fut anéantie dans

1. Sur la Suzam, à l'ouest d'Augsbourg.
2. Sur la rive gauche, entre Ulm et Donauwerth.

les bois; le canon, les bagages, 2,000 chariots tombèrent entre nos mains. L'un des maréchaux de camp de leur armée, Montecuculli, essaye de rallier quelques troupes pour arrêter les fuyards; il ne peut y parvenir. Pendant une heure et demie ce fut une chasse à courre, dans laquelle nos cavaliers tuèrent sans pitié tous les fuyards qu'ils rencontrèrent.

Arrivés à une lieue et demie d'Augsbourg, on rencontra une petite rivière défendue par des retranchements qu'occupaient 2 brigades et 5 escadrons. Notre canon et notre infanterie étaient enfin arrivés; mais le prince Ulrich de Wurtemberg arrêta nos troupes et défendit vaillamment le passage de la rivière sous le feu de nos 20 canons, qui tirèrent sans cesse sur ses troupes. A minuit, tous les débris de cette armée se retirèrent sous le canon d'Augsbourg.

L'ennemi perdit dans cette bataille 4,000 hommes tués ou pris, et 25 escadrons de leur meilleure cavalerie furent entièrement ruinés[1].

On frappa une médaille en l'honneur de cette victoire, avec cette légende : *Victoria fractæ fidei ultrix*, la Victoire vengeresse de la foi violée.

La route de Vienne nous était ouverte; aussi, le 24 octobre 1648, l'Empereur se décida à signer la paix de Munster ou de Westphalie.

1. *Gazette* de 1648, p. 689.

II

La guerre à peine terminée avec l'Allemagne, la France se souleva contre Mazarin. Parlement, princes, noblesse, bourgeoisie, tout le monde était contre lui et prit part à la Fronde.

Turenne, mécontent de Mazarin, dont il n'approuvait pas la conduite; mécontent des Frondeurs, dont il blâmait les entreprises, se retira en Hollande (1649), où il passa quelques semaines, et ne revint en France qu'après la paix de Ruel conclue entre la Cour et le Parlement. L'arrestation des princes (1650) et les séductions de la duchesse de Longueville entraînèrent Turenne dans les rangs des Frondeurs. Il se rendit à Stenay, qui appartenait au prince de Condé, et signa un traité avec les Espagnols. On a le regret profond de voir Turenne assiéger avec les ennemis de la France le Câtelet et la Capelle. Heureusement ce scandale dura peu : le maréchal du Plessis-Praslin, opposé à Turenne, le battit à Rethel (15 décembre), et, bientôt après, Mazarin étant sorti de France et les princes ayant été délivrés (1651), Turenne abandonna l'Espagne et revint à son devoir.

En 1652, Condé se remit à la tête des mécontents et signa à son tour un traité avec les Espagnols. A cette nouvelle, Anne d'Autriche rappela Mazarin de l'exil, et partagea le commandement de l'armée entre les deux maréchaux de Turenne et d'Hocquincourt.

La Cour était alors à Poitiers, après avoir soumis

Bordeaux révolté; elle voulait revenir à Saint-Germain afin de surveiller Paris, cet éternel foyer de désordres, d'intrigues et de révolutions. L'armée et la Cour se dirigèrent sur Saumur et de là sur Gien. En passant à Jargeau, Turenne y battit les troupes de Condé commandées par le baron de Sirot, qui y fut tué (4 avril). La Cour et l'armée passèrent la Loire à Gien et s'avancèrent sur Paris par Etampes. Pendant une halte, M. d'Hocquincourt dispersa ses troupes aux environs de Blesneau[1], malgré l'avis de Turenne. Condé, que l'on croyait bien loin sur la Charente, avait fait 120 lieues en toute hâte; il tomba sur les troupes d'Hocquincourt et les mit en déroute. Il aurait fait prisonniers le Roi et toute la Cour, si Turenne, avec 4,000 hommes, n'avait arrêté Condé et ses 12,000 soldats, et n'avait donné ainsi à la Cour le temps d'échapper; puis il se retira sur Gien (7 avril). « Vous avez sauvé l'Etat, lui dit Anne d'Autriche, et sans vous il n'y eût pas eu une ville qui n'eût fermé ses portes à la Cour ».

Le 4 mai, Turenne battait encore le prince de Condé à Etampes et forçait le duc de Lorraine, arrivé au secours du prince jusqu'à Villeneuve-Saint-Georges, à se retirer. La Cour rentra enfin à Saint-Germain. Le 2 juillet, Condé et Turenne se livrèrent le sanglant combat du faubourg Saint-Antoine. Turenne était vainqueur; mais mademoiselle de Montpensier sauva Condé, en ordonnant à l'artillerie de la Bastille de tirer sur l'armée royale.

1. Au nord-est de Briare, où Turenne avait ses quartiers.

Le 21 octobre, Turenne ramenait le Roi à Paris; Mazarin y rentrait en triomphe le 3 février 1653, et Condé quittait la France pour se réfugier chez les Espagnols et servir dans leurs rangs.

III

1653. La Fronde terminée, Mazarin et Turenne vont poursuivre vigoureusement la guerre contre l'Espagne. Toute l'année, Turenne suivit sans relâche Condé et l'archiduc Léopold, dans la Picardie et la Champagne, et les empêcha d'assiéger quelque place que ce fût, étant toujours à portée d'en renforcer la garnison. Turenne prit Mouzon et Sainte-Menehould. En 1654, il couvrit le siège de Stenay fait par Fabert et le Roi.

Le 3 juillet de cette année, Condé et Léopold assiégèrent la grande place d'Arras. Le comte de Mondejeu la défendait avec 2,500 hommes de pied et 100 chevaux, et se conduisit en vaillant officier. Turenne, chargé de secourir la ville, commença par y jeter le chevalier de Créqui avec 1,200 chevaux. Puis il bloqua en quelque sorte les assiégeants en s'établissant sur toutes leurs communications, leur enlevant ainsi le moyen d'avoir des fourrages et de recevoir leurs convois, et les réduisant enfin à manquer bientôt de toutes choses. Stenay ayant capitulé, on envoya à l'armée de Turenne, conduite par le maréchal d'Hocquincourt, les troupes qui venaient de prendre cette ville. Alors Turenne se résolut à attaquer les lignes de l'ennemi, formidablement défendues par toutes sortes de tra-

vaux, et par 30,000 hommes commandés par l'archiduc Léopold, Condé, le duc de Wurtemberg, les princes lorrains, le comte de Fuensaldagne, etc. Turenne avait 18,000 hommes. Le 25 août, jour de la Saint-Louis, pendant la nuit, les lignes furent attaquées, et le régiment de Turenne fut le premier qui escalada les retranchements au cri de Vive Turenne[1]. Les lignes ouvertes par ce brave régiment furent aussitôt rendues praticables à la cavalerie, à la tête de laquelle se mit M. de Turenne qui chargea avec sa vigueur ordinaire et mit en déroute les escadrons espagnols[2].

Les Espagnols perdirent dans cette journée : 7,000 hommes tués ou faits prisonniers; 64 pièces de canon; 2,000 chariots; 5 à 6,000 tentes ou pavillons; 2,000 chevaux; toute la vaisselle d'argent des princes et généraux; tous les équipages et les bagages des officiers et ceux de l'armée, qui furent pillés par nos soldats, ce qui permit aux Espagnols de fuir en plus grand nombre[3].

Le lendemain de la bataille Turenne écrivait :

On a trouvé aujourd'hui beaucoup plus de prisonniers que l'on ne pensait, et la défaite bien plus grande. M. l'archiduc s'est sauvé avec 200 chevaux. M. le Prince a fait sa retraite avec plus d'ordre, mais n'a emmené ni canon ni bagage, et trouvé le désordre si grand, qu'il n'a pu y remédier. Il n'est pas imaginable comme tout ce que l'on a concerté a réussi ; et il a fallu que presque toutes les mesures n'aient

1. Vive le régiment de Turenne, et non pas M. de Turenne.
2. Le maréchal de la Ferté, chargé d'une partie de l'attaque, fut battu et parvint à se sauver dans Arras.
3. *Gazette*, 1654, p. 905 et 925.

point manqué pour y avoir un succès aussi heureux. J'ai rendu grâces à Dieu de ce qu'une affaire qui me tenait tant à cœur m'a si bien réussi.

Turenne termina l'année en prenant le Quesnoy (6 septembre).

En 1655, il s'empara, malgré Condé et les Espagnols, de Landrecies et de quelques autres places. En 1656, il assiégea Valenciennes (12 juin); mais l'incapable et vaniteux maréchal de la Ferté fut cause que l'on fut forcé et battu dans les lignes d'investissement (15 juillet), par don Juan d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas. L'action ne dura pas un quart d'heure ; le maréchal de la Ferté et trois lieutenants généraux furent pris avec 4,000 soldats. Turenne sauva ce qu'il put de l'armée et se retira sur le Quesnoy. Le 27 septembre, il répara cet échec en s'emparant de la Capelle et des grands magasins que les Espagnols y avaient établis.

Ce fut vers cette époque, par suite d'une correspondance interceptée, dans laquelle Turenne critiquait assez sévèrement les manœuvres du prince de Condé, que celui-ci envoya à Turenne une lettre fort dure, à la suite de laquelle il éclata, entre les deux généraux, une inimitié qui ne finit, au moins en apparence, qu'après la paix des Pyrénées.

En 1657, le maréchal de Turenne fut nommé colonel général de la cavalerie, et il commença dès lors à réorganiser cette arme ; mais il n'acheva cette œuvre difficile qu'en 1668 et 1672, aidé par le chevalier de Fourilles[1].

1. C'est à Turenne que l'on doit la création de la brigade, restée un des éléments de grande tactique.

Cette même année, Turenne prit Montmédy, Mardyck et quelques autres villes de la Flandre, et refoula peu à peu les Espagnols sous le canon de Dunkerque[1].

En mars 1657 le cardinal Mazarin avait fait alliance avec Cromwell, protecteur de la république d'Angleterre, qui déclara la guerre à l'Espagne, et s'engagea à envoyer une flotte et 6,000 hommes aider Turenne à assiéger et prendre Dunkerque, qui devait rester à l'Angleterre.

Au mois de mai 1658, Turenne commença l'investissement de Dunkerque, défendu par le marquis de Lède, très habile ingénieur espagnol. Les grandes difficultés que les marais et les inondations des environs de la ville opposaient à l'établissement des lignes furent vaincues, et la tranchée fut ouverte le 7 juin. Le Roi et le Cardinal assistèrent aux débuts du siège, qui fut difficile, les assiégés se défendant avec opiniâtreté[2]. Au milieu du mois de juin, une armée espagnole, rassemblée à Neuport et commandée par don Juan d'Autriche et Condé, arriva au secours de Dunkerque.

Don Juan, confiant dans la supériorité du nombre, était loin de penser qu'il pût être attaqué par M. de Turenne, qui avait à peine 15,000 hommes. Mais Turenne apprit dans la nuit du 14, par un page du duc d'Humières, pris la veille et qui était parvenu à s'échapper, que l'armée espagnole n'attendait pour commencer les opérations que l'arrivée de son artille-

1. Dunkerque, pris par les Français en 1646, avait été repris par les Espagnols en 1652.

2. La Mesnardière, *Histoire du siège de Dunkerque.*

rie, qui ne pouvait être rendue avant deux jours. Turenne arrêta aussitôt toutes ses dispositions pour le lendemain, et, le 15, à la pointe du jour, l'armée française sortit des lignes et se forma en bataille, au milieu des dunes. Les Anglais de Cromwell, commandés par milord Lockart, étaient au centre, opposés aux Anglais et aux Irlandais des ducs d'York et de Glocester, fils de Charles II, qui servaient dans l'armée espagnole. Plusieurs frégates anglaises devaient soutenir notre gauche et canonner l'aile droite de l'ennemi. Condé et ses régiments français[1] étaient à la gauche de l'armée espagnole, commandée par le Prince. Comme nous, les Espagnols étaient au milieu des dunes.

Les deux armées n'étant éloignées que d'un quart de lieue l'une de l'autre, le vicomte de Turenne commença à faire canonner celle des ennemis. Comme ils n'avaient point de canon, et qu'à cette distance nous pouvions leur tuer beaucoup de monde avec le nôtre, sans qu'ils pussent nous blesser personne, il semble qu'ils auraient dû s'approcher au plus tôt de nous, pour ne pas souffrir la perte que leur causait notre artillerie dans cet éloignement, et rendre la partie égale. Néanmoins se contentant de resserrer leurs rangs à mesure que notre canon les éclaircissait, ils ne firent aucun mouvement pour s'avancer vers nous ; soit qu'ils fussent absolument résolus à ne point engager la bataille qu'ils n'eussent leur canon, ou qu'ils prétendissent tirer de grands avantages de la confusion où ils croyaient que nous ne pouvions nous empêcher de nous mettre en marchant. Quoi qu'il en soit, le vicomte de Turenne, voyant qu'ils demeuraient immobiles dans leurs postes, fit avancer son armée.

1. Presque tous de cavalerie.

Il n'y avait qu'une heure qu'il faisait jour, et il n'était encore que cinq heures du matin. Il ordonna aux marquis de Créqui et de Castelnau, qui étaient à la tête des escadrons de nos deux ailes, de modérer leur ardeur dans les approches et de ne commencer le combat que lorsque l'infanterie serait arrivée et pourrait donner en même temps que la cavalerie. On monta et on descendit plusieurs fois dans les dunes: à chaque fois que le canon se trouvait sur les hauteurs, on en tirait quelques volées sur l'armée ennemie, et l'on fit ainsi quatre ou cinq décharges durant la marche. On allait au petit pas, afin de pouvoir garder les rangs sur un terrain si inégal: on était souvent obligé de s'attendre les uns les autres, pour les redresser; de sorte qu'on mit trois heures à faire le quart de lieue qui était entre nous et les ennemis, le vicomte de Turenne reconnaissant toujours davantage leur disposition, leur contenance et leurs forces à mesure qu'on approchait plus près d'eux. Il était huit heures quand on fut tout à fait en présence. Alors le vicomte de Turenne ayant fait remettre en ordre ce que la marche avait dérangé, il se montre à tous les corps de l'armée avec un air de gaieté qui inspire de la confiance à tout le monde, et il fait marcher aux ennemis.

Les Anglais de milord Lockart commencèrent le combat en enlevant une haute dune dont il fut très difficile de chasser l'ennemi. A gauche, le marquis de Castelnau, avec sa cavalerie, charge, tourne et renverse toute l'aile droite de don Juan; mais, pendant ce temps, Condé attaque notre droite commandée par le marquis de Créqui, et la fait plier. Turenne accourt pour la soutenir.

Il mena lui-même à la charge les escadrons de notre aile droite, enveloppa presque entièrement ceux du prince de

Condé, et, les prenant tout à la fois par la tête et par les deux flancs, fit faire une si furieuse décharge sur ce corps de cavalerie, qu'il l'ouvrit en plusieurs endroits. Il y fait entrer aussitôt le comte de Bussy avec des troupes fraîches. Les ennemis tombent de toutes parts, ou morts, ou blessés, ou démontés, sous le feu de nos gens; tout plie, tout se renverse. Le prince de Condé rallie jusqu'à trois fois ses escadrons; mais, ayant toujours été rompus par le vicomte de Turenne, ils se lassent enfin de revenir tant de fois à la charge. Le prince s'avance encore une fois vers nous pour redonner du courage à ses soldats; il s'expose même beaucoup plus qu'il ne l'aurait dû, croyant leur inspirer par émulation quelque désir de gloire; mais il n'en saurait venir à bout.

Tous ses gens rebutés l'abandonnent, à la réserve des seigneurs français, qui, fiers d'avoir ce prince à leur tête, ne savent ce que c'est que de se ménager. Cependant le vicomte de Turenne, poussant toujours avec la même vigueur le prince de Condé, l'approcha enfin de si près, que le cheval de ce prince fut tué dans une décharge: Groussoles, l'un de ses gentilshommes, lui donne aussitôt le sien aux dépens de sa liberté, ayant été fait prisonnier, ainsi que les comtes de Meilles, de Coligny, de Bouteville[1] et le marquis de Romainville, qui se sacrifièrent pour favoriser la retraite du Prince et sauver sa personne.

Comme cette défaite de l'aile gauche des ennemis arriva presque aussitôt que celle de l'aile droite, on vit aussi toute leur armée se retirer presqu'en même temps. Le vicomte de Turenne commença par renvoyer le marquis de Richelieu devant Dunkerque, avec la réserve, afin que, par ce renfort, les troupes qui y étaient restées fussent en état de s'opposer aux sorties que les assiégés pouvaient faire. Il se mit ensuite à poursuivre les ennemis[2].

1. Depuis duc et maréchal de Luxembourg.

2. Raguenet, *Histoire du vicomte de Turenne*, II, 1-14. — Voir aussi, dans Beaulieu, le plan de la bataille des Dunes.

Le 24 juin, Dunkerque capitulait, mais pour passer sous la domination anglaise.

Mazarin eut la singulière idée de vouloir faire croire à tout le monde qu'il était l'auteur de la victoire des Dunes et de la prise de Dunkerque, et que la gloire de ces deux grands succès devait lui revenir. Il chargea un de ses favoris de négocier cette affaire avec le maréchal. Le négociateur devait engager Turenne à écrire une lettre par laquelle il déclarerait que c'était le Cardinal qui avait conçu le dessein du siège de Dunkerque et dressé le plan de la bataille des Dunes, et que lui, Turenne, n'avait fait qu'exécuter ce que le Cardinal avait projeté dans son cabinet. Turenne refusa nettement d'accepter cette proposition, qui couvrit Mazarin de ridicule.

Après Dunkerque, Turenne s'empara de Bergues, Furnes, Dixmude, Gravelines, Oudenarde, Menin, Ypres, Comines, Gramont, et envoya des partis jusqu'à Bruxelles, où don Juan et Condé s'étaient retirés.

Enfin, le 8 mai 1659, une suspension d'armes précéda la paix des Pyrénées. Mazarin rendait les Pays-Bas à l'Espagne et mécontentait beaucoup de bons esprits[1], qui trouvaient dur d'abandonner aussi facile-

1. Saint-Evremond entre autres, qui écrivit une lettre sévère, mais juste, au sujet de la paix des Pyrénées, lettre qui le fit exiler. — Mazarin abandonnait les Pays-Bas et les rendait à l'Espagne quand il était le maître de ces provinces. Richelieu avait cependant déclaré la guerre pour les conquérir et donner à la France une frontière absolument nécessaire. Mazarin abandonna la politique du grand Cardinal sans nul doute pour complaire à Anne d'Autriche, restée toujours Espagnole et qui ne voulait pas dépouiller son frère Philippe IV.

ment, et en bloc, toutes les conquêtes de nos généraux, c'est-à-dire presque tous les Pays-Bas espagnols.

En 1660, Turenne fut nommé maréchal général des camps et armées du Roi[1].

IV

La guerre de Dévolution, faite en 1667-68, ne fut pas très sérieuse et n'ajouta rien à la gloire de Turenne. Elle se composa d'une promenade militaire, pendant laquelle le Roi, accompagné de la Reine et des dames de la Cour, s'arrêtait pour prendre des villes qui se rendaient assez vite. Le seul siège un peu sérieux fut celui de Lille (25 août). Le traité d'Aix-la-Chapelle, signé en 1668, mit fin à la guerre et donna à la France Lille et la Flandre française.

Le 25 octobre 1668, M. de Turenne abjura solennellement le calvinisme entre les mains de l'archevêque de Paris. Depuis assez longtemps le maréchal étudiait les livres saints et s'instruisait sérieusement sur les questions religieuses. Bossuet paraît l'avoir décidé à se convertir par son livre de l'*Exposition de la Foi*, qu'il composa à son intention.

V

En 1667, Turenne avait eu, sous Louis XIV, le commandement réel de l'armée qui avait envahi les Pays-

1. Lesdiguières avait été fait maréchal général. Après Turenne, Villars, le maréchal de Saxe et le maréchal Soult ont été revêtus de la dignité de maréchal général.

Bas. Louvois avait aussi accompagné le Maréchal pour apprendre à son école la pratique de l'administration militaire. Pendant cette campagne, il fut fort humble vis-à-vis du grand général[1] qui lui enseignait son métier. Mais dès ce moment Louvois devint jaloux de Turenne et détesta cette noble intelligence qui ne savait pas fléchir devant lui, et il ne tarda pas à lui faire sentir les effets de son mauvais vouloir, en lui opposant Condé, dont il releva le crédit[2], et en lui suscitant mille tracasseries.

Lorsqu'éclata la guerre de Hollande (1672), le Roi, tout en prenant le commandement suprême des troupes et la direction générale de l'artillerie, donna à Condé et à Turenne le commandement effectif des deux corps principaux qui formaient l'armée. Les maréchaux durent obéir à Turenne, sorte de connétable, et servir sous ses ordres comme des lieutenants généraux sous un maréchal. Les maréchaux de Bellefonds, de Créqui et d'Humières refusèrent de se soumettre à l'ordre du Roi et d'obéir à M. de Turenne : le Roi les força cependant à servir pendant quinze jours à l'armée de Turenne et d'y faire les fonctions de lieutenants généraux sous ses ordres[3].

Le plan de l'invasion de la Hollande est dû à Turenne ; c'est à coup sûr l'une des plus belles conceptions stratégiques que l'on trouve dans notre histoire militaire.

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, I, 112-113.
2. *Ibidem*, I, 354.
3. *Ibidem*, I, 351.

L'invasion de la Hollande par les Pays-Bas espagnols[1] conduisait directement l'armée sur les grands cours d'eau, Meuse, Wahal, Leck, Rhin, qui forment la frontière méridionale de la Hollande, fleuves larges, profonds, rapides et couverts de villes fortifiées. Le passage de ces rivières eût exigé une suite d'opérations difficiles et longues avant d'arriver au cœur des Provinces-Unies, à la Haye, Utrecht, Amsterdam. Il eût fallu d'abord traverser les Pays-Bas espagnols, et pour cela déclarer la guerre à l'Espagne et la vaincre, pour devenir maîtres du passage.

Turenne tourna ces divers obstacles. Il fit partir l'armée de Charleroi, sur la Sambre, et lui fit suivre, sur le territoire de notre allié l'évêque de Liège et électeur de Cologne, le cours de la Sambre et de la Meuse, par Namur et Liège. On investit Maëstricht, grande place forte hollandaise, et l'on occupa Maseyck, où l'on traversa la Meuse. De là on se porta sur le Rhin, que l'on franchit à Kaiserswerth, puis on suivit la rive droite du fleuve, par Wesel et Emmerich, dont on s'empara, et on arriva au fort hollandais de Schenk. Au-dessous de ce fort, à Tolhuis, le Wahal se détache du Rhin et lui enlève une grande partie de ses eaux : ce fut le point choisi pour franchir le Rhin et marcher sur Utrecht et Amsterdam. Cette manœuvre faisait tomber à la fois toutes les défenses de la Hollande. Au sud, les cours d'eau parallèles et leurs forteresses; à l'est, les lignes élevées par le prince d'Orange entre

1. Belgique.

Arnheim et Zutphen, derrière l'Yssel, autre bras du Rhin qui se détache du fleuve un peu au-dessous de Tolhuis. On n'avait qu'à marcher sur Nimègue, Utrecht et Amsterdam, parallèlement aux divers bras du Rhin; aucun obstacle important ne se trouvait sur la route de l'armée.

Louis XIV passa le Rhin, à Tolhuis, le 12 juin. Le plan de Turenne était accompli. Louvois allait rendre inutile cette belle manœuvre.

Au lieu de marcher sur Amsterdam aussi rapidement que possible, on s'empara d'une quarantaine de villes dans le Bétau et la Gueldre. Au lieu de les démanteler, on y mit garnison, et on affaiblit l'armée à un point tel que, quelques mois après, Luxembourg et Turenne avaient grand'peine à réunir chacun quelques milliers d'hommes. On refusa avec arrogance les conditions de paix offertes par les Hollandais, qui, indignés, massacrèrent Jean de Witt et donnèrent le pouvoir au prince d'Orange. Le nouveau stathouder inonde la Hollande et arrête l'invasion; il forme avec l'Angleterre, l'Espagne, l'Empereur et plusieurs princes de l'Empire, l'électeur de Brandebourg entre autres, une coalition contre la France, et pour l'aider à reformer son armée, Louvois lui fait rendre 30,000 prisonniers faits, dans les places fortes, moyennant 2 écus (30 francs) par tête.

Turenne et le duc de Lyonne, l'habile ministre des affaires étrangères, avaient été d'avis d'accepter les propositions de paix offertes par Jean de Witt; mais Louvois avait émis une opinion contraire, et Louis XIV

eut le tort, dans toute cette affaire, d'accepter les idées de son ministre de la guerre, bon administrateur, détestable politique.

Le prince d'Orange et les coalisés se mirent de bonne heure en campagne. Turenne fut opposé avec 15,000 hommes à l'électeur de Brandebourg et à Montecuculli, général de l'Empereur, qui étaient à la tête de 40,000 soldats. On l'envoya sur le Rhin. On trouva encore 16,000 hommes pour Luxembourg, qui occupa la Hollande. Le reste de l'armée avait disparu ou était éparpillé dans les places fortes.

Turenne commença, dans l'hiver de 1672-73, contre les Impériaux, ces savantes campagnes qui devaient se continuer jusqu'à sa mort, et qui sont au nombre des plus belles opérations militaires que l'on connaisse.

On avait envoyé Turenne sur le Rhin pour empêcher la jonction de Montecuculli avec le prince d'Orange. Il passa le fleuve à Wesel (10 septembre) et se dirigea (par la rive droite) sur Coblentz, où Montecuculli et l'électeur de Brandebourg le trouvèrent quand ils y arrivèrent. Turenne repassa sur la rive gauche, et quand l'ennemi arriva à Strasbourg, espérant y passer le Rhin, Turenne y était avant eux, et le pont avait été brûlé à l'aide de bateaux chargés d'artifices que Condé[1] avait lancés sur le Rhin. Ils descendirent alors le fleuve, espérant encore pouvoir le franchir à Wesel, et, par la Frise, entrer en Hollande et se joindre au

1. Condé avait été envoyé dans la Haute-Alsace pour la défendre contre les Impériaux.

prince d'Orange. Turenne arriva, par la rive gauche, à Wesel, encore avant eux. L'ennemi, dans ces courses de trois mois, le long du Rhin, pendant un hiver très rude, avait perdu, sans combattre, plus de 10,000 hommes, et n'avait rien fait de ce qu'il voulait faire.

Alors Turenne prit l'offensive et passa le Rhin (30 décembre) ; il chassa les Impériaux de l'électorat de Cologne, sépara Montecuculli de l'électeur de Brandebourg et se mit à la poursuite de ce dernier. Il le força de repasser le Weser, le rejeta sur l'Elbe et l'obligea à signer un traité de neutralité avec la France (10 avril 1673). C'était la première victoire remportée par les Français sur les Prussiens.

« Le Roi, pour immortaliser l'expédition du vicomte de Turenne, fit frapper une médaille. On y voit, auprès d'un trophée, la Victoire, qui écrit sur un bouclier le nom des villes les plus considérables que le vicomte de Turenne prit pendant l'hiver de cette année-là. La légende, *A Rheno ad Albim pulso Brandeburgensi Electore*, signifie l'*Electeur de Brandebourg poussé depuis le Rhin jusqu'à l'Elbe*[1] ».

Après la défaite de l'électeur, Turenne marcha contre Montecuculli, le battit en Franconie, le refoula dans la Bohême et vint enfin à Wetzlar reposer ses admirables soldats, et surveiller l'Allemagne.

Son armée fut alors portée à 30,000 hommes.

Montecuculli, fort aussi de 30,000 hommes, chercha encore à se joindre au prince d'Orange qui s'avançait

1. Raguenet, *Histoire du vicomte de Turenne*, II, 71.

sur le Rhin par Venloo. Il surprit le passage du Mein à Wurtzbourg, dont le prince-évêque livra le pont aux Impériaux, et de là fit mine de se porter sur l'Alsace. Turenne se replia du Mein sur Philipsbourg pour couvrir cette province; mais Montecuculli marcha sur Coblentz, y passa le Rhin, fit sa jonction avec le prince d'Orange et alla prendre Bonn, qui assurait les communications de l'armée de Luxembourg[1] avec le territoire de notre allié l'électeur de Cologne. Les succès de Montecuculli entraînèrent l'électeur palatin et les électeurs de Trèves et de Mayence dans la coalition contre la France, et forcèrent l'évêque de Munster et l'électeur de Cologne à abandonner l'alliance de Louis XIV.

En 1674, pendant que Condé était opposé au prince d'Orange, dans les Pays-Bas, et que Louis XIV faisait, avec Vauban, la conquête de la Franche-Comté, Turenne luttait, sur le Rhin, contre les Allemands. Avec une dizaine de mille hommes, il devait couvrir le Rhin depuis Bâle jusqu'à Philipsbourg contre les 60,000 Impériaux chargés d'envahir l'Alsace. L'armée allemande se composait des troupes du duc de Lorraine, Charles IV, de celles de l'électeur de Brandebourg[2] et des Impériaux commandés par Bournonville et Caprara. Turenne ne leur laissa pas opérer leur jonction; il passa le Rhin à Philipsbourg, battit un gros corps de cavalerie à Sintzheim (16 juin) et rejeta

1. Chargé de l'occupation de la Hollande.
2. Qui n'avait eu rien de plus pressé que de déchirer le traité que Turenne lui avait accordé en 1673.

l'ennemi au delà du Necker. Il repassa le Rhin pour rallier 6,000 hommes de renfort qu'on lui envoyait, et rentra aussitôt en Allemagne. Bournonville avait rejoint le duc de Lorraine et Caprara, et s'était posté et retranché sur le Necker, à Ladenbourg. Attaqués par Turenne, les Allemands se sauvèrent jusqu'au Mein, et abandonnèrent le Palatinat aux Français.

Les habitants de ce pays avaient massacré un certain nombre de soldats de l'armée de Turenne ; pour les punir, le Maréchal fit incendier quelques villages, en justes représailles[1].

L'ennemi ayant reçu des renforts reprit courage, et 35,000 hommes passèrent le Rhin à Mayence, se portant sur Philipsbourg. Turenne repassa le Rhin à son tour et alla se poster entre Landau et Wissembourg, prêt à défendre l'Alsace ou la Lorraine qui étaient également menacées. On annonçait l'arrivée prochaine de l'électeur de Brandebourg et de ses 25,000 hommes. Louis XIV, ou plutôt Louvois, croyant, non sans apparence de raison, que les 16,000 hommes de Turenne étaient insuffisants pour résister à 60,000, ordonna au Maréchal d'évacuer l'Alsace et de se replier en Lorraine. Turenne répondit à cet ordre par la lettre suivante adressée au Roi :

1. Après avoir tué nos soldats, « les bons Allemands » les avaient odieusement mutilés et pendus. Les troupes de Turenne qui incendièrent les villages du Palatinat se composaient de soldats anglais, qui, malgré l'ordre de rappel donné par leur roi Charles II, étaient restés avec Turenne, qu'ils ne voulaient plus quitter. Parmi leurs officiers se trouvait Marlborough.

Les ennemis, quelque grand nombre de troupes qu'ils aient, ne sauraient, dans la saison où nous sommes, penser à aucune autre entreprise qu'à celle de me faire sortir de la province où je suis, n'ayant ni vivres ni moyens pour passer en Lorraine, que je ne sois chassé de l'Alsace. Si je m'en allais de moi-même, comme V. M. me l'ordonne, je ferais ce qu'ils auront peut-être de la peine à me faire faire. Quand on a un nombre raisonnable de troupes, on ne quitte pas un pays, encore que l'ennemi en ait beaucoup davantage. Je suis persuadé qu'il vaudrait mieux pour le service de V. M. que je perdisse une bataille que d'abandonner l'Alsace et de repasser les montagnes. Si je le fais, Philipsbourg et Brisach seront bientôt obligés de se rendre ; les Impériaux s'empareront de tout le pays depuis Mayence jusqu'à Bâle, et transporteront peut-être la guerre d'abord en Franche-Comté, de là en Lorraine, et viendront ravager la Champagne. Je connais la force des troupes impériales, les généraux qui les commandent, le pays où je suis ; je prends tout sur moi, et je me charge des événements.

Louis XIV approuva la résolution du Maréchal et lui laissa la responsabilité des événements que Turenne prenait avec tant de patriotisme ; en même temps il lui envoya 6,000 hommes, qui portèrent l'effectif de l'armée d'Alsace à 22,000 combattants.

Turenne, libre de ses mouvements, commença son admirable campagne d'Alsace en allant prendre position au pied des Vosges, sur la Lauter, et attendit l'ennemi. Mais les Impériaux n'osèrent pas l'attaquer de front et allèrent passer le Rhin à Strasbourg, ville neutre, dont les habitants livrèrent le pont aux Impériaux. L'ennemi campa sur l'Ill, en attendant l'arrivée de l'électeur de Brandebourg ; mais Turenne n'attendit

pas, il les attaqua et les battit à Ensheim (4 octobre), après avoir fait une marche forcée de 40 heures. Il rejeta les vaincus sur Strasbourg; mais à ce moment arrivait enfin l'électeur, dont les troupes portaient l'effectif de l'armée allemande à environ 60,000 hommes.

Turenne se replia alors sur Dettwiller, au pied du col de Saverne, et s'y fortifia. Cette position lui assurait ses communications avec la Lorraine, et il était résolu à s'y défendre jusqu'au moment où les Impériaux prendraient leurs quartiers d'hiver, et où il pourrait exécuter le projet qu'il méditait, et qu'il avait fait connaître au Roi. Pendant un mois, les Impériaux s'efforcèrent de chasser Turenne de son camp de Dettwiller; mais toutes leurs attaques furent repoussées.

L'hiver venu, l'ennemi prit ses quartiers entre Colmar et Altkirch, dans la presqu'île formée par l'Ill et le Rhin. Alors Turenne traversa les Vosges et entra en Lorraine, où il rallia 8,000 cavaliers que Condé lui avait envoyés de l'armée de Flandre, sous le commandement du comte de Saulx. Les Impériaux crurent qu'il abandonnait l'Alsace et que c'était partie gagnée pour eux. Mais, le 5 décembre, par un froid rigoureux, lorsque la neige couvrait tous les chemins de ce pays montueux, au lieu de continuer de marcher à l'ouest, Turenne fit faire tête de colonne à gauche à ses troupes et les dirigea sur Belfort. Son armée était divisée en nombreux détachements qui, après quinze jours de marches pénibles sur le versant occidental des Vosges, arrivèrent à Belfort, où l'armée se reforma.

Le plus curieux de ces marches, c'est que les Allemands les laissèrent s'accomplir sans bouger; ils devaient cependant en être instruits par leurs éclaireurs ou par leurs espions, et la *Gazette de France* n'avait pas hésité à écrire, le 16 décembre, ce qu'on va lire[1].

Le vicomte de Turenne continue sa marche vers la Haute-Alsace, avec les troupes que le comte de Saulx commandait sur la Sarre. L'armée le suit à petites journées. Le vicomte de Turenne a fait avancer devant lui plusieurs détachements vers Belfort, et il marche du même côté. Il y a de l'apparence que les ennemis seront surpris de voir marcher l'armée du Roi au milieu de leurs quartiers, et qu'ils abandonneront le dessein de faire le siège de Belfort et de prendre des quartiers dans la Franche-Comté, comme ils l'avaient résolu et publié, pour penser à des choses plus importantes pour eux et plus pressantes.

Pellisson écrivit plus tard dans ses *Lettres historiques :* « On a vu le succès du dessein de M. de Turenne, que les ennemis ont su comme nous, et n'ont pas su prévenir ».

C'est pendant cette marche sur Belfort que Turenne eut avec le marquis de la Fare une conversation dans laquelle son patriotisme éclata tout entier. M. de la Fare ayant dit au Maréchal que la Cour était parfaitement contente de ce qu'il avait fait, et qu'il était temps de mettre les troupes en quartiers d'hiver et en repos, Turenne lui répondit :

1. L'article est écrit au camp de Remiremont.

La Cour est quelquefois contente lorsqu'elle ne doit pas l'être, et ne l'est pas quand elle le doit. Pour moi, je vais au mieux que je m'imagine qu'on puisse faire, et fiez-vous à moi : il ne faut pas qu'il y ait un homme de guerre en repos en France tant qu'il y aura un Allemand en-deçà du Rhin en Alsace.

Arrivé à Belfort, où finissent les Vosges, Turenne entrait dans un pays de plaines encore accidentées, mais où il n'allait plus trouver d'obstacles à franchir, et où il pouvait librement tomber sur les derrières des Impériaux, qui s'étaient laissé surprendre et tourner. Turenne se jeta vivement sur les quartiers du duc de Lorraine et les enleva sans coup férir. Les Impériaux, affolés en voyant les Français au milieu d'eux, s'enfuirent vers le Rhin ; Turenne les poursuivit le long de l'Ill, rencontra à Turkheim, près de Colmar, l'électeur de Brandebourg et ses Prussiens. Celui-ci avait rallié une partie des fuyards, et il essaya d'arrêter Turenne. Mais Turenne le battit, lui tua 3,000 hommes et le poussa sur Strasbourg. Cette cohue de vaincus et de fuyards se hâta de repasser le Rhin, toujours sur le pont de Strasbourg, qui avait une idée particulière de la neutralité : fermés aux Français, la ville et le pont sont toujours ouverts aux Allemands. Le 14 janvier 1675, les Impériaux avaient complètement évacué l'Alsace, mais après avoir perdu plus de 30,000 hommes.

Turenne mit enfin son armée en quartiers d'hiver ; il lui accordait un repos bien mérité, alors qu'il n'y avait plus un Allemand en France, et il se rendit à la Cour. Pendant son voyage, partout où il passa, il fut traité

en triomphateur, et, à son arrivée, Louis XIV compléta le triomphe du Maréchal en faisant connaître aux courtisans la lettre que Turenne lui avait adressée.

Louis XIV fit frapper encore une médaille pour célébrer la victoire de Turkheim et la délivrance de l'Alsace. La légende disait *Sexaginta millia Germanorum ultra Rhenum pulsa* (60,000 Allemands repoussés au-delà du Rhin). Telle a été cette admirable campagne de 1674, une des plus belles de notre histoire militaire.

En 1675, Turenne fut chargé de combattre Montecuculli, qui commandait à 25,000 Impériaux. L'électeur de Brandebourg, attaqué par les Suédois nos alliés, ne parut pas sur le Rhin.

Montecuculli devait pénétrer en Alsace par Strasbourg ; mais Turenne l'empêcha de passer le Rhin, le franchit lui-même à Altenheim[1], sur un pont de bateaux, et rejeta Montecuculli sur Sassbach[2]. Là, pendant plus de six semaines, les deux adversaires s'observèrent, attendant que l'ennemi commît une faute pour lui livrer bataille et le vaincre. Turenne, sûr de la victoire, attaqua, le 27 juillet, les Impériaux à Sassbach : « Je les tiens, disait-il, ils ne m'échapperont plus ». Mais, au premier coup de canon, il fut tué, et le même boulet emporta le bras du général d'artillerie Saint-Hilaire. « Ce n'est pas moi qu'il faut pleurer, dit le

1. Entre Kehl et Brisach.
2. Entre Strasbourg et Rastadt.

blessé à son fils éperdu, c'est cet homme dont la perte est irréparable ».

Madame de Sévigné a raconté la mort de Turenne dans des pages bien connues, mais qu'il faut toujours reproduire quand on a à parler de cet événement[1].

C'est à vous que je m'adresse, mon cher comte, pour vous écrire une des plus fâcheuses pertes qui pût arriver en France : c'est la mort de M. de Turenne. Si c'est moi qui vous l'apprends, je suis assurée que vous serez aussi touché et aussi désolé que nous le sommes ici. Cette nouvelle arriva lundi à Versailles : le Roi en a été affligé, comme on doit l'être de la perte du plus grand capitaine et du plus honnête homme du monde, toute la Cour fut en larmes, et Monsieur de Condom[2] pensa s'évanouir. On était prêt d'aller se divertir à Fontainebleau : tout a été rompu. Jamais un homme n'a été regretté si sincèrement. Tout ce quartier où il a logé[3], et tout Paris, et tout le peuple était dans l'émotion ; chacun parlait et s'attroupait pour regretter ce héros. Je vous envoie une très bonne relation de ce qu'il a fait les derniers jours de sa vie. C'est après trois mois d'une conduite toute miraculeuse, et que les gens du métier ne se lassent point d'admirer, qu'arrive le dernier jour de sa gloire et de sa vie. Il avait le plaisir de voir décamper l'armée ennemie devant lui ; et le 27e, qui était samedi, il alla sur une petite hauteur pour observer leur marche : il avait dessein de donner sur l'arrière-garde, et mandait au Roi à midi que dans cette pensée il avait envoyé dire à Brisach qu'on fît les prières des Quarante Heures. Il mande la

1. Lettre au comte de Grignan, du 31 juillet 1675.

2. Bossuet, évêque de Condom.

3. Le Marais, aujourd'hui rue Turenne, autrefois rue Saint-Louis. L'église Saint-Denis du Saint-Sacrement a été construite sur l'emplacement de l'hôtel du maréchal.

mort du jeune d'Hocquincourt, et qu'il enverra un courrier apprendre au Roi la suite de cette entreprise : il cachette sa lettre et l'envoie à deux heures. Il va sur cette petite colline avec huit ou dix personnes : on tire de loin à l'aventure un malheureux coup de canon, qui le coupe par le milieu du corps, et vous pouvez penser les cris et les pleurs de cette armée. Le courrier part à l'instant ; il arriva lundi comme je vous ai dit ; de sorte qu'à une heure l'une de l'autre, le Roi eut une lettre de M. de Turenne, et la nouvelle de sa mort.

Le 2 août, madame de Sévigné écrit à sa fille :

On paraît fort touché dans Paris, et dans plusieurs maisons de cette grande mort. Nous attendons avec transissement le courrier d'Allemagne. Montecuculli, qui s'en allait, sera bien revenu sur ses pas, et prétendra bien profiter de cette conjoncture. On dit que les soldats faisaient des cris qui s'entendaient de deux lieues ; nulle considération ne les pouvait retenir : ils criaient qu'on les menât au combat ; qu'ils voulaient venger la mort de leur père, de leur général, de leur protecteur, de leur défenseur ; qu'avec lui ils ne craignaient rien, mais qu'ils vengeraient bien sa mort ; qu'on les laissât faire, qu'ils étaient furieux, et qu'on les menât au combat. Ceci est d'un gentilhomme qui était à M. de Turenne, et qui est venu parler au Roi ; il a toujours été baigné de larmes en racontant ce que je vous dis, et la mort de son maître, à tous ses amis.

Le 28 août, madame de Sévigné parlait encore de M. de Turenne à madame de Grignan ; elle lui écrivait :

Vraiment, ma fille, je m'en vais bien vous parler encore de M. de Turenne. Madame d'Elbeuf[1], qui demeure pour

1. Nièce de Turenne, sœur du cardinal de Bouillon.

quelques jours chez le cardinal de Bouillon, me pria hier de dîner avec eux deux, pour parler de leur affliction. Nous fîmes bien précisément ce que nous avions résolu : les yeux ne nous séchèrent pas. Elle avait un portrait divinement bien fait de ce héros, et tout son train était arrivé à onze heures : tous ces pauvres gens étaient fondus en larmes, et déjà tous habillés de deuil. Il vint trois gentilshommes qui pensèrent mourir de voir ce portrait : c'étaient des cris qui faisaient fendre le cœur ; ils ne pouvaient prononcer une parole ; ses valets de chambre, ses laquais, ses pages, ses trompettes, tout était fondu en larmes et faisait fondre les autres. Le premier qui put prononcer une parole répondit à nos tristes questions : nous nous fîmes raconter sa mort. Il voulait se confesser le soir, et en se cachotant, il avait donné des ordres pour le soir, et devait communier le lendemain, qui était le dimanche. Il croyait donner la bataille, et monta à cheval à deux heures, le samedi, après avoir mangé. Il avait bien des gens avec lui : il les laissa tous à trente pas de la hauteur où il voulait aller. Il dit au petit d'Elbeuf : « Mon neveu, demeurez là, vous ne faites que tourner autour de moi, vous me feriez reconnaître ». Il trouva M. d'Hamilton[1], près de l'endroit où il allait, qui lui dit : « Monsieur, venez par ici ; on tirera où vous allez. — Monsieur, lui dit-il, je m'y en vais : je ne veux point du tout être tué aujourd'hui; cela sera le mieux du monde ». Il tournait son cheval, il aperçut Saint-Hilaire, qui lui dit, le chapeau à la main : « Jetez les yeux sur cette batterie que j'ai fait mettre là ». Il retourne deux pas, et sans être arrêté il reçut le coup qui emporta le bras et la main qui tenaient le chapeau de Saint-Hilaire, et perça le corps après avoir fracassé le bras de ce héros. Ce gentilhomme le regardait toujours ; il ne le voit point tomber ; le cheval l'emporta où il avait laissé le petit d'Elbeuf ; il n'était point encore tombé, mais il était penché le nez sur l'arçon : dans ce moment, le cheval

1. Maréchal de camp. Le comte d'Hamilton fut tué en 1676.

s'arrêta, il tomba entre les bras de ses gens ; il ouvrit deux fois de grands yeux et la bouche, et puis demeura tranquille pour jamais : songez qu'il était mort et qu'il avait une partie du cœur emportée.

On crie, on pleure; M. d'Hamilton fait cesser ce bruit et ôter le petit d'Elbeuf, qui était jeté sur ce corps, qui ne le voulait pas quitter, et qui se pâmait de crier. On jette un manteau ; on le porte dans une haie ; on le garde à petit bruit ; un carrosse vient ; on l'emporte dans sa tente : ce fut là où M. de Lorges, M. de Roye et beaucoup d'autres pensèrent mourir de douleur ; mais il fallut se faire violence et songer aux grandes affaires qu'il avait sur les bras.

On lui a fait un service militaire dans le camp[1], où les larmes et les cris faisaient le véritable deuil : tous les officiers pourtant avaient des écharpes de crêpe ; tous les tambours en étaient couverts, qui ne frappaient qu'un coup ; les piques traînantes et les mousquets renversés ; mais ces cris de toute une armée ne se peuvent pas représenter, sans que l'on n'en soit ému.

Louis XIV ordonna d'inhumer à Saint-Denis, dans la chapelle des Bourbons, au milieu des rois, le grand capitaine qui avait agrandi et si bien défendu leur royaume.

Sur tout le chemin que suivit le corps de Turenne, depuis l'Allemagne jusqu'à Saint-Denis, les populations, que Turenne avait préservées de l'invasion des soudards d'outre-Rhin, manifestèrent leur reconnaissance et leur douleur par leurs clameurs et leurs respects. Mais à Langres, ils se surpassèrent.

Ils allèrent tous au-devant de lui, tous habillés de deuil,

1. Le 12 août.

au nombre de plus de deux cents, suivis du peuple ; tout le clergé en cérémonie ; ils firent dire un service solennel dans la ville, et en un moment se cotisèrent tous pour cette dépense, qui monte à 5,000 francs[1], parce qu'ils reconduisirent le corps jusqu'à la première ville, et voulurent défrayer tout le train[2].

On lit dans la *Gazette* du 7 septembre :

Le 29 du passé, le corps du vicomte de Turenne arriva en l'église de Saint-Denis, avec la compagnie de ses gardes et un grand cortège de carrosses remplis de gentilshommes qui étaient allés au-devant de lui jusqu'à Charenton. Le lendemain, les Religieux, qui l'avaient reçu avec beaucoup de respect, firent un service solennel pour ce prince, où se trouvèrent tous les parents et tous les officiers de la Maison. Le cœur fut porté, avec les mêmes cérémonies, au grand couvent des Carmélites, où les deux nièces et toute la communauté des religieuses reçurent ce précieux dépôt, avec les témoignages d'une très sensible douleur[3].

On travaillait pendant ce temps, à Notre-Dame de Paris, aux apprêts de la Pompe funèbre que le Roi avait ordonnée pour honorer la mémoire du vicomte de Turenne. Ce service solennel eut lieu le 9 septembre en présence de toutes les compagnies invitées de la part de S. M.[4]. La décoration de l'église était splendide : la *Gazette* en donne une curieuse description.

Qu'on se transporte 118 ans plus tard dans la vieille

1. 25,000 francs d'aujourd'hui.
2. Madame de Sévigné, lettre du 28 août.
3. *Gazette*, 1675, p. 666 et 715-717.
4. *Ibidem*, p. 677 et 717.

basilique de Saint-Denis envahie par la canaille parisienne, qui viole les tombes royales. Le corps de Turenne était parfaitement conservé, et l'on ne détruisit pas ces précieux restes. On préféra les montrer au peuple pour 10 sous ! Après plusieurs mois, le corps du Maréchal fut transporté au Cabinet d'histoire naturelle du Jardin des Plantes, où on le déposa dans une galerie au milieu d'animaux empaillés. Le Directoire fit cesser ce scandale impie, et donna l'ordre de dresser au Musée des monuments français le tombeau élevé à Saint-Denis au maréchal de Turenne, et de replacer le corps dans le tombeau. Enfin le Premier Consul ordonna la translation du tombeau et du corps dans l'église des Invalides[1].

La *Gazette*[2] donne un portrait du caractère de M. de Turenne qui fait trop bien connaître l'illustre capitaine pour que nous ne le mettions pas sous les yeux de nos lecteurs.

Les vertus morales et chrétiennes du vicomte de Turenne étaient les fidèles compagnes de ses vertus militaires, et il y avait un commerce si étroit entre elles, que les unes ne faisaient jamais rien sans les autres.

Il montrait une modestie singulière dans ses plus grands succès, de manière qu'il ne semblait pas le plus souvent qu'il s'aperçût de la gloire que lui attiraient l'admiration et l'estime d'un chacun. Une modestie si grande pouvait être

1. Aimé Champollion-Figeac, *Dumolard, représentant de l'Isère à l'Assemblée législative de* 1791, *et la Momie du maréchal de Turenne,* broch. in-8°, 1873. — Extrait du journal *le Dauphiné.*

2. 1675, page 711 et suivantes.

appelée une humilité profonde : et il n'est pas concevable qu'un grand homme, avec autant de mérite et de réputation, puisse garder une modération pareille. Il la fit admirer dans le récit qu'une personne de considération lui demanda du combat de la Route-de-Quiers[1]. Il lui rendit un compte exact de cette action, à laquelle il avait tant de part, sans y rien glisser qui pût même faire connaître qu'il s'y fût trouvé ; et cela donna sujet à cette personne de douter de la vérité du bruit qui en courait, et qui lui attribuait la gloire de cette bataille.

Il avait une douceur et une humanité sans exemple pour les soldats, qui avaient aussi pour lui une affection et une soumission, de laquelle peu de généraux pourraient se flatter. C'était ce qui leur faisait supporter agréablement avec lui les plus grandes fatigues, et ce qui les faisait trouver disposés, en tout temps, à exécuter ses ordres. C'était encore ce qui l'assurait beaucoup du succès de toutes ses entreprises. Il faisait éclater une parfaite fidélité envers son Souverain. Il avait bien plus que de la fidélité. Elle était accompagnée d'un attachement si grand à la personne et à la gloire de S. M., qu'il serait difficile d'en trouver un semblable dans les sujets les plus zélés. Jugez-en par le désintéressement qu'il témoigna toujours au milieu de tant de services : n'ayant non seulement jamais rien demandé, mais n'ayant pas même jamais rien désiré, sinon l'estime et la confiance du Roi, quoique S. M. l'ait souvent sollicité de lui découvrir ses besoins, s'il en avait. Il ignorait la manière de demander et de souhaiter des récompenses ; mais il savait bien celle de donner et de faire des libéralités lorsque sa juste économie lui en donnait le moyen. Il avait le mépris du sage pour les grands biens, et il n'aimait que les richesses de la vertu. On en eut une preuve bien convaincante après sa mort, ne s'étant trouvé qu'environ 500 écus (7,500 francs) dans ses cassettes. Il avait quatre jours auparavant donné 4,000 li-

1. En 1639.

vres (20,000 francs) qui lui restaient de son propre argent, aux Anglais qui servaient dans son armée, avec 10,000 livres (50,000 francs) qu'il avait empruntés à Strasbourg[1] : et rien ne peut mieux prouver son désintéressement, son inclination libérale et son zèle pour le service du Roi.

Il montrait une égalité d'âme admirable dans les prospérités et les disgrâces ; et les mauvais succès des armes, qu'il éprouva très rarement, ne pouvaient lui faire changer de visage. Il avait une infatigabilité surprenante. On l'a vu depuis l'âge de treize ou quatorze ans sous les armes, et il a montré aux quatre dernières campagnes, qui lui ont été si glorieuses, l'activité de la plus grande jeunesse.

La religion présidait dans son esprit et dans son cœur à tant de vertus guerrières et morales; et l'on ne peut voir une piété mieux réglée que la sienne, principalement depuis qu'il fut éclairé des lumières de la Foi. Cette religion et cette piété l'obligeaient à purger les armées qu'il commandait de tous les dérèglements qui se commettent dans les autres; et autant qu'il lui était possible il y faisait vivre les officiers et les soldats en véritables athlètes de la Foi. Ce prince vivait comme un parfait chrétien au milieu des camps et dans les exercices de la guerre. Il ne paraissait dans les champs de bataille qu'à la sortie de la prière; et le jour de sa mort, il venait de remettre au Dieu des armées la disposition entière des grands desseins qu'il avait formés.....

Je ne chercherai pas, pour terminer la notice du maréchal de Turenne, à faire une étude approfondie

1. Il s'agit du régiment de Monmouth. Turenne lui fournit bas, souliers et chapeaux ; il lui en coûta 6,000 livres (30,000 fr.). Les habits étaient faits à la mort du Maréchal; mais on ne voulut pas les livrer sans argent. Turenne s'était engagé jusqu'à 15,000 livres (75,000 fr.) à un marchand de Strasbourg. (*Recueil de lettres pour servir d'éclaircissement à l'histoire militaire* du règne de Louis XIV, III, 226.)

de ses grandes qualités de capitaine ; je me contenterai, en restant dans mon rôle, d'essayer d'en faire une esquisse exacte.

Turenne est un des premiers généraux qui aient voulu rendre à la guerre de campagne, de stratégie, l'importance que la guerre de sièges avait prise. « Il me souvient, dit Saint-Evremond[1], que Monsieur le Prince[2] lui demandait un jour quelle conduite il voudrait tenir dans la guerre de Flandre : « Faire peu de « sièges, répondit M. de Turenne, et donner beaucoup « de combats. Quand vous aurez rendu votre armée su- « périeure à celle des ennemis par le nombre et par la « bonté des troupes (ce que vous avez presque fait par « la bataille de Rocroi), quand vous serez bien maître de « la campagne, les villages vous vaudront des places : « mais on met son honneur à prendre une ville forte « bien plus qu'aux moyens de conquérir aisément une « province. Si le roi d'Espagne avait mis en troupes ce « qu'il lui a coûté d'hommes et d'argent à faire des « sièges et à fortifier des places, il serait aujourd'hui le « plus considérable de tous les rois ».

On voit Turenne s'affranchir de l'obligation de rester à proximité des magasins[3]. Au lieu de rester fidèle à la routine des quartiers d'hiver pour les armées, Turenne fait la guerre en hiver, contre l'électeur de Brandebourg (1672-1673), sur le Rhin (1673-1674), en

1. *Eloge de M. de Turenne.*
2. Condé.
3. Général Thoumas, *les Transformations de l'armée française*, I, 55.

Alsace (1674-1675). Il met en honneur les grands mouvements stratégiques qui tournent l'ennemi et préparent sa défaite : on peut citer l'invasion de la Hollande (1672) et la défaite des Impériaux en Alsace (1674). Avant lui on ne trouve que quelques rares exemples de ces beaux plans de campagne ; après lui ils ne se retrouvent que chez quelques rares généraux vraiment dignes du titre de grand capitaine. Napoléon mettait au nombre des plus belles manœuvres de Turenne sa marche le long de la rive gauche du Rhin pendant 320 kilomètres, pour remonter ensuite par la rive droite du fleuve (1646), — sa marche sur le Danube et le Lech pour aller porter la guerre en Bavière (1646), — sa marche sur l'Inn, sur les bords duquel il planta le premier les couleurs nationales (1648). « Dans cette campagne, dit Napoléon, et dans celle de 1646, Turenne parcourut l'Allemagne en tous sens avec une mobilité et une hardiesse qui contrastent avec la manière dont la guerre s'est faite depuis ; cela tenait à son habileté et aux bons principes de guerre de cette école, ainsi qu'au grand nombre de partisans et d'alliés qu'il trouvait partout ».

La mobilité de l'armée de Turenne et la rapidité de ses mouvements étaient parfaitement appréciées de son temps. On frappa en l'honneur de la bataille de Sintzheim une médaille avec cette légende : *Vis et celeritas*, Force et rapidité.

Sur les nombreux champs de bataille où il a figuré pendant tant d'années, on le voit toujours habile tacticien. Il étudie tout, calcule et prévoit tout : jamais il

ne livre rien au hasard. Il est moins audacieux, il a moins de brillant et de crânerie que Condé; mais sa « gloire » lui importe moins que le bien de l'Etat. D'ailleurs, comme le remarque Napoléon, l'audace lui vint avec les années et l'expérience.

Il ne manqua jamais de pousser ses avantages jusqu'au bout. Saint-Evremond a dit : « La première maxime de M. de Turenne pour la guerre est celle qu'on attribue à César : qu'il ne fallait pas croire avoir rien fait tant qu'il restait quelque chose à faire.... Il considérait plus les actions par leurs suites que par elles-mêmes : il estimait plus un général qui conservait un pays après avoir perdu une bataille, que celui qui l'avait gagnée et n'avait pas su en profiter ».

Nous avons déjà dit qu'il donna à la cavalerie une organisation définitive. Il fit aussi d'utiles réformes dans le service de l'infanterie. Saint-Evremond nous dit qu'il fit perdre aux Français la légèreté et l'impatience que leur nation avait toujours eues; qu'il leur fit souffrir la fatigue sans murmurer; qu'il fit oublier la Cour aux courtisans qui avaient de l'emploi (qui servaient dans son armée), comme s'il n'y avait pas eu d'autre métier que la guerre.

Un pareil capitaine avait besoin d'une grande liberté d'esprit et d'allures. Louvois entendait diriger les généraux et leur dicter des ordres à l'aide de M. de Chamlay. Pour ces deux hommes, un général médiocre, mais obéissant, était préférable à un Turenne. Ils sont restés seuls de leur avis.

VI

MARTINET

MARÉCHAL DE CAMP, INSPECTEUR GÉNÉRAL ET ORGANISATEUR DE L'INFANTERIE.

Jean Martinet a été, avec MM. de Fourilles et du Metz, l'un des principaux agents de Louis XIV et de Louvois dans l'œuvre de la réorganisation de l'armée[1]. Les services qu'ils ont rendus sont de premier ordre, et cependant leurs noms n'ont pas la notoriété qu'ils devraient avoir. Il y a là une suprême injustice de l'histoire à réparer, et il faut rendre à ces hommes la place qu'ils occupaient parmi les généraux les plus distingués du règne de Louis XIV, et les mettre au premier rang parmi ceux qui ont été le plus utiles à la France.

Martinet, comme l'indique son nom roturier, était un officier de fortune. On le trouve en 1662 lieutenant-colonel du régiment du Roi-Infanterie, dont Louis XIV était le colonel. Les grades de major et de lieutenant-colonel ne se vendaient pas et étaient donnés à des

1. La réorganisation de l'armée commença aussitôt après la paix d'Aix-la-Chapelle, en 1668.

officiers pauvres et de mérite, qui étaient les véritables chefs du corps, et généralement leur carrière s'arrêtait là. La situation de Martinet était différente de celle des autres lieutenants-colonels. Son colonel était le Roi, qui avait créé ce régiment pour servir de modèle à toute l'infanterie, et qui trouvait dans Martinet l'homme qui lui était nécessaire pour obtenir les résultats voulus.

Le régiment du Roi compta d'abord 54 compagnies; il eût formé une division d'infanterie d'aujourd'hui; en 1668, on le réduisit à 34 compagnies. L'exercice et l'instruction militaire y étaient portés au plus haut degré de perfection. La discipline y était sévère. L'armement, l'habillement des hommes et l'administration du corps étaient l'objet des plus grands soins; les voleries des capitaines, si fréquentes dans les autres régiments, étaient inconnues dans celui-ci[1].

En 1670, Martinet devint le colonel du régiment du Roi. En 1668, il avait été chargé par Louvois d'inspecter une partie de l'infanterie. Il devait s'assurer si les troupes faisaient bien l'exercice ; il devait surveiller si les capitaines entretenaient avec soin les armes et les vêtements, et si les soldats étaient bien chaussés; il devait veiller à ce qu'il n'y eût dans le rang que des

1. La marche du régiment du Roi fut faite en 1670 par Lulli. Je tire ce renseignement d'un manuscrit de la Bibliothèque de Versailles, dont l'auteur est Philidor. Ce curieux travail contient les marches et batteries de divers régiments; il nous apprend aussi que les instruments de musique militaire se composaient alors de tambours, fifres et hautbois.

hommes en état de servir utilement, par leur âge, leur taille et leur constitution, en un mot qu'il n'y eût pas de « malingres » ni d'enfants. Louvois ne voulait avoir, avec raison, que des effectifs sérieux. Martinet devait aussi envoyer un officier du régiment du Roi dans chacune des places de son arrondissement d'inspection, lequel, choisi avec soin, organiserait les régiments qui y étaient en garnison[1].

En quelques mois, l'infanterie était réorganisée et en état de gagner les batailles qui ont fait la gloire des généraux illustres; mais Martinet, qui a fait l'instrument avec lequel on a remporté ces victoires, doit-il être oublié ?

On doit aussi à Martinet la création des compagnies de grenadiers, ces admirables soldats auxquels la France a dû tant de batailles gagnées par leur bravoure si complètement désintéressée. Après un essai qui réussit à souhait, Martinet établit, en 1670, dans le régiment du Roi, une compagnie composée des hommes les plus braves et les plus adroits; ils étaient chargés de lancer à la main des grenades contre l'ennemi, soit dans les combats en rase campagne, soit dans l'attaque ou la défense des places. Bientôt chaque régiment eut ses grenadiers, qui prirent la droite sur les autres compagnies du corps. Les grenadiers furent les premiers fantassins qui reçurent des fusils, et, l'emploi de la grenade disparaissant peu à peu, ils furent conservés comme soldats d'élite.

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, I, 207-210.

Les grenadiers du régiment de Champagne, les plus braves de tous peut-être, avaient l'habitude d'entrer dans la tranchée tambour battant, pour avertir l'ennemi qu'ils étaient là[1].

Les soins donnés à l'infanterie par Louis XIV, Louvois et Martinet eurent pour résultat d'augmenter l'importance de cette arme et de lui permettre de jouer dans les batailles un rôle plus considérable que par le passé, bien qu'elle soit restée longtemps encore une arme roturière et, pour la noblesse, moins importante que la cavalerie.

Martinet fit adopter la baïonnette, qui finit par remplacer la pique. La baïonnette était alors une lame fixée à un manche de bois qu'on entrait dans le canon du mousquet ou du fusil : c'est la baïonnette à manche, d'origine espagnole. La baïonnette à douille n'a été inventée que plus tard par Vauban.

Martinet perfectionna les manœuvres pour se former rapidement en bataille si la troupe était en colonne, et réciproquement, et pour opérer les changements de front. Il avait aussi inventé des pontons ou bateaux en cuivre pour jeter des ponts sur les cours d'eau ; ces pontons furent employés au passage du Rhin, le 12 juin 1672.

Le 15 avril 1672 Martinet fut fait maréchal de camp. Il servit en cette qualité au début de la guerre contre la Hollande, dans le corps d'armée commandé par

1. Barbier, *Journal*, II, 442, année 1733.

Louis XIV et le prince de Condé, et prit part au passage du Rhin.

Turenne avait représenté au Roi la nécessité de traverser le Rhin entre le fort de Schenck et Arnheim, afin de pénétrer dans les Provinces-Unies. Ce projet adopté, Condé, qui campait à Emmerick, reçut l'ordre de l'exécuter et marcha, le 11 juin, à Eltenberg, dans l'intention de faire jeter un pont de bateaux sur le Rhin, au-dessous de Tolhuis. La rive droite du fleuve fut bordée de troupes, et une forte batterie fut élevée pour favoriser la construction du pont. Le Roi, qui voulait être présent au passage, partit du camp de Reez avec 6,000 chevaux, et arriva à Eltenberg le 11 juin, à dix heures. Le lendemain matin, 12, le pont étant très peu avancé, on risqua de traverser le Rhin à la nage, et, le même jour, Louis XIV annonçait à la reine Marie-Thérèse le succès de l'opération.

Monsieur le Prince m'ayant rendu compte des gués et passages que j'avais ordonné de faire reconnaître sur le Rhin, depuis le fort de Schenck jusqu'à Arnheim, je partis d'auprès de Reez avec ma gendarmerie, et je vins à son camp près d'Emmerick, où je soupai ; et au sortir de table, je montai à cheval avec lui, après avoir donné mes ordres pour un détachement de 1,000 hommes de son infanterie, et pour faire marcher les bateaux de cuivre et l'artillerie, avec sa cavalerie et ses dragons, et je suis arrivé ce matin, avec le jour ici. J'avais un guide fort pratique des gués de cette rivière, sur le rapport duquel, ayant commandé au comte de Guiche de reconnaître un certain endroit nommé le Tolhuis, il l'a trouvé guéable.

J'ai aussi disposé deux batteries sur le bord du Rhin,

contre tout ce qui s'opposerait à la cavalerie que j'avais destinée pour passer à droite et à gauche, tandis que je ferais faire un pont de bateaux dans le milieu, pour faire passer l'infanterie ; mais sur le rapport dudit comte de Guiche, j'ai commandé 2,000 chevaux de l'aile gauche pour passer le Rhin, sous la conduite dudit comte, au gué qu'il avait reconnu devers le Tolhuis.

Le régiment des cuirassiers, qui avait ordre de passer le premier, a détaché dix à douze cavaliers qui s'efforçaient de passer tantôt à gué, tantôt à la nage. Ces gens-ci ont vu venir à eux trois escadrons qui sortaient de derrière des haies et des saules, et ont été chargés bravement par les officiers du premier escadron ; ce qui les ayant obligés de reculer quelques pas dans la rivière pour attendre leur corps, ils ont marché tous ensemble aux ennemis, l'épée à la main, avec tant de vigueur que le second et le troisième escadrons ont tiré d'effroi leurs coups en l'air et ont aussitôt pris la fuite ; et le premier escadron, qui jusque-là avait tenu assez bonne contenance, a lâché le pied comme les autres, à quoi n'a pas peu contribué le canon[1], et alors tout le reste de la cavalerie a passé la rivière, et une partie a marché avec le comte de Guiche aux ennemis. Le reste a demeuré en bataille sur le bord avec le bonheur et l'éclat que nous pouvions souhaiter, n'ayant perdu au passage que fort peu de cavalerie, et n'y ayant que le seul comte de Nogent, de personnes remarquables, qui a été noyé, et presque point de blessés.

Mais ensuite le malheur a voulu que Monsieur le Prince, à qui j'avais mandé de ne pas passer le Rhin, était parti dans un petit bateau, avant l'arrivée de mon ordre, pour aller voir ce que l'on mettrait de gens dans le château de Tolhuis, et pour faire reconnaître les postes de delà l'eau ; de sorte que

1. De la batterie de la rive droite, dont Louis XIV avait commandé le feu.

n'ayant rien su de mon intention et ayant vu Monsieur le duc d'Enghien[1] et Monsieur de Longueville courir à toute bride vers une batterie où les trois escadrons dont j'ai parlé avaient joint d'autre cavalerie et quelque infanterie, il y est accouru aussi, et a été suivi de quantité de gens qui n'ont plus gardé de mesure après un tel exemple.

D'abord, Monsieur le Prince et ces messieurs ont poussé les ennemis, et Monsieur le comte de Guiche les a pris par derrière, en sorte qu'ils se disposaient à mettre bas les armes, à condition d'avoir bon quartier. Mais Monsieur de Longueville, étant entré dans la barrière, a en ce moment crié : *Point de quartier !* même, selon quelques-uns, tiré un coup de pistolet. Le désespoir a fait faire une salve aux ennemis, dont Monsieur le Prince a eu l'os au-dessus du poignet gauche froissé, MM. de Longueville et de Guitry tués sur-le-champ, et plusieurs autres dont vous verrez la liste. Un peu de patience, il ne nous eût pas échappé un seul de ces gens-là. Le comte de Guiche les avait enveloppés d'un côté, et d'un autre nous les eussions poussés avec les autres escadrons et avec l'infanterie, qui était presque passée dans les bateaux, au lieu que cet emportement nous a coûté cher ; mais, à cela près, les affaires sont en si bon état, que j'y ai tout sujet de louer Dieu de cette entreprise.

Dans l'un de ses Mémoires Louis XIV termina le récit de l'opération en disant :

J'étais présent au passage, qui fut hardi, vigoureux, plein d'éclat et glorieux pour la nation.

Il me semble que le Roi donne la note juste sur cette action, entre les platitudes de Boileau et l'appréciation injuste de Napoléon.

1. Son fils.

Le Rhin franchi, on s'empara de plusieurs villes. Le 21 juin, au siège de Doesbourg[1], Martinet fut tué d'un coup de canon. « Je perdis à ce siège, dit Louis XIV, Martinet, maréchal de camp, dont je fus fort fâché, parce qu'il avait beaucoup contribué à mettre mon infanterie sur le bon pied et à lui inspirer la règle et la discipline ».

VII

LE CHEVALIER DE FOURILLES

LIEUTENANT GÉNÉRAL ET ORGANISATEUR DE LA CAVALERIE

L'histoire et la biographie ont de singuliers caprices; elles consacrent souvent de longues pages à des nullités, à des Villeroy, à des la Feuillade, et en revanche ne disent mot de soldats admirables. M. de Fourilles en est un exemple. On a à peine quelques renseignements sur le collaborateur de Turenne et de Louvois dans l'œuvre si difficile de l'organisation de la cavalerie, à laquelle on travaillait depuis le cardinal de Richelieu.

On sait seulement qu'il se signala, depuis 1645, dans toutes les campagnes.

Jean-Jacques de Chaumejan, chevalier, puis marquis de Fourilles, fut l'un des premiers brigadiers de cava-

1. Ville située sur l'Yssel.

lerie créés, après la paix des Pyrénées, sur l'avis de Turenne. Il acheta ensuite au comte de Bussy-Rabutin la charge de mestre de camp général de la cavalerie, charge qui lui permettait de commander la cavalerie dans une armée lorsque le colonel général de cette arme ne s'y trouvait pas. Nommé maréchal de camp en 1670 (11 juillet), il servit, pendant la campagne de Hollande, dans le corps d'armée commandé par le Roi et investit la ville de Doesbourg[1]. Il devint lieutenant général en 1674 (13 février) et fut tué, la même année (11 août), à la bataille de Senef.

M. de Fourilles avait déjà chargé plusieurs fois la cavalerie ennemie et l'avait battue, lorsque Condé, qui ne craignait pas « d'envoyer les gens à la boucherie », ordonna à M. de Fourilles de charger encore les alliés qui s'étaient retirés derrière des haies et au milieu de jardins pleins d'infanterie. A cet ordre, M. de Fourilles crut devoir dire au prince : « Monseigneur, j'irai partout où Votre Altesse voudra ; mais je dois lui représenter que la position de l'ennemi est telle qu'on ne peut le battre sans verser bien du sang. — Ce n'est pas d'aujourd'hui que je me suis aperçu, repartit Condé en colère, que vous aimez mieux raisonner que combattre ; mais c'est de l'obéissance que je vous demande, et non des conseils ».

Le brave M. de Fourilles, pénétré d'indignation et de douleur, marcha tête baissée à l'ennemi et reçut une blessure mortelle.

1. *Gazette de France.*

Il est à remarquer que les trois officiers choisis par Louvois pour organiser l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie, Martinet, Fourilles et du Metz, ont été tués tous les trois à l'ennemi : Martinet à Doesbourg (1672), Fourilles à Senef (1674) et du Metz à Fleurus (1690).

Louvois chargea Turenne et M. de Fourilles d'établir dans la cavalerie une discipline sévère, de l'organiser en régiments comprenant plusieurs escadrons, de lui donner des règlements et de vaincre ses préjugés, ses routines, ses mauvaises traditions et surtout son esprit d'indépendance. Ce travail demanda quatre années d'efforts, de 1668 à 1672, et il fallut pour l'accomplir l'autorité de Louis XIV et la main de fer de Louvois. M. de Fourilles organisa 66 régiments d'une excellente cavalerie, qui avait pour réserve une douzaine de compagnies de gendarmes, restes des anciennes compagnies d'ordonnance, et les 9 compagnies de la Maison du Roi.

La cavalerie de la Maison du Roi se divisait en Maison bleue et Maison rouge. La Maison bleue comprenait les 4 compagnies des gardes du corps (environ 1,400 hommes). — La Maison rouge se composait de la compagnie des gendarmes de la Garde, de la compagnie des chevau-légers, des deux compagnies des mousquetaires, gris et noirs, et de la compagnie des grenadiers. Les deux Maisons bleue et rouge devaient leur nom à la couleur de leurs habits. Les mousquetaires gris et noirs étaient désignés ainsi d'après la couleur de la robe des chevaux.

VIII

M. DU METZ

LIEUTENANT GÉNÉRAL ET ORGANISATEUR DE L'ARTILLERIE

Pierre-Claude Berbier du Metz[1] naquit à Rosnay en Champagne, le 1er avril 1638. En 1652, à seize ans, il faisait sa première campagne dans le régiment de la Meilleraye; mais, après celle de 1655, il obtint de M. de la Meilleraye d'entrer dans le corps de l'artillerie avec le grade de commissaire d'artillerie. En 1657, il fut blessé au visage et complètement défiguré.

On lit dans *les Hommes illustres* de Perrault :

Celui dont j'entreprends l'éloge portait sur son visage des marques si visibles de sa valeur, que nous ne pouvions pas lui refuser les témoignages que nous lui en allons rendre. Il fut blessé au visage d'un coup de canon, qui en dérangea tellement tous les traits, qu'il n'était pas reconnaissable; mais la difformité que lui causa cette blessure n'avait pas mauvaise grâce dans un homme de guerre, et répandait même sur sa personne un certain éclat de gloire qui le dédommageait abondamment de la bonne mine et de l'agréable physionomie que cette blessure lui avait ôtée...

Un jour Madame la Dauphine l'ayant aperçu au dîner du

1. On prononçait et on écrivait Dumée ou Dumay.

Roi, elle dit tout bas à S. M. : « Voilà un homme qui est bien laid. — Et moi, dit le Roi, je le trouve bien beau ; c'est un des plus braves hommes de mon royaume ».

Il lui fallut dix-huit mois pour se guérir de cette terrible blessure, qui lui valut, outre les éloges de Louis XIV, une pension de 500 écus (4,500 francs).

En 1667, M. du Metz prit part aux sièges de Tournai, de Douai et de Lille. A ce dernier siège, fait sous les yeux de Louis XIV, M. du Metz fit dresser une batterie très importante avec 80 Suisses qu'il avait demandés pour faire ce travail dangereux. Il n'en ramena qu'une dizaine, les autres ayant été tués ou blessés autour de lui, sans qu'il eût marqué le moindre trouble ou la moindre hésitation. Pour récompenser ce jeune et si brave officier, Louis XIV lui donna, en 1668, la lieutenance générale de l'artillerie dans la Flandre, l'Artois, le Hainaut et le Pays reconquis, et ajouta à ces provinces, en 1671, la Picardie, la Lorraine et le Luxembourg.

M. du Metz eut une part considérable dans la réorganisation de l'artillerie accomplie par Louvois. L'artillerie dépendait entièrement du grand-maître, qui était indépendant du Ministre de la guerre. Toutes les charges d'officiers de cette arme étaient vénales, et ceux qui les possédaient : lieutenants généraux, commissaires, officiers pointeurs, capitaines de charroi, etc., étaient absolument distincts des autres officiers de l'armée. Il n'y avait pas de troupes chargées de la garde et du service des bouches à feu. Dans les sièges,

les officiers entreprenaient à forfait la construction et le service des batteries. Le Roi leur payait 300 livres (1,500 francs) la mise en état de tirer d'une pièce de 18 ou de 24, dans une batterie ordinaire; 400 livres (2,000 francs), dans une batterie de brèche. Le service d'une pièce de canon était payé de 10 à 20 livres (50 à 100 francs) pendant vingt-quatre heures. Le Roi fournissait de plus les outils et les munitions. Le soldat embauché par les entrepreneurs touchait 20 sols (5 fr.) par jour et autant par nuit. Les officiers et le grand-maître avaient de très gros bénéfices; aussi leurs charges se vendaient-elles fort cher[1]. Il fallut composer avec le grand-maître, le comte du Lude, pour lui enlever peu à peu la plus grande partie de son indépendance et de ses privilèges, et faire de l'artillerie un corps à peu près semblable aux autres corps de l'armée.

Louvois créa de véritables soldats d'artillerie : le régiment des fusiliers, le premier qui fut armé du fusil (1672), et des compagnies de bombardiers. Il choisit, parmi les lieutenants généraux du grand-maître, deux ou trois hommes intelligents et dévoués, parmi lesquels M. du Metz, et le fit nommer maréchal de camp le 4 août 1676. M. du Metz fut le véritable chef de l'arme sous la direction de Louvois. « Il la mit, dit Perrault, dans un état où elle n'avait jamais été, la faisant servir avec la même rapidité que la mousqueterie ». On a dit justement qu'il avait poussé la perfec-

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, I, 236.

tion de l'artillerie au point où Vauban avait porté le génie.

Pendant la guerre de Hollande, M. du Metz, avec son équipage d'artillerie, prit part à tous les sièges qui se firent de 1672 à 1678. On le trouve à la bataille de Senef (1674), où il fut blessé, à la bataille de Saint-Denis (1678), où il rendit de grands services et où il fut encore blessé.

En 1688 (24 août) M. du Metz fut fait lieutenant général des armées du Roi. En 1689, il servit dans l'armée du maréchal d'Humières, qui le mit « en arrêt » pour avoir soutenu un officier d'artillerie qui ne voulait pas obéir à M. de Tilladet (lieutenant général et parent de Louvois), et parce qu'il avait dit des paroles assez offensantes pour M. de Tilladet[1].

En 1690, il servit dans l'armée du maréchal de Luxembourg, et à la bataille de Fleurus il fut tué d'un coup de mousquet dans la tête, en s'acquittant de son devoir avec un peu trop de témérité et en poursuivant l'ennemi à toute outrance. Il fut regretté de tout le monde, car il était bon envers le pauvre soldat. Le Roi, en apprenant la mort de ce brillant officier, dit à son frère, garde du trésor royal : « Vous perdez beaucoup, mais je perds encore davantage par la difficulté que j'aurai à remplir cette place ».

MM. de la Frézelière.

Nous mettons à la suite de la biographie consacrée à M. du Metz celles de deux généraux d'artillerie fort distin-

1. Dangeau, *Journal*, II, 424.

gués et qu'il est bon de mettre un peu en lumière, M. de la Frézelière et son fils.

François Frézeau de la Frézelière, né en 1623, colonel du régiment de Touraine, lieutenant général de l'artillerie, maréchal de camp en 1677, lieutenant général des armées du Roi en 1688, mourut en 1702. Saint-Simon a dit de lui : « Il servait encore à quatre-vingts ans, avec la vigilance d'un jeune homme et une capacité très distinguée. C'était d'ailleurs un homme plein d'honneur et de valeur, modeste et très homme de bien. Jeunes et vieux le respectaient à l'armée, et il était si aimable, qu'il avait toujours chez lui la meilleure compagnie de tous âges : c'est un rare éloge à quatre-vingts ans ».

Il eut cinq fils, qui tous servirent le Roi. *Antoine Frézeau de la Frézelière*, chevalier de Malte, colonel du régiment de Touraine, blessé mortellement à Senef (1674). — *Jean Frézeau de la Frézelière*, chevalier de Malte, colonel du régiment de Touraine et lieutenant général de l'artillerie, qui se distingua à la bataille de Cassel et fut tué au siège de Saint-Omer (1677). — *Isaac Frézeau de la Frézelière,* tué en Allemagne au service du Roi, en 1673, à l'âge de quatorze ans. — *Charles-Madelon Frézeau de la Frézelière* servit d'abord dans l'artillerie comme ses frères, embrassa ensuite l'état ecclésiastique et mourut en 1702 évêque de la Rochelle. — *Jean-François-Angélique Frézeau de la Frézelière*, chevalier, puis marquis de la Frézelière, né en 1672, premier lieutenant général de l'artillerie, succéda à son père en cette charge « qu'il faisait, dit Saint-Simon[1], avec capacité et valeur ». Nommé maréchal de camp en 1704, il fut fait lieutenant général des armées du Roi en 1708 et mourut le 19 octobre 1711. Cet habile officier d'artillerie seconda énergiquement le maréchal de Boufflers dans la défense de Lille, et il avait rendu de grands services à tous les maréchaux sous les ordres desquels il avait été placé.

1. *Mémoires*, VI, 377.

IX

M. DE BEAULIEU

OFFICIER D'ARTILLERIE, INGÉNIEUR ET GÉOGRAPHE ORDINAIRE DU ROI (1).

Sébastien de Pontault, sieur de Beaulieu, entra au service à l'âge de quinze ans et se distingua d'abord au siège de la Rochelle (1628). Son courage et sa conduite lui valurent, malgré son extrême jeunesse, une charge de commissaire d'artillerie. Il prit ensuite une part active aux sièges de Privas (1629) et de Pignerol (1630), à la bataille de Veillane, gagnée par le duc de Montmorency (1630), et fut blessé à cette affaire. Les services qu'il rendit au duc de Longueville pendant ses campagnes en Lorraine (1637-38) le firent nommer contrôleur général de l'artillerie de l'armée et de la Lorraine. On le trouve ensuite aux sièges de Hesdin (1639) et d'Arras (1640), où il fut grièvement blessé d'un coup d'épée au travers du corps. Louis XIII le récompensa en lui donnant la charge de contrôleur provincial d'artillerie dans l'Artois. Il fut employé au siège d'Aire (1641) et

1. Quelquefois Beaulieu, sur les estampes de son bel ouvrage, s'intitule : aide de camp des armées du Roi, et sergent de bataille, c'est-à-dire officier d'état-major.

défendit ensuite cette même ville avec une vigueur admirable.

Sa brillante conduite au siège de Perpignan (1642) le fit remarquer par le jeune duc d'Enghien[1], qui voulut l'avoir avec lui et l'employa à la bataille de Rocroi (1643) et aux sièges de Thionville (1643) et de Philipsbourg (1644). En conduisant la tranchée dans l'attaque de cette dernière place, M. de Beaulieu eut le bras droit emporté d'un coup de canon. Malgré sa blessure il continua à servir à la bataille de Nordlingen (1645), aux sièges de Courtray, Bergues, Furnes, Mardyck et Dunkerque. Il suivit Condé en Catalogne en 1647[2]; mais les fatigues et les blessures le forcèrent enfin à la retraite.

Incapable cependant de rester dans l'inaction, M. de Beaulieu entreprit de publier un bel ouvrage destiné à perpétuer le souvenir des victoires du Roi.

Il dessina, dit Perrault, son biographe[3], et donna ensuite à graver tous les sièges de villes, tous les combats, toutes les batailles et généralement toutes les expéditions militaires du règne de Louis XIV, qu'il accompagna de discours instructifs, et de tout le détail de ces actions merveilleuses. Il en forma de précieux volumes qui sont, non seulement comme des dépôts de la gloire du Prince et de la Nation française, mais qui sont des monuments capables d'allumer

1. Depuis le Grand Condé.

2. Sur l'une des planches de son ouvrage Beaulieu prend le titre d'ingénieur et de géographe ordinaire du Roi et du duc d'Enghien (1646).

3. *Hommes illustres.*

le courage des moins zélés pour la gloire et le bonheur de leur patrie. Cette entreprise, où il a consumé plus de 60,000 livres (300,000 francs) de son bien, et qui aurait demandé des forces plus grandes que les siennes pour y suffire, a été néanmoins conduite en quelque sorte à sa dernière perfection.

Il mourut le 10 août 1674 après avoir été honoré par le Roi de son ordre de Saint-Michel.

L'ouvrage de Beaulieu a pour titre : *Les Glorieuses Conquêtes de Louis XIV, roi de France et de Navarre.* Il forme deux énormes volumes in-folio[1] et débute par une dédicace adressée au Roi par la nièce de l'auteur, R. de Beaulieu, femme du sieur des Roches. Des Roches avait été chargé par Beaulieu de continuer la publication après sa mort. Des Roches étant mort à son tour, sa veuve acheva l'ouvrage.

Le livre commence à la bataille de Rocroi (1643) et finit à la prise de Girone (1694) ; il forme une précieuse histoire militaire des 51 premières années du règne de Louis XIV, et je ne crois pas qu'il existe un plus bel ouvrage en ce genre.

L'ouvrage de Beaulieu comprend une suite de cartes géographiques, de cartes topographiques, de vues de villes, de plans de batailles et de sièges, de combats

1. L'édition in-folio est appelée *le Grand Beaulieu* pour la distinguer des réductions qu'on en a faites en format in-4° oblong, et qui forment deux recueils connus sous le nom de *Petit Beaulieu :* l'un, en 3 volumes, est intitulé *Plans et Profils des villes des Pays-Bas, Lorraine, Alsace et Franche-Comté ;* — l'autre, en 4 vol., a pour titre *Plans et Profils, avec les descriptions des principales villes et places fortes de France, et les cartes de leurs gouvernements.*

maritimes, de portraits de généraux, le tout dessiné et gravé avec le plus grand soin. Chaque siège ou bataille est accompagné d'une relation bien faite, et cependant jamais on n'a mis à profit et cité ces relations.

Les grandes vues topographiques des batailles de Rocroi, Fribourg, Nordlingen, Lens, du siège de Philipsbourg, la vue de Barcelone, de la bataille de Rethel, de l'île des Faisans pendant les conférences et les fêtes de 1659-60, sont dessinées en perspective cavalière et forment de vrais panoramas. La vue de la bataille de Fribourg me paraît être un chef-d'œuvre ; on assiste au combat. La topographie des plans de sièges, levée par Beaulieu, est excellente. On a pu dire avec raison que jusqu'à Cassini la topographie n'avait pas produit une œuvre aussi bonne, et appeler Beaulieu le créateur de la topographie militaire.

Beaulieu appartient à l'école de Callot : les personnages, seigneurs et soldats, cavaliers, fantassins, conducteurs de charrois, armes, canons, trompettes, costumes, dessinés selon la manière du grand graveur lorrain, forment un précieux recueil de documents sur les armées du temps. De nombreux portraits[1], dessinés par Mignard, Beaubrun, et gravés par Poilly, Nanteuil,

1. Louis XIV à 22 ans, gravé par Poilly d'après Mignard (1660), Anne d'Autriche, Marie-Thérèse, le Grand Dauphin, Gaston duc d'Orléans, le prince de Conty, le duc de Beaufort, Condé à plusieurs âges, Mazarin, Philippe IV, don Louis de Haro avec sa figure maigre et longue ornée de longues moustaches en crocs, le comte d'Harcourt, les maréchaux de Boufflers, Fabert, Gassion, Gramont, d'Humières, la Ferté, la Mothe-Houdancourt, Noailles, du Plessis-Praslin, Rantzau, Schomberg, Turenne, le premier maréchal de Villeroy.

Pitau, Frosne, accompagnent les vues de batailles ou servent de frontispices. Les planches dessinées surtout par Beaulieu, quelques-unes par Etienne de la Belle, sont gravées en général par N. Cochin, N. Pérelle et Richer.

Rien n'a été épargné pour faire un beau et excellent livre, auquel il ne manque que d'être plus connu aujourd'hui.

X

VAUBAN

MARÉCHAL DE FRANCE.

Siège de Maëstricht (1673)

I

Sébastien le Prestre, seigneur de Vauban, naquit dans un petit village du Morvan[1], le 15 mai 1633. Il avait dix ans quand son père fut tué au service, et sa mère étant morte quelque temps après, il fut recueilli et élevé par le curé de son village, M. de Fontaines,

1. A Saint-Léger (arrondissement d'Avallon), et non pas à Saint-Léger de Foucheret (arrondissement de Château-Chinon). — GIRAULT DE SAINT-FARGEAU, *Dict. géogr. de la France.*

qui lui apprit la géométrie, les fortifications et le dessin.

En 1651, il entra comme cadet dans le régiment de Condé, dont le colonel, Monsieur le Prince, était alors révolté contre Louis XIV et Mazarin. Décidé à devenir ingénieur, Vauban fit les études nécessaires, tout en accomplissant les devoirs que le service lui imposait. Il exécuta ses premiers travaux à Clermont-en-Argonne en 1652. La même année, Condé assiégea et prit Sainte-Menehould. Vauban se distingua à ce siège par sa bravoure, en traversant l'Aisne à la nage sous le feu de l'ennemi. Il acquit par cette action une certaine réputation ; aussi, quand il fut fait prisonnier par les troupes royales, en 1653, il fut conduit à Mazarin, qui « le confessa et le convertit », et l'attacha au service du Roi, afin de ne pas laisser un officier de ce mérite dans les rangs des Frondeurs. Il lui fit avoir une lieutenance dans le régiment de Bourgogne.

Vauban fut aussitôt employé, sous le chevalier de Clerville[1], au siège de Sainte-Menehould et reprit la place. En 1654, au siège de Stenay dirigé par le chevalier de Clerville, sous les ordres supérieurs de Fabert, Vauban se forma aux leçons de ce général, qui était un ingénieur fort distingué. M. de Clerville s'intéressa au jeune lieutenant du régiment de Bourgogne et écrivit à Mazarin, le 27 juin, la lettre suivante :

1. Louis-Nicolas, chevalier de Clerville, célèbre ingénieur, sergent de bataille, maréchal de camp (1652) et commissaire général des fortifications des villes de France, mort en décembre 1677. M. de Clerville prit part à un grand nombre de sièges, de 1647 à 1668, et fut l'ingénieur préféré de Colbert.

J'ai amené de Sainte-Menehould le jeune hommè qui était auprès de M. de Sainte-Maure, lequel est en vérité un fort brave garçon ; et ce que j'en estime davantage est que n'étant qu'à Votre Eminence, elle pourra s'en servir quand et où bon lui semblera. Je ne lui ai donné que peu d'argent pour s'accommoder de quelques habits ; mais comme il lui manque encore beaucoup de choses, je supplie Votre Eminence de lui faire donner les 200 livres (1,000 fr.) qu'elle m'a ordonné de lui promettre. Ce n'est pas qu'outre cela je ne sois encore obligé à le monter et à le nourrir[1].

On trouve ensuite Vauban dans l'armée de Turenne défendant Arras contre Condé. En 1655, il est nommé ingénieur, ce qu'il désirait vivement et ce qui ne fit qu'augmenter son ardeur au travail ; aussi devint-il bientôt un mathématicien savant et un ingénieur plein d'idées nouvelles, ménageant peu la routine et son inséparable compagne, l'ignorance.

Vauban servit aux sièges de Landrecies, de Condé, de Saint-Christain. Le maréchal de la Ferté lui donna une compagnie dans son régiment (1656) et l'employa aux sièges de Valenciennes (1656) et de Montmédy (1657). Vauban servit ensuite aux sièges de Mardyck (1657), de Gravelines, d'Oudenarde et d'Ypres (1658).

En 1662, le maréchal de la Ferté lui donna la lieutenance colonelle de son régiment ; mais il abandonna cette charge, en 1663, quand le Roi lui donna une compagnie dans le régiment de Picardie, ce qui était une faveur insigne, étant donnés la réputation de ce

1. Colonel Bourelly, *le Maréchal de Fabert*, I, 45.

régiment et le rang qu'il tenait dans l'armée. En 1667, pendant la guerre de Dévolution, Vauban dirigea sous les yeux de Louis XIV les sièges de Tournai, de Douai et de Lille, après lequel le Roi fit l'éloge public de Vauban et lui donna une gratification considérable et une lieutenance aux Gardes. En 1668, Vauban prit part au siège de Dôle, en Franche-Comté.

Dès les premières années de son arrivée au ministère, Louvois résolut de donner aux ingénieurs, comme à l'artillerie, une organisation rationnelle : il trouva dans Vauban l'homme qui lui était nécessaire. Les ingénieurs étaient alors des officiers d'infanterie qui avaient obtenu le brevet d'ingénieur, mais qui faisaient double service : celui d'officier d'infanterie à leur compagnie et celui d'ingénieur dans les tranchées. En 1667, Vauban, capitaine dans Picardie, sollicitait comme une faveur d'être exempté des gardes ordinaires[1]. Dans les sièges, les ingénieurs, que Vauban appelait « les martyrs de l'infanterie », succombaient à la besogne, aux fatigues et aux dangers. L'avancement était nul pour eux. En 1674, Vauban était toujours capitaine dans Picardie ; un ingénieur ne pouvait avoir un plus haut grade. Louvois, dit avec raison M. C. Rousset, fit une révolution en faisant nommer Vauban lieutenant-colonel et brigadier en 1674, et maréchal de camp en 1676.

Les places fortes dépendaient des quatre secrétaires d'Etat. Louvois fit cesser autant que possible cette absurde répartition en prenant pour lui toutes les

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, t. I, p. 241 et suivantes.

places nouvellement conquises et en organisant ce que l'on pourrait appeler une direction générale du Génie, qui fut donnée plus tard à Vauban. Louvois et Vauban donnèrent un commencement d'organisation aux ingénieurs ; ils en firent un corps spécial, dont les membres cependant étaient toujours des officiers d'infanterie (1677). Dès 1673, ils avaient créé des compagnies de mineurs; ce ne sera que plus tard qu'il y aura des compagnies et des bataillons de sapeurs.

En 1665 Vauban avait été chargé des fortifications de Brisach, qui était, ainsi que l'Alsace, dans le département de Colbert. L'entrepreneur de Brisach avait commis quelques malversations, et l'intendant d'Alsace, un parent de Colbert, à qui Vauban avait déplu à cause de sa fierté, le voulait rendre responsable des actes de l'entrepreneur (1667). Colbert prit fait et cause pour l'intendant, Louvois pour Vauban : heureusement ce fut Louvois qui l'emporta. Il sauva l'honneur de Vauban; mais ce ne fut pas sans peine qu'il sauva son petit avoir. En 1671 Louvois parvint enfin à terminer l'affaire entièrement à l'avantage de son protégé[1]. Quand la complète innocence de Vauban fut démontrée, Colbert essaya de le ramener à lui; mais il ne put y parvenir, et Vauban resta toujours le serviteur dévoué et l'ami fidèle de Louvois.

Cette mauvaise affaire n'empêcha pas Vauban d'être chargé, dès 1667, de l'agrandissement de Lille et de la construction de la citadelle, dont il avait adressé le

1. C. Rousset, I, 276-277.

plan à Louvois. Il fut bientôt chargé de tous les grands travaux que l'on exécuta dans les villes de la Flandre, et M. de Clerville, mis de côté, vit ses plans rejetés. Vauban mena les travaux avec rapidité, faisant marcher à coups de nerf de bœuf les maçons du pays qui refusaient de travailler[1]. La citadelle de Lille terminée, le Roi lui donna le gouvernement de Lille, qui valait 20,000 livres de rente (100,000 francs[2]). Vauban employa jusqu'à 30,000 soldats d'infanterie aux grands travaux exécutés dans les villes du Nord : Lille, Dunkerque, Ath, Tournai, etc.

En même temps il inspectait avec Louvois toutes les places de la frontière de Flandre, et, toujours avec le ministre, il allait en Piémont visiter Pignerol et donner au duc de Savoie, alors notre allié, des plans pour augmenter les fortifications de Turin, Verrue et Verceil (1670).

En 1672, Vauban rédigea pour Louvois un *Mémoire pour servir d'instruction sur la conduite des sièges*, « rempli, écrivait-il au ministre, de la plus fine marchandise qui soit dans ma boutique ». Louvois devenait l'élève de Vauban.

II

En 1673 Louis XIV entreprit le siège de Maëstricht et donna à Vauban la conduite de l'attaque. Le Roi aimait la guerre de sièges qui, dirigée par Vauban, était

1. C. Rousset, I, 291.
2. Dangeau.

toujours couronnée de succès. La « gloire » de S. M. y trouvait son compte. Avec une armée composée de 26,000 hommes de pied, de 19,000 cavaliers et de 58 bouches à feu, Louis XIV assiégea Maëstricht. Vauban mit en pratique, pour la première fois, les nouveaux procédés qu'il avait imaginés, ou les anciens tellement perfectionnés, qu'il en avait fait une véritable invention : larges tranchées au lieu de boyaux étroits, tranchées réunies par des parallèles, grandes places d'armes dans lesquelles les troupes de garde pouvaient se déployer contre les sorties de l'assiégé. La place, très forte et bien défendue par 6,000 fantassins et 1,100 cavaliers commandés par un officier d'un grand mérite, nommé Fariaux, fut investie le 6 juin et capitula le 30. L'armée ne perdit que 1,600 hommes.

En 1674, Vauban accompagna Louis XIV dans la visite des places de la Lorraine et de l'Alsace. Pendant ce voyage, Vauban alla à Trèves reconnaître la ville et tracer le plan d'attaque, laissant à d'autres le soin de conduire le siège, et il revint trouver le Roi. Il accompagna aussi S. M. dans la seconde campagne de Franche-Comté et prit Besançon (15 mai). Le fait le plus célèbre de ce siège est la prise de la citadelle qui, bâtie sur un rocher escarpé, passait pour imprenable. Vauban établit deux batteries sur deux hauteurs encore plus élevées : les Suisses conduisirent à bras le canon, la nuit, aux flambeaux. La citadelle prise, Vauban compléta les deux batteries qui, dès lors, furent comprises dans les défenses de la ville. Après Besançon, ce fut le tour de Dôle; Vauban prit cette place le 6 juin. De la

Franche-Comté il alla aux Pays-Bas, non pas attaquer une place, mais jouer un rôle nouveau, c'est-à-dire défendre Ath contre le prince d'Orange. Mais Condé arriva et fit lever le siège.

Le 21 août 1674, Vauban fut nommé brigadier.

En 1675, il prend Condé (26 avril). Les inondations artificielles de l'Escaut donnaient à cette ville une grande force, qu'il annula en établissant des batteries flottantes. Il s'empara ensuite de Bouchain (11 mai) et d'Aire (31 juillet). Louis XIV, Vauban et Louvois faisaient, comme on le voit, notre frontière de Flandre, ville par ville, morceau par morceau.

En 1676, Vauban est fait maréchal de camp.

Le 17 mars 1677 eut lieu la prise de Valenciennes, fait extraordinaire et qui mérite d'être raconté avec quelques détails. Valenciennes était une forte place, bien défendue par une nombreuse garnison et par 25,000 bourgeois armés. Le Roi et les maréchaux de Luxembourg, d'Humières, de la Feuillade, de Schomberg et de Lorges investirent cette ville malgré le froid et la neige. Vauban conduisait le siège. La tranchée fut ouverte dans la nuit du 9 au 10 mars. Lorsque le moment de l'assaut fut venu, Vauban fit décider par le Roi, contre l'avis de Louvois et des maréchaux, et malgré la routine, qu'on attaquerait en plein jour, afin d'éviter les méprises, de donner plus d'ensemble aux diverses parties de l'attaque et de surprendre l'ennemi. Quatre colonnes furent lancées sur un ouvrage avancé[1]

1. Appelé ouvrage couronné, qu'il s'agissait d'enlever avant d'attaquer la ville.

qu'il s'agissait d'enlever; elles étaient formées des mousquetaires gris et noirs, des grenadiers à cheval, des gardes françaises, des grenadiers des régiments du Roi et de Picardie. A peine le signal était-il donné par neuf coups de canon, que ces vaillants soldats se jetèrent à l'assaut, surprirent l'ennemi, s'emparèrent de l'ouvrage couronné, puis d'un autre ouvrage appelé le Pâté, situé entre l'ouvrage couronné et Valenciennes. Une fois lancés, les mousquetaires et les grenadiers chassèrent, l'épée dans les reins, les défenseurs de ces deux ouvrages jusque dans la ville, où ils pénétrèrent à leur suite, un à un, par l'escalier, fort étroit, d'une poterne. L'ennemi, frappé de stupeur, aurait pu les anéantir au fur et à mesure qu'ils arrivaient sur la grande place; il les attaqua mollement et donna le temps aux renforts, envoyés aussitôt par Louis XIV, d'accourir. Valenciennes se hâta de se rendre sans aucune capitulation, se soumettant à la miséricorde du Roi, qui arrêta aussitôt le pillage auquel, encore à cette époque, toute ville prise d'assaut était livrée.

Ce prodigieux coup de main nous coûta environ 150 hommes tués ou blessés[1].

Cette même année, 1677, Vauban prit Cambrai (7 avril), Louis XIV étant encore à la tête de l'armée, Saint-Omer et Saint-Ghislain. Il fit aussi les plans destinés à la transformation projetée de Dunkerque en un grand port de mer, dont nos flottes auraient besoin dans le cas probable d'une lutte avec l'Angleterre.

1. *Gazette*, 1677, 219-236.

Vauban adressait à Louis XIV, au sujet de Dunkerque, la lettre suivante (18 juillet 1677) : « Je suis persuadé que S. M. doit tout mettre en usage pour faire accommoder cette place, en dût-il prendre les fonds sur ses menus plaisirs, voire en retrancher sur sa propre table. Quant à moi, j'offre de bon cœur mes soins et un voyage exprès s'il le faut, eussé-je la mort entre les dents ».

En 1678, Vauban fit le siège de Gand (5-12 mars) et d'Ypres (18-25 mars). Le Roi assista à ces deux sièges, accompagné de la Reine, de madame de Montespan et de vingt autres dames, et de leur suite : les carrosses qui transportaient cette petite Cour avaient souvent versé par les chemins détestables de cette époque, et plus souvent encore s'étaient profondément embourbés.

III

Après le traité de Nimègue (1678), la France eut dix années de paix jusqu'à la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688), sauf toutefois les années de guerre contre l'Espagne, provoquée par les Réunions et terminée par la trêve de Ratisbonne. Pendant ces années de paix, Vauban éleva la « barrière d'airain ». Il était devenu le seul directeur des travaux du génie, par la mort du chevalier de Clerville, commissaire général des fortifications (1677), dont la charge lui fut donnée en 1678. Dès lors, seul maître de ce grand service, Vauban organisa en grand la défense de toutes nos frontières et du littoral.

Les nouvelles frontières avaient été formées par les traités de Westphalie (1648), des Pyrénées (1659), d'Aix-la-Chapelle (1668) et de Nimègue (1678). L'Alsace, les Trois-Évêchés, la Lorraine allemande, le Luxembourg français, le Hainaut français, la Flandre française et la Flandre flamande, au nord; — la Franche-Comté, à l'est; — le Roussillon, au sud, avaient été annexés à la France. Vauban fut chargé de construire, dans ces provinces, les places fortes nouvelles nécessaires et d'améliorer les anciennes.

Il ne se contenta pas d'entasser des pierres sur un point pour le fortifier; il sut disposer les places frontières au point de vue des opérations offensives ou défensives des armées qui devaient agir un jour sur la frontière. Il fit en même temps œuvre de grand tacticien et d'ingénieur : aussi, deux fois, de 1708 à 1712, et en 1793-1794, les places de la frontière du nord ontelles sauvé la France en arrêtant l'invasion.

Vauban a rattaché l'art de la fortification à la stratégie avec une admirable sagacité. « C'est lui, a dit Carnot, qui le premier vit les choses en grand et chercha les rapports des places de guerre entre elles et de la fortification aux autres branches de l'art militaire. Il réussit, en effet, à faire de notre frontière du nord, si mal défendue par la nature, si complètement ouverte, une barrière formidable, justement appelée la Barrière d'airain[1] ».

1. On donne ce nom à l'échiquier des places de la frontière du Nord, entre Dunkerque et la Meuse.

« Vauban, dit Napoléon, a organisé des contrées entières en camps retranchés, couverts par des rivières, des inondations, des places et des forêts; mais il n'a jamais prétendu que ces forteresses seules pussent fermer la frontière: il a voulu que cette frontière ainsi fortifiée donnât protection à une armée inférieure contre une armée supérieure; qu'elle lui donnât un champ d'opérations plus favorable pour se maintenir et empêcher l'armée ennemie d'avancer, et des occasions de l'attaquer avec avantage, enfin les moyens de gagner du temps pour permettre à des secours d'arriver. Lors des revers de Louis XIV, ce système de places fortes sauva la capitale. Le prince Eugène de Savoie perdit une campagne à prendre Lille. Le siège de Landrecies offrit à Villars l'occasion de faire changer la fortune. Cent ans après, en 1793, lors de la trahison de Dumouriez, les places de la Flandre sauvèrent de nouveau Paris; les coalisés perdirent une campagne à prendre Condé, Valenciennes, le Quesnoy et Landrecies ».

Vauban modifia les anciens tracés de Pagan[1], afin de mettre la fortification en rapport avec le progrès des armes à feu. Il sut tirer un excellent parti du terrain et des eaux. Son traité de l'attaque et de la défense des places est l'un des chefs-d'œuvre que le XVIIe siècle nous a légués, au point de vue de la science, de la langue et des idées du philosophe et de l'homme de guerre. Dans le but de ménager les hommes, il développa les parallèles et les places d'armes, et un nombre

1. Ingénieur du temps de Louis XIII.

immense de soldats ont été sauvés par ces inventions. « Il ne faut jamais, disait Vauban, faire à découvert, ni par force, ce qu'on peut faire par industrie. La précipitation ne hâte point la prise des places, la recule souvent et ensanglante toujours la scène ».

Au siège de Namur, en 1692, Vauban donna l'ordre d'enlever un ouvrage. Racine, qui accompagnait le Roi en qualité d'historiographe, raconte ainsi ce qui se passa :

Comme Vauban connaît la chaleur du soldat dans ces sortes d'occasions, il leur avait dit : « Mes enfants, on ne vous défend pas de poursuivre les ennemis quand ils s'enfuiront ; mais je ne veux pas que vous alliez vous faire échiner mal à propos sur la contrescarpe de leurs autres ouvrages. Je retiens donc à mes côtés cinq tambours pour vous rappeler quand il en sera temps. Dès que vous les entendrez, ne manquez pas de revenir chacun à vos postes ». Cela fut fait comme il l'avait concerté[1].

Henri IV, Turenne et Vauban ont eu à un haut degré l'idée d'humanité ; ils ont enlevé à la guerre toutes les cruautés inutiles. Vauban ne combat que les combattants : dans tous les sièges, il épargne, autant que faire se peut, les habitants, leurs maisons, leurs biens. Les armées étrangères n'ont pas une seule figure de ce genre dans leurs annales.

1. Lettre de Racine à Boileau, 15 juin 1692.

IV

Vauban a construit, agrandi, modifié un nombre considérable de places ou de villes appartenant depuis longtemps à la France ou nouvellement conquises. Malgré sa longueur, nous donnons la liste de ces places, parce que sans elle on ne comprend pas l'œuvre de Vauban.

Entre la mer et l'Escaut : Dunkerque, Bergues, fort de la Knoque, Lille, Arras, Douai. — *Sur l'Escaut :* Cambrai, Bouchain, Valenciennes, Condé. — *Entre Escaut et Sambre :* le Quesnoy. — *Sur la Sambre :* Landrecies, Maubeuge, *Charleroi[1]. — *Entre Sambre et Meuse :* Rocroi. — *Sur la Meuse :* Verdun, Charlemont, Givet, *Dinant. — *Entre Meuse et Moselle :* Longwy, *Luxembourg. — *Sur la Moselle :* Thionville, *Mont-Royal. — *Entre la Moselle et les Vosges :* *Sarrelouis. — *Dans les Vosges :* *Bitche, *Litchtemberg, *Phalsbourg. — *En Alsace :* *Landau, *Haguenau, *Schelestadt, Belfort. — *Sur le Rhin :* *Philipsbourg, *Fort-Louis, *Strasbourg, *fort de Kehl, *Vieux-Brisach, *Neuf-Brisach, *Huningue. — *Au delà du Rhin :* *Fribourg.

A l'est : Besançon, — Briançon[2], Fénestrelle, Mont-Dauphin, *Pignerol, *Casal.

Au sud : Perpignan, Montlouis, Bellegarde, — citadelle de Bayonne, fort d'Andaye, fort de Saint-Jean-Pied-de-Port.

Sur le littoral de la Méditerranée : Toulon fortifié et son port agrandi, Antibes.

Sur le littoral de la Manche et de l'Océan : citadelles de la

1. Nous avons mis un astérisque aux villes que la France ne possède plus.

2. Vauban ne fit pas de grands travaux à cette ville (voir la notice de Berwick, année 1709.)

Rochelle et de Saint-Martin-de-Ré, Rochefort, l'île d'Aix, citadelle de Belle-Isle, forts construits sur les pointes de Camaret et de Bertheaume, et à l'entrée du goulet de Brest. — Vauban commença aussi quelques travaux à Cherbourg, à la rade de la Hougue et à Ambleteuse.

Ce qu'un pareil travail a exigé de voyages, d'études, de plans, de projets, de sièges, de fatigues, de volonté persévérante[1], est plus facile à concevoir qu'à raconter, et mérite à Vauban la reconnaissance de tout Français, comme il lui a valu les éloges et les récompenses de Louis XIV, et l'amitié de Louvois.

Dès 1683 la guerre avait recommencé avec l'Espagne. Louis XIV ordonna à Vauban de s'emparer de Courtrai. Comme toujours, Vauban, si ménager de la vie des autres, ne prenait aucune précaution pour lui. Le maréchal d'Humières écrivait à Louvois, le 5 novembre 1683 :

Je n'ai pu empêcher M. de Vauban d'aller dans la ville (pendant l'attaque de la citadelle); il m'a promis positivement qu'il ne bougerait de son logis, où il se ferait rendre compte par ses ingénieurs de ce qui se passerait. J'ai même chargé M. le marquis d'Huxelles de ne le point quitter et de l'empêcher d'approcher de la citadelle. Nous avons pensé nous brouiller là-dessus ; vous savez qu'on ne le gouverne pas comme on voudrait ; et si quelqu'un mérite d'être grondé, je vous assure que ce n'est pas moi[2].

1. Fontenelle dit qu'il occupait sans cesse un grand nombre de secrétaires, de dessinateurs, de calculateurs et de copistes.

2. Lettre citée par M. C. Rousset, *Hist. de Louvois*, III, 241.

Après Courtrai, Vauban alla prendre Dixmude, et assiégea Luxembourg ; M. de Créqui commandait l'armée.

Luxembourg, par sa situation sur une masse de rochers et par les nombreux ouvrages qui le défendaient, était regardé comme imprenable. Une reconnaissance exacte de la place était indispensable, mais difficile et dangereuse. « Aucun péril ne peut arrêter Vauban. Toutes les nuits il s'avance lui-même jusqu'à la palissade, soutenu par des grenadiers couchés ventre à terre. A l'une de ces reconnaissances, il s'aperçoit qu'il est découvert. Au lieu de se retirer, il fait signe de ne pas tirer aux ennemis, qui le prennent pour un des leurs, et ils n'en doutent plus quand ils le voient s'avancer vers eux. Vauban sonde le glacis ; cette opération faite, il revient à pas lents, et doit la vie à ce mélange de présence d'esprit et de témérité ». C'est à ce siège que Vauban inventa « les cavaliers de tranchée », retranchements assez élevés pour donner des feux plongeants dans le chemin couvert. La ville assiégée le 28 avril ne fut prise que le 7 juin. Le gouverneur, prince de Chimay, et les Espagnols avaient fait une admirable résistance.

Vauban ne perdit pas de temps pour remettre la ville en état de défense.

Le Roi, dit Dangeau[1], nous conta que, durant la capitulation de Luxembourg, Vauban faisait travailler à l'excavation

1. Tome I, p. 25, le 13 juin.

du fossé et à tirer de la pierre pour raccommoder la place, et que les officiers espagnols qui se promenaient sur le rempart et qui ne devaient sortir de la place que deux jours après, lui demandant ce qu'il faisait dans le fossé, il leur dit qu'il songeait à réparer les désordres qu'avaient faits nos bombes et notre canon. Nous n'en usons pas de même, dirent ces officiers, car il y a sept ans que nous avons pris Philipsbourg, et nous n'avons pas encore raccommodé la brèche ».

Vauban ne s'était pas plus ménagé à Luxembourg qu'aux sièges précédents. L'anecdote racontée plus haut le prouverait suffisamment, mais il n'est pas inutile de la compléter. Le maréchal de Créqui, lequel était, devant le Roi, responsable de sa personne, ne parvenait pas à le contenir, et Louvois écrivait à Vauban : « Conservez-vous mieux que vous n'avez fait par le passé, l'emploi que vous avez vous obligeant assez à vous exposer, sans que vous vous amusiez à carabiner[1] de dessus des cavaliers ».

Louis XIV donna à Vauban 3,000 pistoles (150,000 fr.) de gratification ; mais il s'attendait à être nommé lieutenant général. Il ne le fut que quatre ans après. Cette nomination eût été une telle nouveauté, un fait si extraordinaire, que Louis XIV reculait à donner ce grade à son premier ingénieur.

V

Vauban fut aussi employé comme ingénieur civil.

1. *Carabiner*, se battre à la manière des carabins, sortes de tirailleurs qui déchargent leur carabine et se retirent.

En 1684 Louvois le consulta sur l'établissement du canal qui devait amener les eaux de l'Eure à Versailles[1], et, en 1687, il alla, avec le Roi, M. de Chamlay, M. de Ville, l'ingénieur de la machine de Marly, et M. de Mesgrigny, son collaborateur préféré pour les travaux des fortifications, étudier ce qu'il y avait à faire à Maintenon pour amener l'Eure à Versailles[2].

On lit aussi dans le Journal de Dangeau[3] : « Vauban revient du Languedoc examiner le canal[4] ; il le trouve fort beau et propose quelques améliorations pour le rendre très navigable. Le jour de son arrivée, le Roi se promena longtemps dans les jardins de Versailles avec Vauban, et prit plaisir de lui montrer quelques fontaines nouvelles ». C'était un honneur dont Louis XIV n'était pas prodigue.

VI

L'armement du fantassin français était encore très défectueux à la fin du XVIIe siècle : la pique, le mousquet, la mèche, la baïonnette à manche plein que l'on introduisait dans le canon du mousquet, qui dès lors cessait d'être une arme de tir, devaient évidemment disparaître. La routine cependant les conservait. Le fusil, d'origine espagnole[5], était en usage dans plu-

1. C. ROUSSET, t. III, p. 384 et suivantes.
2. DANGEAU, I, 124.
3. *Ibidem*, à la date du 19 avril 1686.
4. Le canal creusé par Riquet.
5. Le fusil date de 1630. Le serpentin et la mèche du mousquet étaient remplacés par le chien et sa pierre.

sieurs armées étrangères et donnait au tir de leurs soldats plus de rapidité[1]. En 1687, Vauban inventa la baïonnette à douille, qui transformait le mousquet et le fusil en arme de tir et de main, et permettait de supprimer enfin la pique, dont nos soldats ne se servaient qu'avec répugnance. « L'armement de l'infanterie moderne était ainsi créé, grâce à l'idée pratique d'un homme de génie[2] ». — « Le fusil d'infanterie avec sa baïonnette, a dit Napoléon, est l'arme la plus parfaite qu'aient inventée les hommes ».

Le 29 novembre 1689, Louvois, sur l'ordre de Louis XIV, prescrivit de donner une baïonnette à tout fantassin armé du mousquet ou du fusil. Le mousquet, mauvaise arme à cause de sa platine, fut maintenu encore longtemps, bien que nos fantassins, à chaque victoire, jetassent leurs mousquets et prissent pour eux les fusils de l'ennemi. Le mousquet ne disparut complètement, ainsi que la pique, qu'en 1703.

Dangeau[3] nous apprend que, le 28 février 1703, le Roi tint un conseil avec le duc de Bourgogne et les maréchaux de Boufflers et d'Harcourt, pour enlever la pique à l'infanterie.

On peut se rendre compte de l'immense service rendu à l'armée française par l'invention de Vauban,

1. La France adopta le fusil en 1671 pour les grenadiers et le régiment des fusiliers destiné à la garde de l'artillerie; « mais, pas plus que le mousquet, le fusil n'était une arme de main; il fallait donc conserver la pique ». (Général THOUMAS, *les Transformations de l'armée française*, II, 93.)

2. *Ibidem.*

3. *Journal*, IX, 129.

en comptant les victoires que notre infanterie a décidées avec sa baïonnette.

VII

La forte intelligence de Vauban s'étendait à tout. Frappé des maux qu'avaient entraînés après elles la révocation de l'édit de Nantes et les persécutions infligées aux protestants, Vauban adressa à Louvois, le persécuteur brutal que l'on sait, un Mémoire dans lequel il demandait le rétablissement de l'édit de Nantes et le rappel des Huguenots réfugiés. Louvois, reconnaissant en partie l'erreur d'une mesure qu'il avait contribué plus que tout autre à rendre détestable, lui répondit :

J'ai lu votre Mémoire où j'ai trouvé de fort bonnes choses; mais, entre nous, elles sont un peu outrées; j'essayerai de le lire à Sa Majesté[1].

Ce Mémoire n'eut aucun résultat.

VIII

Louis XIV avait enfin nommé Vauban lieutenant général le 24 août 1688, et ce fut en cette qualité qu'il conduisit le grand siège de Philipsbourg[2]. La place, entourée de marais, était extrêmement forte; son artillerie, de

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, III, p. 506 et suivantes.
2. Cette place nous avait été cédée par les Suédois en 1634; les Impériaux l'avaient reprise en 1635; le duc d'Enghien s'en était emparé en 1644; nous l'avions reperdue en 1676.

plus de 100 pièces de canon[1], était formidable, et le gouverneur, M. de Stahrenberg, était un général d'artillerie fort distingué. Louis XIV donna le commandement de l'armée qui devait faire ce siège à Monseigneur le Grand Dauphin, qui commençait son apprentissage de la guerre, et au maréchal de Duras, assez médiocre capitaine, mais qui avait pour lieutenants : le maréchal de Catinat, M. de Médavy, maréchal de camp, M. de Montclar, excellent général de cavalerie, M. de la Frézelière, très habile général d'artillerie, M. de Chamlay, chef d'état-major de l'armée. M. de Saint-Pouange était chargé de l'administration. Vauban conduisait le siège.

L'armée se composait de 34 bataillons fournis par les régiments de Picardie, Champagne, Piémont, Normandie, Auvergne et par le régiment du Roi-infanterie ; — de 40 escadrons de cavalerie fournis par la gendarmerie, le régiment du Roi-cavalerie et les cuirassiers ; — de 12 escadrons de dragons, parmi lesquels étaient les dragons de Fimarcon, les meilleurs de l'armée ; — par 6 compagnies de bombardiers, 4 de canonniers, 1 de mineurs.

En réalité, ce fut Vauban qui fut le général en chef : Monseigneur et M. de Duras ne faisaient que ce qu'il avait décidé. Le siège fut long et difficile ; il dura du 25 septembre au 29 octobre. Une pluie torrentielle inonda les tranchées, dont le développement était d'environ 30 kilomètres. Elles étaient pavées de plus

1. Dangeau.

de 100,000 fascines, sur lesquelles la marche était fatigante, et malgré ces fascines nos soldats avaient de la boue jusqu'au ventre[1]. Enfin le 28 octobre, en plein jour, on enleva d'assaut l'ouvrage couronné que l'on attaquait, et le lendemain la place capitula après 24 jours de tranchée ouverte.

Ce fut au siège de Philipsbourg que Vauban imagina le tir à ricochet, qui déplut d'abord à nos officiers d'artillerie, parce qu'il faisait trop peu de bruit et qu'ils aimaient le fracas du tir ordinaire[2].

Après Philipsbourg, Vauban prit Manheim (11 novembre) et Frankenthal (18 novembre), qui se défendirent mal.

Le Roi récompensa extraordinairement Vauban en lui donnant 4 canons pour mettre dans son château de Bazoches en Morvan et 2,000 pistoles (100,000 fr.). Monseigneur lui avait fait un cadeau de 1,000 louis. Enfin le Roi lui accorda un congé pour prendre un repos bien mérité.

En 1691, le Roi fit avec Vauban le siège de Mons, l'une des plus fortes places des Pays-Bas. La tranchée fut ouverte le 24 mars, et la ville prise le 8 avril. Dangeau[3] nous apprend que Louis XIV donna à Vauban 100,000 livres (500,000 francs) et « le pria à dîner, honneur dont il a été plus touché que de l'argent. Il n'avait jamais eu l'honneur de manger avec le Roi ».

Ce fut aussi en 1691 que mourut Louvois; mais la

1. *Lettre de Vauban à Louvois*, dans Rousset, IV, 136.
2. Carnot, *Eloge de Vauban*, p. 47, note 7.
3. *Journal*, III, 320.

faveur de Vauban auprès de Louis XIV ne souffrit pas de cette mort.

En 1692, le Roi et Vauban, après avoir souvent travaillé ensemble et avec M. de Chamlay, à Versailles, allèrent assiéger Namur. Le Roi emmena avec lui Madame de Maintenon et les dames de la Cour qu'on installa à Dinant. Il avait de plus une armée de 50,000 hommes, dont 23,000 cavaliers. Luxembourg, qui couvrait le siège contre le prince d'Orange, avait une armée de 60,000 hommes, dont 30,000 cavaliers. La ville et le château furent défendus par le célèbre ingénieur hollandais Cohorn ; mais, malgré sa belle défense, Namur et son château étaient au pouvoir de Vauban le 30 juin. On consomma à ce siège 800,000 livres de poudre; on tira 45,000 coups de canon et 8,000 bombes[1]. A Namur, comme toujours, Vauban fit retarder l'assaut jusqu'à ce que le succès pût être obtenu avec la moindre perte d'hommes. A chaque siège Dangeau parle de cette préoccupation de Vauban et de ses prières « de ne pas se presser ». Le Roi eut beaucoup de familiarité et de bienveillance pour son ingénieur pendant ce siège. Un jour, pendant qu'on attaquait le château, il vint prendre Vauban à sa maison et alla voir avec lui les ouvrages de l'ennemi. Une autre fois Louis XIV et Vauban eurent une longue conférence à cheval. Ils visitèrent ensemble les batteries, et, après le siège, ils allèrent voir le château.

En 1693, Vauban fut nommé grand-croix de l'ordre

1. Dangeau.

de Saint-Louis, dont il avait donné la première idée. Les officiers seuls pouvaient obtenir la croix de Saint-Louis; mais il n'était pas nécessaire d'être noble pour l'obtenir[1].

La même année, Vauban fit le siège de Charleroi qu'il avait fortifié autrefois. Il le prit le 11 octobre; mais il lui avait fallu 27 jours pour devenir le maître de cette ville.

De 1694 à 1696, Vauban fut chargé de la défense des côtes de Bretagne contre les flottes anglo-hollandaises.

En 1694, le 18 juin, il battit 1,200 Anglais, qui avaient débarqué dans la baie de Camaret pour se rendre maîtres de cette position, et de là bombarder Brest. Vauban fait faire sur l'ennemi un feu tel, qu'il se trouble; alors le capitaine d'une compagnie de la marine, le brave Benoise, avec une centaine d'hommes, se lance sur les Anglais l'épée à la main, les culbute, en jette à l'eau 4 ou 500, fait prisonniers les autres et tue leur général. Un vaisseau hollandais tomba en notre pouvoir[2].

En 1695, toutes les côtes de la Bretagne étaient mises en bon état de défense.

En 1696, le 2 mars, Louis XIV donna à Vauban un logement à Marly, « où il n'a pas l'habitude de venir », dit Dangeau. On sait combien était grand l'honneur d'être invité à Marly.

En 1697, Vauban et Catinat, son ami, s'emparèrent

1. Comment et pourquoi Louis XVI exigea-t-il, en 1781, qu'on fût noble pour devenir officier, tout en conservant l'ordre de Saint-Louis.

2. Dangeau.

de la ville d'Ath, que Vauban avait fortifiée autrefois.

Aux premières nouvelles des conditions auxquelles on allait faire la paix à Riswyck, Vauban écrivit à Racine, un autre de ses amis, une lettre indignée[1]. En effet, le traité allait rendre à l'Espagne : Luxembourg, Charleroi, Ath, Mons, Courtrai, Namur, Dinant, — à l'Allemagne : Trèves, Gemersheim, Deux-Ponts, Montbéliard, Kehl, Brisach, Fribourg, Philipsbourg. Louis XIV s'engageait de plus à raser les fortifications de Trarbach et de Mont-Royal, et à rendre au duc de Lorraine ses Etats, moins Sarrelouis, Marsal et Longwy. De toutes nos nouvelles acquisitions Strasbourg seul était conservé. L'œuvre de Vauban était en partie détruite; il lui fallut recommencer à boucher les trous que ce traité désastreux avait fait à nos frontières du Nord et du Nord-Est[2].

Dangeau écrivait dans son précieux journal, à la date du 5 octobre 1699 :

Le Roi nous dit à son dîner qu'il avait reçu un Mémoire de Vauban, qui vient de visiter toutes les places du royaume. Il appelle ce Mémoire son testament; il y marque tout ce qu'il faut faire à toutes ces places pour les mettre dans leur perfection, ce qui presse le plus à faire et ce qui presse le moins. Tous les travaux qu'il propose, et qu'on exécutera peu à peu, montent, à ce que nous dit S. M., à 60 millions. (300 millions de francs.)

1. Michel, *Histoire de Vauban*, p. 332.

2. A ce moment la succession d'Espagne allait s'ouvrir, et Louis XIV voulait absolument finir la guerre afin de se préparer aux événements qui devaient suivre la mort de Charles II.

En 1699, l'Académie des sciences nomma Vauban membre honoraire en qualité de mathématicien, personne n'ayant plus que lui appliqué les mathématiques aux besoins des hommes[1]. Depuis cette époque Louis XIV prodigua à Vauban les faveurs et les honneurs. Il le nomma maréchal de France le 14 janvier 1703; il lui donna les entrées chez lui le 1er mars de la même année[2] et le cordon bleu en 1705. Vauban n'accepta qu'à regret le bâton de maréchal : ce grand patriote craignait que cette dignité empêchât qu'on ne l'employât avec d'autres maréchaux, et ne fit naître des embarras et des difficultés contraires au bien du service. « Il aimait mieux, dit Fontenelle, être utile que récompensé ».

En 1703, le 28 février, « le Roi après son dîner, écrit Dangeau, avant que d'aller au sermon, entretint M. le maréchal de Vauban, qui demande en grâce à S. M. de l'envoyer au siège de Kehl[3], où il croit pouvoir rendre de bons services en conduisant les travaux. Le Roi lui dit : « Mais songez-vous, monsieur le maréchal, que « cet emploi est au-dessous de votre dignité ? — « Sire, lui répondit-il, il s'agit de vous servir, ce que je « crois pouvoir faire utilement en cette occasion ici. Je « laisserai le bâton de maréchal de France à la porte, « et j'aiderai peut-être à la prise de la place. Plus vous « nous élevez et plus nous devons avoir envie de vous

1. Fontenelle, *Eloge de Vauban.*
2. Dangeau, IX, 130.
3. Que devait faire le maréchal de Villars.

« servir ». Le Roi ne veut pas lui permettre d'y aller, mais il insiste encore ».

Vauban fut cependant envoyé, avec le duc de Bourgogne, faire le siège de Brisach. Avant son départ il travailla longtemps avec le Roi, à Marly et à Versailles, le 29 juin et les 2 et 24 juillet, pour préparer ce nouveau siège : ce fut le dernier qu'il conduisit. La place fut investie le 15 août et prise le 6 septembre.

L'année 1706 fut une année de désastres causés par l'incapacité et l'infatuation de quelques favoris que Louis XIV mettait à la tête de ses armées. Après la bataille de Ramillies, Vauban sauva Dunkerque d'une attaque des Anglais, en établissant entre Dunkerque et Bergues un grand camp retranché que l'ennemi n'osa pas attaquer. Dès le mois de septembre 1705, Vauban, ayant appris que l'on devait assiéger Turin, avait demandé audience à Louis XIV, qui la lui avait accordée. Il avait offert à S. M. d'aller à Turin, et, après avoir donné ses conseils, de se retirer à deux lieues de l'armée, ne demandant pas à commander au siège en cas qu'on le fît[1]. En 1706, quand le siège fut décidé, il offrit au duc de la Feuillade de servir dans l'armée comme volontaire. Ce personnage, qui n'avait d'autre valeur que d'être le gendre de Chamillart, repoussa avec une impertinente vanité les offres si humbles du grand ingénieur, et se fit battre honteusement à Turin, qu'il devait prendre, disait-il, à la Cohorn.

1. Dangeau, X, 433.

IX

Vauban, en 1704, avait donné à Louis XIV « un gros manuscrit qui contenait tout ce qu'il y a de plus fin et de plus secret dans la conduite de l'attaque des places; présent le plus noble qu'un sujet puisse jamais faire à son Maître, et que le Maître ne pouvait recevoir que de ce seul sujet[1] ». C'était le manuscrit du traité *de l'Attaque et de la Défense des places*, qui n'a été publié qu'en 1737, à la Haye, chez Pierre de Hondt, d'après une des nombreuses copies qui circulaient, et que le libraire dédia au prince royal de Prusse, depuis Frédéric le Grand[2].

Déjà, en 1689, un chevalier de Cambray, ingénieur français, « qui avait travaillé sous M. de Vauban, et qui avait su si bien se servir de la méthode de cet habile ingénieur », publia à Amsterdam, chez Pierre Mortier, un volume in-12, intitulé : *Manière de fortifier de M. de Vauban, où l'on voit de quelle méthode on se sert aujourd'hui en France pour la fortification des places*... L'éditeur hollandais dédia ce livre à Frédéric III, électeur de Brandebourg, et lui recommandait sa publication, en lui disant que l'ouvrage du chevalier de Cambray était une espèce de conquête qu'on venait de faire sur la France. Il est fâcheux d'ignorer ce qu'é-

1. Fontenelle.
2. L'ouvrage est accompagné d'un grand nombre de planches et d'un *Traité pratique des mines*.

tait ce traître, qui révélait à la Prusse les méthodes de Vauban, sous les ordres de qui il avait eu l'honneur de servir.

X

Au commencement de l'année 1707, Vauban fit imprimer un livre dont il avait commencé la rédaction en 1698, quand il avait constaté, après Riswyck, la misère du peuple[1] et la ruine des finances de l'Etat. L'ouvrage a pour titre : *Projet d'une Dîme royale*.

On lit au début de la préface :

Je ne suis ni lettré, ni homme de finances, et j'aurais mauvaise grâce de chercher de la gloire[2] et des avantages par des choses qui ne sont pas de ma profession. Mais je suis Français, très affectionné à ma Patrie, et très reconnaissant des grâces et des bontés avec lesquelles il a plu au Roi de me distinguer depuis si longtemps. Reconnaissance d'autant mieux fondée, que c'est à lui, après Dieu, à qui je dois tout l'honneur que je me suis acquis par les emplois dont il lui a plu m'honorer, et par les bienfaits[3] que j'ai tant de fois reçus de sa libéralité. C'est donc cet esprit de devoir et de reconnaissance qui m'anime et me donne une attention très vive pour tout ce qui peut avoir rapport à lui et au bien de son Etat.

L'idée fondamentale de la *Dîme royale* est que tout

1. Le dixième de la population, à cette époque, était, selon Vauban, réduit à la mendicité, un quart au moins étant dans la misère.
2. Réputation.
3. Dons en argent, pensions, gouvernements.

sujet doit contribuer à tous les besoins de l'Etat, et que tout privilège qui exempte de cette contribution est injuste. Vauban proposait de supprimer tous les impôts vexatoires de l'époque : taille, aides, décimes du clergé, douanes intérieures, affaires extraordinaires, et de diminuer la moitié du prix du sel[1]. Il proposait de remplacer les impôts dont il demandait la suppression par une contribution unique du dixième, au maximum, du revenu en nature de toutes les terres et du revenu en argent de tous les autres biens. Il proposait donc, dès 1707, l'impôt sur le revenu. Il indiquait aussi que le Roi verrait « certainement » ses revenus augmenter considérablement et sans frais. En réalité, c'était toute une révolution que Vauban proposait à la routine d'accomplir[2].

Louis XIV fut mécontent de la publication de la *Dîme royale*, et il paraît qu'il reçut fort mal le maréchal de Vauban quand il lui présenta son livre. Deux arrêts du Parlement, en date du 14 février et du 19 mars 1707, ordonnèrent la saisie et la confiscation de la *Dîme royale*.

Saint-Simon prétend que Vauban ne put survivre à la perte des bonnes grâces du Roi, et qu'il mourut plusieurs mois après, consumé de douleur de sa disgrâce, et que le Roi « fut insensible jusqu'à ne pas faire sem-

1. Il conservait le timbre, les postes et les douanes extérieures, mais diminuées.
2. Vauban a laissé de nombreux ouvrages. Nous indiquerons seulement les *Oisivetés de M de Vauban*, 1843-1846, 4 vol. in-8°, recueil de précieux mémoires sur les sujets les plus divers.

blant qu'il eût perdu un serviteur si illustre ». Il n'y a rien de vrai dans ce récit. Vauban n'est pas mort des suites de sa disgrâce; Louis XIV n'a pas été insensible à cette mort. Vauban est mort d'une fluxion de poitrine, qui l'enleva en huit jours[1], le 30 mars 1707. En apprenant la maladie du maréchal, Louis XIV lui envoya le premier médecin de Monseigneur; et quand le Roi sut que Vauban était à l'extrémité, il parla de lui avec beaucoup d'estime et d'*amitié;* il le loua sur plusieurs chapitres et dit : « Je perds un homme fort affectionné à ma personne et à l'Etat[2] ».

En effet, Vauban avait construit 33 places neuves; il avait réparé ou augmenté 300 places anciennes; il avait conduit 53 sièges et pris part à 140 actions de vigueur[3].

Vauban avait été enterré à Bazoches, dans son château. Pendant la Révolution, de prétendus citoyens français violèrent le tombeau et jetèrent au vent ce qui restait du maréchal. On sauva le cœur, qui fut remis, en 1804, au corps du Génie, et déposé, en 1808, aux Invalides[4].

Les tombes de Condé, de Turenne et de Vauban violées par des Français !

1. Fontenelle.
2. Dangeau, 29 mars 1707.
3. Fontenelle.
4. Courcelles, *Dict. des généraux*, VIII, 436; *Biographie universelle*, nouv. édit., XLIII, 7.

XI

M. DE MONTAL

LIEUTENANT GÉNÉRAL

Délivrance de Charleroi (1672).

Charles de Montsaulnin, comte de Montal, naquit en 1616. Il s'attacha dès sa jeunesse au prince de Condé, qui lui donna, dans le régiment d'Enghien, une compagnie que sa pauvreté[1] ne lui aurait pas permis d'acheter. Pendant la Fronde, M. de Montal suivit le prince de Condé dans sa révolte contre Louis XIV et fut chargé de la défense de Sainte-Menehould[2], place alors assez forte et qui fut assiégée par l'armée royale. Ce fut le premier siège où le Roi se trouva. Après une défense énergique, la ville se rendit le 27 novembre 1653, et Louis XIV y entra par la brèche[3].

Nous n'avons aucun renseignement sur M. de Montal jusqu'en 1667. Le 2 juin de cette année, Louis XIV avait pris l'importante place de Charleroi sur la Sambre et y avait mis une garnison commandée par M. de Montal[4],

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, III, 292.
2. Biographie Didot.
3. Girault de Saint-Fargeau, *Dict. géogr. de la France.*
4. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, I, 104-105.

qui, le 15 avril 1672, était nommé maréchal de camp. La manière vigoureuse dont le nouveau général sauva la ville quelques mois après, allait lui faire une brillante réputation, et bien méritée.

En plein hiver, pendant que les armées françaises, commandées par Luxembourg, Turenne et Duras, étaient au cœur de la Hollande, sur le Rhin et à Maseyck sur la Meuse, Guillaume d'Orange exécuta le hardi projet de se jeter sur Charleroi, espérant enlever la ville et couper ainsi les communications des maréchaux de Luxembourg, de Turenne et de Duras avec la France. Le 15 décembre, Guillaume d'Orange, après avoir fait mine d'attaquer Tongres, investit Charleroi avec ses troupes hollandaises et 10,000 Espagnols.

L'émotion de Louis XIV, à cette nouvelle, montre assez combien le coup était sensible et bien porté. « Je considère cette conjoncture comme une des plus importantes que je verrai jamais », écrivait-il à Louvois [1]. Car Louvois n'était déjà plus auprès de lui. L'ardent ministre était allé communiquer aux officiers et aux soldats, accourus de toutes parts, le feu de son activité. L'attaque de Charleroi avait été connue à la Cour, le 17 décembre. Après avoir passé toute la nuit à expédier des ordres, Louvois écrivait de Paris, le 18, à cinq heures du matin : « J'arrive de Versailles ; je pars dans une heure pour m'en aller en Flandre. M. le maréchal d'Humières arrivera demain à Ath [2] avec 10,000 hommes, et dans cinq jours Monsieur le Prince se rendra à la tête de 6,000 hommes à Charleroi. J'espère que peu de jours feront repentir les ennemis de leur folle entreprise [3] ».

1. 21 décembre.
2. Entre Lille et Charleroi.
3. Louvois à Condé et à Madaillan, 18 décembre.

En outre, le duc de Duras avait ordre d'accourir de Maseyck avec toutes ses forces. Quelque diligence que Louvois eût pu faire, les chemins étaient si mauvais, qu'il lui fallut trois jours pour gagner Ath. Heureusement il y trouva les meilleures nouvelles de Charleroi.

La garnison n'avait pas hésité à faire bonne défense, quoiqu'elle fût peu nombreuse, composée de recrues, et, pendant les premiers jours, privée de chef. Son commandant, le comte de Montal, un des meilleurs officiers de l'armée, avait reçu l'ordre, au premier bruit des mouvements agressifs du prince d'Orange, de se jeter dans Tongres, celle de toutes les places qu'on croyait la plus sérieusement menacée [1]; mais la cavalerie, qui avait simulé l'investissement, ayant tout à coup disparu au bout de quelques jours, et les avis de Charleroi ne laissant plus d'incertitude, le comte de Montal prit résolument son parti. Suivi de cent cavaliers d'élite, les plus braves et les mieux montés, il arriva le 19 décembre, au soir, aux environs de l'armée hollandaise, passa la nuit dans un bois, et le matin, au petit jour, tandis qu'on relevait la garde du camp, il se donna pour un officier du régiment de Holstein qui rentrait de patrouille, traversa rapidement le bivouac, jeta par terre, d'un coup de pistolet, un major espagnol qui le pressait de questions indiscrètes, surprit la grand'garde avant qu'elle se fût mise en défense, et fit son entrée dans la place avec soixante hommes, aux applaudissements de la garnison. Une violente canonnade, accompagnée d'une vigoureuse sortie, apprit aux assiégeants quel était l'officier résolu qui venait de leur jouer ce tour de guerre. Deux ingénieurs, choisis par Vauban, réussirent avec un égal bonheur à pénétrer dans la ville. L'action du comte de Montal, brillante et rapide, a été louée par Louis XIV comme elle méritait de l'être, en deux lignes héroïques : « Montal

1. Louvois à Montal, 26 novembre.

tint lieu de secours ; à peine fut-il entré, que les armes tombèrent des mains aux ennemis[1] ». Deux jours après, le 22, Guillaume d'Orange levait le siège et reprenait le chemin de la Hollande[2].

En 1674 M. de Montal fut grièvement blessé à la bataille de Senef. Le 25 février 1676, il était fait lieutenant général. En 1677, il défendit encore Charleroi contre Guillaume d'Orange, et donna le temps au maréchal de Luxembourg d'arriver à son secours et d'obliger Guillaume à se retirer. En 1677, il était dans l'armée du maréchal de Schomberg qui força le prince d'Orange à lever le siège de Maëstricht, défendu si vaillamment par M. de Calvo. Au retour sur Charleroi, Schomberg battit le prince d'Orange à Gembloux : ce fut la cavalerie, commandée par M. de Montal, qui par une vigoureuse charge enfonça les Hollandais qui nous barraient la route[3]. En 1678, M. de Montal commande le corps d'armée qui bloquait Mons. En 1684, il prend part, sous les ordres de Créqui, au siège de Luxembourg. Cette année on le trouve gouverneur de Maubeuge. En 1688, Louis XIV lui donne le gouvernement de Mont-Royal, très forte place élevée par les ordres du Roi aux environs de Trèves.

En 1689, Louis XIV donna un collier de l'Ordre à ce brave général, qui, dans les campagnes du maréchal de Luxembourg, en Flandre, se distingua aux batailles de

1. *Mémoire sur la campagne de* 1672.
2. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, I, 404.
3. *Ibidem*, II, 247. — II, 510.

Fleurus (1690) et de Steinkerque (1692). A cette dernière action il contribua tout particulièrement au gain de la bataille.

M. de Montal était un capitaine intelligent et énergique, habile à attaquer et à défendre les places; les troupes avaient en lui une entière confiance. Aussi, quand eut lieu, le 27 mars 1693, une promotion de sept maréchaux de France, parmi lesquels était le duc de Villeroi, M. de Montal, qui s'attendait à être nommé, eut-il le chagrin de ne pas être compris dans la promotion. Tout le monde en fut surpris.

On lit dans les Mémoires de Saint-Simon :

Montal était un grand vieillard de quatre-vingts ans, qui avait perdu un œil à la guerre, où il avait été couvert de coups. Il s'y était infiniment distingué, et souvent dans des commandements en chef. Il avait acquis beaucoup d'honneur à la bataille de Fleurus et encore plus de gloire au combat de Steinkerque, qu'il avait rétabli. Tout cria pour lui, hors lui-même. Sa modestie et sa sagesse le firent admirer. Le Roi même en fut touché et lui promit de réparer le tort qu'il lui avait fait. Il s'en alla quelque peu chez lui, puis revint et servit par les espérances qui lui avaient été données et qui furent trompeuses jusqu'à sa mort.

Dangeau, d'habitude si concis, donne de curieux détails sur l'entrevue de Montal et du Roi[1] :

Quelque temps après la promotion des maréchaux de France, Montal vint à la Cour et dans une audience qu'il eut

1. *Journal*, V, 190. 22 avril 1695.

du Roi il lui dit : « V. M. m'a fait beaucoup de grâces au-dessus de mon mérite et de ma naissance, surtout quand vous m'avez fait chevalier de vos ordres; ces bontés-là, Sire, m'avaient élevé le cœur et m'avaient mis en droit d'espérer que V. M. achèverait son ouvrage et ne m'oublierait pas dans une promotion de ses maréchaux de France. Je vois avec une douleur mortelle que je m'étais trop flatté, et je souhaite tous les jours de ma vie que le coup que je reçus à Steinkerque dans le cordon de mon chapeau, dont V. M. m'a parlé plus d'une fois, n'ait été deux doigts plus bas; je serais mort glorieux et n'aurais jamais eu lieu de croire que les bontés de V. M. me pussent manquer ».

Le Roi l'écouta avec patience et lui dit avec beaucoup de bonté : « Calmez votre douleur, Montal. Je vous aime et vous estime : ne désespérez point de votre bonne fortune ».

Le Roi présentement (avril 1695) le remet dans le service où il n'avait point été depuis la promotion des maréchaux, et l'envoie commander à Dunkerque, à Bergues et à Furnes. Il aura un petit corps séparé qu'il jetterait dans l'une de ces places si les ennemis les attaquaient : ces gouverneurs ont ordre de lui obéir, et il en changera les garnisons comme il le jugera à propos.

Revenons à Saint-Simon.

Montal, toujours le même, malgré son grand âge et la douleur du bâton, sauva la Kenoque[1] et eut divers avantages l'épée à la main, en prit d'autres par sa capacité et sa prudence, et eut enfin Dixmude et Deynze avec les garnisons prisonnières de guerre.

Le gouverneur de Dixmude s'était rendu après trois jours seulement d'un siège vigoureusement conduit à

1. Fort situé au sud de Dixmude.

la vérité; mais il avait une garnison de 6,000 hommes, et nous n'avions pas eu trente hommes mis hors de combat. Aussi fut-il condamné en Angleterre à avoir la tête tranchée[1].

Après la campagne, M. de Montal obtint une faveur insigne, que le Roi accordait très rarement : il lui fut permis, en revenant de l'armée, de venir à Marly faire la révérence à Sa Majesté[2].

En 1696, Montal servit encore en Flandre, à Dunkerque, où il commandait un corps séparé. Il y mourut en septembre 1696. « C'était, dit Saint-Simon, un très galant homme, et qui se montra tel jusqu'au bout, à plus de quatre-vingts ans ».

XII

LE MARQUIS DE CHAMILLY

MARÉCHAL DE FRANCE

Défense de Grave (1674).

Noël Bouton, marquis de Chamilly, naquit en 1636. Il se trouva à la bataille des Dunes (1658), où il commandait une compagnie dans le régiment de cavalerie du

1. Général THOUMAS, *les Capitulations*, p. 181.
2. DANGEAU.

cardinal Mazarin ; mais après la paix des Pyrénées sa compagnie fut réformée (1661). Deux ans après il passa en Portugal, alors en guerre contre l'Espagne, obtint une compagnie de cavalerie, servit sous M. de Schomberg et prit part aux batailles de Castel-Rodrigo, Villa-Viciosa et Badajoz. Devenu mestre de camp d'un régiment de cavalerie qu'il leva (1665), il se trouva à la prise de plusieurs villes, et, la paix ayant été signée entre le Portugal et l'Espagne (1668), il revint en France[1]. En 1669 il alla à Candie, avec le duc de la Feuillade, au secours des Vénitiens assiégés par les Turks.

A son retour le Roi lui donna le régiment de Bourgogne, et son frère aîné, Hérard de Chamilly, ayant formé, en 1671, un régiment pour la défense de l'électeur de Cologne, notre allié, celui-ci l'en nomma colonel. Au début de la guerre de Hollande, M. de Chamilly prit part aux sièges de Burick, Wesel, Deventer, fut fait brigadier en 1673 et, en mars 1674, gouverneur de la ville de Grave, qui ne tarda pas à être assiégée par les Hollandais.

Grave leur avait été enlevé en 1672 par le comte de Chamilly, frère de celui qui nous occupe. C'était une petite ville située sur la Meuse, près de Nimègue. Toutes ses fortifications étaient en terre, sans revêtement en maçonnerie. Lorsque notre armée eut évacué complètement la Hollande, en mai 1674, on conserva

1. C'est en Portugal qu'il eut l'aventure à laquelle on doit les *Lettres portugaises*, qui valurent à M. de Chamilly une très grande renommée parmi ses contemporains.

Grave comme poste avancé, et l'on y déposa les canons et les poudres des places que l'on abandonnait. M. de Chamilly trouva 400 bouches à feu et 8 ou 900,000 livres de poudre dans la place dont il devenait le gouverneur. Louvois, pensant qu'une si grande quantité de poudre était un danger pour la ville, eut l'étrange idée de proposer à M. de Chamilly d'en vendre une partie aux Hollandais, en secret et comme s'il la volait au Roi[1]. M. de Chamilly ne repoussa pas tout d'abord ce projet; on verra qu'il conserva toutes ses poudres et qu'elles furent fort utiles à sa défense.

M. de Chamilly, jugeant d'après les mouvements des Hollandais qu'il ne tarderait pas à être investi et assiégé, rassembla tout ce qu'il put de vivres: blé, vin, sel, un millier de vaches enlevées dans les environs, fourrages pour la cavalerie et le bétail. Il porta rapidement l'épaisseur des remparts de 3 à 4 pieds à 18 et 20 pieds ($1^m,00$ à $1^m,30$ — $6^m,00$ à $6^m,50$), et sur plusieurs points établit de fortes palissades. Il garnit tous les ouvrages d'une artillerie nombreuse et de gros calibre. Les poudres furent placées dans des souterrains que l'on creusa et que l'on blinda avec soin. La quantité énorme de poudre qui se trouvait à Grave permit au gouverneur de faire pendant toute la durée du siège un feu d'enfer.

La garnison était de 4,000 hommes, dont 500 cavaliers. M. de Chamilly avait sous ses ordres de braves officiers, entre autres M. de Saint-Just, lieutenant de

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, II, 65.

roi, et deux ingénieurs, MM. de Saxis et de Belleville, tués tous les deux pendant le siège. Après leur mort, M. de Chamilly les remplaça; il avait vu à Candie faire une guerre de mines fort active, et il sut alors mettre à profit ce qu'il avait appris autrefois.

Dès le mois de juillet, Grave fut assiégé par un lieutenant général de l'armée hollandaise, M. de Rabenhaupt, homme de valeur. 3,000 soldats de l'électeur de Brandebourg vinrent bientôt le joindre; mais le prince d'Orange ne vint à Grave soutenir M. de Rabenhaupt, avec son armée, que le 9 octobre.

Nous n'avons pas à raconter ici tous les combats, attaques et sorties qui se firent pendant les quatre mois que dura cette mémorable défense. Il nous suffira de dire qu'on se battit sans cesse et avec acharnement; que la ville fut entièrement détruite par le canon, les bombes et les boulets rouges de l'ennemi. Une seule maison resta debout pendant quelque temps : on en fit un hôpital, mais souvent nos blessés étaient tués « sur leur paillasse » par les boulets des assiégeants. On les plaça enfin dans les caves, mais on manqua de médicaments. Dès la fin de septembre, nous avions 900 blessés en traitement. Les habitants vivaient aussi dans les caves, soumis à toutes sortes de dangers, de maladies et de privations. Les voûtes des caves finirent par s'effondrer sous le poids des décombres. Ces misères rappellent celles que subirent 200 ans plus tard les habitants de Belfort.

M. de Rabenhaupt conduisait ses attaques avec une vigueur peu ordinaire; mais les sorties continuelles

des assiégés, le feu de leur artillerie et de leur mousqueterie, les grenades lancées en abondance à la main ou par de petits mortiers, et les explosions des fourneaux de mines ralentissaient les travaux des assiégeants et leur faisaient éprouver des pertes énormes.

Une sorte de tir indirect, de l'invention de M. de Chamilly, fut employée à la défense de Grave.

Notre gouverneur, dit l'auteur de la *Relation du siège de Grave*[1], avait accoutumé de faire tirer souvent le canon la nuit, par le moyen des feux que l'on élevait sur des réchauds qui marquaient où l'on devait tirer[2] ».

Le tir de l'ennemi détruisait-il une partie de nos retranchements, on la réparait aussi bien et aussi vite que possible. L'ennemi s'emparait-il d'un ouvrage, il était repris aussitôt, coûte que coûte. A la fin du siège les Hollandais n'étaient pas devenus les maîtres d'un seul des ouvrages de la place.

Les vivres ne manquaient pas. On faisait de la farine avec les blés amassés par le gouverneur, en se servant de moulins à eau ou de moulins à bras, et le soldat eut double ration de pain. Quand la viande de vache devint rare, on mangea du cheval. Cette nourriture répugna d'abord au soldat. Il s'y habitua cependant en voyant les officiers en manger et ne pas devenir malades, et bientôt il en plaisanta. L'un d'eux disait : « Depuis que j'en mange, je cours comme un

1. Paris, 1756, in-12, avec plan. L'auteur est un officier de la garnison, très bien informé, et dont le récit est fort bien fait.
2. Page 97.

diable ». Un autre parlait à un os qu'il voyait sortir de son pot en bouillant, et lui disait: « Si tu me fâches, je te rebriderai ». Comme les soldats des deux armées étaient fort rapprochés à ce moment du siège, ils s'injuriaient volontiers. Avertis par quelques déserteurs qu'on mangeait du cheval dans la ville, les Hollandais se moquaient de nous en hennissant comme des chevaux.

Les déserteurs qui étaient pris et reconnus étaient, avec la permission du gouverneur, jugés par les soldats de leur ancien régiment, et passés par les armes.

M. de Chamilly trouva le moyen de correspondre quelquefois avec le Roi et M. de Louvois. Un brave cavalier, nommé Petit, bon nageur, emportait les lettres du gouverneur dans de la cire rouge maniable[1], et, se jetant dans la Meuse, il n'en sortait que lorsqu'il était hors d'atteinte des assiégeants. Alors des paysans catholiques lui fournissaient des chevaux, et il arrivait à Maseyk[2], où des courriers emportaient ses lettres à Versailles, et lui rapportaient les réponses avec lesquelles il revenait à Grave. Après les premiers voyages[3], M. de Chamilly voyant que Petit n'avait d'autre mobile que l'honneur et l'intérêt de son général, il lui donna une cornette vacante dans l'un des escadrons qui se trouvaient à Grave[4]. Ce n'était pas la seule fois que M. de Chamilly avait su récompenser un soldat ou

1. Cire à modeler sans doute.
2. A 80 kilomètres de Grave.
3. Petit en fit quatre.
4. *Relation*, p. 164.

un sous-officier de cette façon. Au mois de juin, un sergent du régiment de Dampierre, l'un de ceux qui formaient la garnison de Grave, fort brave et « honnête homme », fut envoyé « à la guerre », avec 21 soldats. Il avait fait des prisonniers et revenait à Grave, lorsqu'il fut attaqué par 200 Hollandais. Il se retrancha dans une masure qu'il trouva par hasard sur la route, il s'y défendit par un feu de mousqueterie bien nourri, tua 34 des assaillants, mit les autres en fuite, et revint à Grave avec ses prisonniers et son détachement. Il avait eu un de ses hommes tué et un autre blessé. Cette belle action méritait une récompense. M. de Chamilly en envoya la relation à Louvois, et Louis XIV ordonna qu'on remît une gratification de 500 livres (2,500 fr.) au sergent Lafleur et qu'on le fît lieutenant comme l'avait proposé M. de Chamilly[1].

Le gouverneur parlait à ses soldats exténués de fatigue avec douceur et amitié, et obtenait d'eux tout ce qu'il voulait. Pendant qu'ils étaient au travail, et sous le feu de l'ennemi :

Il leur disait qu'il était bien fâché de la peine qu'il leur donnait, de laquelle il les aurait dispensés de tout son cœur, s'il n'y avait pas eu de la nécessité, qu'il ne pouvait pas même comprendre comment ils pouvaient supporter tant de fatigue. Il accompagnait ces paroles de quelque argent qu'il leur distribuait, dont les soldats ne se souciaient guère, ne trouvant rien à acheter. Il est vrai qu'ils faisaient pour notre gouverneur des choses surprenantes[2] ».

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois,* I, 215.
2. *Relation*, p. 148.

Ils étaient convaincus qu'il ne leur faisait rien faire d'inutile et que tout ce qu'il ordonnait de faire devait réussir.

Extrêmement content de ses troupes, si dévouées et si braves, M. de Chamilly ne voulut plus qu'aucun soldat levât son chapeau quand il venait aux attaques, où il ne manquait jamais de se rendre et le jour et la nuit; au contraire, il les traitait tous de camarades, leur disant qu'il ne voulait point qu'ils lui fissent des cérémonies, qu'il n'y en avait pas un dont il ne souhaitât l'estime et l'amitié, après tout ce qu'il leur avait vu faire, et même il touchait souvent dans la main de ceux qu'il avait appris s'être distingués.

Quand il arrivait le matin aux attaques, et qu'on lui disait ce que les ennemis avaient avancé, il avait accoutumé de répondre *qu'importe* ou *tant mieux*, et disait que le plus grand bien qui nous pouvait arriver était que ces coquins-là tombassent bientôt à la portée de nos épées, et que c'était là où il les attendait. Cela fit que durant le siège les soldats disaient toujours *qu'importe* et *tant mieux*, et se divertissaient à faire des chansons, et sur le gouverneur et sur les ennemis... Il donnait largement de l'argent aux soldats que les officiers lui disaient s'être distingués par de bonnes actions; et, parlant aux attaques devant tout le monde, il disait hautement qu'il ne se pouvait mettre en tête que les ennemis le pussent jamais prendre avec de si braves troupes, et qu'il croyait, par une grande opiniâtreté à laquelle tout le monde devait s'attendre, que le Roi serait content de notre défense, pour laquelle il fallait agir en gens qui avaient l'honneur de servir un si grand monarque[1].

Vers la fin de septembre, M. de Chamilly envoyait quelquefois la nuit des violons dans les chemins couverts, ce

1. *Relation*, p. 71.

qui divertissait et assurait le soldat, son principal but étant de le tenir en joie[1].

Pour soutenir le cœur de ses hommes, qui chaque jour allaient au feu et perdaient de leurs camarades, M. de Chamilly leur donnait l'exemple du courage. Tous les jours il se promenait à cheval dans les chemins couverts, vu des assiégeants depuis la ceinture jusqu'au chapeau.

Quoique descendant d'une très ancienne famille du duché de Bourgogne, M. de Chamilly n'avait aucune morgue; son esprit au contraire se rapprochait, sur plusieurs points, des idées de notre temps, des bonnes s'entend. On vient de voir sa manière d'être avec ses soldats; voici comment il se conduisait avec ses officiers :

La Cour lui avait permis de pourvoir à toutes les charges vacantes. Il en montra l'ordre à tous les officiers, et leur dit que ce serait eux-mêmes qui pourvoiraient aux charges, laissant à chaque corps en particulier d'en disposer en faveur de ceux qu'ils auraient connus le mériter le mieux.

La politique de notre gouverneur était encore de n'entreprendre jamais aucune affaire qu'il n'en fît part, un moment avant que de la commencer, à tout ce qu'il y avait d'officiers[2] et de soldats qui devaient l'exécuter. Cela est souvent nécessaire, surtout pendant la nuit; car, lorsqu'il vient quelques détachements de la droite ou de la gauche, personne n'en est alarmé; les soldats savent même bon gré

1. *Relation*, p. 167. — Voir aussi p. 116, 86.

2. Le colonel Denfert tint la même conduite à Belfort, à l'égard de ses officiers.

de la confidence qu'on leur en a faite, et tous connaissent mieux ce qu'ils ont à faire.

Ces manières-ci et tout ce que la garnison avait déjà vu faire au marquis de Chamilly lui acquirent si fort l'amitié de ses troupes, que les officiers et les soldats se seraient volontiers sacrifiés pour lui. Cela contribua beaucoup à leur faire supporter patiemment leurs fatigues, et il n'avait pas sitôt proposé une chose, que vingt soldats, au lieu d'un, s'offraient pour l'exécuter[1].

Un officier fut un jour pris de peur; ses camarades demandèrent au gouverneur une punition pour ce lâche. Chamilly leur déclara que c'était par son ordre qu'il avait tenu cette conduite. Il fit honte ensuite au coupable, qui racheta sa faute par une bravoure éclatante.

Un sieur du Pas, gouverneur de Naarden, avait lâchement capitulé en 1673. Le conseil de guerre l'avait condamné à la prison, et il était renfermé à Grave. M. de Chamilly le mit en liberté, lui donnant l'occasion de se réhabiliter. M. du Pas se fit tuer.

Le siège durait depuis trois mois : à la fin de septembre l'ennemi n'était pas plus avancé qu'au début. Les troupes de Rubenhaupt en avaient assez. Assiégés et assiégeants faisaient bravement leur devoir, et, malgré la violence des combats, chacun admirait son adversaire. Aussi, pendant les trêves[2], officiers et sol-

1. *Relation*, 72-74.

2. Ces trêves étaient fréquentes et étaient nécessitées pour l'enlèvement des morts. — On devait revoir plus tard, au siège de Sébastopol, des trêves de cette nature. Il faut pour cela des adversaires loyaux et généreux.

dats, en gens qui s'estiment, buvaient à la santé les uns des autres.

Enfin, après la levée du siège d'Oudenarde, le prince d'Orange arriva au secours de Rubenhaupt, le 9 octobre. Dès le 11, les attaques contre nos retranchements redoublèrent; mais les assiégeants continuèrent à être toujours repoussés par les héroïques soldats de M. de Chamilly. Sa garnison s'affaiblissant de jour en jour, le gouverneur abandonna volontairement quelques parties de ses défenses; mais l'ennemi n'osait pas les occuper, tant il redoutait avec raison l'effet de nos mines. Dans la dernière quinzaine d'octobre, l'acharnement des assiégeants et des assiégés fut prodigieux : on se canonnait, de part et d'autre, avec du 24 et du 48, à vingt ou trente pas de distance. Chamilly ne voulait, à aucun prix, céder quelque chose aux assaillants. Un ouvrage fut pris et repris dix fois, et enfin détruit par nous, afin que l'ennemi ne revînt pas encore à la charge.

Dans les derniers jours du siège, tout le monde était fanatisé. Un soldat porte une bombe sur sa tête; on allume la mèche, et il va jeter la bombe sur un groupe d'ennemis. Les enfants de la ville eux-mêmes se mettaient de la partie.

Nous avions deux petites pièces d'environ 2 livres de balles sur le parapet d'une courtine, que des petits enfants de six à sept ans s'amusaient à tirer presque tous les jours sur les travaux des ennemis. Une petite fille, âgée d'environ six ans, eut la cuisse emportée d'un coup de canon; les autres enfants la portèrent dans la cave de ses parents, et

retournèrent à la batterie comme si de rien n'eût été, et continuèrent de tirer. Notre gouverneur, qui prenait plaisir de les voir en passant, leur faisait donner la poudre qu'ils demandaient.

L'ennemi était rebuté, non sans cause. Les explosions de mines, une pluie incessante de grenades et de mitraille, faisaient de terribles ravages parmi les travailleurs et les soldats que le prince d'Orange lançait sur nos ouvrages. Il avait perdu onze ingénieurs, et les deux qui lui restaient étaient blessés. Allait-il lever le siège après quatre mois d'efforts et après avoir perdu 16,000 hommes? M. de Chamilly l'espérait; il y comptait peut-être.

Cependant nos vivres s'épuisaient; on avait mangé les vaches et 500 chevaux. Les mousquets étaient devenus rares, la plupart ayant éclaté par suite du service qu'on leur avait fait faire. On n'avait plus que 80,000 livres de poudre. Nos officiers et nos soldats, épuisés de fatigue, ne pouvaient plus remuer ni bras ni jambes; M. de Chamilly seul, quoique exténué comme les autres, tenait bon. Nous avions perdu près de 2,000 hommes; 900 blessés étaient dans les caves. Tous nos ouvrages étaient démolis par le canon des Hollandais; mais ils n'osaient occuper ces ruines. La pensée de se rendre ne venait pas encore à l'esprit du gouverneur de Grave!

Le 17 octobre, Chamilly avait envoyé à Maseyk l'intrépide Petit: c'était le quatrième voyage qu'il faisait. Le 24, il était de retour et apportait une lettre de Louis XIV, datée du 12. Le Roi lui témoignait toute la satisfaction

qu'il éprouvait de l'admirable résistance de la garnison de Grave, et lui disait que, ne pouvant se résoudre à la perte de tant de braves gens, il préférait leur conservation aux avantages qu'il pouvait tirer d'une plus longue résistance; en conséquence, il lui ordonnait de remettre la place au prince d'Orange en précisant les conditions, que M. de Chamilly devait obtenir facilement quelques jours après.

A la lecture de cette lettre, Chamilly pleura de désespoir. Il crut un instant que la lettre était fausse; mais il dut renoncer à cette idée. Il était obligé de se rendre, et cependant l'ennemi épuisé n'attaquait plus[1].

Quant à battre la chamade pour annoncer à l'ennemi qu'il demandait à capituler, il ne fallait pas compter que M. de Chamilly se soumît à cette humiliante formalité. Il profita d'une trêve que le prince d'Orange lui fit demander, le 25, afin d'enlever le corps de l'un de ses officiers, ce qu'il accorda volontiers. Il demanda même une prolongation de la trêve, afin de pouvoir envoyer au prince d'Orange un officier sous prétexte de lui rendre ses devoirs, comme s'il venait seulement d'apprendre son arrivée devant Grave. Après les compliments, l'officier en fit un auquel le prince ne s'attendait guère, qui était que, sous certaines conditions, M. de Chamilly était prêt à lui rendre la ville.

Le prince, sachant qu'il ne pouvait pas devenir maître

1. Le prince d'Orange avait envoyé des ordres pour faire venir de nouvelles troupes. (*Relation*, p. 252.)

de Grave avant plusieurs mois[1], accepta la proposition, et la capitulation fut signée le 27 octobre. Elle était aussi honorable et aussi avantageuse que possible. Il était stipulé que la garnison sortirait avec armes, chevaux et bagages, tambours battants, enseignes déployées, balle en bouche et mèches allumées par les deux bouts; — qu'elle se retirerait à Charleroi; — qu'elle emmènerait 24 pièces de canon aux armes de France et tous les pontons de cuivre qui se trouvaient dans la ville; — que les blessés et malades seraient transportés par terre et par eau jusqu'à Charleroi, et que ceux qui ne pourraient supporter le voyage seraient soignés à Grave aux frais de la république de Hollande, etc.

Le prince d'Orange sut que M. de Chamilly avait deux petites pièces hollandaises de 4 livres de balles, dont la ville de Zwolle, où il avait commandé, lui avait fait présent. Le prince lui envoya dire qu'outre les 24 pièces qu'il avait le droit d'emmener, il lui donnait encore, pour marque de son estime, les deux petites pièces qu'il avait eues de la ville de Zwolle, et le priait de vouloir bien les accepter.

La garnison, qui ne comptait plus que 1,200 hommes, y compris les petits blessés[2], sortit le 28, précédée de 4 pièces de canon, et défila devant l'armée hollandaise

1. *Relation*, p. 234.

2. Nos pertes étaient de 2,741 hommes, dont 75 officiers et 1,617 soldats tués, 106 officiers et 945 soldats blessés. Nous avons déjà dit que la perte des Hollandais était d'environ 16,000 hommes tués, blessés, estropiés.

rangée en haie sur son passage. M. de Chamilly ordonna à sa troupe de saluer le prince d'Orange de la pique et de l'épée. Après le défilé de la colonne, M. de Chamilly vint saluer le prince, lui présenter ses officiers et lui dire que c'était par ordre du Roi qu'il lui rendait Grave. Le prince lui fit mille honnêtetés et ordonna à son infanterie et à sa cavalerie de le saluer de la pique et de l'épée[1].

Nos soldats avaient défilé avec fierté et en raillant les Hollandais. Chacun d'eux portait sur lui quatre à cinq justaucorps des ennemis, qui avaient été tués et dépouillés, ou de ceux qui avaient été faits prisonniers. Comme chaque régiment hollandais était vêtu de quelque couleur différente, nos soldats ne manquaient pas en passant de leur montrer les justaucorps qu'ils avaient de leur même couleur[2].

Arrivé à la Cour, M. de Chamilly fut accueilli avec la plus grande distinction par le Roi, qui donna de nombreuses récompenses à cette vaillante garnison. M. de Chamilly obtint le gouvernement d'Oudenarde, une pension de 2,000 écus (30,000 fr.) et un brevet de maréchal de camp fort élogieux. Des gratifications, des pensions et des emplois furent accordés à tous les officiers.

En 1678, M. de Chamilly fut fait lieutenant général; en 1679, gouverneur de Fribourg, et, en 1681, gouverneur de Strasbourg[3].

1. *Relation*, p. 253.
2. *Relation*, p. 254.
3. Ce gouvernement valait 30,000 livres, soit 150,000 fr. de rente.

En 1676, M. de Chamilly fut employé au siège de Condé; en 1678, au siège de Gand, où il fut blessé d'un coup de canon, et au siège d'Ypres, où il fut encore blessé.

Quand la guerre de 1688 éclata, M. de Chamilly servit à l'armée d'Allemagne. Il se trouva à l'attaque de Kocheim (1689), enleva Heidelberg l'épée à la main (1693) et prit Ladenbourg (1694). En 1703, il fut fait maréchal de France, dans la grande promotion de janvier. Louis XIV fit alors dix maréchaux, ce qui porta leur nombre à dix-neuf.

M. de Chamilly mourut le 8 janvier 1715, âgé de 79 ans.

LE COMTE DE CHAMILLY,

Lieutenant général.

Hérard Bouton, comte de Chamilly, frère aîné du maréchal, naquit en 1630. Il fut nommé page du prince de Condé, alors duc d'Enghien, et dès lors suivit la fortune du prince. Après avoir pris part à toutes les batailles que Condé livra aux Espagnols et aux Impériaux, et à tous les sièges faits par le prince, il le servit pendant la Fronde contre le Roi, fut nommé par Condé maréchal de camp, et le suivit dans les rangs des Espagnols.

Gracié à la paix des Pyrénées (1659), il fut nommé par Louis XIV maréchal de camp en 1660. Il fit la campagne de Flandre, en 1667, comme aide de camp du Roi, qui apprécia ses brillantes qualités militaires. En 1672, Hérard de Chamilly fut nommé lieutenant général et chargé d'organiser les troupes de l'électeur de Cologne notre allié[1]; il

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, I, 342.

en fit un beau régiment qu'il donna à son frère Noël de Chamilly. Pendant toute la campagne de 1672, il déploya une activité prodigieuse ; il s'empara de Maseyk, investit Maëstricht, prit plusieurs villes hollandaises, entre autres Grave, et revint bloquer Maëstricht. « Il y mourut peu de temps après (1673), dit Louis XIV[1]; je le regrettai fort, parce que c'était un galant homme et capable de me bien servir ».

Saint-Simon[2] dit « qu'il était homme du premier mérite et qui allait à tout malgré M. de Louvois, si la mort ne lui eût pas envié le bâton de maréchal de France ».

XIII

LE MARQUIS DE CHAMLAY[3]

MARÉCHAL GÉNÉRAL DES LOGIS DE L'ARMÉE. 1675.

Le titre de maréchal des logis de l'armée était celui d'une fonction, d'une charge, et non pas d'un grade : un simple capitaine pouvait en être revêtu[4]. Avant que Louis XIV créât cette charge, elle était exercée par les maréchaux de camp.

Je n'ai pas ici à faire valoir l'importance du service

1. *Mémoire de Louis XIV sur la campagne de* 1672.
2. *Addition au Journal de Dangeau*. Voir aussi les *Mémoires*, IV, 80.
3. On écrivait aussi et on prononçait *Chanlay*.
4. Le P. DANIEL, *Histoire de la milice française*, II, 83.

d'état-major, je veux simplement faire connaître comment il était organisé dans une armée de Louis XIV. Il comprenait le maréchal général des logis de l'armée, représenté aujourd'hui par le chef d'état-major général, — le major général de l'infanterie, — le maréchal général des logis de la cavalerie, — le maréchal général des logis des dragons. Au-dessous de ces grands chefs venaient leurs adjoints, les aides-majors généraux, les maréchaux de bataille, les sergents de bataille, les aides de camp, etc.

Jules-Louis Bolé, marquis de Chamlay, n'eut jamais que le titre de maréchal général des logis de l'armée. Il ne fut jamais ni maréchal de camp ni lieutenant général; en revanche il fut un officier d'état-major très distingué.

« M. de Chamlay était homme de fortune, et fils ou petit-fils d'un procureur. Il fit connaissance avec M. de Louvois au collège[1], où il se trouva en même temps que lui. M. de Louvois, étant en place, chercha à lui faire du bien, et l'engagea à acheter une charge de maréchal général des logis[2] ».

« Un maréchal des logis, dit Guignard dans son *Ecole de Mars,* doit surtout être bon géographe et avoir des cartes fidèles de la frontière où il est employé, avec les plans qui ont été dressés des différents campements qui ont été faits partout où la guerre a été portée sous le précédent règne, parce que très com-

1. De Clermont, aujourd'hui lycée Louis-le-Grand.
2. Note du duc de Luynes au *Journal de Dangeau,* t. XVIII, p. 68 de ce Journal.

munément on se trouve dans les mêmes positions. Il y a de ces plans qui ont été dressés par M. de Chamlay ; ils sont aussi parfaits que leur auteur l'était dans ce genre ». — « M. de Chamlay, dit encore Saint-Simon, avait un grand sens et un talent unique à connaître le pays, et n'oublier jamais la position des moindres lieux ni le cours et la nature du plus petit ruisseau ».

La science de M. de Chamlay était donc la topographie appliquée à l'art militaire, science créée par le grand duc de Guise au siège de Metz, et qui a toujours été cultivée en France avec tant de profit pour notre gloire militaire.

Le duc de Luynes[1] dit aussi qu'il avait une mémoire très heureuse et qu'il s'était appliqué à avoir des cartes fort exactes.

C'est en 1672 qu'on commence à parler de M. de Chamlay. « Au mois d'avril 1672, lorsque Louvois faisait étudier les routes que devaient suivre les armées de Louis XIV pour aller attaquer les troupes et les places de la Hollande, le duc de Luxembourg lui écrivait : « Voici, Monsieur, un mémoire dont je me suis reposé sur le sieur de Chamlay. Je ne le connaissais point ; mais c'est peut-être le garçon le plus propre qu'on pourrait rencontrer pour faire sa charge ; car c'est une carte vivante, et il en fait une juste de ce qu'il n'a vu qu'une fois[2] ».

Il exerça sous Turenne ses fonctions de maréchal

1. Note au *Journal de Dangeau;* dans ce Journal, XVIII, 69.
2. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, II, 172.

général des logis avec une telle distinction, que le maréchal « ne put et ne voulut jamais, dit Saint-Simon, s'en passer jusqu'à sa mort ». En 1675, Condé le demanda pour l'aider dans le commandement de l'armée d'Alsace : « Il me soulage tout à fait », écrivait le prince à Louvois[1].

En 1676, il accompagna Louvois, dont il était devenu l'homme de confiance, dans son grand voyage d'inspection dans les Flandres. En 1678, il prépara le campement des troupes destinées à assiéger Gand : travail obscur, mais d'une grande utilité. La même année, il sert à l'armée de Luxembourg et se trouve à la bataille de Saint-Denis[2].

Après avoir été l'homme de confiance, le conseiller militaire de Louvois, M. de Chamlay le devint de Louis XIV. « Il le méritait, dit Saint-Simon, par sa capacité et son secret ».

M. de Chamlay exagéra peu à peu l'importance du rôle qu'il jouait. L'homme de bureau, le général en chambre, arriva un jour à croire que toutes les choses de la guerre, sans exception, pouvaient se décider à Versailles, soit dans le cabinet de Louis XIV, soit dans celui de Louvois, et qu'il suffisait d'avoir aux armées des généraux obéissants, exécutant ponctuellement les ordres reçus. Dans cet ordre d'idées, qui étaient celles du Roi, de Louvois et de M. de Chamlay, on pouvait se passer d'avoir des Turenne et des Condé, généraux

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, II, 172.
2. *Ibidem*, II, 15.

trop indépendants, dont les grandes vues et les mouvements stratégiques n'étaient pas sans danger. C'est là que se trouve l'explication de ces nullités mises à la tête des armées après la mort des grands généraux des premières années du règne. Il y avait parmi les lieutenants généraux des hommes de valeur qui auraient pu les remplacer, mais auxquels il manquait la platitude et la soumission absolue aux ordres du maître. Une sorte de conseil aulique, dirigé en grande partie par Chamlay, fut établi à Versailles et imposa ses volontés aux chefs des armées. « Nul mouvement, nul moyen ni liberté de profiter de ceux d'un ennemi que par l'envoi et le retour d'un courrier, qui trouvait presque toujours l'occasion échappée[1] ».

Louis XIV et Chamlay, travaillant sur leurs cartes[2], conduisirent leurs dociles généraux et dirigèrent complètement les opérations. Après la mort de Louvois, Louis XIV, assisté de son major général, fut le vrai et seul ministre de la guerre : Barbezieux, Chamillart et Voysin, qui n'avaient aucune expérience des choses militaires, ne furent, malgré leur titre de ministre, que des commis expédiant les ordres et les lettres du

1. Addition de Saint-Simon au *Journal de Dangeau*, III, 364. — Un des plus célèbres exemples de ces courriers envoyés quand il fallait prendre un parti, et arrivant trop tard apporter la réponse demandée, est celui de l'inepte Marsin, qui se fit battre à Turin, en 1706, malgré les sages avis du duc d'Orléans, qui, libre de ses mouvements, eût certainement battu le prince Eugène.

2. Louis XIV avait une superbe collection de cartes et de plans, dont il reste une assez grande quantité aux Archives de la préfecture de Versailles.

Roi. Une fois cependant, le cabinet de Louis XIV, en envoyant à Villars le projet de l'opération de Denain, eut la chance d'envoyer à l'heureux général le moyen de sauver la France. Nous ignorons quelle fut la part de M. de Chamlay dans cette combinaison ; mais il faut revenir à sa biographie [1].

En 1681, tout en blâmant l'excès des Réunions, M. de Chamlay approuvait l'annexion de la ville libre de Strasbourg, nécessitée et justifiée par la violation constante de sa neutralité en faveur de l'Allemagne [2]. — En 1685, il accompagne Louvois allant à Maintenon et à Pontgouin voir les ouvrages qu'il fallait faire pour amener la rivière d'Eure à Versailles, et il ne tarda pas à condamner ce projet [3]. — En 1686, nous le trouvons contrôleur général des bâtiments sous Louvois, avec Mansart [4]. — En juin 1686, quand il fut question d'envoyer Louis XIV à Barèges pour en prendre les eaux, Chamlay fut envoyé reconnaître l'état de la route ; il devait lever la carte du pays et décider où l'on placerait les troupes chargées de la garde de S. M. [5].

Revenu de Barèges, où le Roi n'alla pas, il est envoyé à Rome par Louis XIV porter une lettre autographe de S. M. au Pape ; il revient à Versailles (le 14 septembre) sans avoir obtenu une audience du

1. C'est le *Journal de Dangeau* qui est notre source principale, lequel combiné avec les importants documents publiés par M. C. Rousset nous a permis de rédiger cette notice sur M. de Chamlay.
2. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, III, 31.
3. Dangeau, I, 124. — C. Rousset, III, 413.
4. Dangeau, I, 366.
5. C. Rousset, III, 398.

Saint-Père. — En octobre de la même année, le Dauphin l'envoie auprès des habitants de Heidelberg pour les décider à ouvrir leurs portes à nos troupes, et il les persuade[1]. — En 1688, il est envoyé en ambassade à Rome sous le nom du vicomte d'Orchamp pour l'élection de l'archevêque de Cologne[2].

C'est aussi en 1688, dès le début des hostilités contre la Ligue d'Augsbourg et l'Allemagne, que M. de Chamlay donna la première idée du ravage du Palatinat. Il voulait qu'on rasât les places fortes, sans parler de tout détruire, afin que l'ennemi ne trouvât aucun point d'appui, tandis que nos places, bien approvisionnées et bien garnies de troupes, mettraient la frontière à l'abri de tout danger. Il exposait ses idées dans une lettre qu'il termine ainsi, d'une manière bien étrange :

La différence qu'il y a entre la situation présente des affaires du Roi et celle de l'autre guerre, c'est que, dans ce temps-là, toute la fortune de S. M. et de son royaume était entre les mains d'un homme[3] qui, ou pour être tué, ou par prendre un mauvais parti, pouvait la perdre en un moment, ou du moins la commettre de manière, par la perte d'une bataille, qu'il eût été difficile de la rétablir; au lieu que présentement, par les grandes conquêtes que l'on a faites, et par la situation avantageuse des places que l'on a fortifiées, *le Roi se trouve en état de faire commander son armée par qui il lui plaira, sans avoir lieu de rien appréhender de la capacité médiocre de celui à qui il la confiera*[4].

1. Dangeau.
2. C. Rousset, IV, 73, 84.
3. Turenne.
4. C. Rousset, IV, 161, 162.

Louvois accepta l'idée de M. de Chamlay et, suivant son habitude, la porta aussitôt au dernier degré de l'exagération. Chamlay proposait de raser les fortifications de Manheim; Louvois ordonna de détruire toute la ville, fortifications et habitations (17 novembre).

En 1689, Chamlay part avec le maréchal de Duras pour commander l'armée du Rhin; en réalité le maréchal était sous ses ordres. M. de Chamlay, qui avait fini par adopter ses idées si exagérées par Louvois, a été le grand destructeur du Palatinat. Duras ne faisait rien de lui-même que poussé par Chamlay, dont les principaux exécuteurs étaient MM. de Mélac et de Montclar. On n'a pas heureusement à raconter en détail, dans cette notice, ces trop fameuses barbaries, qui ont attiré sur la France tant de haines inextinguibles.

Ces incendies et barbaries du Palatinat, selon l'expression de Saint-Simon, eurent aussi pour conséquences de désorganiser totalement notre armée. Officiers et soldats tombèrent dans une indiscipline complète; tous se livraient au pillage, à l'ivrognerie, à la débauche, au brigandage sur les routes. Louvois se vit obligé de mettre son fils, M. de Courtenvaux, colonel d'un régiment, en prison pour quinze jours.

Les populations soumises à ce fléau dévastateur prirent les armes. Le 22 juillet, Chamlay écrivait à Louvois[1] :

M. de Mélac revint hier au soir sans avoir rien fait. Il a trouvé tout le pays des Deux-Ponts armé et plein de schna-

1. C. Rousset, IV, page 159 et suivantes.

pans qui tiraient sur lui de tous les buissons et de tous les passages. Il faut absolument mettre ces peuples-là à la raison, soit en les faisant pendre, soit en brûlant leurs villages. Jamais dans les guerres précédentes les plus aigries, il n'y a eu un déchaînement pareil à celui de ces maudits paysans-là. Une chose qui doit surprendre est qu'ils ne veulent pas de quartier, et, quand on n'a pas pris la précaution de les désarmer, en les prenant, ils ont l'insolence de tirer au milieu d'une troupe.

Dès la fin de 1689 et surtout en 1690, l'opinion se déchaîna en France, et surtout en Europe, contre Louvois. Plus de cent mille Allemands, hommes, femmes et enfants, réduits à la misère, parvinrent à se sauver en Allemagne, demandant vengeance, et soulevèrent toute l'Allemagne et l'Europe contre nous.

Pendant ce temps, M. de Chamlay écrivait contre les coalisés de nombreux libelles, que Louvois ne fit pas imprimer[1]. Mais avec l'appui de Vauban, il décida Louvois à se servir de la *Gazette de France* pour agir sur l'opinion, ce qu'il avait méprisé jusqu'alors[2].

En juin 1690, le Dauphin va commander l'armée du Rhin ou d'Allemagne; il est accompagné du maréchal de Lorges, de Chamlay et de Saint-Pouanges, très habile administrateur. Le Dauphin est presque toujours enfermé avec ses adjoints; mais il ne fait rien pendant cette campagne. Le Dauphin revenu à Versailles (en septembre), M. de Chamlay reste à l'armée avec le maréchal de Lorges, pendant la fin de l'année et l'année

1. C. Rousset, IV, 396.
2. *Ibidem*, IV, 376.

suivante, durant laquelle, à force de tout prévoir et de trouver tout difficile ou impossible, ils ne font rien du tout[1].

Louvois étant mort le 16 juillet 1691, Louis XIV rappela de l'armée d'Allemagne M. de Chamlay, qui était de retour à Versailles le 24, et allait chez le Roi avec M. de Barbezieux, fils de Louvois, auquel Louis XIV donna la succession de son père[2].

Le Roi voulait nommer Chamlay ministre de la guerre; mais il remercia et refusa avec persévérance. On lit dans les Mémoires de Saint-Simon :

Il dit au Roi qu'il avait trop d'obligation à Louvois, à son amitié, à sa confiance, pour se revêtir de ses dépouilles au préjudice de son fils, qui en avait la survivance. Il parla de toute sa force en faveur de Barbezieux, s'offrit de travailler sous lui à tout ce à quoi on voudrait l'employer, à lui communiquer tout ce que l'expérience lui aurait appris, et conclut par déclarer que si Barbezieux avait le malheur de n'être pas conservé dans sa charge, il aimait mieux la voir en quelques mains que ce fût qu'entre les siennes, et qu'il n'accepterait jamais celle de Louvois et de son fils... Sa modestie ne se démentit jamais, jusque-là qu'il fut surpris et honteux de l'applaudissement que reçut la belle action qu'il venait de faire, que le Roi ne cacha pas, et que Barbezieux, à qui elle valut sa charge, prit plaisir de publier.

M. de Chamlay devint dès ce jour l'homme de confiance de Louis XIV, son conseiller, son major général pour la direction des armées qu'il allait exercer lui-

1. C. Rousset, IV, 471.
2. Dangeau, III, 368, 370.

même. Dès le 17 juillet, il faisait dire à Jacques II, qui lui avait écrit à propos de la mort de Louvois : « Dites au roi d'Angleterre que j'ai perdu un bon ministre; mais que ses affaires et les miennes n'en iront pas plus mal pour cela[1] ».

Devenu le personnage important du cabinet de Louis XIV, « une sorte d'échappée de ministre », comme dit Saint-Simon[2], M. de Chamlay travaille avec le Roi aux affaires militaires et aux négociations. Il a un appartement au château de Versailles et ses entrées chez le Roi[3]. Il a des correspondants sérieux, bien informés, aux lettres desquels le Roi attachait une importance réelle[4]. Il est sans cesse en voyage pour négocier, et surtout pour porter les ordres et les instructions de Louis XIV, qui est le vrai ministre.

En 1691, S. M. envoie en poste M. de Chamlay à l'armée d'Italie pour apaiser les démêlés qu'il y avait entre les généraux[5]. Revenu le 9 septembre, il repart le 24 septembre pour la Flandre, donner des instructions au maréchal de Luxembourg, et revient le 4 octobre[6]. Le 30 décembre, il part en poste pour négocier avec le duc de Savoie [7]; mais il revient, en mars 1692,

1. Dangeau, III, 368.
2. *Ibidem*, III, 365.
3. *Ibidem*, IX, 130.
4. *Ibidem*, X, 57.
5. Dangeau.
6. Dangeau.
7. Averti sans doute par ses correspondants, Chamlay avait prévenu le Roi, dès 1690, des mauvaises dispositions de M. de Savoie. (C. Rousset.)

sans avoir pu réussir : « L'accommodement qu'on se proposait de faire avec M. de Savoie est rompu », dit Dangeau[1]. A son retour, M. de Chamlay « fut longtemps enfermé avec le Roi ».

En avril 1692, il travaille souvent avec le Roi, Luxembourg, Vauban et Barbezieux[2]. — Pendant le siège de Namur, il est avec le Roi; il va « se promener » jusqu'auprès de Huy et rapporte d'utiles renseignements au maréchal de Luxembourg[3]. Le 31 mai, au camp devant Namur, le Roi tint un grand conseil de guerre avec le Dauphin, Monsieur, Monsieur le Prince, les maréchaux d'Humières et de Luxembourg, M. de Barbezieux et Chamlay. — Le 11 juin, nouveau conseil auquel il assiste.

Le 23 septembre, le Roi lui donne 10,000 écus de gratification (150,000 fr.) en attendant qu'il fasse des choses plus considérables pour lui. — Le 16 décembre, le Roi tient un conseil, le soir, chez madame de Maintenon, avec le maréchal de Lorges, Barbezieux et Chamlay. — Le 15 janvier 1693, le Roi travaille avec M. de Chamlay, « ce qui lui arrive très souvent à cette heure », dit Dangeau. — Le 13 mars, pendant le voyage de Chantilly, le Roi travaille avec M. de Chamlay; quelquefois MM. de Barbezieux et de Luxembourg assistent à ces conseils.

Le 22 mars, Louis XIV donne une abbaye, à Auxerre, à l'une des sœurs de Chamlay.

1. *Journal*, IV, 39, 43, 49.
2. DANGEAU, IV, 58.
3. DANGEAU.

Le 9 avril 1693, le Roi étant à Marly, M. de Chamlay est chargé par S. M. de lire aux courtisans l'édit de création de l'ordre de Saint-Louis. Pour être admis dans cet ordre tout militaire, on ne fait pas preuve de noblesse, il suffit d'avoir servi dix ans comme officier. — Le 11 mai, Louis XIV nomme M. de Chamlay chevalier de Saint-Louis, et, le 12, commandeur à 4,000 livres (20,000 fr.).

En 1693, M. de Chamlay a des idées plus saines qu'en 1689 ; il pense à l'endroit des huguenots comme Vauban[1].

Le 7 juillet, il part de Versailles pour aller rejoindre le Dauphin et le maréchal de Lorges sur le Rhin. — Le 2 août, il les empêche d'attaquer le prince de Bade dans ses retranchements d'Heilbronn[2]. — Le 11 octobre, il est envoyé auprès de Catinat, qui vient de gagner la bataille de la Marsaille, pour examiner avec lui ce qu'on pourra entreprendre. Il est de retour le 5 novembre. A cette époque le Roi le fait grand-croix de Saint-Louis.

Le 19 mars 1695, le Roi étant à Marly « s'enferme » avec les maréchaux de Villeroy et de Boufflers, MM. de Barbezieux, de Puységur et de Chamlay[3]. — Le 28 juin, à Marly, le Roi, après son souper, fait appeler Chamlay et travaille avec lui. A son coucher, écrit Dangeau dans son Journal, le Roi nous dit : « Nous venons de raisonner sur ce que les ennemis peuvent

1. C. Rousset, III, 508 et pages suivantes.
2. Dangeau, IV, 339.
3. *Ibidem*, V, 169.

faire ; nous n'avons plus besoin de carte dès qu'il s'agit de raisonnements sur Mons, Namur ou Charleroy ; ce sont pays de notre connaissance, que nous avons examinés. Je doute que les ennemis osent entreprendre ces sièges, et même il n'y a pas d'apparence que M. le prince d'Orange voulût que M. de Bavière tentât rien de considérable sans lui ».

En 1696, le 11 décembre, Chamlay assiste au conseil tenu chez madame de Maintenon avec les maréchaux de Villeroy, de Boufflers et Puységur.

« A la mort de M. de Barbezieux (5 janvier 1701), dit le duc de Luynes[1], quelques gens crurent que M. de Chamlay aurait la place de secrétaire d'Etat de la guerre ; mais ce bruit n'avait de fondement que dans l'opinion de M. de Chamlay lui-même. Je sais ce détail de quelqu'un très considérable et de bien instruit qui a connu M. de Chamlay et qui a la mémoire excellente ».

Le 28 juillet 1701 et le 4 mai 1702, à Marly, il travaille avec le Roi, et, le 8 mai, il est envoyé, à la demande de Catinat, à l'armée d'Allemagne qui s'assemblait alors à Saverne. Jusqu'au 6 avril 1707, Dangeau ne fait pas mention de Chamlay : ce jour-là, il assiste au conseil que le Roi tient chez madame de Maintenon avec le duc de Vendôme et Chamillart.

Le 30 octobre 1708, Chamillart part pour la Flandre, où les affaires vont mal : Chamlay l'accompagne. — En juin 1709, M. de Chamlay envoie sa vaisselle d'argent à la monnaie, ce que font tous les courtisans, à

1. Note au *Journal de Dangeau*, dans ce Journal, XVIII, 69.

l'imitation du Roi, Saint-Simon excepté. — En juin 1709, Chamillart veut reprendre Lille en hiver, sans que le Roi mène madame de Maintenon et les dames à sa suite, afin de diminuer les dépenses. Chamlay, qui est du secret, lui prédit qu'il se perdra, madame de Maintenon ne voulant pas se séparer du Roi : Chamillart persiste, et madame de Maintenon ayant découvert le secret, fait renvoyer le pauvre Chamillart[1] le 9 juin 1709. — Le 11 mars 1710, le Roi donne à M. de Chamlay un brevet de retenue de 100,000 livres (500,000 fr.) sur sa charge de maréchal des logis de l'armée, laquelle lui rapportait 16,000 livres (80,000 fr.) : c'est-à-dire que son successeur devra lui payer 100,000 livres[2].

Le 12 juin 1715, M. de Chamlay tombe en apoplexie, et l'apoplexie dégénérant en paralysie, il part pour les eaux de Bourbonne[3]. M. de Chamlay était gros, très sobre, et faisait un exercice à pied continuel et prodigieux[4]. Malgré tout, l'apoplexie le frappa et plusieurs attaques succédèrent à la première. Il mourut à Bourbon en juin 1719[5]. « Il y avait déjà, dit Dangeau, quelques années qu'il était fort tombé, et du corps et de l'esprit ».

« On a eu souvent lieu, dit Saint-Simon[6], de parler de

1. Addition de Saint-Simon au *Journal de Dangeau*, dans ce Journal, XII, 435-436.
2. DANGEAU, XIII, 121.
3. *Ibidem*, XV, 436.
4. Addition de Saint-Simon au *Journal de Dangeau*, dans ce Journal, XVIII, 69.
5. DANGEAU, XVIII, 69.
6. Dans le *Journal de Dangeau*, XV, 436.

Chamlay, qui ne se méconnut jamais en aucun temps, qui avait singulièrement la science des pays et des marches des armées; et, par sa bonté, sa probité, son profond secret, son fidèle attachement aux ministres sous qui il servit, il fut digne de leur confiance, de celle de M. de Turenne, de celle du Roi même, et de l'estime de toute la Cour, et de l'amitié de ses plus considérables personnages ».

M. de Chamlay a laissé sur les affaires militaires et diplomatiques, de 1672 à 1715, un grand nombre de mémoires manuscrits qui se trouvent au Dépôt de la Guerre, où ils forment quinze volumes[1]. On lui attribue un petit volume intitulé : *Mémoires ou Essai pour servir à l'histoire de F. M. le Tellier, marquis de Louvois*, etc., Amsterdam, 1740, in-12.

XIV

LE COMTE DE CALVO

LIEUTENANT GÉNÉRAL

Défense de Maëstricht (1676)

François, comte de Calvo Gualbès, surnommé le Brave Calvo, naquit vers 1627. C'était un gentilhomme de Barcelone qui avait pris parti pour la France en

1. Quelques-uns des Mémoires de M. de Chamlay ont été imprimés dans les *Mémoires militaires relatifs à la guerre de la Succession d'Espagne* publiés par le général Pelet.

1640, lors du soulèvement de la Catalogne contre l'Espagne, et qui, depuis, resta dans l'armée française. Il eut part, sous le maréchal de la Mothe-Houdancourt et le comte d'Harcourt, aux sièges qui se firent et aux batailles qui se livrèrent en Catalogne.

Capitaine de cavalerie, en 1647, et colonel d'un régiment de cavalerie, en 1654, M. de Calvo continua à servir dans la Catalogne jusqu'à la paix des Pyrénées (1659). En 1664, il fit partie de l'armée de Coligny et se trouva à la bataille de Saint-Gothard. En 1667, il est fait brigadier de cavalerie et sert dans l'armée de Flandre. En 1668, il est dans l'armée qui fait la conquête de la Franche-Comté. En 1671, Louis XIV le nomma l'un des *Visiteurs* de la cavalerie. L'année suivante, il est dans l'armée qui envahit la Hollande. En 1674, il se distingua à la bataille de Senef, et il fut fait maréchal de camp (1675); il assista ensuite aux sièges de Dinant, Huy, Limbourg, Saint-Vuit et Sittard.

En l'absence du comte d'Estrades, gouverneur de Maëstricht, M. de Calvo commandait la place lorsqu'elle fut investie par le prince d'Orange, le 7 juillet 1676[1]. M. de Calvo avait sous ses ordres 6,000 hommes d'infanterie et 800 cavaliers et dragons des meilleures troupes de France, appartenant aux régiments de Picardie, de Piémont, Royal, de Bourbonnais, de Jonzac, et quelques compagnies suisses. L'ingénieur principal était M. de Choisy, lieutenant de roi de Limbourg, qui avait

1. Voir le *Journal du siège de Mastric* (sic) *exactement écrit par un officier de la garnison*, dans la *Gazette de France*, 1676, p. 637.

fait construire les nouveaux ouvrages de Maëstricht depuis que la ville était à nous; les lieutenants de M. de Choisy étaient deux capitaines de Picardie, MM. de Rougon et de Cladesche. L'un des officiers de la garnison était M. de Mélac, brave colonel de cavalerie, qui se signalera plus tard comme l'un des plus farouches dévastateurs du Palatinat.

Il y avait dans la ville plusieurs bourgeois qui servaient d'espions à l'ennemi; on les mit au cachot.

M. de Calvo se prépara rapidement à bien recevoir les Hollandais. Il couvrit l'un des fronts de la place à l'aide d'une inondation; il fit faire 5,000 fascines qu'on alla couper dans les bois. Il était bien pourvu de tout, et résolu à se défendre jusqu'à la dernière extrémité; il sut communiquer son indomptable ténacité à sa garnison.

Quand l'ennemi eut enlevé un premier ouvrage extérieur, il dit à ses officiers : « En ma qualité d'officier de cavalerie, je n'entends rien à la défense d'une place. Je crois seulement que, quand on a perdu quelque chose, il faut le reprendre : marchons », et on reprit l'ouvrage.

M. de Calvo se défendit à l'aide d'un feu vigoureux et de sorties continuelles faites l'épée à la main, dans lesquelles on détruisait tous les travaux de l'ennemi. On perdit beaucoup d'officiers dans ces attaques, et l'on ne saurait trop admirer la bravoure, l'intelligence et le sang-froid de tous ceux qui furent chargés de commander les sorties. Ces combats journaliers étaient fort sérieux; dans l'un d'eux, l'ennemi eut plus de

mille hommes hors de combat. Nos grenadiers mettaient sans cesse en fuite les travailleurs hollandais en jetant parmi eux leurs grenades. On répandait aussi, dans les tranchées, du goudron auquel on mettait le feu. Des mines bien placées éclataient souvent et bouleversaient les travaux de l'ingénieur hollandais Yvoy, qui ne put prendre en 51 jours une place que, quelque temps auparavant, Vauban avait emportée en treize jours.

Pendant ce temps, Louvois envoyait au secours de M. de Calvo le maréchal de Schomberg, qui mit vingt jours à venir d'Aire à Maëstricht, obligé qu'il fut de repousser sans cesse les Espagnols qui essayaient de lui barrer le chemin. Enfin, le 26 août, Schomberg était en vue de Maëstricht et annonçait son arrivée par une salve de tous ses canons.

Le même jour, le prince d'Orange fit une tentative désespérée pour enlever d'assaut un ouvrage dont il n'avait pu se rendre maître jusqu'alors. Il lança l'élite de ses troupes, fantassins et cavaliers mis à pied; l'attaque fut menée avec une vigueur extraordinaire; plusieurs de ses gens se firent tuer sur le parapet même. Mais partout ils furent repoussés; les blessés se noyaient dans l'eau du fossé rougie de leur sang. Le prince d'Orange se mit à la tête de ses troupes, l'épée à la main, et renouvela l'attaque; il fut obligé de céder, et blessé au bras. Il dit à ceux qui avaient mal fait : « Voilà, Messieurs, comme il fallait faire; c'est vous qui êtes cause de la blessure dont vous faites semblant d'être si touchés ». « Il y a des lieux, ajoute madame de

Sévigné, qui raconte cette anecdote, où l'on craint tant de louer cette action, qu'on aime mieux se taire de l'avantage que nous avons eu ».

Louis XIV, disons-le en passant, avait bien raison de ne pas permettre ces explosions d'admiration à l'endroit de l'ennemi. Il suffit, en pareil cas, de dire un mot juste et de réserver son admiration pour les nôtres.

Toute la nuit qui suivit ce combat, l'ennemi fit un feu d'enfer; mais le lendemain, 27, à la pointe du jour, M. de Calvo constata que les assiégeants avaient abandonné leurs tranchées et levé le siège. Ils avaient eu plus de 12,000 hommes hors de combat.

Le prince d'Orange embarqua toute sa grosse artillerie, ses vivres et munitions, ses blessés et ses malades, sur des bateaux qui devaient descendre la Meuse jusqu'à Grave ; mais les eaux étaient basses, les bateaux échouèrent, et M. de Calvo put s'emparer de tout le convoi.

A la Cour on était anxieux d'apprendre la délivrance de M. de Calvo.

J'étais, écrit madame de Sévigné, dans une inquiétude la plus grande du monde ; j'avais envoyé chez madame de Schomberg, chez madame de Saint-Géran, chez d'Hacqueville, et l'on me rapporta toutes ces merveilles. Le Roi en était fort en peine, aussi bien que nous. M. de Louvois courut pour lui apprendre ce bon succès ; l'abbé de Calvo[1] était avec lui : Sa Majesté l'embrassa tout transporté de joie, et lui a donné une abbaye de 12,000 livres de rente

1. Frère du défenseur de Maëstricht.

(60,000 fr. d'aujourd'hui), 20,000 livres (100,000 fr.) de pension à son frère et le gouvernement d'Aire[1], avec mille et mille louanges qui valent mieux que tout.

Le 30 août, Louis XIV complétait la récompense de M. de Calvo en le nommant lieutenant général, et en lui laissant le commandement de Maëstricht jusqu'à la paix de Nimègue (1678).

Pendant ce temps, le prince d'Orange cherchait à réparer son échec en essayant de couper la retraite au maréchal de Schomberg, qui voulait se retirer à Charleroi; mais il fut battu à Gembloux, au nord de Namur.

Venu à la Cour, sans doute pour remercier le Roi, M. de Calvo s'y montra fort modeste. « Nanteuil[2], dit madame de Sévigné, priait S. M. de commander à M. de Calvo de se laisser peindre. Il fait un cabinet où vous voyez bien qu'il veut lui donner place, et lui s'inquiète fort peu d'y être placé ».

Nous retrouvons M. de Calvo, sortant de Maëstricht le 4 mai 1678, avec l'ordre d'aller s'emparer de Leeuw, ville de la Gueldre, l'une des provinces hollandaises. Ne ravageant pas, ne brûlant pas assez le pays au gré de Louvois, M. de Calvo fut vertement blâmé par l'impitoyable ministre[3].

En 1679, l'électeur de Brandebourg refusant de signer la paix avec la Suède, alliée de la France, et de lui restituer ses conquêtes, M. de Calvo s'empara du duché de Clèves qui appartenait à l'électeur. Puis il

1. Qui valait 18,000 livres (90,000 francs).
2. Célèbre graveur et peintre de portraits au pastel.
3. C. ROUSSET, *Histoire de Louvois.*

passa à l'armée du maréchal de Créqui, dont il commanda la cavalerie. Il se distingua, comme toujours, au passage du Weser, à gué, près de Minden, où l'électeur de Brandebourg fut battu dans un brillant combat, les retranchements qu'il avait élevés le long du Weser ayant été enlevés l'épée à la main.

En 1684, pendant la guerre contre l'Espagne, M. de Calvo servit en Catalogne sous le maréchal de Bellefonds, et Dangeau nous apprend qu'il y fit « des merveilles ». Louis XIV lui donna l'ordre du Saint-Esprit en 1688. L'année suivante (1689), il commanda un corps détaché sur la Lys. En 1690, il servit en Flandre sous les ordres de Luxembourg ; il commandait l'aile gauche de l'armée du maréchal.

M. de Calvo mourut le 29 mai 1690 à Deynze sur la Lys, âgé d'environ 63 ans. Il fut fort regretté. Dangeau nous apprend qu'il touchait alors, en pensions, revenus de gouvernement, etc., 56,000 livres, soit 280,000 francs d'aujourd'hui.

XV

M. DU FAY

MARÉCHAL DE CAMP.

Défense de Philipsbourg (1675-1676)

En 1644, le grand Condé, alors appelé le duc d'Enghien, avait enlevé Philipsbourg[1] aux Impériaux, et le gouvernement français en avait considérablement augmenté les fortifications. Il y avait trente-deux ans que Philipsbourg était au pouvoir de la France, lorsque les Impériaux, en 1676, mirent le siège devant cette ville, qu'ils voulaient rendre à l'Allemagne.

Charles du Fay, colonel d'un régiment de dragons[2], en était le gouverneur ainsi que de la Basse-Alsace.

Dès l'année 1675, Montecuculli, pendant sa campagne en Alsace contre Condé, avait commencé à bloquer Philipsbourg, en occupant et fortifiant Lauterbourg et plusieurs autres villes assez éloignées de Philipsbourg,

1. Philipsbourg, ou Philisbourg comme l'on prononçait alors, est situé au sud de Spire et sur la rive droite du Rhin. Cette ville était presque partout environnée de marais, et en dehors du territoire français.

2. *Gazette de France*, 1676, p. 817. — La *Gazette* de 1648, page 1131, cite un M. du Fay à la bataille de Lens; mais nous n'avons pu savoir si c'est celui dont nous nous occupons ici.

il est vrai, mais à l'aide desquelles on commençait à l'entourer. Du Fay avait donc encore ses coudées assez franches. En février 1676, il prenait et brûlait plusieurs de ces petites villes dans lesquelles les Impériaux avaient établi des postes. En mars, il envoyait à « la guerre » des partis contre les quartiers ennemis établis autour de Philipsbourg, à une assez grande distance, comme nous venons de le dire[1]. Il faisait venir des vivres de Spire et battait les troupes et les *schnapans* ou paysans armés qui cherchaient à enlever et à piller le convoi[2]. En avril, dès le commencement du mois, les Impériaux se rassemblent et le resserrent : cependant du Fay peut encore envoyer des partis lever des contributions[3].

Dès cette époque, sur l'ordre de Louis XIV, le maréchal duc de Luxembourg rassemblait une armée de secours à Schelestadt[4]. En même temps le duc de Lorraine, l'un des généraux de l'Empereur, entrait dans la Basse-Alsace, et, tout en faisant mine de menacer Saverne pour attirer l'attention de Luxembourg sur ce point, il envoyait des troupes au blocus de Philipsbourg et expédiait de Strasbourg, par le Rhin, tout le matériel de siège. Ensuite il se retira sur la Lauter, entre Lauterbourg et Wissembourg, se couvrant par une ligne de retranchements auxquels la rivière servait de

1. *Gazette*, 1676, p. 245, 261.
2. *Ibidem*, p. 273.
3. *Ibidem*, p. 291.
4. En Alsace, entre Strasbourg et Colmar.

fossé[1]. Le duc de Lorraine, ainsi placé entre Philipsbourg et l'armée de secours, couvrait le siège, qui devait être long et difficile.

Le pont de Philipsbourg était défendu par une grande redoute appelée le fort du Rhin. Sa défense était confiée à M. de Saint-Just, sous-lieutenant de roi de Philipsbourg, qui défendit le fort avec une incomparable énergie[2].

Les Impériaux étaient commandés par le prince Frédéric de Bade-Dourlach, maréchal de camp général des troupes des Cercles[3] et des troupes de l'Empereur, par le prince Hermann de Bade, général d'artillerie, et le général-major de Vertmuller, qui étaient loin d'être d'accord[4]. Le duc de Lorraine, général en chef de l'armée de l'Empereur, couvrait le siège, comme on l'a dit, contre les attaques probables du maréchal de Luxembourg.

Dès le 10 mai, le prince de Bade-Dourlach ouvrit la tranchée devant le fort du Rhin. Il avait sous la main 15,000 hommes, 20 pièces de canon et 5 mortiers. Il donna deux assauts et fut repoussé; mais, quand M. de Saint-Just vit que le rempart était ouvert par une brèche énorme et qu'il était absolument impossible de résister plus longtemps, il fit, à l'aide de bateaux[5],

1. C. Rousset, *Hist. de Louvois*, II, 254. C'est à ce livre que nous empruntons tout ce qui est relatif au maréchal de Luxembourg pendant cette campagne.
2. M. de Saint-Just avait déjà fait ses preuves à la défense de Grave.
3. Ou des princes allemands. On sait que l'empire d'Allemagne, grand Etat fédéral, était divisé en Cercles.
4. *Gazette*, p. 528.
5. Le pont avait été détruit.

rentrer la garnison et les munitions dans Philipsbourg, et évacua le fort. L'ennemi y entra le 20 mai, après avoir subi d'énormes pertes, surtout en officiers[1].

Le prince de Bade ne put attaquer Philipsbourg que le 22 juin. La nécessité de construire un pont, les difficultés qu'il trouva à exécuter les premiers travaux, par suite de la nature marécageuse du sol et des inondations du Rhin, et surtout par les fréquentes sorties des assiégés, avaient causé ce retard d'un mois. La tranchée fut enfin ouverte devant la place le 22 juin.

Pendant ce temps, Luxembourg ne faisait rien, ne sachant que faire, et demandait des ordres à Louvois, qui lui répondait le 25 mai :

Rien n'est plus de conséquence que de conserver Philipsbourg, et S. M. trouve bon que, fortifié de toutes les troupes qu'elle met à votre disposition, vous en tentiez le secours; mais elle me commande de vous faire toujours observer que la perte d'un combat ruinerait les affaires beaucoup plus que le gain d'une bataille ne les pourrait accommoder, et qu'elle s'attend que vous n'entreprendrez rien qu'avec poids et mesure, et où vous n'ayez lieu de croire que vous puissiez réussir[2].

L'hésitation de Luxembourg n'échappait à personne. Madame de Sévigné écrivait[3] : « M. de Luxembourg accable de courriers. Hélas! ce pauvre M. de Turenne

1. *Gazette*, p. 409.
2. C. Rousset, II, 256.
3. Lettre du 11 août 1676.

n'en envoyait jamais ; il gagnait une bataille, et on l'apprenait par la poste ».

Pendant toute la durée du siège de Philipsbourg, le maréchal ne fit rien que des marches inutiles[1], et laissa son armée s'affaiblir par la désertion. Louvois lui envoya de Flandre 8,000 hommes d'excellentes troupes. Le duc de Lorraine voulut s'opposer à la jonction de ces nouveaux venus avec M. de Luxembourg, dont l'armée allait être forte de 40,000 hommes; il se porta sur le défilé de Saverne et y fut battu. Il se retira alors à Philipsbourg et s'établit dans une plaine basse appelée la Petite-Hollande et entourée par un des méandres du Rhin; il ferma l'entrée de la boucle par un retranchement.

En vain Louvois pressait Luxembourg. Au milieu de juillet, le maréchal sembla décidé à livrer bataille ; il l'écrivait du moins. Puis, tout à coup, il renonça à secourir du Fay et proposa d'aller prendre Strasbourg. Il changea encore d'avis et marcha contre le duc de Lorraine; mais ses cartes étaient mal faites; il avait trouvé un bois qu'on ne connaissait pas, une estacade, sur le Rhin, dont on ne soupçonnait pas l'existence. Bref, il se retira (10 août), alla passer le Rhin à Brisach et menaça Fribourg. M. du Fay n'avait plus d'espoir d'être secouru.

Tout le monde « dauba » Luxembourg, dont la conduite contrastait si fâcheusement avec celle de M. de

1 « M. de Luxembourg croit n'avoir autre chose à faire que d'être spectateur de la prise de Philipsbourg ». (Madame de Sévigné, lettre du 6 juillet 1676).

Schomberg, qui avait délivré M. de Calvo assiégé dans Maëstricht. Il y eut contre Luxembourg une explosion de mécontentement, parfaitement justifié, dont madame de Sévigné nous a conservé le souvenir. Elle écrivait à sa fille, le 19 août :

Vous saviez déjà comme cette montagne d'Allemagne est accouchée d'une souris, sans mal ni douleur. Un de nos amis me mande qu'il ne sait comment ménager mon esprit ni le vôtre en cette rencontre, qu'il s'est trouvé un diable de bois, inconnu sur la carte, qui nous a tenus en bride de telle sorte, que ne pouvant nous ranger en bataille qu'à la vue des ennemis, nous avons été obligés de nous retirer le 10, et d'abandonner Philipsbourg à la brutalité des Allemands. Jamais M. de Turenne n'eût prévu ce bois; ainsi l'on doit se consoler de plus en plus de sa perte.

Madame de Sévigné nous a aussi conservé la réponse de M. de Montausier à un mot de Louis XIV, qui semblait se résigner trop facilement à la perte prochaine de Philipsbourg :

Voici, écrit-elle encore à sa fille, une petite histoire que vous pouvez croire comme si vous l'aviez entendue. Le Roi disait un de ces matins : « En vérité, je crois que nous ne pourrons pas secourir Philipsbourg ; mais enfin je n'en serai pas moins roi de France ». M. de Montausier,

Qui pour le pape ne dirait
Une chose qu'il ne croirait[1],

lui dit : « Il est vrai, Sire, vous seriez encore fort bien roi de France, quand on vous aurait repris Metz, Toul et Verdun, et la

1. Citation de Voiture.

Comté, et plusieurs autres provinces dont vos prédécesseurs se sont bien passés ». Chacun se mit à serrer les lèvres ; et le Roi dit de très bonne grâce : « Je vous entends bien, monsieur de Montausier ; c'est-à-dire que vous croyez que mes affaires vont mal ; mais je trouve très bon ce que vous dites, car je sais quel cœur vous avez pour moi ». Cela est vrai, et je trouve que tous les deux firent parfaitement bien leur personnage.

Pendant ce temps, que faisait le brave colonel du Fay ? La *Gazette* va nous l'apprendre.

Après l'ouverture de la tranchée, les approches des Impériaux n'avancèrent que très lentement. Ses travaux : tranchées, boyaux de communication, batteries, déjà rendus très difficiles par la nature du sol, furent retardés encore par les sorties fréquentes des assiégés, par un débordement du Rhin, et par les luttes et les jalousies des généraux assiégeants. La crainte de rebuter son infanterie empêchait le prince de Bade d'entreprendre quelque action de vigueur. Il fallut pourtant s'y résigner ; mais toutes les attaques furent repoussées avec de grandes pertes en soldats et surtout en officiers et généraux. Les sorties, conduites par l'énergique M. de Saint-Just, amenaient de violents combats, non moins meurtriers pour l'ennemi.

Délivré du maréchal de Luxembourg, le duc de Lorraine donna des troupes impériales, plus solides, au prince de Bade, et, le 3 août, après un combat de deux jours, la contrescarpe resta au pouvoir des Allemands.

Enfin, le 9 septembre, après 10 mois de blocus et

4 mois de siège, M. du Fay accepta la capitulation qui lui était offerte. La garnison était réduite à un millier d'hommes; les blessés et les malades étaient nombreux ; les munitions épuisées. M. du Fay ne rendit pas la place le jour où il signa la capitulation; il ne voulut la livrer au prince de Bade que le 17, si d'ici là il n'était pas secouru par une armée.

Le préambule de la capitulation[1] doit être reproduit ici :

L'état de la place et celui des assiégeants étant tel qu'on aurait eu lieu de ne pas accorder des conditions si avantageuses, les ennemis ont néanmoins voulu faire voir au sieur du Fay et à toute sa garnison la distinction avec laquelle ils se sentaient obligés d'agir avec des gens qui ont, avec tant de valeur et de constance, soutenu la longueur de ce siège et des occasions presque continuelles qu'il a produites.

Suivent les vingt articles.

Art. I. La garnison sortira le 17 de ce mois, à six heures du matin (si dans ce temps et à même heure elle n'est point secourue par une armée), avec armes, bagages, balles en bouche, tambour battant, mèches allumées par les deux bouts, ayant les bandollières garnies de poudre, de plomb et de mèche, enseignes déployées, mousquets et piques sur les épaules : la cavalerie à cheval, l'épée à la main et les dragons aussi à cheval, le fusil haut, et tout l'équipage et les étendards déployés.

Elle emmènera 8 pièces de canon avec poudre et boulets pour six coups par pièce, 1 mortier, 4 bateaux

1. *Gazette*, 1676, p. 817.

de cuivre avec leur chariot et attirail, et tout l'or et l'argent du Roi qui se trouve dans la place. — La garnison sera conduite à Haguenau, en Alsace. — Le prince de Bade fournira 20 chariots attelés et des bateaux pour transporter les blessés et les malades jusqu'à Haguenau. — Les prisonniers seront échangés. — Tous les habitants de Philipsbourg, Français ou autres, pourront y demeurer ou s'en aller avec leur bien, et ce pendant quatre mois.

Le Roi récompensa le colonel du Fay en le faisant maréchal de camp le 1er octobre 1676. M. de Saint-Just fut nommé gouverneur de la ville de Deux-Ponts[1].

En 1683, nous retrouvons M. du Fay à Fribourg, dont il est le gouverneur. Philipsbourg avait été cédé, par le traité de Nimègue (1678), à l'Allemagne, qui nous avait cédé Fribourg en échange.

Il reçut cette année une verte semonce de Louvois, à propos d'un soldat injustement passé par les armes, pour s'être plaint des voleries de son capitaine. M. C. Rousset, dans son *Histoire de Louvois*[2], si riche en documents nouveaux, raconte en détail cette cruelle aventure, qui aurait eu des conséquences fâcheuses pour du Fay, si le Roi ne se fût souvenu de Philipsbourg.

M. du Fay mourut en juin 1693; il était toujours gouverneur de Fribourg, fort vieux et cassé. « C'était un homme de mérite », dit Dangeau[3].

1. *Gazette*, 1676, p. 800.
2. Tome III, page 297.
3. *Journal*, IV, 294, 309.

XVI

M. DE CRÉQUI

MARÉCHAL DE FRANCE

Campagne de 1677.

François de Blanchefort, sire de Créqui, marquis de Marines, né vers 1624, était le petit-fils du maréchal de Créqui, mort en 1638. Il fut d'abord connu sous le nom de chevalier de Créqui et servit comme volontaire au siège d'Arras en 1640. L'année suivante il devint capitaine d'une compagnie de chevau-légers. En 1648, il commanda un régiment de cavalerie et se distingua au siège de Tortose. En 1650, il était à la bataille de Rethel, où le maréchal du Plessis-Praslin battit Turenne et les Espagnols qu'il commandait.

En 1651, il fut nommé maréchal de camp, prit part au siège de Mouzon (1653), à la défense d'Arras assiégé par Condé et les Espagnols (1654); il fut nommé lieutenant général en 1655, et employé sous Turenne dans l'armée de Flandre. On le trouve aux sièges de Condé (1655), de la Capelle (1656), de Montmédy, Saint-Venant, Mardyck (1657) et de Dunkerque (1658).

La même année, il est à la bataille des Dunes, où il combattit contre l'aile droite des Espagnols commandée par Condé, et à la prise de Bergues-Saint-Vinox, de Furnes, de Dixmude, d'Oudenarde et d'Ypres.

Après la paix des Pyrénées, M. de Créqui fut nommé général des galères (1661); mais il renonça à cette charge en 1669.

Lorsqu'éclata la guerre de Dévolution, il couvrit le siège de Lille fait par Louis XIV en personne (1667), et l'année suivante il fut placé sous les ordres du duc d'Orléans, à l'armée de Flandre, et fait maréchal de France (1668).

En 1669, il commanda l'armée chargée de conquérir la Lorraine, ce qu'il exécuta, en 1670, par la prise et le démantèlement de Mirecourt, Pont-à-Mousson, Epinal, Chasté et Longwy. Ces diverses villes firent peu de résistance; mais leur reddition força le duc de Lorraine, Charles IV, à abandonner ses Etats à Louis XIV et à se réfugier à Cologne[1].

Au début de la guerre de Hollande, M. de Créqui refusa, ainsi que les maréchaux de Bellefonds et d'Humières, de servir sous les ordres de Turenne, maréchal général des armées, auquel le Roi avait subordonné les autres maréchaux de France. Par l'ordre du Roi M. de Louvois adressa au maréchal de Créqui la lettre suivante[2]:

1. Voir sur cette guerre de Lorraine: C. ROUSSET, *Histoire de Louvois*, I, 295 et suivantes.

2. Publiée dans l'*Histoire de Louvois*, par C. ROUSSET, I, 349. Cette lettre est du 22 avril.

Je vous adresse une dépêche dont le Roi me commanda hier au matin l'expédition, et en même temps une ordonnance d'en faire part à MM. les maréchaux de France qui ont été nommés par S. M. pour servir cette campagne, et de leur faire savoir que c'était une affaire qu'elle avait résolue, et dans laquelle elle voulait être obéie, qu'elle n'admettrait aucune excuse pour les en dispenser, et qu'elle n'agréerait pas même qu'on lui demandât à ne point servir. Je commençai par M. le maréchal de Bellefonds, lequel ayant témoigné ne se vouloir point conformer au contenu en ladite dépêche, j'en allai rendre compte à S. M., qui, par bonté, voulut bien lui expliquer elle-même quelles étaient ses intentions, jusque-là que S. M. lui dit qu'elle le priait de le faire, qu'elle lui demandait cette complaisance en reconnaissance de toutes les grâces qu'elle lui avait faites, et que, s'il y faisait difficulté, il fallait qu'il se résolût à ne la voir jamais. Sur quoi, mondit sieur de Bellefonds ayant pris congé de S. M., elle me commanda aussitôt de lui aller dire de partir ce matin pour s'en aller à Tours, et d'y demeurer jusqu'à nouvel ordre, avec défense d'y faire aucune fonction de maréchal de France.

J'ai cru, Monsieur, que je devais vous expliquer au long tout ce qui s'est passé, afin que vous connaissiez mieux la disposition où est S. M. contre ceux qui ne voudront pas obéir. Il est question en ceci, Monsieur, non seulement de ne point servir cette campagne, de déplaire à S. M., et de s'en aller passer sa vie dans quelque province, mais encore de perdre tous ses établissements. Je vous conjure de bien penser à la réponse que vous me ferez. Je vous supplie très humblement de croire que j'attendrai avec toute l'inquiétude que doit avoir une personne qui prend une très sensible part à tout ce qui vous regarde, et qu'en recevant votre lettre, je tremblerai jusqu'à ce que j'aie vu que vous ayez pris le bon parti. Vous me permettrez de vous dire qu'il n'y en a point d'autre que d'obéir à un maître qui dit qu'il veut l'être.

M. de Créqui refusa d'obéir, ainsi que M. de Bellefonds et d'Humières ; il fallut cependant se soumettre, et les trois maréchaux furent contraints de servir pendant quinze jours comme lieutenants généraux sous les ordres de Turenne[1].

Au mois d'août 1674, afin de renforcer l'armée du maréchal de Turenne qui défendait l'Alsace, on leva le ban et l'arrière-ban, c'est-à-dire 5 ou 6,000 gentilshommes mal équipés, mal montés, mais encore plus mal instruits et sans discipline. Ils arrivèrent à Nancy au commencement d'octobre. On répartit les meilleurs, ou les moins mauvais, en 25 escadrons de 80 chevaux. On donna le commandement de cette cavalerie à M. de Créqui, et il fut chargé de la conduire à M. de Turenne. Aussitôt qu'il le put faire, Créqui remit le commandement de l'arrière-ban à Turenne, qui bientôt se débarrassa de cette cavalerie inutile et l'envoya en Lorraine.

En cette circonstance M. de Créqui joua encore un assez triste rôle. Sa dignité ne lui permettant pas de se mettre sous les ordres de Turenne, il résigna le commandement de cette « noblesse difficultueuse » entre les mains de M. de Turenne, et « se réduisit, disait-il, à la condition d'un particulier curieux en visite à l'armée d'Allemagne », et il faisait valoir auprès de Louvois « sa résignation » comme un grand sacrifice[2].

En 1673, Louis XIV avait fait prendre la ville de

1. C. Rousset, I, 351.
2. *Ibidem,* II, 97, 98.

Trèves par le maréchal de Rochefort, dans le but d'être le maître du cours de la Moselle et de protéger de ce côté son armée de Hollande. En 1675, le vieux duc de Lorraine, Charles IV, et son allié le duc de Zell vinrent assiéger Trèves avec 16,000 hommes. Créqui fut envoyé au secours de la place avec 8 bataillons et 30 escadrons, soit environ 8 à 9,000 hommes.

Arrivé à Consarbruck[1], le 11 août, Créqui fut surpris par le duc de Zell, plaça ses troupes au hasard et engagea la bataille dans de mauvaises conditions. Avec une partie de sa cavalerie, il refoula d'abord l'ennemi sur le pont de la Sarre qu'il venait de passer; mais, quand il commanda aux autres régiments de cavalerie de charger afin de soutenir les escadrons victorieux, ces régiments refusèrent d'obéir et se retirèrent, abandonnant lâchement les 8 bataillons d'infanterie et 1 régiment de dragons, qui se battirent admirablement pendant quelque temps, mais furent contraints par le nombre de battre en retraite et d'abandonner l'artillerie et les équipages de vivres. Cette brave infanterie perdit 2,000 hommes; la cavalerie 200. M. de Créqui se jeta dans Trèves. Les restes de sa petite armée se sauvèrent à Thionville[2]. Le Roi, Louvois et le public, tous furent indignés de cette défaite et de cette fuite.

Créqui défendit Trèves avec une vigueur peu commune contre les ducs de Lorraine et de Zell. Mais, le

1. Petite ville au sud de Trèves, sur la Sarre et près de son confluent dans la Moselle.

2. *Gazette de France*, 1675, p. 635-636. — Voir aussi C. Rousset, II, 173.

6 septembre, un capitaine du régiment de Navarre, nommé Boisjourdan[1], souleva les troupes, passa à l'ennemi, et revint à Trèves avec une capitulation que la garnison, officiers et soldats, accepta. Créqui ne voulut pas se soumettre à cette honte et se retira, avec quelques officiers et quelques soldats restés fidèles, dans la grande église de Trèves, où ils se défendirent tant qu'ils eurent des munitions, et furent enfin faits prisonniers.

Dès que la garnison de Trèves fut arrivée à Metz, le maréchal de Rochefort, sur l'ordre du Roi, fit fusiller un homme sur vingt. Boisjourdan fut exécuté et deux autres officiers dégradés[2].

En 1676, le maréchal de Créqui servit en Flandre, assiégea et prit Condé et Bouchain. En 1677, il fut nommé au commandement de l'armée d'Allemagne et opposé au duc de Lorraine, Charles V. Ce nouveau duc de Lorraine, l'un des meilleurs généraux de l'empereur, avait succédé à son oncle Charles IV, mort quelques jours après sa victoire de Consarbruck.

M. de Créqui, dont la biographie jusqu'alors n'a présenté rien de remarquable, fit alors une belle campagne, qui justifie la place occupée par ce maréchal parmi les généraux illustres de ce temps.

Créqui commandait sur le Rhin et allait avoir à défendre l'Alsace et la Lorraine, encore une fois attaquées par les Impériaux et le duc Charles V. Créqui déman-

1. Ce misérable avait été condamné à mort autrefois pour un assassinat commis dans la forêt de Senlis.

2. C. Rousset, II, 181.

tela Saverne et ravagea la Basse-Alsace, le duché de Deux-Ponts et la vallée de la Sarre; il fit un désert de ces malheureux pays, où l'ennemi ne devait plus trouver de ressources. Le duc de Lorraine, ayant passé le Rhin à Strasbourg, entra dans la vallée de la Sarre, trouvant toujours Créqui devant lui, à Nancy, à Metz, et ne parvenant pas à le forcer à combattre. Recevant l'ordre d'aller se joindre à Guillaume d'Orange, qui venait d'être battu à Cassel, le duc de Lorraine passa la Moselle au-dessous de Sierck, pendant que Créqui la traversait à Thionville. Arrivé sur la Meuse, à Mouzon, le duc de Lorraine trouva encore Créqui devant lui, et des secours étant venus grossir l'armée française, Charles V se décida à battre en retraite jusqu'à Philipsbourg.

Revenu en Alsace par le défilé de Saverne, Créqui fit mettre le feu à Haguenau et brûler tous les lieux d'où le duc de Lorraine, qui s'avançait sur Haguenau, pouvait tirer quelque subsistance[1].

Le duc Charles n'était pas le seul général qui cherchât à envahir l'Alsace. Un corps d'armée, placé sous les ordres du prince de Saxe-Eisenach, s'avançait de Bâle à Strasbourg sur la rive droite du Rhin. Mais il était surveillé par le baron de Montclar, excellent général de cavalerie et l'un des meilleurs lieutenants de Créqui. Battu près de Bâle par M. de Montclar, le prince de Saxe descendit le Rhin, vint camper sur la Kinzig[2] et attendit que le duc de Lorraine arrivât à son

1. *Gazette de France*, 1677, p. 747.
2. Rivière qui se jette dans le Rhin à Kehl.

secours. Ce furent Créqui et Montclar qui arrivèrent les premiers, après avoir passé le Rhin à Brisach. Ils surprirent le prince de Saxe, le battirent et le forcèrent de se réfugier dans une île du fleuve appartenant à la ville de Strasbourg. A la prière du magistrat de cette ville, Créqui accorda (24 septembre) au prince de Saxe et à ses troupes, pour se retirer à Rastadt, une capitulation appelée par euphémisme un passeport[1].

Après ce succès, M. de Montclar alla ravager le marquisat de Bade et le Brisgau, et revint à Ettenheim[2]. Créqui repassa le Rhin et alla au-devant du duc de Lorraine. Mais le duc Charles voulait délivrer le prince de Saxe et savait que la Basse-Alsace était entièrement dévastée; il passa le Rhin à Philipsbourg (24 septembre), arriva à Rastadt, puis à Strasbourg (29 septembre), qui viola encore une fois sa neutralité et livra à l'armée du duc de Lorraine le passage du Rhin sur son pont.

Une fois en Alsace, le duc Charles alla attaquer Créqui dans son camp de Kochersberg[3] (7 octobre). La cavalerie commença l'action : la Maison du Roi (gardes du corps, gendarmes et chevau-légers) chargèrent avec leur vigueur ordinaire; les autres escadrons les imitèrent, et les 30 escadrons impériaux, quoique presque tous cuirassés, furent mis en déroute[4]. Dans leur fuite ils

1. *Gazette*, 1677, p. 761, 768. — Le prince de Saxe refusa de se servir du passeport et attendit, dans son île, que le duc de Lorraine vînt le délivrer. (*Gazette*, p. 793.)

2. Au sud de Kehl.

3. Au nord-ouest de Strasbourg.

4. Créqui n'avait que 25 escadrons, moins nombreux que ceux de l'ennemi.

laissèrent sur le champ de bataille 4 étendards et 900 morts, dont 3 généraux. Après la défaite de sa cavalerie, M. de Lorraine s'ébranla avec toute son infanterie, et il sembla vouloir commencer un nouveau combat; mais il se contenta de faire tirer son canon, auquel le nôtre répondit, et se retira. La victoire nous avait coûté 150 hommes tués ou blessés.

Quelques jours après, M. de Créqui fit mine de prendre ses quartiers d'hiver à Moltzheim[1]. M. de Lorraine, trompé, repassa le Rhin et alla mettre ses troupes dans leurs quartiers d'hiver dans le Palatinat. A peine s'était-il éloigné, que M. de Créqui leva ses quartiers, passa le Rhin à Brisach et lança (8 novembre) M. de Montclar et sa cavalerie[2] sur Fribourg, qui fut investi le 9 novembre, assiégé dès le lendemain et pris le 17 novembre[3]. Le duc de Lorraine arrivait au secours de la place quand il apprit qu'elle s'était rendue.

Cette belle campagne, faite avec ordre et secret, avait été fort étudiée à l'avance par le maréchal de Créqui. Il avait adressé à Louis XIV, avant de l'entreprendre, un mémoire dans lequel il annonçait les principaux résultats obtenus[4].

M. de Créqui fut nommé gouverneur général de la

1. Près et au sud de Kochersberg.
2. Deux brigades de cavalerie et 4 bataillons.
3. *Relation du siège et de la prise de Fribourg*, dans *la Gazette*, 1677, p. 881.
4. Voir *Œuvres de Louis XIV*, IV, 107. — Voir aussi : *Campagne de M. le maréchal de Créqui en Lorraine et en Alsace, en* 1677, par Carlet de la Rozière, 1 vol. in-12, 1764, avec carte,

Lorraine et du Barrois ; mais la plus belle récompense qu'il obtint fut le cri général : « Turenne n'eût pas mieux fait ! »

En 1678, M. de Créqui commanda encore l'armée d'Allemagne et eut encore à lutter contre le duc de Lorraine, qui chercha à éloigner l'armée française de Fribourg afin d'entrer ensuite dans la Haute-Alsace. Mais un des lieutenants de M. de Lorraine, le comte de Stahrenberg, fut vaincu, à Rhinfeld, dans une série de combats livrés du 6 au 13 juillet[1]. M. de Lorraine battit en retraite, ne put empêcher M. de Créqui de passer la Kinzig (23 juillet) et de se porter sur Strasbourg. Le 25, il demanda au magistrat de Strasbourg le passage sur le pont de la ville en lui faisant remarquer qu'ayant accordé le passage aux Impériaux, il ne pouvait le refuser aux Français. N'ayant pas reçu de réponse, Créqui donna l'ordre (le 25) au baron de Montclar de s'emparer du fort de Kehl, ce qui fut fait du 25 au 28[2]. Le fort fut brûlé, ainsi que la partie du pont qui était en notre pouvoir[3] (7 août). Restait à détruire la partie du pont comprise entre l'île et la rive gauche du fleuve. Le fort de l'Etoile défendait la tête du pont de ce côté. Créqui le fit attaquer par le comte du Bourg (10 août), qui battit le prince Hermann de Bade, établi dans Strasbourg et maître de la ville. Le 11, les défenseurs du fort l'abandonnèrent et rentrèrent à Strasbourg.

1. *Gazette* de 1678, p. 641, 645.
2. *Gazette* de 1678, p. 709, 713, 745, 748.
3. C'est-à-dire entre Kehl et l'île du Rhin, dans laquelle se trouvait un autre fort.

Aussitôt on occupa le fort de l'Etoile et l'on se porta sur le fort de l'île, dont les défenseurs se jetèrent dans des bateaux et se sauvèrent dans Strasbourg.

La paix de Nimègue (1678) mit fin à la guerre. Cependant l'électeur de Brandebourg ne voulut pas en accepter toutes les conditions et continua la guerre contre la Suède notre alliée. Le Roi donna au maréchal de Créqui le commandement de l'armée du Bas-Rhin et le chargea de forcer l'Electeur à accepter la paix. L'armée fut rassemblée dans l'évêché de Liège, l'archevêché de Cologne et les duchés de Clèves et de Juliers.

Au mois de mai 1678 le maréchal passa le Rhin à Wesel et lança sa cavalerie commandée par M. de Calvo, l'un des lieutenants généraux de son armée, sur Lippstadt. On marcha ensuite sur Minden par Bielefeld, qui fut pris le 23 juin[1]. Minden est une place forte située sur le Weser, en avant de laquelle il y a des défilés que l'ennemi avait fortifiés et qui étaient défendus par environ 3,000 hommes. L'armée de l'électeur de Brandebourg était commandée par le général-major Spaën. Il défendit bien les défilés du Weser; mais ils furent forcés. Le 30 juin, Créqui passa le Weser, sa cavalerie à la nage et en bataille. Spaën disputa le passage; mais toute son infanterie fut taillée en pièces, et il se sauva dans Minden avec une partie de sa cavalerie[2]. M. de Créqui continuait à battre les futurs Prussiens

1. *Gazette* de 1678, p. 256, 304, 314.
2. *Gazette*, p. 328. — *Correspondance de Bussy-Rabutin* (édit. Lud. Lalanne), IV, 404-406.

que Turenne avait déjà vaincus de 1672 à 1675. M. de Créqui allait passer l'Elbe et marcher sur Berlin, quand il apprit que l'Electeur avait enfin accepté la paix et rendu ses conquêtes à la Suède notre alliée.

En 1684, M. de Créqui fit le siège de Luxembourg (28 avril-4 juin) et prit la ville. Le 20 juin, il força Trèves à raser ses fortifications, et mourut en 1687, à la veille de la guerre de la Ligue d'Augsbourg.

XVII

LE BARON DE MONTCLAR

LIEUTENANT GÉNÉRAL

Occupation de Strasbourg (1681).

Joseph de Pons de Guimera, baron de Montclar, fut l'un des meilleurs généraux de cavalerie de Louis XIV. Il fut nommé maréchal de camp en 1675, lieutenant général en 1677 et mestre de camp général de la cavalerie légère en 1679. En 1690, l'ambassadeur de l'électeur de Brandebourg, Spanheim, le mettait au nombre des officiers généraux qui avaient la réputation d'être des plus entendus dans le métier, et qui semblaient le

plus en passe d'être faits maréchaux de France à la première promotion[1].

Au début de la guerre de Hollande, M. de Montclar commanda l'un des deux corps que Louis XIV envoyait en avant-garde, dans l'électorat de Cologne, pour, de là, entrer dans la Hollande quand l'armée serait réunie[2].

Il servit ensuite sous Turenne et se fit remarquer par son activité, son intelligence et sa bravoure.

En février 1677, M. de Montclar est dans l'armée commandée par le Roi, en qualité de lieutenant général, et assiste au siège et à la prise de Valenciennes. De la Flandre il se rendit à l'armée du maréchal de Créqui, en Alsace. Il formait l'avant-garde du maréchal, lorsqu'il attaqua, aux environs de Bâle, le prince de Saxe-Eisenach, le battit et l'obligea de se retirer sous le canon du fort de Kehl (23 septembre 1677) et le força à se rendre[3]. Dans cette brillante affaire, Montclar fut blessé à la jambe d'un boulet de canon. Après cette affaire, M. de Montclar, à la tête d'un corps séparé, acheva de ruiner le marquisat de Bade et le Brisgau, qui étaient destinés aux quartiers d'hiver des Impériaux[4].

En 1678, il est encore à l'armée de Créqui, opposée aux Impériaux et au duc de Lorraine. En juillet, le maréchal lui donna l'ordre de s'emparer du fort de

1. *Relation de la Cour de France*, 1882, in-8°, p. 344.
2. *Mémoire de Louis XIV sur la guerre de* 1672, publié par Dusevel. Amiens, gr. in-8°, 1838.
3. Limiers, *Histoire de Louis XIV*, VIII, 311. — Bussy-Rabutin, *Mémoires* (éd. L. Lalanne), III, 374-375.
4. *Gazette* de 1677, p. 779.

Kehl. Pendant la nuit du 25 au 26, la tranchée est ouverte, et les batteries établies ; le 26 et le 27, le fort est canonné et bombardé avec vigueur ; le 28, on livrait trois assauts, le fort était enlevé et ses défenseurs passés au fil de l'épée.

En 1679, après la paix de Nimègue, le baron de Montclar est commandant militaire de l'Alsace, et, en 1681, il est chargé d'occuper Strasbourg.

On sait qu'en 1680 des chambres dites de *réunion* furent instituées dans les parlements de Metz et de Besançon, et dans le Conseil souverain d'Alsace, siégeant à Brisach. Il s'agissait de réunir à la France de nombreux fiefs et territoires relevant des provinces acquises par les traités de Westphalie, des Pyrénées, d'Aix-la-Chapelle et de Nimègue, et, à l'aide de ces réunions, de compléter nos frontières du nord et du nord-est. Je n'ai pas à faire ici l'histoire de ces réunions : il suffit de raconter celle de Strasbourg.

Depuis que l'Alsace appartenait à la France, la république de Strasbourg, déclarée neutre par les traités, avait sans cesse violé sa neutralité au profit des Impériaux, et leur avait livré le passage de son pont. Turenne et Créqui en avaient fortement souffert. Aussi Louis XIV et Louvois voulurent-ils, à juste raison, faire cesser un état de choses si dangereux pour les intérêts de la France. Partant, l'annexion de Strasbourg fut résolue. L'affaire fut menée avec un secret et une habileté extrêmes. Un parti français, composé surtout des habitants catholiques, s'était formé à Strasbourg. On gagna le Préteur et les membres de la Régence qui

gouvernaient la ville impériale, véritable république. Ils consentirent à la démolition du fort de Kehl. Les troupes impériales avaient évacué Strasbourg, d'après les stipulations du traité de Nimègue. La Régence renvoya 1,200 Suisses qu'elle avait à sa solde. Alors 35,000 hommes fournis par les garnisons de la Lorraine, de l'Alsace et de la Franche-Comté, se trouvèrent tout à coup réunis devant Strasbourg.

« Le 28 septembre, le baron de Montclar, commandant de cette armée, fit savoir aux magistrats que « la chambre souveraine de Brisach ayant adjugé au Roi la souveraineté de toute l'Alsace, dont Strasbourg est un membre, S. M. voulait qu'ils eussent à la reconnaître pour leur souverain seigneur et recevoir une garnison ». Il leur fit entendre en même temps que, « s'ils s'accommodaient à l'amiable et de bonne heure, ils devaient compter sur la conservation de leurs droits et de leurs privilèges ; que, s'ils s'obstinaient au contraire, le Roi avait de quoi les ranger à leur devoir ». Il les prévint que M. de Louvois arriverait le lendemain 29, et le Roi dans six jours.

« Le 29, les magistrats écrivirent à l'Empereur que, trop faibles pour résister à une puissance aussi terrible, et ne pouvant espérer aucun secours, ils n'avaient qu'à recevoir les conditions que S. M. Très Chrétienne leur voudrait bien prescrire. Ce fut l'adieu de Strasbourg à l'empire germanique.

« Une députation alla trouver Louvois à Illkirch : Louvois offrit carte blanche quant aux articles de la capitulation, pourvu que la souveraineté de la cou-

ronne de France y fût formellement énoncée. Le résident de l'Empereur tenta de soulever le peuple : il y eut, pendant vingt-quatre heures, des velléités de résistance ; néanmoins les élus des métiers, après un peu d'hésitation, s'en remirent aux magistrats, qui avaient eu « la prudence de laisser les canons sur les remparts, dépourvus de poudre, afin d'ôter à quelques insensés le moyen de commencer un jeu qui eût mal fini pour la ville ». Quelques clameurs populaires, dernier cri de l'indépendance municipale, n'empêchèrent pas la signature de la capitulation (30 septembre)[1] ».

Par la capitulation, que signèrent Louvois et Montclar, Strasbourg reconnaissait le roi de France pour son souverain seigneur et protecteur, et conservait tous ses privilèges et droits, tant ecclésiastiques que politiques. Le libre exercice du culte protestant était maintenu : cependant le Dôme, la cathédrale, était rendu aux catholiques.

Les troupes du baron de Montclar occupèrent la ville, et Louis XIV y fit son entrée le 23 octobre[2].

Après l'annexion Vauban fut chargé de fortifier Strasbourg et d'en faire un rempart assuré de la frontière. Son œuvre achevée, le Roi fit frapper une médaille avec la légende :

GALLIA GERMANIS CLAUSA
La France fermée aux Allemands.

1. Henri Martin, *Histoire de France*, XIII, 581.
2. Voir sur l'occupation de Strasbourg : Legrelle, *Louis XIV et Strasbourg*, in-8°, 1883.

Il faut ajouter aujourd'hui à cette devise :

NUNC AUTEM APERTA,
ITERUM CLAUDENDA
Puisque la France est ouverte maintenant à l'ennemi,
Il faut la fermer de nouveau.

Quand éclata la guerre contre la Ligue d'Augsbourg, l'armée d'Allemagne fut placée sous les ordres du Dauphin, assisté du maréchal de Duras, de Vauban, de Montclar et de Chamlay. On fit le siège de Philipsbourg, qu'on avait perdu en 1676 par la faute de Luxembourg. M. de Montclar investit subitement la ville, le 27 septembre, avec 25 escadrons. La rapidité de sa marche fut telle, que le gouverneur de la ville, M. de Stahrenberg, qui était à la chasse, ne put entrer dans Philipsbourg que pendant la nuit.

Après Philipsbourg, Montclar investit Manheim, au commencement de novembre. Il alla ensuite occuper Heilbronn, puis Ladenbourg. C'est d'Heilbronn que partit M. de Feuquières pour lever des contributions en Souabe et faire cette course dont nous parlerons au chapitre suivant.

En 1689, M. de Montclar fut l'un des agents du ravage du Palatinat; mais, pour l'honneur de sa mémoire, il faut dire que Louvois le trouvait faible et l'en blâmait[1]. La même année M. de Montclar fut fait chevalier de l'Ordre, et comme on ne pouvait le recevoir à Versailles, on lui envoya le collier en Alsace.

M. de Montclar mourut en avril 1690. Il était com-

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, IV.

mandant d'Alsace, ce qui lui rapportait 24,000 livres (120,000 fr.), et grand bailli de Haguenau, ce qui lui valait 20,000 livres (100,000 fr.) de rente[1].

XVIII

LE MARQUIS DE FEUQUIÈRES

LIEUTENANT GÉNÉRAL ET ÉCRIVAIN MILITAIRE

Raid d'Allemagne (1688).

Antoine de Pas, marquis de Feuquières, naquit en 1648. Il porta le mousquet dès l'âge de dix-huit ans dans le régiment du Roi et apprit le service sous M. de Martinet. Il servit comme enseigne au siège de Lille (1667) et y fut blessé, ce qui lui valut un brevet de capitaine. En 1672 et 1673, le maréchal de Luxembourg, qui était son parent, l'employa comme aide de camp, et ce fut sous cet habile général que M. de Feuquières apprit les grands principes de la guerre. En 1674, il fit la campagne de Franche-Comté et se trouva à la bataille de Senef. A la fin de l'année, le Roi le nomma colonel de Royal-Marine, et l'envoya servir sous M. de Turenne en 1675. Après que son illustre général eut

1. DANGEAU, III, 97; 11 avril.

été tué à Sassbach, Feuquières écrivit une relation de sa mort. On lit dans madame de Sévigné[1] :

Je vous envoie la plus belle et la meilleure relation qu'on ait eue ici de la mort de M. de Turenne : elle est du jeune marquis de Feuquières à madame de Vins, pour M. de Pomponne. Ce ministre me dit qu'elle était meilleure que celle du Roi. Il est vrai que ce petit Feuquières a un coin d'Arnauld[2] dans sa tête, ce qui le fait mieux écrire que les autres courtisans.

En 1676, M. de Feuquières servit au siège de Bouchain sous M. de Créqui, et on dut la prise de la ville à son régiment. Le Roi le récompensa d'une pension de 3,000 livres (15,000 fr.). En 1677, il est sous les ordres de M. de Montclar, sur le Rhin. En 1678, il est à l'armée de Flandre commandée par Luxembourg et se bat avec vigueur à Saint-Denis.

En 1680, pendant la paix, M. de Feuquières se trouva compromis dans l'affaire des poisons, dans laquelle il fut quelque peu dupé[3].

En 1688, au début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, Feuquières fut nommé brigadier d'infanterie à l'armée du Rhin commandée par le Dauphin, et employé au siège de Philipsbourg. Il fut ensuite envoyé à Heilbronn sur le Necker, où commandait M. de

1. Lettre à madame de Grignan du 12 août 1675.
2. Un Arnauld, mestre de camp général des carabins, était le frère de la mère de Feuquières.
3. Lettres de madame de Sévigné, éd. Hachette, VI, 243 et suivantes.

Montclar, et fut chargé de lever des contributions sur la Souabe. Il fit alors une course célèbre, ce que l'on appellerait aujourd'hui un *raid*[1]. Au milieu des troupes allemandes dispersées et bientôt épouvantées de l'audace de Feuquières, il fit durant 35 jours un raid de 750 à 800 kilomètres, passant par Wurtzbourg, Rothembourg, Nuremberg, Eichstett, Ulm, Dillingen, Augsbourg et Pforzheim, où il s'arrêta. L'enlèvement du pont de Dillingen, sur le Danube, sans artillerie, sans infanterie, est le fait le plus curieux de cette course. Partout Feuquières surprit l'ennemi, le battit, jeta la terreur sur tout son passage, et leva 3 ou 4 millions de contributions (15 ou 20 millions de francs).

Revenu à Paris, Louvois le fit venir à Meudon et lui témoigna combien il était satisfait.

« On vous aura sans doute dit, ajouta M. de Feuquières, que j'ai beaucoup gagné dans la course que j'ai faite ? » M. de Louvois lui répondit : « Qu'est-ce que cela fait? J'en suis bien aise ; à quoi cela monte-t-il ? — A cent mille francs, répondit M. de Feuquières. — Je voudrais qu'il y en eût davantage, dit M. de Louvois. — Quand ces bonnes gens, continua le marquis de Feuquières, avaient compté sur la table les sommes auxquelles ils avaient été imposés, ils mettaient une somme à part. Je leur demandais ce que c'était. C'est pour Monsieur, me disaient-ils. Je l'ai mis dans ma poche. — Le ministre lui répondit : « Vous avez bien fait ».

Après cette expédition, Feuquières fut fait, en 1689,

1. Déjà Jean de Werth avait fait plusieurs courses de ce genre. *Nil novi sub sole.*

maréchal de camp. Il était à l'armée du Rhin lorsque la crainte d'une descente des Anglais le fit rappeler et envoyer à Bordeaux. Il en revint à la fin de l'année et partit pour l'Italie servir sous les ordres de Catinat (1690). Là, il fut chargé de combattre les Barbets et les protestants français réfugiés dans leurs montagnes. Il leur fit une guerre d'extermination, brûlant tout, et passant par les armes tous ceux qui tombaient entre ses mains. — A la bataille de Staffarde, Feuquières commandait l'infanterie.

En 1691, il surprit la ville de Savillan ou Savigliano[1]. Il fit alors, mais sur une plus petite échelle, ce qu'il avait fait en Allemagne, un raid demeuré célèbre. En 30 heures, il parcourut 110 kilomètres, passa le Pô, enleva la ville mal gardée, repassa le Pô et rejoignit l'armée. On voit que les *raids* ne sont pas d'invention contemporaine, que le nom seul est nouveau, et que nos généraux savaient exécuter de belles *courses*.

Feuquières a raconté dans ses Mémoires[2] la surprise de Savillan au mois de janvier 1691.

Je commandais, dit-il, cet hiver à Pignerol; et M. le duc de Savoie, dans l'établissement des quartiers d'hiver de ses troupes, avait mis ses quatre compagnies de gendarmes dans Savillan, où la garde se faisait par des compagnies de bourgeois et de milices. Je connaissais la place, pour l'avoir plusieurs fois visitée la campagne précédente, et je savais que, du côté de la porte de Carmagnole, il y avait un bas-

1. Place forte sur la Maira, à 45 kilomètres au sud-est de Pignerol.
2. Tome III, page 16.

tion de terre attaché à la muraille de la ville, où il y avait une porte qu'on se contentait de fermer la nuit sans y laisser de gardes.

Sur ces connaissances, je résolus d'enlever cette gendarmerie si peu attentive à se faire garder. Je pris pour cela le temps d'une forte gelée, parce qu'il fallait passer le fossé du bastion, qui était plein d'eau. J'introduisis dans Savillan un espion de confiance, qui, la nuit marquée pour l'exécution, avec de petites tenailles, arracha en dedans de la ville les clous qui tenaient la serrure de la porte de la muraille à laquelle le bastion était attaché.

Je fis une si grande diligence avec 800 chevaux et 500 hommes de pied en croupe, que j'arrivai deux heures avant le jour auprès de ce bastion. Après avoir fait reconnaître le bastion et la porte qui était à la muraille de la ville, pour savoir si mon espion avait exécuté ce que je lui avais ordonné, je fis passer mon infanterie sur la glace du fossé, la mis en bataille sur la place, me saisis du corps de garde de la porte, la fis ouvrir à la cavalerie, et rassemblai sans opposition ces quatre compagnies de gendarmes, que je ramenai toutes entières dans Pignerol; quoique M. de Savoie eût pu, s'il avait soupçonné ou découvert mon dessein, tomber sur moi avec quatre fois plus de cavalerie que je n'en avais.

Le 25 janvier, le Roi recevait, à Marly, les étendards des gendarmes et chevau-légers de M. de Savoie, que M. de Feuquières lui envoyait[1].

Il prit ensuite part aux sièges de Veillane, de Carmagnole et de Coni. On échoua devant cette dernière ville par la faute de Catinat, selon Feuquières, par la méchanceté de Feuquières, si l'on en croit Saint-Simon.

1. DANGEAU, III, 277.

M. de Feuquières était un officier aussi résolu qu'intelligent; mais son caractère était difficile. Il eut, à l'armée d'Italie, de continuels démêlés avec Catinat, avec M. de Bulonde, lieutenant général, et M. de Saint-Sylvestre, maréchal de camp, qui fut obligé de demander son congé et de quitter l'armée.

En 1692, Louis XIV envoya Feuquières à l'armée d'Allemagne, commandée par le maréchal de Lorges. Pendant cette campagne il livra le beau combat du Spierbach, avec un corps détaché[1] d'environ 3,000 hommes, à toute l'armée allemande[2].

En 1693, M. de Feuquières fut créé lieutenant général et envoyé à l'armée de Flandre sous les ordres de M. de Luxembourg. Il se trouva à la bataille de Nerwinde. — En 1694, il était nommé chevalier de Saint-Louis. Les années suivantes il servit sous le maréchal de Villeroy, et après la paix de Ryswick (1697), il ne fut plus employé. Il devait, paraît-il, cette disgrâce à la liberté avec laquelle il s'était exprimé sur le compte de certains généraux en crédit, et aux démêlés fréquents qu'il avait eus avec ses chefs et ses collègues.

En 1695 (26 janvier) il avait épousé mademoiselle d'Hocquincourt, qui devait avoir un jour 400,000 livres (2 millions) de biens.

Après l'affaire de Crémone, en février 1702, M. de Feuquières demanda à être employé à l'armée d'Italie;

1. Composé de 9 bataillons, 1 régiment de cavalerie et 1 régiment de dragons, fort réduits par la maladie.
2. Voir les Mémoires de Feuquières, III, 287.

mais Dangeau nous apprend que le Roi déclara qu'il ne voulait se servir de lui dans aucune de ses armées.

On lit dans le Journal de Dangeau, à la date du 25 novembre 1708 :

Le Pape fit demander au Roi, il y a quelques jours, de vouloir bien permettre au marquis de Feuquières, qui n'est plus dans le service, d'aller commander les troupes de S. S. en Italie contre l'Empereur, et le Roi le lui a accordé; mais il y a grande apparence que cette guerre sera terminée avant que ce nouveau général arrive en Italie, les troupes du Pape ayant déjà été battues en deux ou trois occasions, dans une desquelles Bonneval, Français, qui s'était mis dans le service de l'Empereur, a été tué.

Feuquières mourut le 27 janvier 1711. Il avait le gouvernement de Verdun, qui valait plus de 20,000 livres (100,000 fr.), et une pension de 5,500 livres (27,500 fr.) que le Roi laissa à sa veuve[1].

Pendant sa retraite Feuquières composa, sous le titre de *Mémoires*, et pour l'instruction de son fils, un traité de l'Art de la guerre. C'est le premier livre de ce genre qui ait été écrit chez nous[2], et il est encore très bon à consulter. Il traite des fonctions des divers officiers principaux d'une armée, — des troupes, de leurs besoins, — des opérations diverses de la guerre : marches, campements, sièges, batailles, surprises, etc.

1. Dangeau, XIII, 331.

2. La bonne édition est la quatrième, publiée en 1770, en 4 volumes in-4° ou in-12, avec cartes et plans. Elle est précédée de la vie du marquis de Feuquières écrite par son frère, le comte de Feuquières; elle est la source principale de cette notice.

Toutes les maximes du général sont accompagnées d'exemples empruntés aux événements militaires de son temps.

Il faut terminer cette notice par le portrait de Feuquières tracé par Saint-Simon[1].

C'était, dit-il, un homme de qualité, d'infiniment d'esprit et fort orné, d'une grande valeur, et à qui personne ne disputait les premiers talents pour la guerre, mais le plus méchant homme qui fût sous le ciel, qui se plaisait au mal pour le mal, et à perdre d'honneur qui il pouvait, même sans aucun profit. Dangereux au dernier point pour un général d'armée, qui ne pouvait se fier ni à ses conseils ni à son exécution, tant il était hardi à faire échouer les entreprises pour la malice d'en perdre quelqu'un, comme il fit à Bulonde à Coni, comme il ne tint pas à lui à la bataille de Neerwinden, où il ne chargea ni ne branla jamais, comme le duc d'Elbeuf le lui reprocha devant toute l'armée, parce qu'il voulait perdre M. de Luxembourg, en lui faisant perdre la bataille, lequel l'avait demandé pour le remettre sur l'eau, et qui avec raison n'en voulut jamais plus. Il avait joué les mêmes tours aux autres généraux d'armée; pas un n'en voulait, et avec d'autant plus de raison, que sa capacité n'était qu'à craindre. M. le maréchal de Lorges l'avait aussi tiré de l'oisiveté; il en reçut la même reconnaissance que M. de Luxembourg. Il ne tint pas à lui qu'il ne fît battre son armée à ne s'en pas relever; et la chose devint par le hasard si grossière, et le cri si général, que, pour peu que M. le maréchal de Lorges eût voulu, sa tête aurait couru grand risque.

Les Mémoires qu'il a laissés, et qui disent avec art tout le mal qu'il peut de tous ceux avec qui et surtout sous qui il a

1. *Mémoires*, III, 381, éd. Hachette, in-8°.

servi, sont peut-être le plus excellent ouvrage qui puisse former un grand capitaine, et d'autant plus d'usage qu'ils instruisent par les examens et les exemples, et font beaucoup regretter que tant de capacité, de talents, de réflexions se soient trouvés unis à un cœur aussi corrompu et à une aussi méchante âme, qui les ont tous rendus inutiles par leur perversité...

Ce portrait, écrit à propos du refus que le Roi fit en 1702 à Feuquières, lorsqu'il demanda à servir en Italie, se trouve complété, à l'époque de la mort du général, par les lignes suivantes[1] :

Feuquières mourut en ce temps-ci. Il était ancien lieutenant général, d'une grande et froide valeur, de beaucoup plus d'esprit qu'on n'en a d'ordinaire, orné et instruit, et d'une science à la guerre qui l'aurait porté à tout, pour peu que sa méchanceté suprême lui eût permis de cacher au moins un peu qu'il n'avait ni cœur ni âme. On en a vu quelques traits ici répandus, dont sa vie ne fut qu'un tissu. C'était un homme qui ne servait jamais dans une armée qu'à dessein de la commander, de s'emparer du général, de s'approprier tout, de se jouer de tous les officiers généraux et particuliers ; et, comme il ne trouva point de général d'armée qui s'accommodât de son joug, il devenait son ennemi, et encore celui de l'Etat, en lui faisant, tant qu'il pouvait, manquer toutes ses entreprises. On ferait un livre de ces sortes de crimes ; aussi ne servait-il plus, il y avait très longtemps, parce que aucun général ne le voulait dans son armée, pour en avoir tous tâté. Il a laissé des Mémoires sur la guerre, qui seraient un chef-d'œuvre en ce genre, et savamment, clairement, précisément et noblement écrits, si, comme un chien enragé, il n'avait pas déchiré, et souvent mal à propos, tous les généraux sous lesquels il a servi.

1. *Mémoires*, IX, 43.

XIX

LE BARON D'ASFELD

MARÉCHAL DE CAMP

Défense de Bonn (1689).

Alexis Bidal, baron d'Asfeld, né en 1654, était l'aîné de quatre frères, d'origine suédoise, dont trois servirent la France[1]. Leur père avait été ambassadeur de Christine, reine de Suède, près Louis XIV.

Le baron d'Asfeld fit la campagne de Hollande (1672) en qualité de volontaire. En 1673, il était capitaine de dragons. Il prit part aux batailles livrées par Turenne et Créqui aux Impériaux pendant les campagnes de 1674 et 1675. En 1678, il est nommé mestre de camp d'un régiment de dragons ; en 1681, brigadier de dragons ; en 1688, maréchal de camp.

En 1684, le baron d'Asfeld avait été employé au siège de Luxembourg. En 1688, il fut chargé d'une négociation importante. M. d'Asfeld était l'un de ces officiers diplomates, braves à la guerre et habiles aux négociations, que Louvois, à l'exemple du cardinal de

1. Le second frère fut maréchal de camp et mourut en 1715. — Le troisième fut l'abbé d'Asfeld. — Le quatrième devint maréchal de France sous Louis XV.

Richelieu, aimait à employer. Il utilisa ses talents dans l'affaire de l'élection de l'archevêque-électeur de Cologne, dans lequel Louis XIV voulait avoir un allié[1]. L'année suivante (1689), M. d'Asfeld fut choisi pour commander à Bonn[2], où il allait faire une si héroïque défense[3].

Avant d'être investi, M. d'Asfeld avait fait au loin plusieurs courses et avait rapporté des vivres et un riche butin. Le siège commença en juillet et fut entrepris par l'électeur de Brandebourg avec 18,000 hommes de ses troupes et de celles de l'évêque de Munster et de la Hollande, et une centaine de canons et mortiers. D'Asfeld avait fait sortir de la ville les femmes, les enfants et les bouches inutiles. Sa garnison, de 6,000 hommes de bonnes troupes, était aussi résolue à se bien défendre que son général. Aussi, pour enlever une redoute séparée de la place par le Rhin et défendue seulement par 60 hommes et un capitaine, qui se fit tuer sur la brèche, il fallut à l'électeur de Brandebourg sept jours de tranchée ouverte[4]. C'est ainsi qu'on se défendait alors, en toute circonstance, contre les Prussiens.

Devant cette résistance, M. de Brandebourg, qui disposait d'une formidable artillerie, résolut de détruire

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, IV, 67.

2. Place forte de l'électorat de Cologne, située sur la rive gauche du Rhin au sud de Cologne.

3. Voir la *Vie de Charles V, duc de Lorraine*, par le ministre de la Brune, 1691, in-12. — Alexis d'Asfeld était à Bonn avec ses deux frères : Benoît et François, depuis maréchal.

4. Dangeau, 18 juillet 1689; t. II, p. 431.

la ville par un terrible bombardement. En quelques jours, la ville fut « mise en poudre ».

Les nouvelles de Bonn, du 20 juillet, dit Dangeau[1], portent que M. l'électeur de Brandebourg fait toujours canonner et bombarder la ville, la rivière entre deux. M. d'Asfeld a mandé au Roi qu'il avait mis les munitions de guerre et de bouche en lieu où il n'y avait rien à craindre des bombes ; il a fait mettre l'infanterie dans les fossés du côté de la terre ; ainsi ils ne peuvent être incommodés ni des bombes ni du canon.

La garnison souffrit donc très peu de cette brutale destruction d'une ville allemande exécutée par un prince déjà plus Prussien qu'Allemand.

D'Asfeld, dit Dangeau[2], a écrit de Bonn du 26, que la bombarderie était presque entièrement finie ; son courrier dit qu'il ne nous en a coûté que 20 ou 30 soldats au plus, et un capitaine d'infanterie. Les bombes ont fait sauter un magasin d'avoine. Les munitions de guerre et de bouche sont en sûreté.

L'intrépide défenseur de Bonn répondit à l'inutile bombarderie de son adversaire en faisant de vigoureuses sorties et en lui tuant énormément de monde. L'Electeur se voyait obligé d'assiéger Bonn dans les formes, lorsqu'il fut contraint de faire trois gros détachements qui affaiblirent considérablement son armée. Il envoya 8,000 hommes au secours de l'électeur de

1. 24 juillet 1689.
2. Le 1er août 1689.

Trèves menacé, du côté de Coblentz, par M. de Boufflers; — il envoya 7 régiments de cavalerie au prince de Waldeck, moins fort en cavalerie que le maréchal d'Humières; — enfin le duc de Lorraine, occupé au siège de Mayence, redemanda ses troupes.

Ainsi affaibli, M. de Brandebourg fut forcé de renoncer à faire le siège de Bonn et fut réduit à bloquer la place et à la battre fortement de son artillerie. D'Asfeld se défendit par des sorties continuelles.

M. l'électeur de Brandebourg, lisons-nous dans le Journal de Dangeau[1], a pensé être pris par 2,000 hommes de la garnison de Bonn, que d'Asfeld avait envoyés dans un bois où il fallait que S. A. E. passât, en faisant le tour de la place comme il faisait. Il était en calèche, escorté de beaucoup de cavalerie; nos gens laissèrent passer l'avant-garde sans sortir de leur embuscade, et se découvrirent quand la calèche parut; ils tuèrent le postillon et prirent beaucoup de prisonniers; mais l'Electeur se sauva.

Il y avait deux mois que ce blocus durait lorsque Mayence se rendit, ce qui permit au duc de Lorraine de venir au secours de l'électeur de Brandebourg avec l'armée impériale. Alors on attaqua Bonn dans les formes, et le baron d'Asfeld soutint encore pendant deux mois un siège régulier, bien qu'il n'eût plus ni dehors, ni munitions, ni vivres, ni même aucune maison pour se mettre à couvert. Un habile ingénieur, M. Lalande, le seconda dans cette belle défense[2].

1. A la date du 7 août.
2. DANGEAU, II, 418.

Il s'opiniâtra dans cet état à garder la place jusqu'à ce que les ennemis eurent fait une brèche où plus de vingt hommes de front pouvaient monter. Alors il demanda à capituler[1].

M. de Lorraine, pour témoigner l'estime qu'il faisait d'un homme si brave, voulut lui accorder une capitulation honorable[2]; mais l'électeur de Bavière s'y opposa et fut d'avis qu'on ne devait recevoir la garnison qu'à discrétion, ce qu'elle refusa absolument. M. de Lorraine fit ses efforts pour porter l'électeur de Bavière à changer de sentiment; il lui représenta qu'il était dangereux de réduire de braves gens au désespoir; mais voyant que ce prince persistait, il lui dit qu'il pouvait monter à l'assaut avec ses propres troupes. Il le fit effectivement, combattit lui-même avec beaucoup de valeur et s'exposa au plus grand feu de la place; mais quelque vigoureuse que fût cette attaque, les assiégés la soutinrent avec une fermeté invincible, et l'Electeur fut enfin contraint de se retirer après avoir perdu 2,000 hommes[3].

Les ennemis accordèrent ensuite une capitulation honorable à cette garnison, qui sortit le 14 d'octobre, au nombre de 8 ou 900 hommes, presque tout nus, exténués de faim et des fatigues qu'ils avaient essuyées pendant un blocus ou siège de quatre mois, et après s'être nourris pendant quelque temps des animaux immondes qu'ils trouvaient dans la place. Cette garnison fut conduite à Thionville, et les malades et blessés furent menés sur des bateaux à Mont-Royal[4].

M. d'Asfeld avait été blessé d'un coup de mousquet au dernier assaut. Il reçut beaucoup de louanges de la part de

1. Le 10 octobre. *Gazette de France*, 1689, p. 523.

2. De la Brune dit : « Il est très certain que jamais garnison ne s'est mieux défendue que celle qui était dans cette place ».

3. De la Brune ne parle pas de ces faits.

4. Forteresse sur la Moselle près de Trèves.

M. de Lorraine et des généraux ennemis qui le complimentèrent sur sa fermeté et sur sa valeur, et lui témoignèrent prendre beaucoup de part à son malheur. Il mourut quelque temps après de sa blessure, après s'être acquis par cette action une grande réputation.

M. de Clérac, lieutenant de roi, le seconda dans cette belle défense et y fit paraître la même fermeté[1].

Le baron d'Asfeld s'était fait transporter à Aix-la-Chapelle pour y prendre les eaux ; il y mourut en arrivant. « Le Roi, dit Dangeau[2], l'a fort regretté et en a parlé très honorablement[3] ». Ce brave officier n'avait que 35 ans.

XX

LUXEMBOURG

MARÉCHAL DE FRANCE

Bataille de Fleurus (1690).

I

François-Henri de Montmorency, appelé d'abord le comte de Bouteville, et depuis 1661 le duc de Luxem-

1. Quincy, *Hist. milit. de Louis XIV*, II, 212-213.
2. *Journal*, III, 12, à la date du 22 octobre 1689.
3. « Le Roi et M. de Louvois l'ont regretté et loué hautement comme un homme capable de tout, et des plus grandes négociations ». (Madame de Sévigné, lettre du 30 octobre 1689.)

bourg, naquit le 4 janvier 1628. Il était fils posthume du comte de Bouteville, décapité en 1627 pour s'être battu en duel malgré les défenses du Roi. M. de Bouteville était parent du duc d'Enghien par la mère de ce dernier, Charlotte-Marguerite de Montmorency ; il s'attacha à sa personne et commença à servir sous ses ordres au siège de Lérida[1] (1647), et se trouva à la bataille de Lens (1648). Il s'y distingua tellement, que la reine Anne d'Autriche lui donna un brevet de maréchal de camp. Il passa ensuite avec Condé dans le camp des Frondeurs et fut fait prisonnier à la bataille de Rethel (1650). Remis en liberté, il se réunit de nouveau à Condé et se trouva au combat de Bléneau (1652), au siège d'Arras (1654), à la défaite du maréchal de la Ferté à Valenciennes (1656) et à la bataille des Dunes (1658), où il fut fait prisonnier. Il fut encore remis en liberté et rentra en France après la paix des Pyrénées (1659) avec Condé et ses autres complices.

En 1661, Bouteville épousa l'héritière du duché de Piney-Luxembourg, et devint par ce mariage duc de Luxembourg, pair de France et prince de Tingry.

Tenu d'abord à l'écart, comme Condé, par Louis XIV, Luxembourg fut tiré d'affaire, ainsi que le prince, par Louvois, qui s'attachait tous ceux qu'il croyait pouvoir opposer à Turenne. Pendant la guerre de Dévolution, Luxembourg rentra au service du Roi et devint « le familier » de Louvois[2]. Le ministre l'avait

1. Perrault, *Hommes illustres.*
2. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, I, 155.

fait employer, en 1668, comme lieutenant général dans l'armée du prince de Condé, qui allait s'emparer de la Franche-Comté. Il lui fit donner ensuite le commandement d'un corps d'armée séparé, sur la Moselle. Nommé lieutenant général, en 1670, le duc de Luxembourg eut un commandement dans l'armée qui envahit la Hollande.

Après le départ du Roi, et lorsque Turenne eut été envoyé sur le Rhin, Luxembourg resta seul à Utrecht avec une petite armée de 18 ou 20,000 hommes, sans compter les garnisons disséminées dans les places fortes. Il avait pour mission de rester dans l'inaction à Utrecht, de conserver cette ville et d'y attendre les événements. A force d'instances, il obtint la permission de s'emparer de Woerden[1], qu'il fortifia. De là, il menaçait la Haye, capitale politique de la Hollande[2]. Bientôt le prince d'Orange vint attaquer Woerden ; mais Luxembourg le battit et le repoussa avec d'énormes pertes. La bataille s'était livrée sur les digues qui traversaient le pays entièrement inondé (12 octobre). Le Roi le récompensa de ce succès en le nommant capitaine de l'une de ses compagnies des gardes du corps.

Les violences, incendies et pillages que commettaient à cette époque toutes les armées de l'Europe, prirent un développement inaccoutumé, dont les auteurs furent : Louvois, qui ordonna, et Luxembourg,

1. Sur le Vieux-Rhin, entre Utrecht et la Haye.
2. Amsterdam en était, et est encore, la ville la plus importante par le commerce, la population et la richesse.

qui exécuta. Une fois lancés dans cette voie, soldats et officiers ne devaient plus s'arrêter, et on allait arriver bientôt à commettre des actes abominables, dont la responsabilité pèsera toujours sur Louvois.

Le froid ayant gelé toutes les eaux de la Hollande, rivières, canaux, inondations, le prince d'Orange ayant échoué dans son audacieuse expédition sur Charleroi[1], Luxembourg résolut de se porter sur la Haye. Le 27 décembre 1672, il partit d'Utrecht; mais le jour même le vent changea, la neige et une pluie abondante tombèrent. « C'était le dégel et le salut de la Hollande[2] ». La retraite fut dure. A chaque instant, la glace brisée ou amincie s'enfonçait sous le poids des hommes. Il fallut quelquefois marcher dans l'eau jusqu'au cou. On livra à Swammerdam un terrible combat. Nos soldats traversèrent à la nage les canaux qui servaient de fossés aux retranchements élevés par l'ennemi, escaladèrent lesdits retranchements et détruisirent cinq régiments hollandais. Les débris de ces régiments furent brûlés dans les maisons du village, où l'on commit les atrocités les plus révoltantes[3] et dont le souvenir est encore vivant en Hollande[4]. La terreur

1. Voir chapitre XI, *M. de Montal.*
2. C. Rousset, I, 409.
3. *Avis fidèle aux véritables Hollandois touchant ce qui s'est passé dans les villages de Swammerdam et de Bodegrave, et les cruautés inouïes que les Français y ont exercées*, in-4°, 1673. Ce livre est accompagné de 8 grandes gravures de Romain de Hooge, qui représentent les « cruautés inouïes ». Cette publication fit un effet prodigieux en Europe.
4. Voir Knoop, *la République des Provinces-Unies en* 1672, traduction française par Booms, Bois-le-Duc, 1854, in-12.

produite par les massacres de Swammerdam fut telle, qu'à Bodegrave, les régiments hollandais chargés de défendre les retranchements qu'on y avait élevés, évacuèrent à la hâte la position, et qu'à notre arrivée il n'y avait plus personne. A Niwerbourg, il y avait un fort qui fermait la chaussée, la seule par laquelle Luxembourg pouvait revenir à Utrecht; les deux régiments qui le défendaient l'évacuèrent aussi à la hâte. Luxembourg rentra à Utrecht le 1er janvier 1673 avec 3 drapeaux et 20 pièces de canon.

Il y a quelque chose de plus odieux que les cruautés inouïes commises; ce sont les lettres écrites par Luxembourg à Louvois, à propos des « grillades » de Swammerdam. Quel homme, grand Dieu ! que ce général qui écrit sur ce ton à propos de pareils faits !

Voici deux tambours des ennemis, écrit Luxembourg, qui viennent répéter (réclamer) un colonel de grande considération parmi eux ; je le tiens en cendres à cette heure, aussi bien que plusieurs officiers que nous n'avons point et qu'on redemande, qui, je crois, ont été tués à l'entrée du village où j'en vis d'assez jolis petits tas, et consumés par les flammes qui brûlèrent aussi bien des gens cachés dans les maisons[1].

Le 7 janvier, Louvois écrivait à Condé :

On grilla tous les Hollandais qui étaient dans le village de Swammerdam, dont on ne laissa pas sortir un des maisons[2].

1. Lettre autographe du 6 janvier, publiée par M. C. Rousset, I, 411 (Archives du ministère de la guerre.)
2. Lettre publiée par M. C. Rousset, I, 411 (Archives du ministère de la guerre.)

Plus tard, le 28 avril, Luxembourg écrivait à Louvois qu'il était mort une « furieuse quantité de peuple », que les eaux avaient transporté des millions de bestiaux morts et noyés. Il ajoutait en raillant le ministre :

J'ai pensé ne vous point mander cela, pitoyable comme je vous connais, de peur de vous faire de la peine ; mais je n'ai pu m'en dispenser, parce qu'il faut dire les choses comme elles sont.

A quoi Louvois répondait sur le même ton gouailleur :

Je vous sais le plus méchant gré du monde de m'avoir si bien instruit de toutes les misères de la Hollande, parce que j'en ai été touché au dernier point ; et si j'avais ici des casuistes, je les consulterais pour savoir si je puis, en conscience, continuer à faire une charge dont l'unique objet est la désolation de mon prochain ; et s'ils me conseillaient de la quitter, je m'en retournerais à Paris. Par bonheur pour moi, il n'y en a point à la suite de l'armée[1] ; ainsi je continuerai à servir le reste de cette campagne, avec un ferme propos de me retirer à la fin, si la paix ne se fait point[2].

Un bon nombre d'officiers de notre armée, et quelques personnes de la Cour, protestaient contre toutes

1. « Louvois venait de partir avec le Roi pour l'expédition de Maëstricht : il écrivait cette lettre à Péronne ». (*Note de M. C. Rousset.*)
2. Lettre du 6 mai 1673. Ces deux lettres ont été publiées d'après les Archives du ministère de la guerre par M. C. Rousset, I, 441 et 442. — Un certain intendant, Robert, fut l'un des agents les plus impitoyables de Louvois en Hollande. (C. ROUSSET, I, 436, 455.) — La Hollande était écrasée de contributions de guerre, ordonnées par Louvois ; ce Robert était chargé de leur recouvrement.

ces iniquités. Dans sa correspondance, M. de Luxembourg les appelle de « grands coquins[1] ».

Condé, guéri de la blessure qu'il avait reçue au passage du Rhin, fut nommé au commandement en chef de l'armée de Hollande. Arrivé à Utrecht et devenu témoin des excès qui s'y commettaient sous prétexte des contributions de guerre, il les blâma, signala le désespoir de ces malheureuses populations et déclara qu'il ne savait pas s'il était de l'intérêt du Roi de continuer[2]. Louvois lui répondit le 8 mai :

Le Roi sait fort bien que les taxes qu'il a commandé à M. Robert, par des ordres réitérés, de faire sur les peuples de la Hollande, ne peuvent les avoir mis de bonne humeur ni leur faire souhaiter de rester sous sa domination ; mais S. M. a trouvé que de l'argent valait mieux que leurs bonnes grâces, et qu'outre cela, il serait fort utile de faire crier, en Hollande, tous les particuliers qui perdraient leurs biens. C'est pourquoi elle désire qu'on continue à tenir la même conduite qu'on a tenue jusqu'à présent à cet égard, et que Votre Altesse paraisse aussi méchante et aussi impitoyable à ceux qui lui viennent faire des représentations, que vous le seriez peu si vous suiviez votre naturel. S. M. juge à propos que vous continuiez à faire brûler tout le plus que vous pourrez, afin que les Hollandais ne reçoivent aucun soulagement. Quand V. A. ne ferait, dans toute la campagne, qu'obliger les Hollandais à couper leurs digues et à faire entrer la mer dans leur pays, ce serait toujours un grand avantage, puisque, deux mois après, ils seraient infailliblement réduits à faire la paix aux conditions que l'on voudrait[3].

1. C. Rousset, I, 443.
2. Lettre du 25 avril 1673.
3. C. Rousset, I, 449.

Condé, répondit le 19 mai: il fit une dernière protestation dont il faut lui savoir gré, et termina en disant: « Je vais pourtant prendre mon front d'airain, puisque vous le voulez ainsi, et être le plus impitoyable du monde[1] ».

Noyée sous les eaux, la courageuse Hollande donna un démenti à M. de Louvois. Elle ne se soumit pas; elle ne demanda pas la paix, et résista avec une incomparable énergie; elle força Louis XIV à évacuer ce sol ruiné, épuisé, mais dont le courage et la ténacité étaient inépuisables.

Une coalition se forma contre la France : Louvois et sa politique à outrance qui flattaient la « gloire » de Louis XIV en avaient réuni les éléments. L'Espagne y entra, et il fallut organiser une armée de Flandre dont le commandement fut donné à Condé, et Luxembourg redevint le général en chef de l'armée de Hollande. Louis XIV alla assiéger et prendre Maëstricht.

Pendant ce temps, Guillaume d'Orange avait refait son armée. Il alla, avec 20,000 hommes, assiéger Naerden[2]. Luxembourg fut surpris par cette brusque attaque, et bien qu'il n'eût pas plus de 10,000 hommes disponibles, il se hâta d'aller au secours de la ville; mais le colonel Dupas, qui la défendait avec 2,200 hommes, perdit la tête et « se rendit à la hollandaise », c'est-à-dire qu'il se défendit à peine et capitula au bout de quatre jours (12 septembre), bien qu'il eût des

1. C. Rousset, I, 149.
2. Sur le Zuiderzée, à l'Est d'Amsterdam.

vivres et des munitions pour un mois[1]. La prise de Naerden, le premier succès des Hollandais dans cette guerre, excita leur enthousiasme. Assaillie de tous les côtés par la coalition, la France ne pouvait envoyer les renforts nécessaires à Luxembourg. Louis XIV et Louvois prirent alors la résolution d'évacuer la Hollande moins quelques places, Grave par exemple[2], et en donnèrent l'ordre à Luxembourg (octobre).

Luxembourg rassembla à Utrecht toutes ses forces : 16,000 hommes, 300 bouches à feu, 3,000 chariots. Il n'avait pas de cavalerie. Le 15 novembre, il partit d'Utrecht et commença une belle et périlleuse retraite devant une armée de 70,000 hommes commandée par Guillaume d'Orange. Il arriva sans difficultés à Maëstricht et y laissa son artillerie. Il suivit la Meuse, sur la rive droite, et fit croire à Guillaume qu'il allait traverser l'Ardenne et rentrer en France par Sedan. L'ennemi se porta à Namur pour lui couper la retraite. Alors il rebroussa chemin, passa la Meuse, accéléra sa marche et arriva à Charleroi[3] le 6 décembre. Cette habile retraite classa Luxembourg parmi les meilleurs généraux de l'époque.

En 1674, il servit en Flandre sous les ordres de Condé et prit part à la bataille de Senef.

En 1675, lorsque, après la mort de Turenne, Condé fut envoyé en Alsace contre Montecuculli, Luxembourg

1. Dupas fut condamné par un conseil de guerre à la dégradation et à la prison perpétuelle.
2. Voir chapitre XII, *M. de Chamilly.*
3. Charleroi était alors à la France.

remplaça le prince au commandement de l'armée de Flandre et fut nommé maréchal de France (30 juillet 1675).

En 1676, il est en Flandre, où, avec le Roi, il prend part aux sièges de Condé (17 avril) et de Bouchain (2 mai). Il est ensuite envoyé en Alsace, où il fait une déplorable campagne. Il devait secourir Philipsbourg que défendait M. Dufay[1].

La ville résista pendant trois mois; mais Luxembourg, faible et hésitant, ne fit rien pour délivrer Philipsbourg, qui fut réduit à capituler. L'opinion se montra justement sévère à l'endroit du maréchal : on le poursuivit de couplets satiriques qui se chantaient et se vendaient sur le Pont-Neuf[2].

En 1677, Luxembourg suivit Louis XIV en Flandre et se trouva à la prise de Valenciennes. Il servit ensuite sous les ordres du duc d'Orléans et prit part à la bataille de Cassel. Après le départ du Roi, Luxembourg commanda l'armée de Flandre et se tint par ordre sur la défensive; mais lorsque Guillaume d'Orange vint assiéger Charleroi, défendu par M. de Montal, il marcha sérieusement, cette fois, au secours de la place et força Guillaume à lever le siège.

En 1678, Luxembourg et d'autres maréchaux sont avec le Roi aux sièges de Gand et d'Ypres. Après la prise de cette dernière ville, Louis XIV partit pour Saint-Germain, laissant le commandement de l'armée

1. Voir chapitre XV, *M. du Fay*.
2. Spanheim.

à Luxembourg. La paix fut signée, à Nimègue, le 11 août. Un courrier en avait apporté, le 14, la nouvelle au maréchal, qui était campé à Saint-Denis[1], et qui ne s'attendait pas à être attaqué, après la nouvelle qu'il venait de recevoir. Mais le prince d'Orange était opposé à la paix, et il crut qu'en livrant bataille à Luxembourg, et en remportant une victoire sur les Français, il rendrait l'exécution du traité impossible. Le 14 donc, il attaqua l'armée française. A demi surpris, car personne ne pouvait s'attendre à un acte d'aussi mauvaise foi, Luxembourg et ses soldats se battirent avec acharnement sur un terrain coupé de défilés isolés les uns des autres, qui formaient autant de champs de bataille. Furieux, nos soldats passèrent par les armes tout ennemi qui tomba entre leurs mains. Les gardes françaises se distinguèrent surtout. Le prince d'Orange fut battu, perdit plus de 4,000 hommes; mais il put se retirer sans avoir été mis en déroute. Les pertes de l'armée française furent de 940 hommes tués et 1,560 blessés.

II

Après la paix de Nimègue, le maréchal de Luxembourg se trouva compromis dans la trop célèbre affaire des poisons.

Depuis le procès de la Brinvilliers (1676), il n'était plus question que d'empoisonnements et de sorti-

1. Abbaye près de Mons.

lèges. A la fin de l'année 1678, la police avait arrêté deux femmes, la Voysin et la Vigoureux, qui vendaient philtres et poisons, et un prêtre interdit nommé Lesage, leur associé, qui se mêlait de sorcellerie. L'instruction de l'affaire fut longue et difficile; des personnages importants se trouvaient compromis: la comtesse de Soissons et la duchesse de Bouillon, nièces de Mazarin, le duc de Vendôme, le maréchal de Luxembourg, M. de Feuquières, madame le Féron, femme d'un président au parlement de Paris, etc. On établit à l'Arsenal une chambre de justice pour juger les coupables. Je n'ai à parler ici que de ce qui regarde le maréchal, accusé d'avoir demandé la mort de sa femme, celle du maréchal de Créqui, le mariage de son fils avec la fille de Louvois, de rentrer dans le duché de Montmorency confisqué sous Louis XIII, et de faire d'assez belles choses à la guerre pour faire oublier au Roi la faute qu'il avait faite à Philipsbourg[1]. On disait que Luxembourg avait voulu voir le diable, qu'il s'était donné à lui. Son intendant était son agent auprès des sorciers. Il serait difficile de comprendre comment un maréchal, duc et pair de France, ait pu se trouver mêlé à une pareille affaire, et dont le désir de gagner de l'argent était le principal mobile, si, de tout temps, de semblables faits ne se trouvaient dans l'histoire.

Le 26 janvier 1680, madame de Sévigné écrivait :

M. de Luxembourg était mercredi à Saint-Germain (où était la Cour), sans que le Roi lui fît moins bonne mine qu'à

1. C. Rousset, II, 565.

l'ordinaire. On l'avertit qu'il y avait contre lui un décret de prise de corps ; il voulut parler au Roi ; S. M. lui dit que, s'il était innocent, il n'avait qu'à s'aller mettre en prison, et qu'il avait donné de si bons juges pour examiner ces sortes d'affaires, qu'il leur en laissait toute la conduite. M. de Luxembourg pria qu'on ne l'y menât point ; et, en effet, il monta aussitôt en carrosse, et s'en vint chez le P. de la Chaise. Après avoir été une heure aux Jésuites, il fut à la Bastille.

Il y fut mis au secret et, au mois de mai, il fut relâché, mais sans être absous effectivement, et reçut l'ordre du Roi de s'éloigner de la Cour et de Paris. On brûla vives la Voysin et la Vigoureux ; l'intendant du maréchal de Luxembourg, Lesage et quelques autres furent envoyés aux galères.

Louvois fit cesser l'exil du maréchal, qui reparut à la Cour en juin 1681 ; mais son honneur avait été fortement entaché, et son retour fit scandale.

Selon que vous serez puissant ou misérable,
Les jugements de Cour vous rendront blanc ou noir.

Tout s'oublie en France, tout s'y pardonne. Les fautes de Luxembourg furent oubliées, et quelques années après on n'y pensait plus. En 1687, le Roi lui donnait le gouvernement de Champagne et de Brie ; en 1689, il le nomma chevalier de l'Ordre et, en 1690, il lui donnait le gouvernement de Normandie et le remettait à la tête d'une armée.

III

En 1690, Luxembourg recevait le commandement de l'armée de Flandre : son remerciement au Roi fut la victoire de Fleurus, remportée, le 1er juillet, sur le prince de Waldeck, général de Guillaume d'Orange, devenu Guillaume III, roi d'Angleterre.

L'armée ennemie était composée de Hollandais, d'Anglais, d'Espagnols, de Liégeois, de Suédois, d'Allemands et de Réfugiés français[1]. Les lignes de Luxembourg s'étendaient en avant de Fleurus, de Saint-Amand et de Ligny, face à l'ouest. La bataille engagée, Luxembourg manœuvra habilement. Il laissa le centre et la gauche à M. de Gournay, lieutenant général, et, avec sa droite, il tourna la gauche du prince de Waldeck. Il exécuta si vigoureusement son mouvement, qu'à un moment l'armée ennemie forma un angle très aigu[2], dont le sommet était à Saint-Brice, la droite et la gauche de l'ennemi se tournant le dos. Partout le combat fut vif. La solide infanterie hollandaise, battue, se forma en carré et se défendit jusqu'à la dernière extrémité. Waldeck perdit 8,000 hommes tués et 4,000 blessés ; on lui fit 7,800 prisonniers dont

1. Le régiment de Roque-Servière était entièrement composé de réfugiés français. (Rousset, II, 523.) — Dangeau nous apprend que 1,500 Français pris à Fleurus furent envoyés aux galères (16 juillet 1690.)

2. Un tableau du musée de Versailles, attribué à Martin, représente cette situation des deux armées.

1,200 officiers ; on lui prit 120 drapeaux et étendards, beaucoup de timbales et toute son artillerie, 49 canons sur 50. Nos pertes furent assez graves : le régiment de Champagne eut presque tous ses officiers tués ou blessés. Nous eûmes 4 à 5,000 hommes tués ou blessés. Parmi les morts on comptait MM. de Gournay et du Metz[1].

Cette victoire si complète n'eut cependant aucun résultat. On accusa Luxembourg de ne savoir pas profiter d'un pareil succès : il est certain que Louis XIV, probablement sur l'avis de M. de Chamlay, lui ordonna de se tenir sur la défensive[2].

En 1691, Luxembourg, toujours commandant en chef de l'armée de Flandre, fut chargé, en mars et avril, de couvrir le siège de Mons, que faisait Louis XIV, contre le prince d'Orange. Après la prise de la ville (9 avril), il exécuta, sur l'ordre de Louvois, de cruels ravages dans les Pays-Bas espagnols. Au mois de mai, il détruisit, à coups de canon, la ville de Hal qui couvrait Bruxelles, et ce, en présence de Guillaume qui n'osa pas s'y opposer. Le 19 septembre de cette année, il attaqua à l'improviste la cavalerie du prince de Waldeck, à Leuze[3]. Cette cavalerie formait l'arrière-garde de l'armée ennemie. Luxembourg avait avec lui 28 escadrons ; mais ces escadrons se composaient de la Maison du Roi et de la Gendarmerie[4], admirables troupes avec

1. Voir chapitre VIII, *M. du Metz.*
2. C. Rousset, IV, 415 et pages suivantes.
3. A l'est de Tournai.
4. Gardes du corps (les 4 compagnies), grenadiers à cheval, chevau-légers du Roi, gendarmes du Roi, gendarmerie, dragons de Mérinville. (Dangeau, III, 407.)

lesquelles on pouvait tout entreprendre et tout obtenir. Waldeck avait 78 escadrons, qu'il avait disposés sur six lignes appuyées à gauche par cinq bataillons. Luxembourg attaqua l'ennemi à l'arme blanche et le chargea six fois. A chaque charge la cavalerie de Waldeck fut renversée, et à la fin mise en pleine déroute.

Racine écrivit à son fils : « La Maison du Roi a fait des choses incroyables, n'ayant jamais chargé qu'à coups d'épée les ennemis qui étaient toujours plus de trois contre un. On dit que chaque cavalier est revenu avec son épée sanglante jusqu'à la garde ». La Maison du Roi revint aussi avec 36 étendards ; elle avait tué 3,000 hommes, elle en avait blessé 2,000, tous à coups d'épée[1] ; elle ramenait aussi 500 prisonniers, dont 80 officiers. Mais cette victoire lui avait coûté 8 ou 900 hommes.

« Dans le temps de la première charge un garde du prince d'Orange ayant reconnu M. de Luxembourg, vint à toutes jambes le pistolet à la main et l'épée pendue à son bras, et s'approcha pour tuer ce général qui avait dix ou douze personnes avec lui ; mais il détourna le pistolet avec sa canne et en donna quelques coups au garde[2] ».

En 1692, Luxembourg avec l'armée de Flandre couvrit le siège de Namur fait par le Roi, qui prit la ville, le 5 juin, et le château, le 30, et retourna à Versailles

1. Les cavaliers avaient alors, comme on le voit sur les tableaux du temps, une épée très courte.

2. QUINCY, *Histoire militaire de Louis XIV*.

après avoir recommandé à Luxembourg de se tenir sur la défensive à cause des fatigues que le soldat avait endurées pendant le siège. Luxembourg obéit et alla camper dans la plaine d'Enghien, sa droite à Steinkerque[1], sa gauche à Hérines. Il y fut surpris, le 3 août, par Guillaume d'Orange. Luxembourg crut d'abord à un grand fourrage tenté par Guillaume, tandis que celui-ci s'avançait avec toute son armée; mais heureusement pour nous avec trop de circonspection. Sans cette extrême prudence, il eût probablement gagné la bataille, en ne laissant pas à Luxembourg le temps de former son armée. La sécurité de Luxembourg venait d'un avis transmis par son espion ordinaire, qui ne l'avait jamais induit en erreur, mais qui, découvert, avait été forcé de lui annoncer de la manière accoutumée, la nouvelle de ce prétendu fourrage.

L'affaire commença d'une manière désavantageuse pour Luxembourg, dont l'artillerie n'était pas arrivée, et dont l'infanterie n'était armée que de mousquets à mèche, arme bien inférieure aux fusils de l'ennemi[2]. L'infanterie était massée sur six lignes faute d'espace, et la cavalerie ne pouvait agir sur un terrain coupé de fossés, de haies et de maisons. Il fallut donc livrer une bataille d'infanterie, ce dont Luxembourg s'excusa auprès de Louis XIV[3]; mais la bataille de Steinkerque

1. Village à 26 kilomètres au nord-est de Mons.
2. Aussi toutes les fois qu'ils le purent faire, nos soldats jetèrent leurs mousquets pour prendre les fusils de l'ennemi.
3. Voir dans le *journal de Dangeau* le début de la relation de la bataille par le maréchal, IV, 141.

donna à l'infanterie une importance qu'elle n'avait pas encore, car ce fut elle seule qui remporta la victoire, et à l'arme blanche, deux mois avant les charges à la baïonnette de la Marsaille. Nos trois premières lignes d'infanterie pliaient sous le feu de l'adversaire, lorsque Luxembourg ordonna à la brigade des Gardes, commandée par M. d'Avejean[1], de charger à l'épée et à la pique. Cette furieuse charge enfonça l'ennemi. L'arrivée de M. de Boufflers acheva de dégager Luxembourg et nous assura la victoire. N'oublions pas de parler du duc de Vendôme, dont la bravoure éclatante contribua au succès. L'ennemi perdit 10,000 hommes tués ou blessés, 10 canons et 9 drapeaux. Nos pertes s'élevèrent à environ 7,000 hommes.

La victoire de Steinkerque excita à Paris un enthousiasme extraordinaire. A la Cour, quelques envieux ne manquèrent pas de dire que Luxembourg s'était laissé surprendre. « Qu'aurait-il donc fait de plus, s'il n'avait pas été surpris? » leur répondit Louis XIV. Cette victoire n'eut, comme celle de Fleurus, aucun résultat.

1693. Louis XIV se proposait, cette année, de prendre Liège. Il était arrivé au Quesnoy, le 25 mai, « avec les dames »; mais là il fut pris d'un catarrhe, et la faculté lui ordonna un repos de huit jours. Au lieu d'investir Liège en l'absence du Roi, on attendit le rétablissement de sa santé; mais Guillaume d'Orange profita de ce délai pour jeter 15,000 hommes dans Liège, ce qui empêcha le siège, puis il se retira, avec

1. Voir le chapitre consacré à M. d'Avejean.

50,000 hommes, dans un camp retranché, près de l'abbaye du Park, aux environs de Louvain. De là il couvrait Bruxelles. Sa position cependant était fort dangereuse, devant les 110,000 hommes dont le Roi et Luxembourg disposaient. Toute l'armée attendait une bataille, qui aurait eu à coup sûr de grands résultats, la conquête des Pays-Bas et probablement la paix. Cependant Louis XIV ne voulut pas combattre, malgré les supplications de Luxembourg. Cédant à de mesquines raisons de santé, de vapeurs, d'étourdissements, et aux prières de madame de Maintenon, il partit pour Versailles (8 juin). Toute l'armée blâma ce départ, et l'Europe se moqua de lui, l'appelant un roi de théâtre. Dès lors Louis XIV ne reparut plus à l'armée. Pour compléter cette faute impardonnable, Louis XIV envoya inutilement une partie de l'armée en Allemagne.

Il restait à Luxembourg 80,000 hommes; mais il n'osa pas attaquer le camp de Guillaume et chercha à l'en faire sortir. Il alla investir et prendre Huy en cinq jours (19-24 juillet) et marcha sur Liège. Guillaume quitta alors le camp du Park, s'approcha de Liège, y jeta encore 5,000 hommes et chercha à revenir à son camp. Mais il fut attaqué par Luxembourg, qui avait fait avec rapidité une marche savamment combinée.

La bataille s'engagea le 29 juillet à Nerwinde[1]. Guillaume avait environ 50,000 hommes; Luxembourg, 75,000. Guillaume était posté entre le village de Nerwinde et la Petite-Ghète, à sa droite, le village de

1. Sur la route de Liège à Louvain.

Neerlanden et le ruisseau de Landen[1], à sa gauche. Tout son front était couvert de retranchements, qui avaient été faits avec une prodigieuse activité, et défendus par plus de 100 pièces de canon. Nerwinde était aussi entouré de retranchements. Ce village et Neerlanden étaient défendus par des abattis d'arbres. Les abords de la position étaient protégés par les accidents du terrain très mouvementé, par des haies et des fossés. « L'ennemi était retranché dans son camp comme dans une citadelle[2] ».

Luxembourg avait sa droite aux villages de Dormal et de Bastangen; sa gauche était devant Nerwinde[3]. Le village de Neerlanden étant jugé inattaquable, tout l'effort du maréchal se porta à gauche sur Nerwinde. La cavalerie était au centre et resta immobile pendant plus de quatre heures sous le feu de l'artillerie ennemie. On fit une fausse attaque sur Neerlanden.

Nerwinde fut encore, comme Steinkerque, une bataille d'infanterie. Le village de Nerwinde fut le théâtre d'un combat acharné; il fut deux fois pris et perdu. En vain Luxembourg, le chapeau à la main, criait aux soldats de se souvenir de la gloire de la France; il lui fallut lancer les Gardes françaises qui s'emparèrent du village encore à la baïonnette[4], et ouvrirent le chemin à la cavalerie. Après un rude combat, longtemps dis-

1. Affluent de la Petite-Ghète.
2. Perrault.
3. Un tableau du musée de Versailles, attribué à Martin, représente très exactement le terrain et la bataille.
4. Baïonnette à manche, se fourrant dans le canon du mousquet.

puté, la Maison du Roi et les autres régiments mirent en fuite la cavalerie ennemie, et le champ de bataille nous resta. « Ce fut à la tête du régiment français[1] de Ruvigny que le prince d'Orange chargea nos escadrons, en renversa quelques-uns, et enfin fut renversé lui-même[2] ».

Pendant la bataille, Guillaume, inquiet de cette cavalerie qui ne bronchait pas sous le feu de ses canons, vint aux batteries et accusa ses canonniers de mal pointer. Quand il eut vu l'effet de ses canons et les escadrons ne remuer « que pour resserrer les rangs à mesure que les files étaient emportées », il laissa échapper ce cri de colère : « Oh ! l'insolente nation ! »

Guillaume perdit à Nerwinde : 12,000 hommes tués ou noyés dans la Ghète pendant la déroute, 2,000 prisonniers, 84 canons ou mortiers, 80 drapeaux ou étendards.

Luxembourg ne tira aucun parti de la victoire : il semble cependant qu'il pouvait s'emparer de Bruxelles. Il laissa Guillaume y reformer tranquillement son armée, et se contenta de lever des contributions sur le pays de Liège. Le 9 septembre, il alla assiéger Charleroi, place importante, il est vrai, mais dont la prise (11 octobre) n'était pas un résultat digne de la victoire de Nerwinde.

On lit dans le journal de Dangeau[3] :

1. Composé de réfugiés de l'édit de Nantes.
2. Lettres de Racine à Boileau, Marly, le 6 août 1693.
3. Tome IV, page 331. — 1er août, à Marly.

Artagnan, major des Gardes, est arrivé ici avant le lever du Roi; il a rendu compte à S. M. d'un grand combat que nous avons donné et gagné en Flandre, mercredi 29 du mois passé. M. de Luxembourg n'écrit que quatre mots au Roi sur un méchant morceau de papier; voici à peu près sa lettre : « Artagnan, qui a vu aussi bien que personne l'action qui s'est passée aujourd'hui, en rendra un bon compte à V. M. Vos ennemis y ont fait des merveilles, mais vos troupes y ont fait encore mieux. Je ne saurais assez les louer en général et en particulier. Pour moi, Sire, je n'ai d'autre mérite que celui d'avoir exécuté les ordres que vous m'aviez donnés de prendre Huy et de donner bataille au prince d'Orange.

Louis XIV lui répondit :

Mon Cousin, Artagnan m'a rendu votre billet et un très bon compte de ce qui s'est passé à la bataille que vous avez gagnée. Il y a plaisir d'ordonner quand on obéit comme vous faites dans des choses d'aussi grande conséquence. Ma joie ne saurait être parfaite ayant perdu autant de gens que nous avons fait. J'attends le détail avec impatience et ce que vous croyez pouvoir entreprendre après un aussi grand événement. Il n'y a rien de plus glorieux pour la nation et pour vous que ce qui s'est passé. Je crains seulement que la perte soit grande et qu'elle vous empêche d'exécuter ce que nous voudrions. *Profitons de notre avantage, si nous pouvons*, et faisons voir en tout la supériorité que nous avons sur tant d'ennemis assemblés contre nous.

Je m'assure que vous n'aurez pas manqué d'avancer, si vous avez pu, pour faire connaître à tout le monde le gain entier du combat, pour ôter au prince d'Orange sa réputation, qu'il voudra par quelque subtil discours soutenir, et pour profiter de la terreur qu'une aussi grande action et aussi fâcheuse pour les ennemis doit avoir mise dans les troupes et dans le pays. Au surplus, j'attends de vos nou-

velles devant que de parler sur ce que l'on pourrait faire. Je renverrai Artagnan instruit de mes intentions, quand je saurai vos pensées et le véritable état des choses[1].

Les drapeaux pris à Nerwinde furent portés, suivant l'usage, à N.-D. de Paris, où l'on chanta le *Te Deum*. Le jour de la cérémonie, la foule obstruait le passage, et le maréchal de Luxembourg ne pouvait avancer. Le prince de Conty, qui l'accompagnait, s'écria : « Mais laissez donc passer le tapissier de Notre-Dame ! »

1694. L'armée de Flandre fut commandée cette année par le Dauphin sous la haute direction de Luxembourg. L'ordre général était de se tenir sur la défensive, et cependant de ne pas laisser échapper un succès s'il se présentait. Louis XIV écrivait à Luxembourg, le 11 juillet : « Je souhaite que vous fassiez parler de vous à l'ordinaire, et que mon fils profite de votre savoir faire et de votre bonheur pour acquérir quelque gloire ».

Luxembourg répondit au billet du Roi par une belle manœuvre, la marche sur l'Escaut. Après divers engagements avec les Français, dans la vallée de la Meuse, Guillaume d'Orange résolut de se porter sur l'Escaut, et d'arriver avant Luxembourg, afin d'assiéger Dunkerque, déjà bloqué par la flotte anglo-hollandaise. Luxembourg était au camp de Vignamont, sur la Meuse, vis-à-vis de Huy. Guillaume envoya un corps de troupes à Espierres sur l'Escaut[2], où nous n'avions

1. Archives du ministère de la guerre. — Louis XIV, au premier moment, voulait donc que l'on profitât de la victoire et que l'on fît quelque chose. A-t-il changé d'avis plus tard ?
2. Village de Belgique, province de Courtray.

que 15 bataillons, 9 régiments de cavalerie et 2 de dragons, protégés par une ligne de retranchements, pour défendre cet important passage et couvrir nos villes de la Flandre maritime. Guillaume n'avait que 80 kilomètres à franchir pour arriver. Sans hésiter, Luxembourg se mit en marche, sa cavalerie en tête; il passa la Meuse, franchit la Sambre, passa l'Escaut à Condé, traversa la Scarpe à Mortagne, arriva à Tournai, descendit l'Escaut, dépassa Espierres et vint prendre position à Bossut sur l'Escaut (24 août). Après avoir fait 170 kilomètres en quatre jours, Luxembourg occupait la rive gauche de l'Escaut quelques heures avant que les premières troupes de Guillaume arrivassent sur ce cours d'eau. Surpris de trouver l'armée française sur l'Escaut, prête à lui en disputer le passage, Guillaume se retira d'abord à Oudenarde, puis sur la Lys et manqua sa campagne.

Ce fut le dernier succès du maréchal : il mourut le 4 janvier 1695, d'une fausse pleurésie. Louis XIV remplaça Luxembourg par Villeroi ! Tel fut le successeur de ce brillant général d'élan, habile à manier de grandes masses sur les champs de bataille, et qui avait été le meilleur élève de Condé.

Saint-Simon a laissé de Luxembourg le portrait suivant :

Un grand nom, qui, dans les commencements de la vie du jeune Bouteville, brillait encore de la mémoire de cette branche illustre des connétables[1] et de l'amour que la prin-

1. De Montmorency.

cesse douairière de Condé portait à son nom, beaucoup de valeur, une ambition que rien ne contraignit, de l'esprit, mais un esprit d'intrigue, de débauche et du grand monde, lui fit surmonter le désagrément d'une figure d'abord fort rebutante ; mais ce qui ne se peut comprendre de qui ne l'a point vu, une figure à laquelle on s'accoutumait, et qui, malgré une bosse médiocre par devant, mais très grosse et fort pointue par derrière, avec tout le reste de l'accompagnement ordinaire des bossus, avait un feu, une noblesse et des grâces naturelles, et qui brillaient dans ses plus simples actions.

Luxembourg avait de vives reparties : je n'en citerai qu'une, sa réponse à une impertinence du prince d'Orange : « Je ne pourrai donc jamais battre ce bossu-là, avait-il dit. — Bossu ! s'écria Luxembourg, quand on lui répéta cette sottise, qu'en sait-il ? il ne m'a jamais vu par derrière ».

XXI

CATINAT

MARÉCHAL DE FRANCE.

Bataille de Staffarde (1690)

Nicolas de Catinat naquit à Paris le 1er septembre 1637. Il était le fils d'un conseiller au parlement de Paris et fut d'abord avocat ; mais, ayant perdu sa pre-

mière cause, il se dégoûta de ce triste métier et se fit soldat (1660). Il débuta comme cornette de cavalerie, et, dans une revue, le maréchal de la Ferté le cassa parce qu'il était le fils d'un homme de robe. Le père du maréchal avait un procès au parlement : il craignit, non sans raison, que le fait brutal commis par son fils n'indisposât les magistrats contre lui, et il fit rendre à Catinat la charge dont il avait été exclu. En 1665, Catinat devint aide de camp des armées du Roi, c'est-à-dire officier d'état-major, et lieutenant de chevau-légers en 1666. L'année suivante, au siège de Lille, il se fit remarquer par Louis XIV, qui lui donna une lieutenance aux Gardes, et, en 1670, il fut nommé capitaine aux Gardes.

Catinat fit partie de l'armée de Hollande en 1672. Il prit part, en 1673, au siège de Maëstricht, en 1674, à la prise de Besançon et de Dôle, et à la bataille de Senef, où il fut blessé. Le prince de Condé lui écrivit, à l'occasion de sa blessure : « Personne ne prend plus de part à votre blessure que moi; il y a si peu de gens faits comme vous, qu'on perd trop quand on les perd ». En 1674 et 1675, il fait les campagnes d'Alsace sous le maréchal de Turenne. L'année suivante, il est fait brigadier par Louvois, qui a distingué son mérite, et est nommé major général de l'armée de la Moselle commandée par le maréchal de Rochefort [1]. En 1677, Catinat est à la prise de Valenciennes et de Cambrai; en 1778, à la prise de Gand et d'Ypres.

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, II, 206.

Le 16 août 1681, le Roi nomme Catinat maréchal de camp et l'envoie en Italie négocier avec le duc de Mantoue au sujet de l'importante ville de Casal, qu'il occupa de concert avec M. de Boufflers et dont il devint gouverneur. En 1686, Catinat fut chargé de faire la guerre aux Vaudois ou Barbets, hérétiques vivant retirés dans quelques vallées sauvages des Alpes piémontaises, restes de ces Vaudois de Provence, si odieusement massacrés sous François I[er] (1545). Catinat leur fit une guerre acharnée et les détruisit sans pitié, heureux de mériter ainsi l'approbation de Louvois, son protecteur[1]. Les détails cruels de cette expédition forment une ombre grave et triste dans le portrait du général philosophe que l'on se plaît volontiers à tracer.

En 1687, Catinat est nommé gouverneur de Luxembourg. Le 24 août 1688, il est fait lieutenant général et Louis XIV l'envoie avec Vauban diriger le Dauphin qui assiège Philipsbourg.

En 1690, le duc de Savoie, Victor-Amédée, notre allié, commençait à donner de légitimes soupçons sur sa fidélité : aussi, Louis XIV, sous prétexte de détruire ce qui restait encore des Vaudois dans les Alpes, envoya Catinat en Italie, avec l'ordre de se tenir prêt à marcher sur Turin au premier avis[2]. En effet, Victor-Amédée ne tarda pas à se déclarer contre nous et mit la citadelle de Turin en état de défense. Catinat le laissa faire et continua la campagne contre les Barbets,

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, IV, 5-28.
2. *Ibidem*, t. IV, p. 293 et suivantes.

qui répondaient par des atrocités sans nom à la guerre féroce qu'on leur faisait[1]. Louvois, mécontent, et à juste titre, de l'inaction de Catinat, lui écrivit :

Je ne puis m'empêcher de vous dire que quand on prend autant de part que je fais à ce qui vous touche, l'on est au désespoir de lire au Roi des lettres comme celles que vous écrivez. En vérité, votre conduite est si opposée à tout ce qui vous a été mandé des intentions du Roi et au bon sens, que je ne sais qu'en dire à S. M. pour vous excuser. Vous restez comme endormi, sans aucune action, pendant que M. le duc de Savoie fait prendre les armes à ses peuples de tous côtés, munit la citadelle de Turin, et fortifie les montagnes qui sont aux environs. Vous pourrez par cette conduite réussir à faire de la meilleure affaire qui pût arriver au Roi, la plus mauvaise. Je ne vous dis point combien vous avez intérêt à sortir de la léthargie où vous êtes tombé, parce qu'il me semble que je n'ai rien oublié pour vous faire connaître combien ce que vous avez fait est contraire au service du Roi et capable de ruiner votre fortune.

N'est-ce pas déjà le général hésitant et inactif que nous retrouverons en 1702 ?

Enfin, après bien des négociations et du temps perdu pour nous et gagné par Victor-Amédée, la guerre éclata au mois d'août. M. de Savoie avait rompu la paix en faisant arrêter l'ambassadeur de France à Turin et les Français qui étaient dans la ville, et après avoir mis en liberté tous les Vaudois qui se trouvaient dans ses prisons pour les jeter, dans les Alpes, sur les der-

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, IV, 336.

rières de l'armée de Catinat. Il souleva aussi les paysans du Piémont, qui nous firent une guerre de partisans assez sérieuse.

L'armée du duc de Savoie était composée de Piémontais et d'Espagnols venus du Milanais. Catinat, sorti de sa léthargie, l'attaqua, le 17 août 1690, et la battit à Staffarde[1]. L'affaire fut habilement menée par Catinat, aidé de ses lieutenants, MM. de Feuquières, de Médavy et de Saint-Sylvestre, et secondé par la valeur de ses soldats. « La plupart de toutes ces charges d'infanterie, écrit-il à Louvois, se sont faites l'épée à la main, après avoir tiré ». L'ennemi perdit dans cette défaite plus de 4,000 morts ou blessés, 1,500 prisonniers, 5 drapeaux, 11 canons sur les 12 pièces qui composaient son artillerie, beaucoup de munitions et de bagages. Le prince Eugène de Savoie servait déjà dans l'armée de son cousin, et s'il n'avait su couvrir la retraite avec quelques escadrons, l'armée de Victor-Amédée eût été presque complètement détruite. La victoire nous avait coûté environ 2,000 hommes tués ou blessés.

Louis XIV et Louvois firent au vainqueur les plus vifs éloges : Louvois espérait que cette victoire aurait des résultats. « Il est difficile, lui écrivait Louvois, que S. M. puisse vous prescrire ce que vous devez faire pour profiter de la victoire, mais S. M. a une telle opinion de vous, qu'elle est persuadée que vous aurez tout fait pour le mieux ». Mais les maladies réduisirent

1. Au sud-est de Pignerol, près du Pô supérieur.

à tel point les effectifs, que Catinat ne put que s'emparer de quelques petites villes et de Suze. On fit cependant occuper par les milices toute la Savoie, où il ne resta plus à prendre que la forte place de Montmélian.

1691. Catinat s'empara, cette année, de Villefranche et de Nice. Cette place célèbre tomba en son pouvoir le 26 mars, et le château, le 3 avril. La Provence était ainsi mise à l'abri de l'invasion. Catinat s'empara ensuite de Veillane, Rivoli, Carmagnole; mais ses lieutenants, MM. de Bulonde et de Feuquières, échouèrent devant Coni (22-28 juin). Pendant l'hiver, Catinat prit Montmélian (novembre-décembre); la Savoie était à nous tout entière et, avec Nice, nous avions toute notre frontière des Alpes.

1692. Cette année, par le fait de l'insuffisance de ses forces, Catinat fut obligé de se tenir sur la défensive; il devait seulement couvrir Pignerol et Suze. Avec les secours que lui avaient envoyés ses alliés, Victor-Amédée disposait au contraire de 60,000 hommes. Il en fit entrer 30,000 dans le Dauphiné, les uns par le col de l'Argentière, les autres, à la tête desquels il s'était mis, par le col de Var[1]. Il vint assiéger Embrun (5 août). Le passage des troupes ennemies dans ces défilés fut facilité par les Barbets, qui se vengeaient ainsi des Français. Embrun pris, le 19 août, Victor-Amédée entra dans Gap et brûla la ville; tous les environs furent

1. Ce col débouche dans la vallée du Guil, torrent qui passe à Queyras et se jette dans la Durance. — Le col de l'Argentière débouche dans la vallée de Barcelonnette.

pillés et incendiés en représailles de la dévastation du Palatinat. M. de Savoie fit appel aux protestants convertis du Dauphiné; mais ils furent contenus par les milices; il appela aussi le peuple à la révolte, mais sans succès.

Pendant ce temps, Catinat était venu prendre position à Pallons sur la Durance, au-dessus d'Embrun; de là il menaçait les derrières de l'ennemi. Victor-Amédée fut atteint de la petite vérole, et sa maladie arrêta la marche de son armée. La population se soulevait de tous côtés contre l'invasion. Une jeune héroïne, mademoiselle de la Tour du Pin, organisa dans ce pays de montagnes une guerre de partisans qui ne laissa ni trêve ni repos à l'ennemi. Enfin, n'osant plus avancer, M. de Savoie partit d'Embrun le 16 septembre et rentra dans le Piémont, se contentant des ravages commis en France et de l'occupation du col de l'Argentière pour résultats de sa campagne.

1693. Après la retraite du duc de Savoie, Louis XIV donna le bâton de maréchal à Catinat (27 mars) et le nomma chevalier de Saint-Louis.

Victor-Amédée reprit cette année l'offensive sur les Alpes et assiégea Pignerol, qui se défendit pendant deux mois. Catinat reçut enfin des renforts, la gendarmerie notamment, « l'invincible cavalerie », comme on l'appelait. Jusque-là, il s'était tenu dans les Alpes pour en défendre les passages; il descendit alors dans la plaine du Piémont et alla ravager les environs de Turin et brûler la Vénerie, belle maison de campagne de Victor-Amédée, afin de venger la dévastation du haut

Dauphiné. Le 4 octobre, Catinat livra à Victor-Amédée la bataille de la Marsaille[1].

Le maréchal de Catinat, avant la bataille, avait donné l'ordre suivant à ses troupes :

MM. les brigadiers auront soin de faire un peu de halte en entrant dans la plaine qui est devant nous, pour se redresser, et observeront de ne point déborder la ligne, afin que tous les bataillons puissent charger ensemble. Ils ordonneront dans leurs brigades que les bataillons mettent la baïonnette au bout du fusil et ne tirent pas un coup.

Les compagnies de grenadiers seront sur la droite des bataillons, et le piquet sur la gauche, lesquels on fera tirer, selon que les commandants de bataillon le jugeront à propos, et tout le bataillon marchera en même temps pour entrer dans celui de l'ennemi qui lui sera opposé, s'il l'attend sans se rompre.

En cas que le bataillon ennemi se rompe avant que le nôtre l'ait chargé, il faut le suivre avec un grand ordre sans se rompre[2].

On lit dans l'histoire militaire de Louis XIV par M. de Quincy la relation suivante de la bataille.

M. de Catinat, s'étant mis à la tête de l'aile droite, fit avertir M. le duc de Vendôme[3] et tous les officiers généraux qui étaient à la gauche, qu'il allait faire charger. Toute la ligne, s'étant ébranlée en même temps, marcha dans un si bel ordre et avec tant de fierté, qu'elle enfonça tout ce qu'elle trouva devant elle.

1. Marsaglia ou la Marsaille, près du haut Tanaro, au nord-est de Mondovi.

2. *Mémoires militaires de Louis XIV*, publiés par le général Grimoard, IV, 415.

3. Le duc de Vendôme se distingua tout particulièrement à la Marsaille, à la gauche surtout.

La droite de l'armée du Roi tomba sur le flanc gauche de celle des ennemis, et la fit plier. En même temps toute la ligne les chargea de face et les renversa les uns sur les autres. Pendant ce temps-là la droite de l'armée ennemie marcha sur la gauche de celle de France qu'ils débordaient, et la fit plier ; mais la gauche de la seconde ligne, que commandait M. le grand-prieur[1], les chargea si à propos et les renversa de telle sorte, que les deux armées se trouvèrent mêlées.

On connut, par la résistance que firent les troupes que les ennemis avaient opposées à notre gauche et qui vinrent plusieurs fois à la charge, qu'on avait fait un coup capital en y faisant passer la gendarmerie, qui y fit tout ce qu'on peut attendre d'un corps de cette réputation. Il est vrai que cette gauche fut d'abord repoussée avec quelque perte ; mais la gendarmerie, ayant fait ensuite plier leur aile droite, attaqua par le flanc et par derrière leur infanterie, qui n'avait plus de cavalerie à leur gauche, parce qu'elle était engagée avec la nôtre qui l'attaquait vivement. Cette manœuvre décida l'affaire. Elle dura quatre heures et demie, qui ne furent employées qu'à tuer. La victoire, dès le commencement du combat, s'était déclarée pour nous ; les charges des troupes du Roi furent si vives, qu'elles renversèrent tout ce qui leur était opposé, de sorte que l'infanterie des ennemis fut presque entièrement ruinée.

Notre artillerie fut servie en perfection par M. de Cray, qui lui fit toujours suivre les troupes. Le prince Eugène de Savoie commandait dans l'armée de M. de Savoie un corps d'Anglais et d'Allemands. On fit peu de quartier à ces Allemands, qui avaient menacé de n'en point faire aux Français[2]. La victoire fut complète :

1. Frère du duc de Vendôme.
2. DANGEAU, IV, 375.

l'ennemi perdit 8,000 hommes tués sur la place[1], 2,000 prisonniers, toute son artillerie (32 pièces), 105 drapeaux ou étendards. Catinat fit donner, avec la permission du Roi, 4 pistoles (200 fr.) par drapeau, à ceux qui les avaient pris[2]. « On raconte que Catinat, le soir, s'étant endormi sous une tente improvisée, se trouva au réveil entouré de tous ces drapeaux, que les soldats avaient plantés en manière de trophée pour décorer son triomphe[3] ».

On a dit, à propos de la grande charge à la baïonnette faite par l'infanterie à la Marsaille, que Catinat aura toujours l'honneur d'avoir donné le premier cet ordre si français et qu'il en fut récompensé par la victoire[4]. Ainsi exposé le fait n'est pas exact. Que l'infanterie charge à la baïonnette à manche ou à douille, à l'épée, au sabre et à la pique, c'est toujours une charge à l'arme blanche : l'acier, sous un nom ou un autre, sous une forme ou une autre, est toujours l'acier. Forme et nom importent peu à nos soldats qui le plantent dans le ventre ou dans le dos de l'ennemi, et à l'ennemi qui reçoit le coup. Or, en étudiant avec soin l'histoire des charges à l'arme blanche exécutées par nos fantassins, on en trouve déjà : au combat de Veillane gagné par le duc de Montmorency en 1630; elles furent exécutées par le régiment des Gardes et le régiment de Ram-

1. Nos pertes s'élevèrent à environ 2,000 hommes tués ou blessés.
2. Dangeau, IV, 427.
3. Sainte-Beuve, *Nouveaux Lundis*, VIII, 466.
4. *Ibidem*, VIII, 465.

bures; — à la bataille d'Avein (1635); — à la bataille de l'île de Sainte-Marguerite, gagnée par le comte d'Harcourt (1637); — à la bataille de Kempen, gagnée par Guébriant (1642); — à Lérida (1642), où notre infanterie repoussa la cavalerie espagnole après avoir résisté à son choc. Très fréquentes sous Louis XIII, les charges de l'infanterie me paraissent avoir cessé, ou avoir été moins souvent ordonnées jusqu'à Luxembourg et Catinat qui les reprennent : à Staffarde (1690), à Steinkerque (1692), à Nerwinde et à la Marsaille (1693).

Après avoir reçu la nouvelle de la victoire, le 9 octobre, Louis XIV écrivit à Catinat, le lendemain :

Mon cousin, le marquis de Clérembault m'a rendu, hier au soir à dix heures et un quart, la lettre que vous m'avez écrite, par laquelle vous me donnez part du gain de la bataille de la Marsaille en Piémont. Je ne m'arrêterai point ici à vous marquer la satisfaction singulière que j'ai de ce que vous venez de faire, me remettant à le faire une autre fois. Je vous dirai seulement qu'elle est proportionnée au service important que vous venez de me rendre, et dont je connais parfaitement toute l'étendue. Il s'agit d'examiner présentement le fruit que nous pourrons tirer de cette victoire complète par rapport à l'avancement de la paix ou à la continuation de la guerre avec plus de supériorité et d'avantage que nous n'avons fait jusques à présent dans ce pays-là, non point par votre faute, mais par la disposition des affaires et du pays, qui ont fourni de tous côtés des difficultés presque invincibles.

Vous savez mieux que personne que le prix et le mérite de toutes les victoires en général consistent autant dans les succès et dans les avantages qu'elles procurent dans la suite que dans l'action même. Ainsi je n'aurai pas de peine à vous persuader qu'il est non-seulement nécessaire de faire

quelque chose après le gain des batailles données en toutes sortes de pays, mais encore qu'il est plus important d'en user ainsi dans celui où vous êtes, puisque de là dépend le rétablissement de la paix d'Italie et peut-être même celle de toute l'Europe[1].

Le Roi proposait ensuite à Catinat d'assiéger Coni.

Catinat, faute d'argent et de bien d'autres ressources, et probablement aussi par la nature de son esprit, resta sur la défensive et ne tira aucun profit de la bataille si complète qu'il avait gagnée. Il resta encore sur la défensive en 1694; mais il faudrait savoir si le Roi lui donnait tout ce qui était réellement nécessaire pour prendre l'offensive et réussir. Catinat, peu disposé naturellement à l'offensive, ne cessait de se plaindre de manquer de tout : Louis XIV se fatigua de cette résistance, et Barbezieux[2] écrivit au maréchal, le 22 décembre 1694 :

Par toutes les lettres que le Roi reçoit de vous, il lui paraît que vous faites beaucoup de difficultés sur l'entrée de l'armée de S. M. en Italie, et elle estime par tout ce que vous lui mettez devant les yeux sur cela que votre goût n'est point de faire une guerre offensive. Rien n'est cependant plus du sien, et S. M. est persuadée qu'il convient tout à fait à son service de faire entrer son armée en Piémont la campagne prochaine... Vous devez avoir reçu une lettre de S. M. par laquelle elle vous mande que, voulant absolument que son armée entre en Piémont la campagne prochaine, elle ne vous rendra en aucune façon responsable des événements de la

1. DANGEAU, IV, 374.
2. Fils et successeur de Louvois.

campagne, et c'est ce qu'elle m'a encore ordonné de vous confirmer... Comme je crois que vous voulez bien me compter au nombre de vos amis, j'ai cru ne pouvoir vous donner une plus grande marque que j'en suis que de vous avertir pour vous seul, s'il vous plaît, que S. M. est persuadée que si votre goût n'était point aheurté[1] à une guerre défensive, il ne se trouverait peut-être pas tant de difficultés à en faire une offensive cette année : ainsi, quoique je ne sois pas capable de vous donner des conseils, cependant je crois devoir vous donner celui de renouveler de soins et d'attentions pour essayer de rendre facile, par l'avancement de la voiture[2] des farines, une chose que le Roi désire si ardemment[3].

Malgré tout, Catinat « s'aheurta » à ne faire en 1695 qu'une guerre défensive; enfin, en 1696, il signa la paix avec le duc de Savoie.

En 1697, Catinat passa à l'armée de Flandre, où avec Vauban, son ami, il assiégea et prit Ath (5 juin).

Lorsque la guerre de la succession d'Espagne commença, Catinat fut envoyé en Italie (1701), où nous avions pour allié plus que douteux le duc de Savoie, qui était déjà en relations avec l'Empereur et prêt à faire défection. La république de Venise ne faisait res pecter sa neutralité qu'aux Français. Dans ces conditions, la juste méfiance de Catinat, qui avait pénétré les desseins du duc de Savoie, dont il connaissait de longue date la perfidie, augmenta sa prudence ordinaire, sa circonspection, ses hésitations, de tout temps

1. Opiniâtré, obstiné.
2. Du transport.
3. Lettre citée par SAINTE-BEUVE, *loc. cit.*, p. 471.

si grandes, et il ne fit plus rien. Le prince Eugène, général de l'Empereur, devait descendre du Tyrol et passer l'Adige pour entrer dans le Milanais et s'emparer de ce pays. Catinat prit position à Rivoli, croyant qu'Eugène traverserait le fleuve aux environs de Vérone et que le bas Adige était impraticable, à cause des canaux et des marais qui couvrent le pays. Eugène fit mine de vouloir passer l'Adige sur tout son cours, depuis le Tyrol jusqu'à la mer, dérouta Catinat, et passa le bas Adige à Castelbaldo (15 juin). Il battit à Carpi, sur le canal Blanc, un corps de 5 à 6,000 hommes insuffisant pour lui barrer le chemin (9 juillet). Catinat restait toujours à Rivoli. Le duc de Savoie s'entendant avec le prince Eugène, et Catinat paralysé par cette trahison, qu'il n'osait pas faire connaître à Louis XIV, à cause de la duchesse de Bourgogne, Eugène passa librement le Mincio sous les yeux de l'armée franco-piémontaise (28 juillet), puis occupa Brescia et menaça le Milanais. Catinat se contenta de se replier sur le bas Oglio. « Ses officiers, dit Lavallée[1], lui représentaient qu'il s'éloignait de l'ennemi et le laissait maître de s'étendre jusqu'au lac de Côme : toute l'armée murmurait; le Roi était très mécontent. En effet, Eugène aurait dû être écrasé dans sa pointe téméraire contre une armée double de la sienne, bien pourvue de tout, ayant des magasins assurés et manœuvrant dans un pays allié ; et néanmoins il avait passé deux grandes rivières et des canaux, tourné des places, fait 60 lieues

1. *Histoire des Français.*

(240 kilomètres), sans que Catinat eût osé le combattre. Les lettres du vainqueur de la Marsaille témoignaient une incertitude déplorable, un manque absolu d'idées et la ruine prochaine de l'armée[1] ».

Louis XIV enleva le commandement de l'armée à Catinat et fit bien ; mais il eut le tort de le remplacer par Villeroy, dont l'incapacité absolue s'était déjà fait connaître en Flandre pendant la guerre précédente. Catinat se mit sans murmurer sous les ordres de ce personnage infatué, et reçut de Chamillart des éloges pour sa conduite. A peine arrivé, Villeroy voulut combattre, et perdit la bataille de Chiari (1er septembre). Eugène avait été averti des projets de Villeroy par le duc de Savoie, que Louis XIV, quoique prévenu enfin par Catinat, ménageait encore. Catinat fut alors envoyé sur le Rhin contre le prince de Bade, et Villeroy alla prendre ses quartiers d'hiver à Crémone, où il fut surpris et fait prisonnier (2 février 1702).

1702. Sur le Rhin, où il n'y avait pas cependant d'allié qui nous trahît, Catinat fut encore d'une grande faiblesse, et son inaction complète. Le prince de Bade passa le Rhin, envahit l'Alsace et assiégea Landau. M. de Mélac s'y défendit pendant 84 jours, sans que Catinat fît un mouvement pour essayer au moins de le délivrer. La ville se rendit le 9 septembre. L'Alsace était ouverte ; l'ennemi prit Lauterbourg, Wissembourg et Haguenau. L'invasion ne fut arrêtée que par les événements qui se

1. Voir ces lettres dans les *Mémoires milit. sur la guerre de la Succession*, publiés par le général Pelet, t. I, p. 191-385.

passaient sur le Danube. L'électeur de Bavière notre allié avait pris la forte place d'Ulm et s'avançait sur la Forêt-Noire pour lier ses opérations avec celles de Catinat, qui ne bougea pas. Le prince de Bade, à la nouvelle de l'approche de l'électeur, évacua l'Alsace et marcha contre les Bavarois, qui allaient se trouver pris entre le prince de Bade et une autre armée impériale qui les avait suivis. Il fallait nécessairement aller au secours de l'électeur. Catinat n'osant pas exécuter cette opération, un de ses lieutenants, Villars, proposa au ministre de la guerre de l'accomplir, et sa proposition fut acceptée[1].

Après la victoire de Friedlingen (14 octobre), Villars fut nommé maréchal, et Catinat rappelé.

Avec l'âge, son hésitation, son incertitude s'étaient aggravées et étaient devenues de l'inaction pure : de peur de mal faire, il ne faisait plus rien.

Nous croyons que le jugement de Napoléon sur Catinat donne la note vraie sur ce maréchal. « L'Empereur, parlant de Catinat, disait l'avoir trouvé fort audessous de sa réputation, à l'inspection des lieux où il avait opéré en Italie, et à la lecture de sa correspondance avec Louvois. Sorti du tiers état, observait l'Empereur, et du corps des avocats, avec des vertus douces, des mœurs, de la probité ; affectant la pratique de l'égalité ; établi à Saint-Gratien, aux portes de Paris, Catinat était devenu l'affection des gens de lettres de la capitale, des philosophes du jour, qui l'avaient beau-

1. Voir le chapitre consacré à VILLARS.

coup trop exalté. Catinat n'était nullement comparable à Vendôme ».

Catinat se retira dans sa maison de Saint-Gratien, près de Saint-Denis. Quand Louis XIV voulut le faire chevalier de l'Ordre, en 1705, comme tous les autres maréchaux, il remercia le Roi dans un entretien particulier, et s'excusa sur ce qu'il ne pourrait pas, sans supercherie, faire ses preuves de noblesse. Tout en vivant fort retiré et ne venant que rarement à la Cour, on le consultait quelquefois, et il se plaisait à rédiger les mémoires qu'on lui demandait. Dans sa retraite, il vivait simplement, parlant à tout le monde, jouait avec les enfants et cultivait un espalier qu'il avait planté. « C'est un parfait philosophe, écrivait madame de Sévigné, et un philosophe chrétien[1] ». Fénelon, en 1708, eût préféré Catinat à Villars pour rétablir la supériorité de nos armes. Enfin Saint-Simon décerne à Catinat les plus grands éloges; il a laissé du maréchal le portrait suivant :

J'ai si souvent, dit-il, parlé du maréchal Catinat, de sa vertu, de sa sagesse, de sa modestie, de son désintéressement, de la supériorité si rare de ses sentiments, de ses grandes parties de capitaine, qu'il ne me reste plus à dire que sa mort dans un âge très avancé, sans avoir été marié, ni avoir acquis aucunes richesses, dans sa petite maison de Saint-Gratien, où il s'était retiré, d'où il ne sortait plus depuis quelques années, et où il ne voulait presque plus recevoir personne. Il y rappela par sa simplicité, par sa frugalité, par le mépris du monde, par la paix de son âme,

1. Lettre du 7 juillet 1703.

et l'uniformité de sa conduite, le souvenir de ces grands hommes qui, après les triomphes les mieux mérités, retournaient tranquillement à leur charrue, toujours amoureux de leur patrie et peu sensibles à l'ingratitude de Rome qu'ils avaient si bien servie. Catinat mit sa philosophie à profit par une grande piété. Il avait de l'esprit, un grand sens, une réflexion mûre[1]; il n'oublia jamais le peu qu'il était[2]. Ses habits, ses équipages, ses meubles, sa maison, tout était de la dernière simplicité; son air l'était aussi, et tout son maintien. Il était grand, brun, maigre, un air pensif et assez lent, assez bas, de beaux yeux et fort spirituels. Il déplorait les fautes signalées qu'il voyait se succéder sans cesse, l'extinction suivie[3] de toute émulation, le luxe, l'ignorance, la confusion des états, l'inquisition mise à la place de la police; il voyait tous les signes de destruction, et il disait qu'il n'y avait qu'un comble très dangereux de désordre qui pût enfin rappeler l'ordre dans ce royaume.

Tous ces éloges fort mérités s'adressent à l'homme privé; mais on a tort d'en conclure que le capitaine des dernières années, parce qu'il était un des plus hommes de bien de son temps, était toujours le général de la Marsaille, et qu'il fut victime de l'inimitié de madame de Maintenon et d'une injuste sévérité de Louis XIV et de Chamillart. On lui retira son commandement parce qu'en réalité il était devenu incapable de l'exercer.

1. On sait que ses soldats l'appelaient le Père la Pensée, parce qu'ils le voyaient toujours réfléchir.
2. Par sa naissance.
3. Continue, sans arrêt.

XXII

LE COMTE D'AVEJAN

LIEUTENANT GÉNÉRAL

Bataille de Steinkerque (1692).

Denis de Bannes, comte d'Avejan, naquit en 1639. Après avoir été l'un des pages de Louis XIV, il obtint, en 1661, une enseigne aux Gardes françaises, où il devint sous-lieutenant en 1665, lieutenant en 1668 et capitaine en 1672. Jusqu'alors il avait pris part à tous les sièges que le Roi avait faits en personne; il servit ensuite sous Turenne à la fin de la campagne de 1672 et pendant celle de 1673 contre l'électeur de Brandebourg. On trouve successivement M. d'Avejan au siège de Maëstricht (1673), à la prise de Dôle (1674), à la bataille de Senef (1674), à la prise de Valenciennes et de Cambrai (1677), à la bataille de Saint-Denis (1678) où il se distingua particulièrement.

Le régiment des Gardes se trouvait partout, et nous n'avons voulu citer que les principaux faits de la vie militaire du capitaine d'Avejan.

Créé brigadier d'infanterie en 1689 (25 avril), M. d'Avejan continua à commander sa compagnie, à la tête de laquelle il se battit à Fleurus (1690), prit part

au siège de Mons (1691), à la prise de Namur (1692), et à la bataille de Steinkerque (3 août 1692). On retrouve à cette bataille une nouvelle charge de l'infanterie faite l'épée et la pique à la main, à la manière dont l'infanterie de Catinat avait chargé à Staffarde. C'est d'Avejan qui chargea à Steinkerque, et il m'a semblé bon de mettre en évidence le nom de tous ceux qui les premiers ont appris à nos fantassins la manière de se servir « de l'arme froide ».

L'action était engagée depuis quelque temps, et rien ne se décidait, lorsque le maréchal de Luxembourg ordonna aux Gardes de charger l'épée à la main [1]. Il faut lire maintenant dans la « belle relation [2] » envoyée au Roi par M. de Luxembourg le récit de l'affaire.

Les choses en cet état, les ennemis étant sortis des bois et étant venus fort près de nous poser des chevaux de frise, derrière lesquels ils faisaient un feu considérable, tout le monde, d'une commune voix, proposa de mettre nos meilleures pièces en œuvre et de faire avancer la brigade des Gardes. L'ordre ne lui en fut pas sitôt donné, qu'elle marcha avec une fierté qui n'était interrompue que par la gaieté des officiers et des soldats. Eux-mêmes aussi bien que tous les généraux furent d'avis de n'aller que l'épée à la main, et c'est comme cela qu'ils marchèrent. Les Gardes suisses, imitateurs des Français, marchèrent avec la même gaieté et la même hardiesse. Renolx vint proposer de n'aller

1. *Gazette de France*, 1692, page 438.
2. « Le Roi, écrit Dangeau dans son précieux journal, nous dit qu'il n'avait jamais vu une si belle relation ». Nous l'avons publiée dans notre édition du journal de Dangeau (IV, 141), d'après les manuscrits du Dépôt de la guerre.

que l'épée à la main, et Vaguenair dit que c'était là la meilleure manière.

Tout aussitôt il vola au centre de son bataillon, et le mena, à la même hauteur des Gardes, droit aux ennemis, qui ne purent tenir contre la contenance aussi hardie qu'avait cette brigade. On peut se servir du terme de contenance, parce qu'elle ne tira pas un seul coup. Mais la vigueur avec laquelle elle alla aux ennemis les surprit assez pour qu'ils ne fissent qu'autant de résistance qu'il en fallait pour en être joints, et en même temps tués de coups d'épée et de pique, tous les Gardes étant entrés dans les bataillons ennemis.

D'Avejan mena cette brigade avec toute la capacité et toute la valeur qu'on devait attendre de lui.

Il n'y eut pas un commandant de bataillon qui ne suivît son exemple, et qui ne doive être loué, aussi bien que tous les capitaines et généralement tous les autres officiers, et on peut dire que si ce régiment avait été comme un autre de l'armée, il aurait mérité de devenir le régiment des Gardes de V. M., puisque, hors celui des Gardes anglaises, cette brigade a battu tous les autres régiments des Gardes d'Angleterre.

Les Gardes n'avaient besoin que de leur seule valeur pour les engager à bien faire ; mais la compagnie qui se trouva à leur tête n'aurait pas peu contribué à les animer, s'ils avaient eu besoin d'exemple, puisqu'ils y avaient M. le prince de Conty, M. de Vendôme, M. le duc de Villeroy, M. le marquis de Tilladet et le chevalier de Gassion. M. de Tilladet, après avoir agi tout autant bien qu'il se puisse, reçut en ce lieu-là une grande blessure.

Cette belle charge permit à Luxembourg de gagner la bataille avec son infanterie seule, ce qui était nouveau, la cavalerie ne pouvant guère servir sur ce terrain partout coupé de haies et de fossés. Nous terminerons en citant cette phrase de la *Gazette* :

Cette dernière action leur a fait voir que l'infanterie française, dont il n'y a qu'une partie qui ait combattu, n'est pas moins à craindre que la cavalerie qui les maltraita si fort à la journée de Leuze [1].

M. d'Avejan, alors premier capitaine au régiment des Gardes, fut fait maréchal de camp le 30 mars 1693; au mois de mai, il obtint le commandement du régiment des Gardes, et fut nommé commandeur de Saint-Louis à 4,000 livres.

En 1695, M. d'Avejan fut grièvement blessé à la défense de Namur. En 1698, il servit comme maréchal de camp au célèbre camp de Compiègne, et, l'année suivante, Louis XIV le nomma grand-croix de l'ordre de Saint-Louis. Créé lieutenant général, le 29 janvier 1702, il servit à l'armée de Flandre sous le maréchal de Boufflers et le duc de Bourgogne. Il était gouverneur de Nancy depuis 1703, lorsqu'il mourut dans cette ville le 17 septembre 1707.

Dangeau nous apprend qu'il touchait alors 48,000 livres de Sa Majesté : 4,000 livres d'ancienne pension, 6,000 livres comme grand-croix de Saint-Louis, 20,000 livres qu'il avait conservées de son ancien gouvernement de Furnes, 12,000 livres pour le gouvernement de Nancy, soit 240,000 francs d'aujourd'hui.

1. Le 18 septembre 1691.

XXIII

LE MARQUIS DE PUYSÉGUR

MARÉCHAL DE FRANCE

Enlèvement des places de la Barrière (1701).

Jacques-François de Chastenet, marquis de Puységur, l'un des meilleurs généraux de Louis XIV, naquit en 1655. Il entra au service en 1677, dans le régiment du Roi-infanterie.

C'était, dit Saint-Simon[1], un simple gentilhomme du Soissonnais, mais de très bonne et ancienne noblesse.... Il avait percé le régiment du Roi jusqu'à en devenir lieutenant-colonel[2]. Le Roi, qui distinguait ce régiment sur toutes les autres troupes, et qui s'en mêlait immédiatement comme un colonel particulier, connut Puységur par là.

Il fut apprécié par Louis XIV, qui estimait ses talents militaires et sa droiture, et qui, par la suite, lui accorda toute sa confiance.

Après avoir fait les campagnes de Flandre de 1677 et de 1678, et avoir pris part aux sièges de Luxem-

1. *Mémoires*, IV, 207.
2. Il fut nommé major en avril 1693, et lieutenant-colonel en novembre de la même année.

bourg (1684) et de Philipsbourg (1688), M. de Puységur devint, en 1690, maréchal général des logis de l'armée du duc de Luxembourg. Il assista à la bataille de Fleurus, au siège de Mons et aux batailles de Leuze, de Steinkerque et de Nerwinde.

On lit dans les Mémoires de Saint-Simon[1] :

Il fut l'âme de tout ce que M. de Luxembourg avait fait de beau en ses dernières campagnes en Flandre, où il était maréchal des logis de l'armée, dont il était le chef et le maître pour tous les détails de marches, de campements, de fourrages, de vivres, et très ordinairement de plans. M. de Luxembourg se reposait de tout sur lui avec une confiance entière, à laquelle Puységur répondit toujours avec une capacité supérieure, une activité et une vigilance surprenantes, et une modestie et une simplicité qui ne se démentirent jamais dans aucun temps de sa vie et dans aucun emploi.

Dangeau est plus court, mais l'éloge est complet : « On est très content de lui », dit-il. Il s'acquittait si parfaitement de sa fonction de maréchal général des logis de l'armée, que Louis XIV voulut que M. de Puységur, bien que devenu brigadier, maréchal de camp, et même lieutenant général, continuât à exercer, sous la seule autorité du général en chef de l'armée dans laquelle il se trouvait, les fonctions particulières de sa charge de chef d'état-major général.

En 1695, il servit sous le maréchal de Villeroy, et prit part au siège de Dixmude et au bombardement de Bruxelles. Cette année, il assista à plusieurs conseils

1. Tome IV, page 208.

tenus par le Roi à Marly, avec les maréchaux de Boufflers et de Villeroy, et MM. de Barbezieux et de Chamlay. Le 21 août, il vint à Versailles, par ordre du Roi, et s'en retourna en Flandre auprès de Villeroy, auquel il remit les dernières instructions de S. M. sur le secours de Namur. « On ne doute pas, dit Dangeau[1], que l'armée n'ait ordre de marcher aux ennemis. Le Roi a ordonné que l'on fît à Notre-Dame des prières de quarante heures ». Mais Villeroy laissa prendre Namur.

En décembre, Louis XIV fit encore venir Puységur à Versailles. « On croit qu'il a donné des ordres pour faire travailler à quelques retranchements sur les frontières de Flandre[2] ».

Le 3 janvier 1696, Puységur fut nommé brigadier d'infanterie, sans cesser d'être lieutenant-colonel du régiment du Roi-infanterie et maréchal général des logis de l'armée de Flandre, qui eut l'ordre de se tenir sur la défensive. A la fin de l'année (11 décembre), Puységur assista au conseil tenu par le Roi, chez madame de Maintenon, avec Villeroy, Boufflers et Chamlay.

En 1698, M. de Puységur fut nommé l'un des gentilshommes de la manche du duc de Bourgogne[3]. Le 8 octobre 1699, le Roi lui donna un logement à Fontainebleau. La même année, au camp de Compiègne, il exerça les fonctions de maréchal général des logis.

1. Dangeau, V, 264.
2. *Ibidem*, V, 316.
3. Gentilshommes chargés d'accompagner le jeune prince.

En 1700, il fut envoyé à Munich négocier une ligue défensive et offensive entre la France et les électeurs de Bavière et de Cologne.

En janvier 1701, Dangeau nous apprend que Puységur eut l'ordre du Roi de se rendre auprès de l'électeur de Bavière, devenu le gouverneur des Pays-Bas espagnols pour Philippe V. « Il s'agissait d'enlever aux Hollandais les places « de la Barrière ». En vertu du traité de Ryswick, la Hollande avait le droit de mettre garnison dans un certain nombre de places fortes des Pays-Bas espagnols [1] destinées à former une barrière contre une nouvelle invasion de la France. Ces diverses places avaient une garnison hollandaise, mais un gouverneur espagnol.

M. de Puységur s'entendit avec le maréchal de Boufflers, gouverneur de la Flandre française [2], et l'électeur de Bavière pour s'emparer à l'improviste des troupes hollandaises et les désarmer.

Les mesures, dit Saint-Simon [3], furent si secrètes et si justes, et leur exécution si exacte et si à point nommé, que le dimanche matin, 6 février, les troupes françaises entrèrent toutes au même instant dans toutes les places espagnoles des Pays-Bas à portes ouvrantes, s'en saisirent, prirent les troupes hollandaises entièrement au dépourvu, les surprirent, les dépostèrent, les désarmèrent sans que dans pas une il fût tiré une seule amorce. Les gouverneurs espagnols et les chefs de nos troupes leur déclarèrent qu'ils

1. Nieuport, Ath, Charleroy, Mons, Namur, Luxembourg, Oudenarde. (DANGEAU.)
2. Puységur était son maréchal général des logis.
3. *Mémoires*, III, 69.

n'avaient rien à craindre, mais que le roi d'Espagne voulait de nos troupes au lieu des leurs, et qu'ils demeureraient ainsi arrêtés jusqu'à ce qu'on eût reçu les ordres du Roi. Ils furent très différents de ce qu'ils attendaient et de ce qu'on devait faire. L'ardeur de la paix[1] fit croire au Roi qu'en renvoyant ces troupes libres avec leurs armes et toutes sortes de bons traitements, un procédé si pacifique toucherait et rassurerait les Hollandais, qui avaient jeté les hauts cris à la nouvelle de l'introduction de nos troupes, et leur persuaderait d'entretenir la paix avec des voisins, des bonnes intentions desquels ils ne pouvaient plus douter après un si grand effet. Il se trompa.

En 1701, Puységur mit sur pied 20,000 fantassins et 4,000 cavaliers espagnols bien entretenus, tandis que Philippe V n'avait dans les Pays-Bas qu'une dizaine de mille hommes en mauvais état. En 1702, le roi fit M. de Puységur maréchal de camp, en le laissant lieutenant-colonel de son régiment et maréchal général des logis de l'armée de Flandre, commandée par le duc de Bourgogne et les maréchaux de Boufflers et de Villeroy. Le 5 et le 7 mars, il eut deux longues audiences du Roi et repartit pour l'armée de Flandre, dans laquelle il servit en 1702 et en 1703; il contribua au succès de la bataille d'Eckeren gagnée sur les Hollandais, le 30 juin 1703.

1. Il faut ajouter: et l'odieux de commettre un tel guet à pens, une telle violation du droit des gens. Mais alors pourquoi commencer cette affaire, soulever la Hollande et lui rendre 28 bataillons bien équipés, qui lui permirent de faire la guerre? On recommençait la faute commise en 1672, quand Louvois, moyennant un écu par tête, avait renvoyé les prisonniers faits dans les places fortes.

Louis XIV, voulant utiliser les talents militaires de Puységur dans une position élevée, lui enleva la lieutenance colonelle de son régiment[1] et l'envoya en Espagne en 1704. La guerre devenant très probable entre le Portugal et l'Espagne, le Roi résolut d'envoyer à son petit-fils 20 bataillons et 19 escadrons d'excellentes troupes[2]. Le duc de Berwick commandait ce corps d'armée; Puységur servait sous lui, mais d'une façon principale, au-dessus des autres maréchaux de camp et avec le titre de directeur unique de toutes les troupes françaises.

Nos troupes devaient trouver, en traversant l'Espagne pour se rendre sur la frontière de Portugal, tout ce dont elles avaient besoin. Puységur, qui les précédait, devait s'assurer si les promesses du gouvernement espagnol avaient été mises à exécution. Tout allait bien jusqu'à Vittoria; au delà tout manquait; il n'y avait de magasins nulle part. Badajoz et Ciudad-Real, places qui défendaient la frontière d'Espagne, et que l'ennemi menaçait d'assiéger, étaient dans le plus mauvais état. Puységur fit tous ses efforts pour remédier à ce manque général de toutes choses, et en donna avis à Louis XIV[3], qui le nomma lieutenant général en octobre 1704.

Puységur servit en Espagne jusqu'en juillet 1706, sous les ordres de Berwick et de Tessé. Il délivra Badajoz assiégé; il assista à seize sièges, et se trouva à

1. Le 12 avril 1703.
2. DANGEAU, IX, 366. — SAINT-SIMON, IV, 208, 261.
3. DANGEAU, 25 février 1704. — SAINT-SIMON, IV, 261.

celui de Barcelone, que Philippe V et M. de Tessé ne purent prendre. Pendant son séjour en Espagne, il avait rédigé pour les troupes espagnoles un règlement appelé *l'ordonnance de Philippe V.*

En 1707, M. de Puységur servit en Flandre sous le duc de Vendôme, qui l'avait demandé à Louis XIV. Général habile et heureux, Vendôme était d'une paresse et d'une mollesse quelquefois dangereuses.

Paresseux à son ordinaire de décamper, dit Saint-Simon [1], et n'en voulant croire personne, Vendôme eut tout à coup l'armée ennemie sur les bras. Puységur le lui avait prédit sans avoir jamais pu rien gagner sur lui. L'affaire pressa, elle devenait instante, il alla pour l'avertir; mais ses valets avaient défense de laisser entrer pour quelque chose que ce fût. Puységur fut à l'électeur (de Bavière), qui passa la nuit debout, et qui, lassé de l'inutilité de ses messages dont pas un ne put aborder, alla lui-même forcer les portes, éveiller Vendôme et lui dire le péril de son retardement. Vendôme l'écouta en bâillant, et pour toute réponse lui dit que cela était le mieux du monde, mais qu'il fallait qu'il dormît encore deux heures, et tout de suite se tourna de l'autre côté. L'électeur outré sortit et n'osa donner aucun ordre. Cependant les avis redoublant de toutes parts de l'arrivée imminente des ennemis sur l'armée, Puységur prit sur soi de faire sonner le boute-selle, détendre et charger, puis avertit le duc de Vendôme, qui persista à ne vouloir rien croire, mais qui, sachant l'armée prête à marcher, s'habilla enfin et monta à cheval, comme elle était déjà ébranlée. Il en était temps. L'arrière-garde fut incontinent harcelée par l'avant-garde des ennemis, et toute l'armée se fût mal tirée

1. *Mémoires*, VI, 79. Saint-Simon n'aime pas Vendôme et le traite fort mal.

d'une si profonde négligence, si le bonheur n'eût voulu que cette tête des ennemis se fût perdue la nuit par la faute de ses guides.

En octobre 1707, M. de Puységur obtint le gouvernement de Cassel, qui valait 22,000 livres de rente (110,000 francs).

En avril 1708, il accompagna Chamillart et M. de Chamlay pendant leur voyage en Flandre, et, au retour, il eut plusieurs conférences avec le Roi, le duc de Bourgogne et Vendôme. Il prit part à la bataille d'Oudenarde (11 juillet 1708).

Après la campagne de Lille, si malheureusement conduite par les ducs de Vendôme et de Bourgogne, qui n'avaient cessé d'être en lutte entre eux bien plus qu'avec l'ennemi, les deux généraux et Puységur, fort attaché au duc de Bourgogne, revinrent à Versailles, où leurs luttes continuèrent sous forme de plaintes et de récriminations. Vendôme, qui arriva le premier, se plaignit vivement au Roi de Puységur. « Il prétend, dit Dangeau, que Puységur a dit au Roi des choses très offensantes pour lui sur la dernière campagne ». A cette phrase de Dangeau, on peut ajouter ces lignes de la marquise d'Huxelles[1] : « Il paraît que M. de Vendôme en use à l'ordinaire, et que les manières ne sont point changées avec lui. Ce prince s'est fort emporté contre M. de Puységur dans la galerie, à Versailles, où il y avait beaucoup de gens, l'apostrophant d'une

1. Lettre du 10 avril 1709, dans le *Journal* de Dangeau, à la date du 3 avril, t. XII, p. 379 et 380.

étrange façon, en disant qu'il le faisait tout haut afin qu'on lui redît ».

Quelque temps après, Puységur vint à la Cour.

Le Roi, dit Saint-Simon, qui l'avait toujours goûté, peiné de tout ce que M. de Vendôme lui en avait dit, le fit entrer dans son cabinet, et là, tête à tête, lui demanda raison, avec bonté, de mille sottises absurdes qui l'avaient embarrassé. Puységur l'en éclaircit si nettement, que le Roi, dans sa surprise, lui avoua que c'était M. de Vendôme qui les lui avait dites. A ce nom, Puységur, qui se sentit piqué, saisit le moment. Il dit au Roi d'abord ce qui l'avait retenu si longtemps chez lui sans paraître, puis détailla naïvement et courageusement les fautes, les inepties, les obstinations, les insolences de M. de Vendôme, avec une précision et une clarté qui rendit le Roi très attentif et fécond en questions, et en éclaircissements de plus en plus. Puységur, qui les lui donna tous, voyant tant d'ouverture, et le Roi demeurer court et persuadé à chaque fois, poussa sa pointe et lui dit que, puisque Vendôme l'épargnait si peu, après toutes les mesures et les ménagements qu'il avait toujours gardés avec lui, il se croyait permis, et même de son devoir pour le bien de son service, de le lui faire connaître une bonne fois.

De là, il lui dépeignit le personnel du duc de Vendôme, sa vie ordinaire à l'armée, l'incapacité de son corps, la fausseté de son jugement, la prévention de son esprit, la fausseté et les dangers de ses maximes, l'ignorance de toute sa conduite à la guerre; puis, reprenant toutes ses campagnes d'Italie et les deux dernières de Flandre, il le démasqua totalement, mit au Roi le doigt et l'œil sur toutes ses fautes, et lui démontra manifestement que c'était une profusion de miracles si ce général n'avait pas perdu la France cent fois.

La conversation dura plus de deux heures. Le Roi, convaincu de tout, et de longue main persuadé par expériences, non seulement de la capacité de Puységur, mais de sa droi-

ture, de sa fidélité et de son exacte vérité, ouvrit à ce coup tout à la fois les yeux sur cet homme que tant d'art lui avait si bien caché jusqu'alors, et montré comme un héros et le génie tutélaire de la France. Il eut honte et dépit de sa crédulité, et de cette conversation Vendôme demeura perdu dans son esprit et bien exclu du commandement des armées, exclusion qui tarda peu après à se déclarer.

Puységur, naturellement humble, doux et modeste, mais vrai et piqué au jeu, et qui n'avait plus de ménagement à garder avec M. de Vendôme après l'éclat qu'il avait fait contre lui en public, et ce qu'il avait dit au Roi, content d'ailleurs du succès qu'il avait remarqué dans toute sa conversation, la rendit sur-le-champ en gros dans la galerie, et brava vertueusement Vendôme et toute sa cabale[1] qu'il n'ignorait pas[2].

De 1709 à 1713, M. de Puységur servit sous les ordres du maréchal de Villars, et se trouva aux batailles de Malplaquet et de Denain, à la prise de Marchiennes, Douai, le Quesnoy, Bouchain, Spire, Worms, Kaiserslautern et Fribourg.

Après la mort de Louis XIV, le Régent nomma M. de Puységur membre du Conseil de la guerre (3 novembre 1715).

Lorsque commença la guerre de la Succession de Pologne, Puységur servit à l'armée du Rhin sous les ordres du maréchal de Berwick et prit part au siège de Kehl (1733). L'année suivante, on lui donna le commandement en chef de l'armée de Flandre, et il reçut enfin

1. Cabale contre le duc de Bourgogne.
2. SAINT-SIMON, *Mémoires*, VII, 180, 181.

le bâton de maréchal (14 juin 1734) et le collier de l'Ordre (2 février 1739).

Le maréchal de Puységur mourut le 15 août 1743, âgé de quatre-vingt-neuf ans.

Puységur a laissé sur l'art de la guerre un ouvrage à bon droit fort estimé, dont il rédigea les diverses parties pour le duc de Bourgogne, pour le jeune roi Louis XV et pour son fils, qui publia le livre en 1748[1]. Puységur combat avec raison la fausse idée, alors généralement répandue, qu'on ne peut apprendre l'art de la guerre que par la pratique et dans les camps. Il prouve facilement qu'il y a des principes généraux et immuables, et des règles fixes, qu'on enseignait déjà chez les Grecs et les Romains, ce qui leur permettait d'avoir sous la main, en tout temps, des capitaines pour commander leurs armées. Il traite des manœuvres, marches, ordres de bataille, campements, instruction des troupes, etc. On trouve aussi dans ce livre remarquable une étude fort bien faite sur les campagnes de Turenne, et une autre sur une guerre qui se ferait entre la Seine et la Loire, dans laquelle il y a bien des idées justes.

1. Il a été traduit en allemand dès 1753.

XXIV

LE COMTE DE MÉDAVY

MARÉCHAL DE FRANCE

Bataille de Castiglione (1706).

Jacques-Léonor Rouxel de Grancey, comte de Médavy, naquit en 1655 et entra au service en 1673 dans les gardes du corps. Il suivit le Roi au siège de Maëstricht (1673) et à la campagne de Franche-Comté (1674). Cette même année, il est à la bataille de Senef, où les gardes du corps firent une charge célèbre, sous la conduite de M. de Fourilles. En 1675, il devient colonel d'un régiment d'infanterie, sert sous M. de Créquy et est fait prisonnier à la bataille de Consarbruck. En 1676, nous le trouvons dans l'armée du maréchal de Schomberg, qui délivra M. de Calvo assiégé dans Maëstricht, et, en 1678, dans l'armée du maréchal de Luxembourg, à la bataille de Saint-Denis.

M. de Médavy fut fait brigadier en 1688 et envoyé à l'armée du Grand Dauphin, où il prit part à tous les sièges que fit cette armée, dont le plus considérable fut celui de Philipsbourg. M. de Médavy contribua, sous M. d'Asfeld, à la défense de Bonn, où il fut blessé (1689). En 1690 et 1691, il servit en Italie sous Catinat, et se

trouva à la bataille de Staffarde (1690) et à la prise de Suze et de Villefranche (1691). En 1692, M. de Médavy était encore en Italie, mais l'armée se tint sur la défensive. Cette année, il acheta, au prix de 180,000 livres (900,000 fr.), le gouvernement de Dunkerque, qui rapportait 24,000 livres de rente (120,000 fr.), dont 19,000 livres (95,000 fr.) en appointements du Roi.

Nommé maréchal de camp en 1693, M. de Médavy continua à servir en Italie et fut grièvement blessé à la Marsaille, où il eut une épaule cassée. Il était encore en Italie en 1694, 1695 et 1696; mais il suivit Catinat en Flandre en 1697, et se trouva au siége et à la prise d'Ath.

Lorsque la guerre de la Succession d'Espagne éclata, M. de Médavy servit, sous le duc de Bourgogne, à l'armée d'Allemagne, qui se contenta d'observer l'ennemi. En 1702, le Roi le fit lieutenant général et l'envoya en Italie sous le duc de Vendôme, dont il fut l'un des plus habiles lieutenants. Il combattit à Luzzara (1702). Lorsque M. de Vendôme envahit le Trentin, pour se joindre, en traversant le Tyrol, à Villars, qui était sur le Danube, et marcher ensemble sur Vienne, M. de Médavy commanda un corps séparé et prit Riva, sur le lac de Garde, et Arco, sur la Sarca. Après quelques succès, l'expédition du Tyrol fut abandonnée, et on entreprit la conquête des Etats du duc de Savoie. En 1704, M. de Médavy fut employé aux siéges de Verceil, d'Yvrée et de Verrue. En 1705, il est à la bataille de Cassano. En janvier 1706, il commande l'armée d'Italie en l'absence de Vendôme, et, au retour de son général,

il prend part à la bataille de Calcinato (19 mai); M. de Vendôme y battit le comte de Reventlau, auquel le prince Eugène, parti pour Vienne, avait laissé le commandement de l'armée impériale, qui fut refoulée jusqu'à l'Adige. En septembre, M. de Médavy fut mis à la tête d'un corps d'armée séparé et opposé au prince de Hesse-Cassel, que le prince Eugène, revenu de Vienne, avait laissé, avec 15,000 hommes, entre le Mincio et la Chiese, afin d'assurer ses derrières, pendant qu'il marchait sur Turin.

Mais il faut s'arrêter ici et raconter ce qui se passait en Flandre et à Turin.

Chassés d'Allemagne après la seconde bataille de Hochstett (1704), nous étions chassés des Pays-Bas en 1706 après la bataille de Ramillies, et nous allions l'être de l'Italie. Le maréchal de Villeroy avait été battu le 23 mai à Ramillies, et cet inepte favori de Louis XIV, perdant la tête, avait évacué, en toute hâte et sans raison, presque toute la Belgique. Pendant ce temps, le duc de Vendôme avait conquis tout le Piémont moins la ville de Turin, assiégée par M. de la Feuillade et défendue par le comte de Thun, « qui ne s'en acquitta que trop bien[1] », et par la petite armée du duc de Savoie, qui se tenait à distance de la nôtre, mais prête à agir si l'occasion se présentait. En attendant, les courses qu'il faisait trompaient la Feuillade, qui s'obstinait à vouloir l'atteindre, le battre et le faire prisonnier, et qui, pour obtenir ce résultat, faisait sans cesse de gros

1. SAINT-SIMON.

détachements, harassait ses troupes et conduisait le siège avec une lenteur désespérante.

L'armée française qui assiégeait Turin était forte d'environ 60,000 hommes; elle avait 140 canons et 80 mortiers; mais le général sous les ordres duquel elle était placée était absolument incapable de diriger une opération aussi difficile, et il ne devait ce commandement qu'à la faveur : le ministre de la guerre, Chamillart, était son beau-père. Vauban, en grand patriote, avait offert à ce présomptueux de lui servir de conseil, quoique maréchal, et M. de la Feuillade avait eu la sottise de lui répondre qu'il espérait prendre Turin à la Cohorn[1]. Nous avons dit qu'il conduisit les travaux du siège avec lenteur; il laissa ses lignes d'investissement[2] ouvertes sur plusieurs points, ce qui permit au duc de Savoie de ravitailler la place. Il ne fit que des fautes et mécontenta tout le monde par sa hauteur et son incapacité.

Une partie de l'armée était employée au siège de Turin. Une autre partie, sous les ordres de Vendôme, couvrait le siège. La défaite de Ramillies décida Louis XIV à rappeler Vendôme d'Italie et à l'envoyer en Flandre afin d'y rétablir les affaires. Il le remplaça par son neveu, le duc d'Orléans[3], dont on ne connaissait pas les qualités militaires qui se révélèrent bientôt, et par le maréchal de Marsin, qu'il donna au duc d'Orléans comme conseil, avec l'ordre de lui obéir. Il eût

1. Ingénieur hollandais fort distingué.
2. Dont le développement était de 25 kilomètres.
3. Qui fut depuis le Régent.

été difficile de donner au prince un plus mauvais directeur. Mais, comme dit Saint-Simon, « l'esprit de vertige et d'aveuglement était tellement répandu sur nous depuis longtemps, que l'ineptie semblait un titre de choix et de préférence ».

Le prince Eugène, revenu de Vienne sur l'Adige, avait repris le commandement de son armée. Il avait reçu de l'Empereur l'ordre de délivrer Turin à tout prix. L'entreprise était difficile. Eugène devait marcher par la rive droite du Pô; il avait à faire près de 300 kilomètres, à passer une vingtaine de rivières, et, pendant sa marche ou à la fin, à combattre les Français. Mais, devant l'incapacité notoire de Marsin et de la Feuillade, il se décida et partit, bien que le projet qu'il allait exécuter fût déraisonnable, et que, s'il eût rencontré un général habile, il eût été certainement battu et son armée détruite.

Le prince Eugène, ayant trompé le duc de Vendôme et passé le bas Adige et le bas Pô, dans les premiers jours de juillet, s'avança lentement par la rive droite du fleuve. Le duc d'Orléans voulait qu'on arrêtât les Impériaux au défilé de la Stradella près de Plaisance et qu'on lui livrât bataille. Marsin s'y opposa, et Eugène put arriver sans encombre à Turin, où il nous battit et délivra la ville (7 septembre).

« L'ennemi, étonné de son succès, croyait avoir seulement délivré Turin : la retraite des vaincus lui donna bien au delà de ce qu'il avait espéré. Le duc d'Orléans, qui avait montré dans la bataille beaucoup de sang-froid et de bravoure, rassembla quelques bataillons,

des canons, des munitions, et ordonna la retraite sur Casal[1]. On couvrait ainsi le Milanais[2]; on coupait les communications d'Eugène ; en se joignant à Médavy, qui gagnait alors, à Castiglione, sur le prince de Hesse, une belle victoire, on recommençait la guerre sans autre désavantage qu'un combat perdu. Mais à peine eut-on pris la route de Casal, qu'officiers et soldats, effrayés de se voir sans communications avec la France, se mirent à la débandade ; les généraux jetèrent sur les chemins l'artillerie et les munitions. Alors la Feuillade ordonna de se mettre en marche sur Pignerol ; tout rétrograda dans la plus horrible confusion, sans ordre, sans vivres, sans chefs, et se rejeta sur les Alpes. Si Eugène eût inquiété cette cohue, il n'en serait pas resté 10,000 hommes. Cette armée fut entièrement perdue. Les places du Piémont ouvrirent leurs portes ; le Milanais se soumit à l'Empereur ; les duchés de Parme et de Modène furent abandonnés ; quelques garnisons se défendirent à peine ; Pizzighittone, Tortone, Casal, se rendirent sans combat ; Milan reçut en triomphe le duc de Savoie[3] ».

Ajoutons que Médavy était abandonné, et que la victoire de Castiglione, qui aurait dû avoir de si grands résultats, devenait inutile.

Pendant que Marsin et la Feuillade se faisaient battre à Turin, le 7 septembre, M. de Médavy gagnait,

1. Grande place forte sur le Pô ; nous y avions une garnison.
2. Qui appartenait à l'Espagne et que nous occupions.
3. Th. Lavallée, *Histoire des Français*.

le 9 septembre, à Castiglione, une bataille sur le prince de Hesse-Cassel.

Ledit prince, après avoir pris la ville de Goïto[1], marcha sur Castiglione[2], prit la ville et assiégea le château.

Il envoya, dit Dangeau[3], un trompette faire une bravade à M. de Médavy, lui mandant qu'il savait que nos troupes étaient plus faibles en ce pays-là que les siennes ; mais que, s'il voulait combattre dans les plaines qui sont autour de cette place, il n'y amènerait qu'un nombre de troupes égal aux nôtres. Ce prince, qui est fort brave et fort honnête homme à ce qu'on dit, lui aurait apparemment tenu parole ; mais M. de Médavy s'est contenté de lui faire une réponse polie, et l'attaquera peut-être malgré la supériorité du nombre ; car M. le duc d'Orléans lui a laissé le pouvoir d'attaquer les ennemis quand il le jugerait à propos.

En effet, M. de Médavy se porta au secours du château de Castiglione et trouva l'ennemi (9 septembre) qui arrivait à sa rencontre. Il se mit en bataille entre Castiglione à gauche et Solférino à droite. M. de Médavy avait 9,000 hommes ; le prince de Hesse 12,000.

Les deux armées, dit M. de Médavy[4], furent bientôt à la portée du mousquet l'une de l'autre, et si bien rangées en bataille, à quatre escadrons près qui débordaient notre

1. Sur le Mincio. Le gouverneur se rendit lâchement : M. de Médavy le fit mettre en prison.
2. Au sud du lac de Garde.
3. *Journal*, XI, 202-203.
4. Lettre adressée au Roi le 12 septembre, et publiée dans les *Mémoires milit. relatifs à la guerre de la Succ. d'Esp.*, VI, 704.

droite, que nous n'aurions jamais pu nous mieux placer, quand c'eût été de concert.

Après quelque désordre à notre droite, causé par la faute de quatre régiments italiens qui lâchèrent pied, M. de Médavy fit mettre l'épée à la main à l'infanterie, qui essuya toute la décharge des ennemis, se jeta ensuite sur eux et les battit complètement. Ils s'enfuirent en désordre sans se défendre.

Toute leur infanterie, dit M. de Médavy, qui se trouva la plus avancée dans la plaine, a été entièrement défaite ; leur cavalerie, plus en état que la nôtre, a été plus heureuse ; ce qu'ils doivent à la bonté de leurs chevaux, moins fatigués que les nôtres. Ce qui échappa à l'ardeur des soldats se sauva dans les montagnes, cavalerie et infanterie pêle-mêle, dans un désordre sans exemple[1].

L'ennemi fut chassé jusqu'au delà de l'Adige ; Goïto repris; le château de Castiglione délivré ; les 800 hommes qui l'assiégeaient, prisonniers.

Le prince de Hesse avait perdu à Castiglione plus de 3,000 hommes tués, sans compter les traînards qui furent impitoyablement massacrés par les paysans. On lui fit 3,500 prisonniers, dont 94 officiers et 1,150 blessés. On lui enleva toute son artillerie (14 pièces), ses munitions, ses vivres, ses bagages et 33 drapeaux ou étendards. De toute son armée, 1,800 chevaux et 800 fantassins seulement repassèrent l'Adige[2].

1. Lettre de Médavy au Roi.
2. *Gazette*, 1706, p. 456, 467-468.

Cette belle victoire, qui pouvait avoir de si grandes conséquences sans la débâcle de Turin, valut à M. de Médavy le collier de l'Ordre.

Abandonné par la retraite de l'armée de Piémont, M. de Médavy se retira à Mantoue, avec 24,000 hommes, et y tint jusqu'en mars 1707. Alors, de l'aveu du Roi, il signa une convention avec le prince Eugène et revint en France avec toutes ses troupes. Mais il avait dû livrer au prince Eugène Mantoue, Crémone, Valence et le château de Milan, les seules places qui restaient aux Français en Italie. Le 28 avril 1707, M. de Médavy arrivait à Suze avec 20,000 hommes d'excellentes troupes.

Au mois de mai, Louis XIV lui donna, sans qu'il l'eût demandé, le gouvernement de Nivernais valant 26,000 livres (130,000 fr.) et 12,000 livres de pension (60,000 fr.). En même temps, il lui conserva le gouvernement de Dunkerque.

La même année (1707), M. de Médavy fut envoyé en Savoie et eut le commandement, sous les ordres supérieurs du maréchal de Tessé, d'un corps séparé. Lorsque le prince Eugène envahit la Provence et attaqua Toulon, M. de Médavy accourut au secours de M. de Tessé et poursuivit le prince Eugène pendant sa retraite (août). De 1708 à 1713, il servit à l'armée du Dauphiné, sous Villars et Berwick, et prit part, sous les ordres de ce dernier, à la belle défense des Alpes en 1709.

En 1718, pendant la guerre contre Philippe V, M. de Médavy commanda encore en Dauphiné et en Provence. Pendant son commandement dans cette dernière

province, il contribua beaucoup, par les dispositions qu'il prit, à empêcher que la peste, qui fit d'affreux ravages à Marseille, à Toulon et dans toute la Provence, en 1721, ne s'étendît sur toute la France[1].

En 1722, Louis XV donna à M. de Médavy, pour les placer dans son château de Grancey, six pièces de canon qu'il avait prises à l'ennemi à Castiglione, et le nomma, en 1724, maréchal de France.

M. de Médavy mourut en 1725, le 6 novembre.

XXV

LE DUC DE BOUFFLERS

MARÉCHAL DE FRANCE

Défense de Lille (1708).

Louis-François, chevalier, puis marquis (1672), enfin duc de Boufflers (1695), naquit en 1644. Il entra au service en 1662 comme cadet au régiment des Gardes, et, en 1664, il fit partie de l'expédition de Gigéry, en Algérie, commandée par le duc de Beaufort. Sous-lieutenant au régiment des Gardes en 1666, il prit part, l'année suivante, au siège de Lille, qu'il devait défendre

1. *Biographie universelle.*

avec tant de gloire quarante et un ans plus tard. Il fut successivement nommé aide-major du régiment des Gardes et mestre de camp du régiment Royal-Dragons. Boufflers fit la campagne de Hollande (1672), servit sous Turenne en 1674, se distingua à la bataille d'Ensheim et fut nommé brigadier de dragons en 1675. Après la mort de M. de Turenne, le marquis de Boufflers commanda l'arrière-garde de l'armée et se signala au combat d'Altenheim.

Créé maréchal de camp en 1677, il servit sous le maréchal de Créqui, à l'armée d'Allemagne, en 1677 et 1678, se distingua pendant ces deux années à tous les combats livrés aux Impériaux, et devint en 1678 colonel général des dragons. En 1681, M. de Boufflers joua un rôle important dans la réunion de Casal à la France, le même jour (30 septembre) que Strasbourg était annexé[1]. Le 15 octobre de cette année, Louis XIV le faisait lieutenant général. En 1685, il fut nommé gouverneur de Guyenne, et prit part aux Dragonnades contre les protestants de son gouvernement (1685-1686).

En 1688, la guerre ayant recommencé, M. de Boufflers fut mis à la tête d'un corps séparé, et, pendant le siège de Philipsbourg, il occupa de nombreuses villes du Palatinat et de l'électorat de Mayence[2] et obligea l'électeur de Mayence à laisser occuper cette ville par une garnison française (17 octobre). Boufflers alla

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, III, 54.
2. Kaiserslautern, Kreutznach, Oppenheim, Bingen, Baccarach, Worms, Spire, etc.

ensuite à Coblentz. L'électeur de Trèves n'ayant pas voulu se soumettre, et ayant même reçu une garnison allemande, Boufflers bombarda Coblentz (novembre) et occupa Trèves. Le 31 décembre, le Roi le nommait chevalier de l'Ordre.

En 1689, Boufflers commanda un corps séparé dans l'électorat de Trèves, et battit à Kocheim[1], le 25 août, 1,600 Impériaux qui étaient venus occuper cette ville et son château. Les portes enfoncées à coups de canon, on enleva la ville d'assaut; l'ennemi perdit 900 hommes, et Boufflers fit prisonnier le reste et envoya six drapeaux à Louis XIV[2]. En 1690, il commanda l'armée de la Moselle. Cette année, Spanheim, envoyé de l'électeur de Brandebourg à la Cour de France[3], disait que l'avancement rapide de Boufflers était dû sans doute à la faveur particulière dont il jouissait auprès de Louvois, mais aussi à son mérite.

Outre les agréments extérieurs de sa personne, dit-il, et les dehors d'un courtisan souple, docile et adroit, il a la réputation d'être d'une vigilance et d'une application incroyables à s'acquitter des devoirs de sa charge ou des postes et des commissions qui lui sont confiés. Il dort peu ou presque pas, passe les nuits la plupart à songer à son affaire, à rendre compte par lettres à M. de Louvois ou au Roi même, suivant le besoin, de tout le détail dont il croit à propos de les instruire, et emploie les journées, sans se donner de relâche, à mettre en exécution tout ce qu'il échoit

1. Sur la Moselle, entre Coblentz et Mont-Royal.
2. C. Rousset, *Histoire de Louvois*, IV, 230-231.
3. Voir sa *Relation* publiée par la Société de l'Histoire de France.

de faire ou d'entreprendre : en sorte que, vigilant, actif, laborieux, appliqué comme il est, il ne doit pas être fort étrange s'il a eu le bonheur de se tirer de pair d'avec ses égaux, de gagner la confiance et l'estime particulière du ministre de la guerre, et même celle du Roi, auquel on a su faire valoir toutes ses bonnes qualités[1].

En 1691, M. de Boufflers prit part au siège de Mons (15 mars-9 avril), et commanda ensuite l'armée de la Moselle. Au mois de juin, il se porta sur Liège, dont le prince-évêque n'avait pas conservé sa neutralité, étant entré dans la Ligue d'Augsbourg et ayant reçu des troupes alliées. Du 2 au 7 juin Liège fut bombardé, 3,000 maisons furent détruites ; mais la ville résista et ne fut pas prise. La même année, les troupes brandebourgeoises (prussiennes) étant entrées dans le duché de Luxembourg, Boufflers les obligea d'en sortir.

En 1692, il fut nommé colonel du régiment des Gardes et se démit de la charge de colonel général des dragons. Nommé au commandement de l'armée de la Meuse, il investit Namur (24 mai) et conduisit l'une des attaques dirigées contre la ville, qui capitula le 5 juin. Pendant le siège du château de Namur, qui ne fut pris que le 30 juin, Boufflers fut chargé de s'opposer au prince d'Orange qui cherchait à secourir la place. Le 3 août, il se distingua à la bataille de Steinkerque ; il arriva au moment où notre gauche faiblissait, dégagea le maréchal de Luxembourg et lui permit de gagner la bataille.

En 1693, Boufflers s'empara de Furnes de la façon

1. Spanheim, p. 343.

la plus brillante, et, le 27 mars de cette année, il fut fait maréchal de France. Il fut chargé du commandement de l'armée de la Meuse en 1694 et 1695. En 1694, il se tint par ordre sur la défensive ; en juillet 1695, il fut chargé de défendre Namur, que Guillaume III avait investi le 1er juillet. Boufflers entra le lendemain dans la ville avec sept régiments de dragons. La ville était attaquée par 80,000 hommes, auxquels Boufflers n'avait à opposer que 14,000 hommes. Le célèbre ingénieur hollandais, Cohorn, conduisait le siège. Boufflers se défendit avec la plus grande énergie. Villeroy devait délivrer Namur; mais il ne fit rien pour obtenir ce résultat, si ce n'est qu'il bombarda inutilement Bruxelles, et, quand il s'avança enfin contre Guillaume III, il trouva que celui-ci était trop fortement posté pour l'attaquer. Ainsi abandonné, M. de Boufflers fut réduit à capituler, le 4 août, pour la ville. Il se retira dans le château, qui fut canonné et bombardé à outrance par 150 canons et 55 mortiers. A la fin du mois, la garnison était réduite de 14,000 hommes à 4,000; toutes les défenses du château étaient ruinées; quatre assauts avaient été repoussés; l'ennemi avait perdu 20,000 hommes. Boufflers rendit le château le 2 septembre, et, pour récompenser le Maréchal de sa belle conduite, Louis XIV le fit duc.

En 1696 et 1697, Boufflers commanda encore l'armée de la Meuse.

En 1698, le Roi lui donna le commandement du camp de Coudun, près de Compiègne. On croyait en Europe la France ruinée, épuisée par la guerre qui venait de

finir à Ryswick. Louis XIV voulut prouver aux pays étrangers combien cette opinion était fausse, et il réunit un camp de 60,000 hommes pour servir à l'instruction du duc de Bourgogne. Il y déploya et y fit déployer par les officiers généraux un faste prodigieux, de telle sorte que ce camp « devint un spectacle effrayant de magnificence et de luxe qui étonna l'Europe après une si longue guerre, et qui ruina troupes et particuliers, les uns pour longtemps, d'autres à ne s'en relever jamais[1] ».

Le Roi vint au camp le 31 août et vit arriver successivement tous les régiments, habillés à neuf, et tous de la plus grande beauté.

Le 1er septembre, le Roi mena la duchesse de Bourgogne chez le maréchal de Boufflers, où elle fit une collation magnifique. « On n'a jamais vu dans un camp, dit Dangeau, rien de si superbe que ce qu'on voit dans celui-ci ». En effet, on lit dans *le Mercure*[2] des détails qui semblent incroyables.

Le Roi parut étonné, en entrant chez M. le maréchal de Boufflers, de la manière ingénieuse dont il avait augmenté la maison qu'il avait choisie pour sa demeure. Comme elle n'était point assez spacieuse, il y avait ajouté des bâtiments de bois qui lui faisaient un plain-pied au rez-de-chaussée, de la cour au jardin. On entrait d'abord dans une salle de 52 pieds (16m,88) de long sur 32 (10m,38) de large. Les coins de cette salle en dehors étaient peints en blanc et imitaient la pierre de taille, et le reste en rouge, représentant de la

1. Addition de Saint-Simon au *Journal de Dangeau*, VI, 416.
2. Septembre 1698, pages 167 à 175.

brique. Cette salle était tapissée d'un damas de Gênes cramoisi, enrichi d'un galon d'or qui régnait tout autour. Il y avait un dais dans le fond, de même étoffe, avec un grand galon et une crépine d'or, et un fauteuil sur une estrade, au-dessous de ce dais, sous lequel était un portrait du Roi de sa hauteur (en pied), fait par le sieur Rigaud. A l'autre fond de la salle et vis-à-vis, était le portrait de Mgr le Dauphin, fait par le sieur Person; à la droite de celui du Roi, dans le côté droit de la salle, était celui de Mgr le duc de Bourgogne, et vis-à-vis, de l'autre côté de la salle, était celui de la princesse son épouse, fait par le sieur Gobert. A l'autre bout de la salle, dans la même symétrie, aux deux côtés de celui de Monseigneur, étaient ceux de Messeigneurs les ducs d'Anjou et de Berry, faits par le sieur de Largilière. Il y avait dans la même salle trois lustres de bronze doré, quatre grands miroirs, plusieurs belles tables, des bronzes, une pendule très magnifique, et plusieurs girandoles sur des guéridons dorés. De cette salle on entrait dans une chambre où il y avait un lit à la duchesse, de damas cramoisi, tout garni de galon d'or, et la tapisserie de même le lit. Il y avait aussi un miroir de plus de 70 pouces (1^{m},89) de haut, un très beau bureau et une riche pendule.

On entrait de là dans une galerie où il y avait plusieurs tables, de toutes façons, pour jouer. On en mettait aussi dans la grande salle dont je viens de parler, et tous les soirs l'appartement était éclairé par une infinité de bougies. Il est aisé de juger que les joueurs s'y trouvaient en grand nombre, et que la liberté qui y régnait invitait les officiers de l'armée à s'y trouver assidûment.

Au premier étage et au-dessus, il y avait plusieurs chambres meublées très proprement. Ces appartements étaient pour M. le maréchal de Boufflers et M. le duc de Gramont, son beau-père. Il y avait outre cela des tentes dressées au bout du jardin : elles consistaient en une grande salle, avec des pavillons aux extrémités, qui se communi-

quaient par de petits passages, le tout doublé d'une étoffe des Indes rayée. On découvrait, du milieu de cette galerie, une chambre magnifique où il y avait un lit à la duchesse, de satin des Indes à fond blanc avec toutes sortes de figures. Ces tentes étaient doublées de même satin. On y trouvait tout ce qu'on pouvait souhaiter dans une chambre. Il y avait un fort grand nombre de gentilshommes, écuyers et aides de camp pour en faire les honneurs.

M. le maréchal de Boufflers avait encore fait construire plusieurs autres bâtiments, savoir : quatre cuisines spacieuses contre un des murs du jardin, l'une pour les potages, et les autres pour les entrées, pour le rôt et pour l'entremets. Il y avait aussi une fruiterie, une lingerie, un gobelet[1], des serres[2] et autres lieux commodes pour chaque chose, et des officiers de chaque espèce qui n'en sortaient pas. Je ne dois pas oublier le lieu où se prodiguaient les liqueurs, et où l'on avait établi sept hommes pour en présenter à tous ceux qui paraissaient, et souvent à ceux qui ne songeaient pas en demander. On servait tous les matins et tous les soirs, dans la galerie, deux tables de vingt à vingt-cinq couverts, et l'on en servait encore plusieurs autres, selon le nombre des officiers qui se trouvaient aux heures des repas. Elles étaient toutes également servies avec un ordre surprenant, et la délicatesse était égale à l'abondance. On n'y a point regardé la dépense quand on a pu tirer de loin ce que le pays ne produisait point et ce qui pouvait marquer la magnificence. Il arrivait tous les jours et à tous moments des exprès de tous côtés, qui apportaient des ortolans, des perdrix rouges, des gélinottes de bois, des veaux de rivière de Rouen et veaux de Gand, faisans, chapons de Bruges, et généralement ce que chaque pays produit de plus exquis et de plus rare.

Pour les jours maigres, on apportait de Dieppe, de Calais

1. Service chargé du pain et du vin.
2. Offices, celliers.

et de Dunkerque le plus beau poisson qui se pêchât sur ces côtes. Il y avait des gens à Gand et à Bruxelles qui n'y étaient que pour envoyer des esturgeons et des saumons. Quatorze chevaux en relais apportaient tous les jours de Paris des légumes et des fruits. Aux deux grandes tables qui se servaient dans la salle, lorsque l'on desservait l'entremets, on ôtait aussi tous les couverts et la nappe, on levait ensuite, avec beaucoup de promptitude, un tapis de cuir qui couvrait une autre nappe bien blanche, et des valets, en pareil nombre que ceux qui servaient à table, donnaient dans un instant des couverts de vermeil doré.

La profusion de toutes sortes de vins y était extrême[1]; on choisissait du champagne, du bourgogne, du vin du Rhin ou du vin de la Moselle, et toutes sortes de vins étrangers. Il y avait plus de 72 cuisiniers, et au moins 340 domestiques, dont plus de 120 portaient la livrée. Il y avait 400 douzaines de serviettes, 80 douzaines d'assiettes d'argent et 6 douzaines de vermeil, des plats et des corbeilles d'argent pour le fruit, et le reste à proportion. Dans les jours ordinaires, il s'est consommé 50 douzaines de bouteilles, et dans les jours où le Roi et les princes y sont venus manger, 80. On a consommé en un jour 2,000 prises de café et un muid[2] de liqueurs. Enfin l'on peut assurer, sans crainte d'en dire trop, que l'on n'a jamais poussé la magnificence si loin. Tous les officiers généraux et les colonels ont tenu de fort bonnes tables et fort délicates, tant que le camp a duré.

« Le Roi, dit Dangeau[3], avait d'abord résolu que

1. « Jusqu'à l'eau, qui fut soupçonnée de se troubler ou de s'épuiser par le grand nombre de bouches, arrivait de Sainte-Reine, de la Seine et des sources les plus estimées ». (Saint-Simon, *Mémoires*, II, 184).

2. Le muid de Paris = 268 litres.

3. *Journal*, VI, 409.

Mgr le duc de Bourgogne tiendrait une grosse table au camp, dans ses tentes qui sont tendues devant le quartier général qui est à Coudun; mais S. M., après avoir su et vu la magnificence de M. de Boufflers, dit, le matin, à Livry[1] qu'il ne fallait pas que Mgr le duc de Bourgogne tînt de table, « parce que, dit-il, nous ne pourrions mieux faire que le Maréchal, et Mgr le duc de Bourgogne ira dîner avec lui quand il ira au camp ».

Le Roi, le Dauphin, le duc de Bourgogne et ses deux frères, la duchesse de Bourgogne et toutes les dames qui l'avaient accompagnée, madame de Maintenon, que le Roi traita presque en reine devant toute l'armée, le roi d'Angleterre, que Louis XIV invita à venir au camp, tous mangèrent ou firent collation chez le Maréchal à plus d'une reprise. Il y avait plus de trente ans que S. M. n'avait fait à un particulier l'honneur d'aller manger chez lui[2] ».

Mais il faut bien dire quelques mots de la partie militaire du camp. Le Roi y passa plusieurs revues et y fit faire l'exercice à ses troupes. Les régiments exécutèrent des marches, après lesquelles les officiere généraux faisaient servir des tables somptueuses. On assiégea Compiègne; Lappara, fort habile ingénieur, dirigeait les travaux d'attaque; on prit une demi-lune; on exécuta de grandes manœuvres, commandées par MM. de Boufflers et de Rosen. Parmi les manœuvres,

1. M. de Livry était le premier maître d'hôtel du Roi.
2. Dangeau, VI, 418.

on peut signaler la formation de l'infanterie en carré pour résister aux attaques de la cavalerie[1]. On exécuta aussi un grand fourrage avec attaque des fourrageurs par l'ennemi. Quand le camp fut terminé, on avait brûlé 80 milliers de poudre. « Il y a eu un si bon ordre dans le camp, qu'il n'y a pas eu le moindre châtiment à faire aux soldats[2] ».

Le Roi partit de Compiègne le 22 septembre. Pour témoigner aux troupes sa satisfaction, il fit donner à chaque capitaine de cavalerie ou de dragons 200 écus (3,000 fr.), et 100 écus à chaque capitaine d'infanterie, afin de les aider à payer une partie de la dépense qu'ils avaient faite pour l'habillement de leurs troupes. Il fit au maréchal un présent de 100,000 livres (500,000 fr.). « Tout cela ensemble, dit Saint-Simon, coûta beaucoup, mais pour chacun ce fut une goutte d'eau ».

En 1701 et 1702, Boufflers commanda l'armée de Flandre et fit occuper les places de la Barrière[3]. En 1703, il était du Conseil tenu le 28 février, dans lequel on enleva définitivement la pique à l'infanterie[4]. Le 30 juin de cette année, M. de Boufflers battit les Anglo-Hollandais à Eckeren. Le général espagnol Bedmar, qui défendait Anvers, était fort menacé par le général anglais baron Obdam. Boufflers le battit, lui tua 4,000 hommes et lui enleva toute son artillerie[5] et ses

1. Dangeau, VI, 424.
2. *Ibidem*, 425.
3. Voir page 295.
4. Voir page 149.
5. Six canons et 44 mortiers.

munitions de guerre. Cette victoire fit grand honneur au maréchal, auquel Philippe V donna la Toison d'Or. En 1704, il fut nommé capitaine de l'une des compagnies des gardes du corps de S. M., et se démit alors du régiment des Gardes françaises.

En 1708, après la bataille d'Oudenarde, M. de Boufflers, gouverneur de la Flandre flamande et gouverneur particulier de Lille, comprit d'après les mouvements du prince Eugène et de Marlborough que leur but était de venir assiéger Lille. Il se renferma dans la ville, avec 100,000 écus de son bien (1,500,000 fr.): il avait emprunté en outre, au nom du Roi, d'assez fortes sommes. Boufflers ne s'était pas trompé. Lille fut investi le 12 août, et la tranchée ouverte le 22. Le prince Eugène fit le siège avec 30,000 hommes, 120 gros canons et 80 mortiers; Marlborough, avec 60,000 hommes, se chargea de couvrir l'armée assiégeante, et se plaça à Helchin sur l'Escaut.

Lille avait été fortifiée par Vauban, qui avait aussi construit la citadelle. Boufflers avait sous ses ordres, M. du Puy-Vauban, neveu du grand ingénieur, et très habile ingénieur lui-même, et le marquis de la Frézelière, général d'artillerie très distingué. La garnison comptait environ 10,000 hommes[1]; 3,500 jeunes gens et bourgeois de la ville s'enrôlèrent sous les drapeaux du Maréchal.

Nous avions en Flandre une armée de 100,000 hommes, dont la destination devait être, semble-t-il, d'em-

1. Infanterie, 16 bataillons; dragons, 2 régiments.

pêcher la prise de Lille. Mais elle était encore commandée par le duc de Bourgogne et M. de Vendôme, toujours en désaccord comme au début de la campagne. Le duc de Berwick, qui commandait une armée séparée, était venu se joindre au duc de Bourgogne, dont les forces étaient supérieures à celles des ennemis.

La conduite de ces généraux fut coupable et inexplicable. Ils laissèrent arriver aux environs de Lille, pendant le mois de juillet, canons, mortiers et munitions destinés au siège de Lille. Nos généraux, absolument désunis, ne pouvaient rien faire et laissaient toute liberté à l'ennemi. Vendôme, d'accord avec Louis XIV et le bon sens, voulait qu'on livrât bataille pour sauver Lille : d'ailleurs le Roi avait promis à Boufflers de le secourir et de ne pas le laisser capituler. Le duc de Bourgogne et Berwick n'étaient pas d'avis de se battre; puis, quand l'évidence les eut forcés de se ranger à l'opinion de Vendôme, ils soulevèrent, ou plutôt Berwick souleva une nouvelle difficulté. Vendôme voulait avec raison que les deux armées françaises se réunissent pour livrer bataille. Berwick, qui, à aucun prix, ne voulait servir sous les ordres de Vendôme, fut d'avis qu'il fallait rester séparés; il attaquerait Eugène pendant que le duc de Bourgogne et Vendôme livreraient bataille à Marlborough; enfin, quand Vendôme eut fait encore une fois adopter son avis, Berwick déposa son commandement et resta comme particulier auprès du duc de Bourgogne.

Pendant toutes ces déplorables discussions, Eugène et Marlborough, s'attendant à être combattus, se réu-

nissaient et se fortifiaient : de sorte que, lorsqu'on fut enfin en présence de l'ennemi (du 4 au 6 septembre), on trouva une position trop difficile à enlever. Vendôme aurait attaqué néanmoins ; mais le duc de Bourgogne et son entourage, conseillés par Berwick, s'opposèrent à la bataille. On en référa à Louis XIV, qui envoya Chamillart, lequel arriva au camp le 9 septembre, ne décida rien parce qu'il n'était pas en état de donner un ordre, et laissa à son départ les choses telles qu'elles étaient avant son arrivée.

Pendant ce temps le maréchal de Boufflers et sa brave garnison se défendaient avec un courage et une opiniâtreté admirables, et repoussaient tous les assauts qu'on livrait à la place. Dans tous ces combats furieux, Boufflers rappelait à ses soldats qu'il s'agissait surtout de défendre l'honneur de la France. Le petit-fils de Louis XIV, futur roi de France, se montrait moins soucieux de l'honneur de son pays.

Dans la nuit du 28 septembre, M. de Tingry[1], avec 1,800 cavaliers, porteurs de sacs de poudre et de fusils, parvint à entrer dans Lille après avoir traversé le camp ennemi, grâce à l'un de ses officiers qui parlait très bien le hollandais et qui trompa les factionnaires et les officiers chargés de la garde du camp du prince Eugène. Mais au même moment l'armée de secours éprouvait un échec qui compensait notre succès. Un général sans aucune valeur, mais protégé par Chamillart, M. le comte de la Mothe, se fit battre, le 28 sep-

1. Fils du maréchal de Luxembourg.

tembre, quoiqu'il eût des forces doubles de celles de l'ennemi.

Par le fait de la longue résistance de Lille, les vivres commençaient à manquer dans les camps d'Eugène et de Marlborough. Notre armée de secours servait au moins à barrer les routes, à les fermer aux convois qui ne pouvaient guère venir que de Bruxelles; et on parlait déjà sérieusement dans l'état-major ennemi de la nécessité où l'on se trouverait bientôt de lever le siège, si un grand convoi de vivres et de poudre n'arrivait pas au camp. Le convoi fut attaqué à Wynendaël, le 28 septembre, par M. de la Mothe, qui se fit battre honteusement par l'escorte, bien qu'elle fût de moitié moins forte que le corps d'armée commandé par M. de la Mothe.

Le 22 octobre, Boufflers, après avoir retiré dans la citadelle de Lille l'artillerie et les munitions, capitula pour la ville. Le prince Eugène, bon appréciateur de la bravoure du gouverneur et de ses soldats, accorda à M. de Boufflers les conditions les plus honorables. Les malades et les blessés furent transportés à Douai. Ce qui restait de la garnison, 5,600 hommes environ, entra dans la citadelle le 25 octobre, dont le siège commença le 29.

Le 30, Chamillart partait de nouveau de Paris pour la Flandre : cette fois il était accompagné de M. de Chamlay, officier d'état-major, qui servait depuis longtemps de conseiller ordinaire à Louis XIV. Leur arrivée à l'armée ne fit qu'augmenter le désordre des opinions; et, faute de savoir ou de pouvoir prendre un

parti, nos généraux continuèrent à ne rien faire pour sauver Lille. Cependant, dans les derniers jours de novembre, l'électeur de Bavière, notre allié, était revenu du Rhin s'entendre avec le duc de Bourgogne et Vendôme; il fut convenu qu'il partirait de Mons avec une quinzaine de mille hommes et marcherait sur Bruxelles[1]. Il espérait faire soulever la population, devenir maître de la capitale des Pays-Bas, et, par cette diversion, obliger Eugène et Marlborough à envoyer une grande partie de leurs forces contre lui. Il facilitait ainsi un mouvement offensif de nos généraux contre le corps ennemi qui assiégeait la citadelle de Lille. Mais encore une fois ils ne surent ou ne voulurent rien faire. Eugène resta à Lille ; Marlborough envoya au secours de Bruxelles une vingtaine de mille hommes, et se trouva réduit un moment à 30,000. Il semble que le duc de Bourgogne, avec 80 ou 100,000 soldats, aurait pu attaquer Marlborough; il ne bougea pas, au risque de laisser battre l'électeur de Bavière, qui, en effet, fut obligé de lever le siège de Bruxelles et d'abandonner même son canon.

Justement irrité, Louis XIV ordonna au duc de Bourgogne et à Vendôme de revenir à Versailles, après avoir mis l'armée dans ses quartiers d'hiver; en même temps il fit parvenir à Boufflers l'ordre de capituler pour la citadelle. Le brave maréchal la rendit le 10 décembre : il y avait quatre mois qu'il se défendait glorieusement, pendant qu'à côté de lui, une armée de 100,000 hommes,

1. Qui était alors une ville fortifiée.

mal commandée, le laissait succomber sans avoir même essayé de le secourir.

On dit que le duc de Bourgogne apprit la capitulation de Lille pendant qu'il jouait au volant, et qu'il n'interrompit point sa partie. Cette indifférence est bien digne du père de Louis XV.

Saint-Simon a dit du maréchal de Boufflers :

L'ordre, l'exactitude, la vigilance, c'était où il excellait. Il voyait tout et donnait ordre à tout sous le plus grand feu, comme s'il eût été dans sa chambre. Sa prévoyance s'étendait à tout, et dans l'exécution il n'oubliait rien. Les soins qu'il prit en arrivant pour faire durer les munitions de guerre et les vivres, l'égale proportion qu'il fit garder en tous les temps du siège en la distribution du pain, du vin et de la viande, où il présida lui-même, et les soins infinis qu'il fit prendre et qu'il prit lui-même des hôpitaux, le firent adorer des troupes et des bourgeois. Il les aguerrit, je dis les troupes de salade[1] qui faisaient la plus nombreuse partie de sa garnison, les fuyards d'Oudenarde et les bourgeois qu'il avait enrégimentés, et en fit des soldats qui ne furent pas inférieurs à ceux des vieux corps...

Attentif à éviter, autant qu'il le pouvait, la fatigue aux autres et les périls inutiles, il fatiguait pour tous, se trouvait partout, et sans cesse voyait et disposait par lui-même, et s'exposait continuellement. Il couchait tout habillé aux attaques, et il ne se mit pas trois fois dans son lit depuis l'ouverture de la tranchée jusqu'à la chamade. On lui reprocha qu'il s'exposait trop ; il le faisait pour tout voir par ses yeux et pourvoir à tout à mesure ; il le faisait aussi pour l'exemple et pour sa propre inquiétude que tout allât et s'exécutât bien.

1. Bataillons formés d'hommes tirés de divers corps, par comparaison aux diverses herbes qui composent une salade.

Louis XIV combla de récompenses l'héroïque défenseur de Lille. On lit dans le journal de Dangeau, à la date du 16 décembre :

M. le maréchal de Boufflers arriva et fut reçu du Roi avec toutes les marques d'estime, d'amitié et de considération qu'un roi puisse donner à son sujet ; et après beaucoup de caresses et de louanges, le Roi lui dit : « Demandez-moi présentement tout ce que vous pouvez désirer ». Le Maréchal répondit qu'il n'avait rien à lui demander que la continuation de ses bontés et de son estime, et qu'il était trop récompensé par là des services qu'il avait tâché de lui rendre. Le Roi pressa fort le Maréchal de s'expliquer sur ce qu'il pourrait souhaiter pour lui et pour sa famille, et le Maréchal persista à dire toujours qu'il était trop bien payé de ce qu'il avait fait. Le Roi lui dit : « Hé bien ! puisque vous ne voulez rien demander, je vas vous dire ce que j'ai pensé, afin que j'y ajoute quelque chose si je n'ai pas assez pensé à tout ce qui vous peut satisfaire. Je vous fais pair, je vous donne la survivance du gouvernement de Flandre et les appointements du gouvernement de Lille pour votre fils. Je vous donne les grandes entrées chez moi, qui sont celles des gentilshommes de la Chambre ». Le Maréchal se jeta à ses pieds pour le remercier, se trouvant comblé des grâces du Roi et répondant à toutes les bontés du Roi avec une modestie et une sagesse dignes d'un aussi honnête homme que lui. Le fils du maréchal de Boufflers n'a, je crois, que onze ou douze ans, ce qui rend encore la grâce plus considérable, et les appointements du gouvernement de Flandre et de celui de Lille vont à plus de 100,000 livres (500,000 fr.). Personne n'envie à ce maréchal les grâces que le Roi vient de lui faire ; il les a dignement méritées.

A peine la citadelle de Lille fut-elle prise, que les coalisés investirent Gand, qui était défendu par M. de

la Mothe, le vaincu de Wynendaël, qui s'y trouvait à la tête d'une quinzaine de mille hommes. C'était encore la volonté de Chamillart qui avait maintenu au commandement un pareil incapable. A cette nouvelle, M. de Boufflers eut l'ordre de rassembler l'armée qui était déjà dans ses quartiers; mais à peine avait-il réuni les troupes, que l'ami de Chamillart avait capitulé et rendu Gand sans avoir tiré un seul coup de canon (2 janvier 1709).

Le Roi ayant donné le commandement de l'armée de Flandre au maréchal de Villars, Boufflers voulut servir sous ses ordres, bien que Villars fût moins ancien que lui de dix ans[1]. « S'il arrivait malheur à votre général dans une bataille décisive, dit-il à Louis XIV, votre armée serait ruinée et la France avec elle » ; et il écrivait à Villars : « Aucun de vos aides de camp n'exécutera vos ordres avec plus d'empressement et de plaisir que moi ». Bel exemple de patriotisme, bien rare dans les armées et bien honorable pour M. de Boufflers.

Pendant toute la campagne, les deux généraux donnèrent constamment à l'armée l'exemple de leur union et de leur volonté de sauver la France. Le patriotisme de ces deux grands Français gagna l'armée et lui fit supporter l'extrême misère et la faim, qu'elle endura avec une résignation et un dévouement, encore et toujours dignes de la reconnaissance du pays.

A la bataille de Malplaquet, Boufflers commanda la droite de l'armée sous les ordres supérieurs de Villars

1. Comme maréchal.

qui était à la gauche. Boufflers fut vainqueur et le demeura jusqu'à la fin de la bataille. Villars fut moins heureux; ses troupes plièrent, et il fut blessé grièvement. Boufflers prit alors le commandement en chef de l'armée, qui lui dut son salut. Après avoir fait charger six fois l'ennemi, il opéra sa retraite avec tant de fierté et de vigueur, qu'il ne perdit pas un canon, et rapporta plus de 30 drapeaux qu'il avait pris à l'armée anglo-impériale.

Après la bataille, M. de Boufflers vint à Versailles, eut plusieurs entretiens avec le Roi, et repartit pour la Flandre « en bon citoyen », dit Dangeau[1], afin d'aider le maréchal de Villars, mais sans prétendre commander l'armée. Il servit en effet comme volontaire pendant la fin de la campagne[2].

La campagne de 1709 terminée, Boufflers cessa tout à coup d'être employé aux armées : il sembla être en disgrâce, bien que le Roi, une ou deux fois encore, lui ait accordé une faveur. Si l'on en croit Saint-Simon[3], ses derniers services de Lille et de Malplaquet lui avaient tourné la tête. « Il imagina d'être connétable, il osa le demander, et de ce moment il perdit tout avec le Roi, qui le regarda comme un ambitieux insatiable et qui ne put plus le souffrir ». Quant aux dernières faveurs que le Roi accorda à M. de Boufflers, nous lisons dans Dangeau que, le 23 mars 1711, Boufflers ayant perdu son fils, Louis XIV envoya un gentilhomme ordinaire à

1. *Journal*, XIII, 26.
2. *Ibidem*, p. 30.
3. Addition au *Journal* de Dangeau, XIII, 465.

Paris pour lui faire compliment, « honneur que le Roi ne fait pas souvent présentement ». Au mois de mai 1711, Louis XIV lui donna un logement à Marly. Au mois d'août, le Maréchal fut du voyage de Fontainebleau, où il tomba malade et mourut le 22 août 1711. « Toute la Cour le plaignit et le regretta, dit Saint-Simon, mais avec une considération baissée, et le Roi en fut extrêmement soulagé ».

XXVI

LE DUC DE BERWICK

MARÉCHAL DE FRANCE

Bataille d'Almanza (1707).

Jacques de Fitz-James, duc de Berwick, naquit le 21 août 1670. Il était fils de Jacques, duc d'York, depuis roi d'Angleterre sous le nom de Jacques II ; sa mère, miss Arabella Churchill, était la sœur du duc de Marlborough. Il fut élevé en France dans la religion catholique, et revint plus tard en Angleterre, où il prit part à la bataille de Weston (1685), dans laquelle le duc de Monmouth fut battu. Jacques de Fitz-James alla ensuite apprendre l'art de la guerre sous le célèbre duc Charles de Lorraine, général de l'empereur

Léopold, et servit sous ses ordres dans les guerres contre les Turks, notamment au siège et à la prise de Bude (1686).

Rappelé en Angleterre par le roi Jacques II, son père, à cause des troubles politiques et des menées de Guillaume prince d'Orange, Fitz-James devint en 1688 duc de Berwick et en 1689 lieutenant général des armées du roi d'Angleterre. Après que Jacques II eut été chassé de son royaume, Berwick vint avec lui en France, et en partit en 1690, avec son père, pour l'expédition d'Irlande ; il prit part à la bataille de la Boyne (11 juillet), après laquelle il revint en France avec Jacques II.

En 1691, il servit comme volontaire dans l'armée de Flandre, et se distingua au siège de Mons et au combat de Leuze. En 1692, il combattit à Steinkerque à la tête d'un régiment français. En 1693, il fut nommé par Louis XIV lieutenant général, et il continua à servir sous M. de Luxembourg. A la bataille de Nerwinde, Berwick fut fait prisonnier. Il s'était emparé du village de Nerwinde; mais, l'ennemi étant revenu à la charge, il apprit que l'attaque était conduite par le prince d'Orange, devenu roi d'Angleterre sous le nom de Guillaume III. Pour satisfaire sa haine contre l'usurpateur du trône de son père, Berwick se jeta dans la mêlée, perça jusqu'à la troisième ligne des Anglais avec une intrépidité prodigieuse ; mais il finit par être accablé par le nombre et pris. Il fut bientôt échangé et continua à servir à l'armée de Flandre sous les ducs de Luxembourg et de Villeroy.

Au début de la guerre de la Succession d'Espagne, Berwick servit encore dans les Flandres: le 9 mai 1703, il battit, sur la Roër, une partie de l'armée ennemie. Mais, le 11 décembre 1703, Louis XIV lui donna le commandement de l'armée qu'il envoyait en Espagne au secours de Philippe V, et, le 17 de ce mois, il le naturalisa Français.

Berwick et Philippe V envahirent, en 1704, le Portugal, qui venait d'entrer dans la coalition contre la France et l'Espagne ; ils s'emparèrent de plusieurs places fortes. Après cette campagne, Berwick fut rappelé en France, et envoyé, en 1705, dans les Cévennes réprimer les derniers soulèvements des Camisards. A la fin de l'année, il alla faire le siège de Nice, qu'il prit le 24 novembre ; mais le château ne se rendit que le 4 janvier 1706. Louis XIV fit maréchal de France M. de Berwick le 25 février 1706 et l'envoya de nouveau en Espagne, où Philippe V n'avait plus qu'une seule ressource, très forte il est vrai, le dévouement des Castillans, entièrement soulevés contre les Anglais « hérétiques » et les Portugais leurs alliés. Berwick soutint et développa ce mouvement populaire et les nombreuses guérillas qui se formaient de tous côtés. L'ennemi évacua Madrid et se retira dans le royaume de Valence. Berwick ne l'y suivit pas et alla d'abord délivrer Murcie, assiégé par les Anglais.

Le 25 avril 1707, il attaqua et battit à Almanza, dans le royaume de Murcie, l'armée anglo-portugaise forte d'environ 33,000 hommes, et commandée par un protestant français réfugié, M. de Ruvigny, devenu le

comte de Galloway. L'armée « des Deux-Couronnes » (France et Espagne) était à peu près d'égale force. La bataille fut rude : dragons anglais, bataillons hollandais, anglais et portugais, furent enfoncés par la cavalerie espagnole ou par les baïonnettes françaises, et hachés dans leur déroute. Les Camisards de Cavalier qui servaient dans l'armée anglaise furent détruits après un combat acharné. Le lendemain, 13 bataillons, qui s'étaient retirés sur les hauteurs de Coudaté, près d'Almanza, furent cernés par M. d'Asfeld[1] et obligés de mettre bas les armes[2]. L'ennemi perdit à Almanza : 6,000 hommes tués sur le champ de bataille, 9,000 prisonniers, dont 5 généraux et plus de 800 officiers, 20 pièces de canon, 120 drapeaux ou étendards, tous ses équipages, etc. L'armée des Deux-Couronnes n'eut que 1,500 hommes tués ou blessés[3].

Philippe V donna au duc de Berwick les villes de Liria et de Xativa, dans le royaume de Valence, avec le titre de duché, et la grandesse d'Espagne de première classe.

Le lendemain de la bataille, le duc d'Orléans arriva à l'armée : il était, par la volonté de Louis XIV, associé au duc de Berwick. Les deux généraux marchèrent sur Valence et s'en emparèrent le 8 mai. Ils allèrent ensuite assiéger la forte place de Lérida, dont ils se

1. Un des lieutenants de Berwick.

2. Ces bataillons se composaient de 3 bataillons anglais, 2 de réfugiés français à la solde de l'Angleterre, 5 hollandais et 3 portugais. (Dangeau, XI, 364.)

3. *Gazette de France*, 1707, p. 235.

rendirent maîtres le 12 octobre : le château de Lérida capitula le 11 novembre.

La campagne de 1708 fut moins brillante pour le duc de Berwick. Nommé au commandement de l'armée du Rhin, il n'y fit rien de remarquable, et quand il fut, après Oudenarde, envoyé rejoindre l'armée de Flandre commandée par le duc de Bourgogne et Vendôme, sa conduite fut absolument mauvaise et causa en partie la chute de Lille. M. de Berwick détestait Vendôme ; il ne voulut à aucun prix servir sous ses ordres. Il alla jusqu'à renoncer à son commandement, et resta simple volontaire auprès du duc de Bourgogne plutôt que de consentir à obéir, comme c'était cependant l'ordre du Roi, au duc de Vendôme. Vendôme voulait qu'on livrât bataille pour sauver Lille : c'était aussi l'avis de Villars ; c'était la volonté de Louis XIV. Le duc de Bourgogne et Berwick étaient opposés à la bataille, et leur opinion triompha. La lutte de Berwick contre Vendôme est l'un des plus graves et des plus funestes exemples d'indiscipline donnés par des généraux.

En 1709, le maréchal de Berwick alla remplacer Villars sur la frontière des Alpes, sérieusement menacée par le duc de Savoie. La frontière qu'il avait mission de défendre s'étendait entre Genève et Antibes sur une longueur de 250 kilomètres. Il avait pour cela 84 bataillons et 30 escadrons. La défense des Alpes par Berwick a été exposée par lui-même, dans ses Mémoires, et il convient d'en mettre quelques pages sous les yeux de nos lecteurs. Il n'est pas inutile aujourd'hui de les connaître.

La défensive était difficile, vu qu'un ennemi qui se tenait dans la plaine de Piémont, et qui avait son projet formé, se pouvait tout d'un coup porter avec toutes ses forces du côté qu'il voulait; au lieu qu'incertains de ses desseins, nous étions obligés de nous séparer pour porter notre attention de tous côtés. Ainsi il était vraisemblable que nous serions percés en quelque endroit; auquel cas les ennemis deviendraient les maîtres de ce qu'ils voudraient. J'imaginai un nouvel emplacement[1], par lequel je me trouvais à portée de tout, et en état d'arriver partout avec toute l'armée, ou du moins avec des forces suffisantes pour barrer le passage aux ennemis.

Je me fis donc l'idée d'une ligne dont le centre avançait, et la droite et la gauche étaient en arrière, en sorte que je faisais toujours la corde, et que les ennemis nécessairement faisaient l'arc.

Je pris Briançon pour le point fixe de ce centre, où devait être le gros de mes troupes, et d'où je devais les faire filer sur la droite ou sur la gauche, selon les mouvements des ennemis. Ma ligne, à droite, passait par la vallée de Barcelonnette, et tombait de là, par le col de la Caillolle, dans la vallée d'Entraume où le Var prend sa source, et continuait, en suivant cette rivière, jusqu'à son embouchure dans la Méditerranée entre Saint-Laurent et Antibes. Pour assurer ma communication de ce côté-là, je fis faire à Tournoux, dans la vallée de Barcelonnette, un camp retranché, qui devait me servir comme de magasin et de réservoir à troupes, en cas que les ennemis se portassent sur Coni ou le col de Tende. L'entrée par la vallée de Barcelonnette était fort aisée, et de là les ennemis auraient pu, sans passer le col, aller à Seyne et sur la Durance, et se trouver par là tout d'un coup au milieu de notre pays. Ainsi j'étais

1. Le quartier général, le centre de la défense, était à Grenoble; Berwick le transporta à Briançon.

bien aise d'être sûr de leur barrer cette porte, en faisant bien accommoder le poste de Tournoux, par où il fallait passer pour aller plus en avant.

Ma ligne, à gauche, passait par le col du Galibier, tombait à Valoire, de là à Saint-Jean de Maurienne, et puis à couvert de l'Arc jusqu'à son embouchure dans l'Isère, que je suivais jusqu'à Montmélian et fort Barraux, où j'avais médité un camp retranché. Je ne comptais pas garder la Tarentaise, ni le reste de la Savoie, à cause que ma ligne aurait été trop droite, et que les ennemis auraient pu très aisément, par des contre-marches, me percer quelque part; mais, reculant ma ligne, j'avais toujours le temps de les devancer. Pour assurer les navettes nécessaires, j'avais ma principale attention sur Valoire, poste excellent qui couvrait le Galibier, empêchait les ennemis de descendre par la Maurienne plus bas que Saint-Michel, et par conséquent les rejetant nécessairement dans la Tarentaise, s'ils voulaient aller en Savoie, me donnait tout le temps d'y arriver avant eux et de me placer. J'étais bien sûr que tant que je ne laisserais aux ennemis de communication avec le Piémont que par le Petit-Saint-Bernard, ils ne pouvaient hiverner en Savoie, attendu que leurs subsistances viendraient de trop loin; et que de plus nous pouvions facilement, quand les neiges auraient bouché les passages, tomber sur eux, avec un tel nombre de troupes qu'il plairait au Roi de nous envoyer des autres frontières.

Comme de la conservation du point milieu de ma ligne dépendait tout mon système, je crus qu'il fallait principalement s'en assurer; ainsi Briançon étant une très mauvaise place commandée de partout, et sur laquelle je savais que le duc de Savoie avait toujours la vue, je fis travailler à un camp retranché sur les hauteurs des têtes au-dessus de la ville. Cela se fit avec tant de diligence, qu'en un mois de temps il fut en état de défense. J'occupais aussi le Randouillet, autre hauteur qui commandait aux têtes. Dans la suite, à force de travailler, j'en fis un poste si excellent, que

12 bataillons suffisaient pour sa défense contre toute une armée : le tout était bastionné avec chemin couvert, ouvrages extérieurs et 500 pièces de canon. J'y fis aussi bâtir des maisons et y conduisis de l'eau de fontaine, car l'on ne pouvait que difficilement en aller chercher dans la Durance, quoiqu'au pied du camp.

Toutes ces dispositions faites, je me campai dans la vallée de Monestier[1], à 2 lieues de Briançon, avec le gros de mon infanterie. Je mis 5 bataillons dans la vallée de Queiras, 12 dans le camp de Tournoux, et 9 en Provence; je plaçai 4 bataillons à Valoire, 4 à Villars-Gondrin, auprès de Saint-Jean de Maurienne. J'en détachai aussi 7 en Tarentaise avec toute ma cavalerie, aux ordres du sieur de Thouy, lieutenant général, à qui j'ordonnai de faire bonne contenance, mais de se replier sur Conflans, et de là à Montmélian, si les ennemis marchaient à lui, avec des forces supérieures.

Je suis entré dans un plus grand détail, à cause que cette guerre était toute différente des autres, et que, sans tout ce que je viens de dire, on n'aurait pu la comprendre. Elle paraît d'abord extraordinaire et fort difficile; mais je puis assurer qu'en suivant l'idée que je m'en suis faite, c'est la plus aisée. Il ne s'agit que d'être bien averti des mouvements des ennemis et de faire ses navettes à propos. L'un et l'autre est très facile; car, de ma position, on voit venir l'ennemi de si loin, que l'on peut toujours arriver à temps, quand même il déroberait quelques marches.

Il faut observer qu'en fait de guerre de montagne, quand on est maître des hauteurs, l'on arrête son ennemi; et c'est ce que j'avais eu attention de ménager dans la ligne que je m'étais proposée.

Pour preuve que je croyais ma défensive bonne, la campagne d'après, je donnai de mon propre mouvement 20 bataillons des 84 que j'avais, afin que le Roi pût en grossir ses armées ailleurs.

[1]. Entre le col du Galibier et Briançon.

Il n'est pas possible de raconter avec quelque détail les opérations du maréchal de Berwick dans les Alpes pendant les années 1709, 1710 et 1711; nous nous contenterons d'indiquer rapidement les principaux faits.

En 1709, le comte de Thaun, feld-maréchal de l'Empereur et commandant l'armée impériale et piémontaise, passa le mont Cenis et envahit la Savoie, pendant qu'un autre corps traversait les Alpes au mont Genèvre. Après trois mois d'une campagne inutile, ils furent obligés de battre en retraite.

Pendant l'hiver de 1709 et les premiers mois de 1710, Berwick fut envoyé à l'armée de Flandre, où Villars avait été blessé; il devait seconder les maréchaux de Boufflers et de Villars. L'été de 1710 venu, il revint à l'armée des Alpes, où le nouveau ministre de la guerre, M. Voysin, eut le bon esprit de le conserver pendant quatre ans, sans lui donner un associé[1].

1710. Cette année, M. de Thaun, avec 70 bataillons et autant d'escadrons, attaqua le Dauphiné ; il franchit le col de l'Argentière et entra dans la vallée de Barcelonnette, pendant que quelques corps séparés faisaient de fausses attaques sur d'autres points de la ligne. Le

1. M. Voysin, dit Berwick dans ses Mémoires (II, 76), était « un homme de sens », capable de grands détails, appliqué à sa besogne, très juste et cherchant avec soin à découvrir les gens de mérite pour les mettre en place. Son prédécesseur, Chamillart, au contraire, était infatué de sa personne; il croyait être général et n'entendait rien aux choses militaires. Il avait une opinion merveilleuse de sa capacité, et disait qu'il ferait bien manœuvrer un corps de 6,000 chevaux. Ses protégés étaient surtout des généraux ineptes et infatués comme lui. La face des affaires militaires changea totalement après sa retraite.

but du comte de Thaun était de marcher sur Gap et de faire soulever les « nouveaux convertis du Dauphiné ». Le comte de Thaun échoua encore dans son projet et fut obligé de rentrer dans le Piémont sans avoir rien fait.

Pendant l'hiver, Berwick négocia secrètement avec M. de Savoie; mais ces négociations n'aboutirent pas, et la guerre continua.

En 1711, M. de Savoie se mit à la tête de son armée, passa le mont Cenis et envahit la Savoie. Il ne fut pas plus heureux que M. de Thaun, trouva toujours M. de Berwick devant lui, et fut obligé de rentrer dans le Piémont après une troisième campagne aussi inutile que les précédentes. L'ennemi s'étant retiré, Berwick aurait pris Exilles[1], sans la faute du marquis de Broglie, qui « désirant faire tout sans que d'autres y eussent part », n'exécuta pas à la lettre les ordres de son général, et fit échouer ce projet. Les troupes piémontaises qui avaient pénétré en Savoie par le Petit-Saint-Bernard se retirèrent également. — Dans cette campagne, Berwick avait trouvé en M. d'Asfeld un lieutenant dévoué et intelligent.

1712. La paix étant sur le point de se conclure, le duc de Savoie ne chercha pas à faire une nouvelle campagne d'invasion, et il ne se passa rien d'important, cette année, sur les Alpes. Les trois campagnes de Berwick sur cette frontière sont certainement un des plus beaux exemples de la guerre de montagne que l'on

1. Sur la haute Doire, au delà du mont Cenis.

puisse citer; et, bien que l'ouverture de nouvelles routes dans les Alpes ait modifié dans les détails le plan général du maréchal de Berwick, ce plan général n'en reste pas moins dans son ensemble un document de premier ordre.

En 1710, Berwick avait été créé duc et pair de France[1].

En novembre 1712, le duc de Berwick fut envoyé en Catalogne; il devait débloquer et ravitailler Girone, ce qu'il exécuta le 7 janvier 1713.

La paix générale signée à Utrecht, à Rastadt et à Bâle, en 1713 et 1714, avait mis fin à la guerre, excepté dans la Catalogne. La capitale de cette province, si profondément hostile aux Castillans, ne voulait pas se soumettre à Philippe V. Elle était encouragée sous main par l'empereur Charles VI[2]. Son général, M. de Stahrenberg, après avoir évacué Tarragone, en juillet 1713, évacua Barcelone, mais après avoir laissé les insurgés catalans occuper la ville et le mont Jouich, et autorisé 4,000 de ses soldats à déserter, lesquels grossirent aussitôt l'armée catalane. Les Etats de Catalogne réunis déclarèrent la guerre à l'Espagne et à la France. Philippe V commença le blocus de Barcelone au mois d'août 1713. Mais l'île de Majorque avait pris parti pour Barcelone et ravitaillait la ville, et, Philippe V n'ayant pas de marine, le blocus n'amenait aucun résultat.

1. Le duché fut établi, sous le nom de Fitz-James, sur la terre de Warty en Beauvaisis.
2. L'ancien archiduc Charles, compétiteur de Philippe V.

Philippe V implora l'assistance de Louis XIV, qui envoya des troupes, commandées par Berwick, et une escadre aux ordres de Ducasse. Berwick arriva devant Barcelone le 7 juillet 1714 ; et après sa jonction avec les troupes de Philippe V, il disposait d'environ 40,000 hommes. Les Barcelonais avaient 16,000 hommes bien organisés. Berwick ouvrit la tranchée le 12 juillet. Les assiégés se défendirent avec une indomptable énergie ; plusieurs assauts furent repoussés ; les moines se joignaient aux soldats pour combattre nos grenadiers. 12,000 miquelets venus au secours des assiégés furent dispersés par Berwick (22-24 août). Les vivres manquant, les Barcelonais voulurent faire sortir les femmes et les enfants ; Berwick fit tirer sur eux. Enfin, le 11 septembre, par les sept brèches ouvertes dans le rempart, on donna l'assaut, et cette partie de l'enceinte fut enlevée ; mais, au delà, dans la ville et le long des remparts, il fallut continuer la bataille. Enfin, le 12 septembre, Barcelone se rendit et perdit tous ses privilèges, ainsi que la Catalogne qui fut dès lors soumise à la Castille. Les assiégeants avaient perdu 10,000 hommes ; les assiégés 6,000, dont 543 moines et prêtres.

Après la mort de Louis XIV, Berwick fut nommé membre du Conseil de régence (1719) et, pendant la guerre que le Régent et son ministre le cardinal Dubois firent à Philippe V et à son ministre le cardinal Alberoni (1719-1720), Berwick eut le commandement de l'armée envoyée contre Philippe V. On sait combien cette guerre, si opposée aux intérêts de la France, était

favorable à ceux de l'Angleterre. On dépensa 4 ou 500 millions de francs pour détruire la marine de l'Espagne, notre alliée, au profit de l'Angleterre, notre ennemie! Berwick prit Fontarabie (16 juillet) et Saint-Sébastien (1er et 16 août), et détruisit les vaisseaux et les chantiers de construction espagnole, « afin, écrivait-il au Régent, que le gouvernement de l'Angleterre puisse faire voir au Parlement qu'on n'avait rien négligé pour diminuer la marine espagnole ». La paix faite, le maréchal de Berwick fut nommé chevalier du Saint-Esprit.

Lorsque la guerre de la Succession de Pologne éclata (1733), Berwick fut nommé commandant de l'armée du Rhin. Il commença par prendre le fort de Kehl (28 octobre 1733). En 1734 il força les lignes d'Ettlingen (mai) et mit le siège devant Philipsbourg (3 juin). Le 12, il fut tué d'un coup de canon dans la tranchée.

XXVII.

LE DUC DE VENDOME

LIEUTENANT GÉNÉRAL, COMMANDANT D'ARMÉE.

Bataille de Villa-Viciosa (1710).

Louis-Joseph de Bourbon, arrière-petit-fils de Henri IV, naquit le 1er juillet 1654. Il fut appelé le duc

de Penthièvre jusqu'à la mort de son père[1], et depuis il porta le nom de duc de Vendôme.

Vendôme commença à servir, en 1672, à l'armée de Hollande, sous les ordres de Louis XIV. Il se distingua au passage du Rhin en enlevant deux drapeaux aux Hollandais. On le trouve ensuite aux sièges de Maëstricht (1673), de Besançon et de Dôle (1674), à l'armée de Turenne, où il fut blessé au combat d'Altenheim (1675), puis au siège de Condé (1676). En 1677, il servit, en qualité de volontaire, à l'armée du maréchal de Créqui, et se distingua à la bataille de Kochersberg et à la prise de Fribourg[2]. On dit que le maréchal de Créqui lui adressa cet éloge : « Mon prince, vous serez un jour un grand général ». Vendôme devint en effet un brillant général d'élan, enlevant les troupes par sa rare intrépidité. Nommé brigadier d'infanterie en 1677 après Fribourg, M. de Vendôme reçut le brevet de maréchal de camp en 1678, et fut nommé gouverneur de Provence en 1679. En 1684, il se distingua au siège de Luxembourg, et il fut nommé lieutenant général et créé chevalier de l'Ordre en 1688.

Pendant la guerre contre les coalisés d'Augsbourg, le duc de Vendôme servit d'abord à l'armée de Flandre et prit part au siège de Mons (1691), au combat de Leuze (1691), au siège de Namur (1692) et à la bataille de Steinkerque, dans laquelle il joua un rôle très important (5 juin 1693). Il passa ensuite à l'armée d'Italie

1. Arrivée le 6 août 1669.
2. *Gazette*, 1677, pages 798 et 891.

et aida Catinat à gagner la bataille de la Marsaille (4 octobre 1693). M. de Vendôme fut nommé général des galères en 1694, et, l'année suivante, Louis XIV lui donna le commandement de l'armée de Catalogne. Il battit les Espagnols à Ostalrich (1696), assiégea Barcelone par terre et par mer, et prit la ville (10 août 1697), ce qui décida les coalisés à signer la paix de Ryswick.

En 1702, Louis XIV envoya le duc de Vendôme en Italie contre le prince Eugène, qui avait fait prisonnier le maréchal de Villeroy à Crémone après l'avoir battu à Chiari[1]. Au début de la campagne, Vendôme défit les Impériaux à San Vittoria, les chassa du Parmesan, débloqua Mantoue et battit à Luzzara (15 août) le prince Eugène, qui perdit 8,000 hommes à cette sanglante affaire. Philippe V, roi d'Espagne, récompensa le général français en lui donnant le collier de la Toison-d'Or. Vendôme prit ensuite Guastalla, Borgoforte et Governolo, et refoula Eugène au delà du Mincio.

L'année suivante (1703), après avoir vaincu, à la Stradella, un des lieutenants du prince Eugène, le comte de Stahrenberg, Vendôme reçut l'ordre d'envahir le Tyrol pour aller joindre Villars qui était en Bavière ; il bombarda Trente; mais le soulèvement des populations, entièrement dévouées à la Maison d'Autriche, et la défection du duc de Savoie, jusqu'alors notre allié, forcèrent Vendôme à évacuer le Tyrol et à entrer dans le Piémont pour en faire la conquête, en prenant les prin-

1. Vendôme avait dès lors pour aide de camp le chevalier Folard, capitaine, et depuis écrivain militaire distingué.

cipales villes du pays. Après s'être emparé de Verceil et d'Yvrée (1704), Vendôme attaqua Verrue. Le siège dura du 14 octobre 1704 au 10 avril 1705. « Il fallut braver un ennemi bien redoutable, un hiver terrible. Le froid tuait nos soldats ; les neiges les engloutissaient. La terre glacée jusqu'au fond de ses entrailles se refusait aux coups des travailleurs ; il fallait employer la flamme pour creuser des tranchées nouvelles. Pendant près de deux mois que durèrent les rigueurs de cette rude saison, on n'entendit pas une seule plainte ».

Mais, pendant ce temps, les Impériaux s'emparaient des duchés de Mantoue et de Modène, et se préparaient à envahir le Milanais. De son côté, Vendôme s'était rendu maître de toutes les places du Piémont, à l'exception de Turin, pendant que le duc de Berwick s'emparait de Nice. Vendôme allait assiéger Turin, lorsque le prince Eugène accourut au secours de la capitale du duc de Savoie. Il déboucha du Tyrol par Trente, traversa le massif du Tonal, pour éviter la ligne de l'Adige, et arriva sur l'Adda. Là, il rencontra Vendôme à Cassano, où la bataille s'engagea (16 août 1705). Il fut impossible aux Impériaux, malgré quatre heures de combat, de franchir l'Adda ; ils furent obligés de se retirer, laissant plus de 11,000 des leurs, tués ou blessés, sur le champ de bataille ; on leur fit 2,000 prisonniers. Le combat fut acharné, et Vendôme s'y battit comme un lion, à la tête de ses grenadiers ; plus de douze de ses officiers généraux tombèrent à côté de lui. Un soldat allemand coucha en joue M. de Vendôme. Son capitaine des gardes, nommé Cotteron, se

jeta devant lui et fut tué. Le prince Eugène dut abandonner pour cette année le projet de secourir le duc de Savoie. Sur ces entrefaites, l'empereur Léopold étant mort, le prince Eugène laissa son armée au comte de Reventlau et alla à Vienne.

Vendôme, pendant l'absence du prince, attaqua et battit les Impériaux à Calcinato [1] (19 avril 1706). Attaqués vigoureusement à la baïonnette par un général qui savait électriser ses soldats, les Impériaux furent chassés de leurs retranchements avec perte de 3,000 hommes tués, 3,000 prisonniers et 6 canons. M. de Reventlau fut poursuivi et obligé de repasser l'Adige à Roveredo.

Pendant ce temps, le duc de la Feuillade assiégeait Turin. Vendôme, avec l'armée de Lombardie, établie sur le lac de Garde, le Mincio et l'Adige, et couverte en partie par la neutralité de la république de Venise [2], devait empêcher le prince Eugène de franchir l'Adige et de venir au secours de Turin. L'armée de M. de Vendôme était ainsi disposée : M. de Médavy [3], à Salo sur e lac de Garde et à Gavardo sur la Chiese; Albergotti, au Montebaldo, entre le lac de Garde et l'Adige; M. de Saint-Frémont [4], sur le bas Adige; M. de Vendôme, en-

1. Sur la Chiese, au sud-ouest du lac de Garde.
2. La neutralité de Venise n'était qu'apparente. Venise favorisait les Impériaux autant qu'il lui était possible sans se déclarer ouvertement contre la France.
3. Voir page 303.
4. « Ancien lieutenant général qui sert en Italie, dit Dangeau, quoiqu'il devienne assez infirme ». (XI, 20, 1706.)

tre l'Adige et le Mincio, pour se porter au secours de celui de ses lieutenants qui serait attaqué. Il avait rappelé les troupes qui étaient dans le Modénais et avait conservé tous ses postes sur l'Adige[1]. Vendôme se tint sur la défensive. Mais la défensive sur une longue ligne comme l'Adige, la dispersion d'une partie de l'armée, moins forte que celle des Impériaux, dans des postes assez nombreux, et la mauvaise foi des Vénitiens, faisaient la partie belle au prince Eugène, qui, dès le 2 juillet, se prépara à passer l'Adige.

Si Vendôme fût resté à la tête de l'armée de Lombardie, il eût pu vaincre encore les Impériaux; mais à ce moment Vendôme était envoyé aux Pays-Bas pour remplacer Villeroy, qui venait d'être battu à Ramillies (28 mai), et il allait quitter son armée à un moment bien grave, surtout étant donnée l'erreur qu'il avait commise, et dans laquelle il persévérait. Le duc de Vendôme s'était complètement trompé : il ne croyait pas qu'Eugène viendrait à Turin par la rive droite du Pô, à cause des nombreux affluents de ce fleuve qu'il fallait traverser pour arriver à Turin, et qui devaient ou pouvaient être défendus. Il croyait aussi que Venise ne laisserait pas toute liberté aux Impériaux pour franchir le bas Adige. Enfin, il se laissa tromper par les démonstrations qu'Eugène fit faire du côté du lac de Garde, et donna toute son attention à ces attaques sur sa gauche, ne pensant pas qu'il était sérieusement menacé sur sa droite. C'était justement ce qui allait arriver.

1. Dangeau, XI, 152.

M. de Saint-Frémont était battu, le 5 juillet, dans une petite affaire, sur le bas Adige, et se retirait devant l'ennemi. On abandonna successivement, presque sans défense, toutes les positions du bas Adige aux Impériaux. Vendôme donna l'ordre de rompre les digues de ce fleuve, afin d'inonder le pays ; mais il était trop tard, la présence de l'ennemi rendant impossible l'exécution de l'ordre. Du 10 au 16, le prince Eugène passa successivement le canal Blanc, l'Adige, au-dessous de Legnago, le Tartaro, et le bas Pô, à Polesella[1]. « Nous avions près de là, dit Dangeau[2], douze bataillons ; on ne sait pas quel parti ils ont pris, ni ce qu'ils sont devenus ».

Au moment où commençait le mouvement de l'ennemi, Vendôme écrivait au Roi qu'Eugène avait fait passer le bas Adige à 8 ou 10,000 hommes de son armée, qui étaient entrés dans la Polésine de Rovigo, pays assez impraticable ; mais qu'il croyait que le prince n'avait fait cette démonstration que pour tâcher de lui faire changer la disposition de ses quartiers, ce qu'il ne voulait pas faire, ajoutait-il. Ce qui maintenait notre général dans son erreur, c'étaient les fausses attaques qu'Eugène faisait faire sans cesse du côté du lac de Garde et de Vérone. Quant à Vendôme, il restait sur le Mincio, à Goito.

M. de la Feuillade manqua, le 18 juillet, une belle occasion de se taire. Il écrivit au Roi[3] pour lui

1. Dans le Ferrarais.
2. T. XI, p. 162.
3. Dangeau, XI, 161.

apprendre qu'il se félicitait du passage de l'Adige par les Impériaux, parce que la position des Français était bien meilleure, M. de Vendôme ayant mis en défense la ligne du Mincio. Le pauvre général ne comprenait rien à ce qui se passait, et ne prévoyait pas ce qui allait bientôt lui arriver.

Vendôme fut remplacé par le duc d'Orléans, subordonné aux ordres du maréchal de Marsin. Encore un pauvre général. Le duc d'Orléans fut nommé le 1er juillet ; il arriva le 8 à Turin, le 10 à Milan, le 14 à Crémone. Le 15, à Goito, il eut une entrevue avec Vendôme, qui partit ce jour-là pour la France. C'est donc bien Vendôme qui est responsable des fautes qui permirent à Eugène de tourner les lignes de l'Adige et du Mincio, fortement défendues, fautes que ses successeurs auraient pu réparer, mais qu'ils aggravèrent. Arrivé à Versailles, le 31 juillet[1], Vendôme fut reçu par Louis XIV et lui déclara qu'il était fort tranquille sur ce qui se passait en Lombardie, et ajouta que le prince Eugène ne pourrait pas secourir Turin[2]. Il faut dire, à la justification de Vendôme, qu'il ne pouvait se douter qu'on laisserait arriver Eugène à Turin, sans chercher à l'arrêter une seule fois pendant cette longue marche.

Quoi qu'il en soit, Vendôme s'était trompé ; sa faute et celles de ses successeurs allaient bientôt causer un désastre, à la suite duquel les Français devaient être chassés d'Italie (7 septembre).

1. DANGEAU, XI, 167.
2. *Ibidem*.

Le duc de Vendôme était devenu commandant de l'armée de Flandre, mais il avait l'ordre de ne faire qu'une guerre défensive. Pendant les derniers mois de 'année 1706 et l'année 1707, Vendôme tint tête à Marlborough et parvint à conserver les provinces et les villes que la France possédait encore dans les Pays-Bas depuis Ramillies : le Hainaut, le Luxembourg et Namur.

En 1708, une armée de 90,000 hommes fut encore envoyée dans les Pays-Bas, où la guerre se concentra, la coalition victorieuse voulant achever de nous chasser de ce pays et pénétrer en France par la frontière du Nord.

Louis XIV continuant à mettre plusieurs généraux à la tête d'une seule armée, donna le commandement de l'armée de Flandre à son petit-fils le duc de Bourgogne et au duc de Vendôme. Ce système de partager le commandement, qui nous avait valu plus d'un échec, était mauvais par lui-même ; mais réunir deux hommes de nature aussi différente, et aussi antipathiques l'un à à l'autre que l'étaient le duc de Bourgogne et Vendôme, était une faute capitale que le cabinet de Versailles allait bientôt et durement expier. Vendôme était un général plein de bravoure et d'audace, admirable au feu et à la tête de ses grenadiers ; mais ses mœurs étaient grossières, et il était immoral et impie. Son jeune collègue n'était général que de nom ; sa timidité était grande, sa dévotion extrême ; ses mœurs étaient polies, décentes. Les deux généraux ne furent jamais d'accord ; il se forma autour d'eux des coteries rivales, et autant

qu'on peut avoir une opinion sur cette question, encore obscure, des dissentiments de ces deux généraux pendant la malheureuse campagne de 1708, les torts paraissent avoir été en grande partie du côté du duc de Bourgogne et des généraux de son entourage, parmi lesquels se trouve le maréchal de Berwick.

Marlborough, trop faible au début de la campagne, recula et appela le prince Eugène à son secours. Eugène était sur le Rhin et avait devant lui le maréchal de Berwick et l'électeur de Bavière, auxquels il déroba sa marche; il passa la Moselle et la Meuse, et opéra sa jonction avec Marlborough. Vendôme profita du mouvement en arrière de Marlborough pour prendre Gand et Bruges : il lui restait à s'emparer d'Oudenarde pour être maître de tout le cours de l'Escaut et de la Flandre maritime. Mais au moment où les Français allaient passer le fleuve pour commencer l'investissement de la place, ils furent vivement attaqués par Marlborough et Eugène.

Rien n'était préparé pour la bataille; Vendôme s'était laissé surprendre. Il ordonna d'attaquer, et Bourgogne de se retrancher. Vendôme se battit à droite, Bourgogne ne bougea pas à gauche. 68 bataillons seulement, la Maison du roi et la Gendarmerie prirent part au combat; et pendant que l'armée ennemie tout entière luttait contre Vendôme, 50 bataillons et 180 escadrons restèrent inactifs, et le regardèrent se battre pendant six heures, « comme on regarde l'opéra des troisièmes loges[1] ». La

1. Lettre du duc de Vendôme à Louis XIV, 19 juillet 1708.

nuit mit fin au combat, et nous battîmes en retraite sur Gand. Nous avions perdu 3,000 hommes tués ou blessés, et un millier de prisonniers, mais pas un drapeau ni un canon. L'ennemi perdit autant de monde que nous, et on lui enleva deux drapeaux. Si le duc de Bourgogne n'eût pas ordonné la retraite, malgré Vendôme, cette bataille n'eût été qu'une affaire indécise, sans résultats ; tandis que l'ennemi, maître de la situation par notre retraite, vint assiéger Lille (13 août), que le maréchal de Boufflers allait défendre avec la plus grande vigueur.

Louis XIV fit de sérieux efforts pour empêcher la place d'être prise. Le maréchal de Berwick arriva avec 25,000 hommes. L'armée du duc de Bourgogne et de Vendôme était dès lors de 100,000 hommes ; l'électeur de Bavière amenait encore 30,000 hommes. Le prince Eugène, qui faisait le siège de Lille, n'avait que 25,000 soldats, et Marlborough, qui couvrait le siège, 50,000. Il paraissait absolument improbable que, malgré les ordres formels du Roi, plus de 100,000 hommes restassent immobiles pendant le siège, et laissassent succomber Boufflers, qui se défendait avec tant d'opiniâtreté. Ce fut cependant ce qui arriva. Les trois généraux, Vendôme, Bourgogne et Berwick, étaient en tel désaccord, ils se détestaient à tel point, qu'ils ne firent absolument rien, et permirent à Eugène de prendre Lille (23 octobre). La ville prise, Boufflers se retira dans la citadelle, qu'il ne rendit que le 8 décembre.

Pendant ce temps l'électeur de Bavière avait attaqué Bruxelles, espérant sauver la citadelle de Lille par cette

diversion. Marlborough envoya 15,000 hommes contre lui et le força de se retirer. Nos généraux, avec 100,000 hommes, auraient dû attaquer, à ce moment, Marlborough réduit à 30 ou 35,000 hommes; mais ils ne bougèrent pas. Il est difficile d'imaginer un pareil entassement de fautes et de lâchetés : Louis XIV en fut indigné. Madame de Maintenon, écho de ce qui se disait dans le cabinet du Roi, écrivait à la princesse des Ursins : « Le Roi est touché jusqu'au vif de voir une de ses premières conquêtes au pouvoir de ses ennemis, cette belle ville si française, au pillage de toutes les nations qui y sont entrées. Il n'est pas moins sensible à la honte de notre armée de n'avoir rien fait pour secourir cette place; il l'a ordonné positivement plusieurs fois; il avait donné sa parole au maréchal de Boufflers qu'il serait secouru ».

A la suite de ces déplorables événements, le duc de Bourgogne fut un peu discrédité dans l'opinion, et Vendôme se retira du service. En demandant son congé à Chamillart, il lui disait : « Je n'y puis plus tenir; c'est une chose pitoyable de voir la bonne volonté de cette armée annulée par les conseils de quelques officiers généraux, qui détruisent en un moment dans l'esprit de Mgr le duc de Bourgogne tout ce que je peux lui inspirer ».

Pendant ce temps, l'archiduc Charles et ses alliés les Anglais enlevaient peu à peu l'Espagne à Philippe V. Le 20 août 1710, le petit-fils de Louis XIV était battu à Saragosse ; il évacuait Madrid (28 septembre) et se retirait à Valladolid, résolu à se défendre jusqu'à la der-

nière extrémité. Il demanda à Louis XIV de lui donner le duc de Vendôme, qui partit aussitôt pour Valladolid, avec la permission du Roi. Son arrivée produisit un grand enthousiasme parmi les Espagnols, qui tous s'étaient déclarés pour Philippe V. Une nouvelle armée de 27,000 hommes, dont 11,000 cavaliers, fut levée et donnée à Vendôme; en même temps les guérillas se soulevaient partout et faisaient une guerre impitoyable aux Allemands et aux Anglais. Le comte de Stahrenberg, qui commandait l'armée de l'archiduc[1], sortit de Madrid et se dirigea sur Tolède pour se joindre à l'armée portugaise[2]; mais celle-ci était tenue en échec par le marquis de Bay, général français au service de Philippe V. Stahrenberg dut renoncer à aller plus loin au milieu d'un pays entièrement soulevé; il battit en retraite sur l'Aragon, pour, de là, aller rejoindre l'archiduc dans la Catalogne.

Philippe V et Vendôme rentrèrent à la hâte dans Madrid (2 décembre) et se mirent aussitôt à la poursuite de l'ennemi. Vendôme passa le Hénarès (affluent du Tage) à la nage, en criant à ses cavaliers espagnols: « Mes amis, vous êtes braves, et nous sommes pressés! » Il lance son cheval dans la rivière, et tout le monde le suit. Il atteignit bientôt l'arrière-garde de Stahrenberg: elle était formée par les 5,000 Anglais de lord Stanhope, qui s'arrêtèrent à Brihuega[3], où ils se

1. L'archiduc s'était déjà retiré à Barcelone, laissant l'armée se tirer d'affaire comme elle pourrait.
2. Le Portugal était l'allié de l'Angleterre.
3. Petite ville au Nord-Est de Guadalaxara.

fortifièrent. La ville fut surprise et cernée par Vendôme (8 décembre), puis attaquée et enlevée d'assaut. La garnison fut faite prisonnière de guerre (9 décembre). Le comte de Stahrenberg avec ses Impériaux accourait au secours des Anglais ; mais, le 10 décembre, il trouva, à deux lieues de Brihuega, dans la plaine de Villa-Viciosa, Philippe V et Vendôme qui arrivaient à sa rencontre. Aussitôt la bataille s'engagea.

Le roi d'Espagne se mit à la tête de l'aile droite, et le marquis de Valdecanas, capitaine général, eut l'honneur d'être sous ses ordres. Le poste du duc de Vendôme fut à la gauche, ayant sous lui le comte d'Aguilar. Le comte de Las Torres, capitaine général, était au centre. Le marquis de Thouy, aussi capitaine général, quoique blessé la veille du combat, s'y distingua pendant toute l'action.

Il était plus de trois heures après midi lorsque le roi d'Espagne donna l'ordre de commencer le combat. Il fallait marcher aux ennemis par un terrain pierreux, coupé de ravins et de quelques murailles à pierres sèches. Le terrain où ils étaient postés était plus commode ; néanmoins la cavalerie de la droite, où le Roi avait pris son poste, culbuta leur gauche et renversa les bataillons qui soutenaient une batterie, dont les Espagnols se rendirent les maîtres.

La droite des ennemis que le duc de Vendôme fit attaquer en même temps résista bien davantage ; les charges de part et d'autre furent vives et fréquentes, et le succès fort balancé. Enfin le duc de Vendôme parvint à déborder leur flanc, et alors il gagna les derrières de leur infanterie, où le Roi, avec la cavalerie espagnole de la droite, avait pénétré après avoir battu l'aile gauche qui lui était opposée.

Toutefois, l'infanterie ennemie de la droite, ainsi enveloppée, combattait encore avec courage ; elle gagnait même du terrain, hors à l'endroit où les Gardes wallonnes lui étaient

opposées, car ce régiment perça les deux lignes et la réserve des ennemis, et poussa loin du champ de bataille les troupes qu'il avait en tête. Les Gardes espagnoles se distinguèrent aussi dans cette journée. Enfin, la nuit favorisa la retraite de cette partie de l'infanterie ennemie, qui jusqu'alors avait combattu avec beaucoup de courage; mais ce fut avec beaucoup de précipitation qu'elle se retira prenant le chemin de Siguenza.

Les blessés furent abandonnés, et avec eux demeurèrent sur le champ de bataille 20 pièces de canon, 2 mortiers, les voitures à l'usage du pays, nommées galères, tous les équipages d'artillerie, les bagages de l'armée et environ 8,000 fusils. Le nombre des morts demeurés sur le champ de bataille est à peu près de 4,000 hommes, dont plus des trois quarts est des troupes ennemies. Celui des prisonniers que le roi d'Espagne a faits dans cette journée est de plus de 3,000 hommes...

Don Joseph Vallejo, qui était posté de manière à couper la communication entre l'armée ennemie et l'Aragon, a fait de son côté 2,300 prisonniers, presque tous cavaliers; en sorte que, comptant les bataillons et les escadrons pris à Brihuega et les prisonniers pris à la bataille, le nombre de ceux que le Roi Catholique a présentement en son pouvoir est de 9,000 hommes[1].

On avait enlevé aux Impériaux 18 drapeaux et étendards. Lorsque le soir de la bataille, Philippe V se trouva sans autre lit que son manteau pour dormir: « Attendez, dit Vendôme, je vais vous faire le plus beau lit sur lequel un roi ait jamais couché », et il fit apporter et mettre en tas les drapeaux pris à l'ennemi. A son réveil, Philippe V lui témoigna sa reconnaissance en lui disant : « Je vous dois ma couronne ».

1. *Gazette de France.*

La bataille de Villa-Viciosa établit définitivement Philippe V sur le trône d'Espagne; l'archiduc et Stahrenberg n'avaient plus que 6,000 hommes à lui opposer. Le 4 janvier 1711, Philippe V rentrait à Saragosse, et l'Aragon se remettait sous son autorité.

L'année suivante, le 11 juin 1712, Vendôme mourait à Vinaros, et Philippe V, pour témoigner sa reconnaissance envers l'heureux général, le fit enterrer à l'Escurial, sépulture des rois espagnols.

Saint-Simon a fait de Vendôme un portrait de fantaisie, tellement chargé, qu'il est impossible de le prendre au sérieux. Il détestait Vendôme à cause de son origine et des privilèges qu'elle lui valait; il se vengeait en inventant ou en exagérant l'immoralité, la malpropreté, le cynisme, la paresse et tous les défauts de M. de Vendôme.

Il avait une qualité toujours bien rare: il était d'une libéralité, d'une générosité et d'un désintéressement absolus. « Il n'avait rien à lui que sa gloire », disait-on. Après Villa-Viciosa, il refusa une somme de 500,000 livres (2 millions et demi de francs) que lui offrait Philippe V. Il se contenta, dans le partage du butin, d'un charmant petit chien, qu'il appela la Déroute et auquel il s'attacha beaucoup[1]. Louis XIV lui écrivit après Villa-Viciosa une lettre de félicitations qu'il montra à ses officiers. L'un d'eux observa que c'était une manière peu coûteuse de payer un service aussi éminent. « Monsieur, répliqua-t-il, le Roi sait très bien

1. De la Barre-Duparcq, *Portraits militaires*, II, 227.

que des hommes comme moi ne se paient que par des papiers et des honneurs ». La jalousie lui était inconnue envers ses égaux, et il se plaisait sans cesse à faire l'éloge de ceux qui servaient sous ses ordres : il trouvait toujours un mot agréable à leur dire. Le soldat l'adorait pour sa bonté et son intrépidité. Il récompensait les plus braves en leur donnant un cornet de tabac d'Espagne, au fond duquel il y avait 5 ou 6 louis. Il était très familier avec ses grenadiers, et, à l'occasion, trinquait et, comme l'on dirait aujourd'hui, « blaguait » avec eux. Aussi en faisait-il ce qu'il voulait, et les ramenait jusqu'à cinq fois à la charge. Il était humain et faisait la guerre sans brutalité, à la bonne manière française inaugurée par Henri IV son ancêtre. « En Espagne, dit le colonel de la Barre, il protégea les rebelles vaincus contre la sévérité de la Cour. Un jour, dans ce pays, après une escarmouche, il voit un grenadier anglais qui, resté seul sur le bord d'un ruisseau, paraissait blessé, à l'entendre pousser d'horribles cris, et dit à son entourage : « Ce pauvre malheureux voudrait bien qu'on allât lui donner quelque soulagement ». A ces mots, un capitaine de dragons, le chevalier de Bellerive, prend quelques soldats, marche vers le lieu où gisait le blessé, l'enlève malgré la fusillade, et le conduit à l'ambulance. Quand il revient, Vendôme lui adresse ces mots flatteurs : « Vous venez de me faire un véritable plaisir ».

Avec ces belles qualités Vendôme avait de grands défauts, dont le plus grave était une paresse ordinaire, égale à l'activité prodigieuse qu'il déployait en certains

cas. Je n'ai pas voulu entreprendre un panégyrique du duc de Vendôme, mais il m'a paru utile de mettre en relief les qualités qu'il avait et de mettre un voile, au moins pour un instant, au portrait ou mieux à la charge de ce général crayonnée par Saint-Simon.

XXVIII

LE COMTE DE MAGNAC

LIEUTENANT GÉNÉRAL

Bataille de Friedlingen (1702).

Le comte de Magnac[1] est l'un de ces excellents officiers non courtisans, plus ou moins inconnus à Versailles, oubliés dans les promotions et les distributions de faveurs, mais qui, le jour d'une action, savent manier les troupes et gagner les batailles. La biographie de ces hommes-là est difficile à faire, faute de renseignements; ce n'est pas cependant une raison pour ne pas parler d'eux, et nous dirons ce que nous savons sur le vainqueur de Friedlingen.

Dangeau nous apprend que M. de Magnac fut nommé,

1. Jules-Anolphiny ou Amolfini.

le 19 mars 1690, brigadier de cavalerie; en 1696, maréchal de camp; en 1700, inspecteur de cavalerie à 8,000 livres (40,000 fr.). En 1701, il sert à l'armée d'Allemagne sous Catinat. En 1702, il est encore à l'armée d'Allemagne, mais dans le corps commandé par Villars, qui livra la bataille de Friedlingen aux Impériaux du prince Louis de Bade, le 14 octobre.

Villars, qui commandait en chef une armée pour la première fois, était un stratégiste; il manœuvrait, marchait et savait faire prendre le change à l'ennemi sur ses desseins. En octobre, il voulait passer le Rhin à Huningue, et il y jeta un pont. Aussitôt le prince de Bade établit, devant le pont, un camp retranché, qui rendait fort difficile le passage du fleuve. Alors Villars fit occuper Neubourg[1], le 12 octobre, par M. de Laubanie, gouverneur de Neuf-Brisach, soutenu par M. de Biron, envoyé par Villars, et par M. de Guiscard, envoyé, avec 10,000 hommes, par Catinat. Le prince de Bade, trompé, crut que c'était à Neubourg que Villars allait passer le Rhin; il quitta son camp de Friedlingen, le 14 octobre, et marcha sur Neubourg. Le même jour, Villars traversa le Rhin à Huningue et occupa le camp retranché que l'ennemi venait de quitter. A cette nouvelle, le prince de Bade fit faire demi-tour à son armée, et revint à la hâte livrer bataille aux Français à Friedlingen[2].

1. A 25 kilomètres au nord d'Huningue, sur la rive droite du Rhin.

2. Dangeau, IX, 14, 15. — *Gazette*, 1702, p. 502, 503.

Après le combat, Villars envoya à Louis XIV, pour lui annoncer la victoire, un billet écrit sur un véritable chiffon de papier et ainsi conçu :

Sire, Votre Majesté vient de gagner une bataille. Nous avons beaucoup de drapeaux, d'étendards, de timbales. Votre cavalerie a fait des merveilles. Nous avons été maîtres de tout le canon des ennemis ; mais la tête de votre infanterie, après avoir battu trois fois celle des ennemis, s'est renversée et m'a empêché de détruire toutes leurs troupes. Nous avons perdu des étendards, des drapeaux. Ce pauvre M. des Bordes est fort blessé ; M. de Chamarande a fait des merveilles. Je souhaite que V. M. daigne avoir pour agréable notre zèle pour le service aussi bien que le profond respect et la profonde vénération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Sire, de V. M., le très humble, très obéissant et très fidèle sujet et serviteur. VILLARS.

Je dois rendre justice aussi à M. de Magnac[1].

En lisant ce billet, écrit aussitôt après l'affaire et sur le champ de bataille, on remarquera que Villars dit qu'après avoir battu trois fois l'infanterie ennemie, la sienne fut renversée et qu'on a perdu drapeaux et étendards.

La relation publiée par la *Gazette*[2] donne des détails plus précis. On voit qu'il y a eu, à Friedlingen, deux batailles : l'une, de cavalerie, à droite, dirigée et gagnée par M. de Magnac ; l'autre, d'infanterie, à gauche, dirigée et perdue, au moins un moment, par Villars, qui ne

1. DANGEAU, IX, 16.
2. Page 502. Cette relation est extraite d'une lettre de Villars, qui est imprimée dans les *Mémoires militaires relatifs à la guerre de la Succession d'Espagne*, II, 409.

tient pas le moins du monde à éclairer, à renseigner le lecteur sur ce qui s'est exactement passé dans le combat de son infanterie.

La *Gazette*[1] dit :

MM. des Bordes (lieutenant-général) et de Chamarande (maréchal de camp) se mirent à la tête de l'infanterie, qu'ils firent marcher rapidement vers le haut d'une montagne, où celle des ennemis faisait tous ses efforts pour arriver marchant en bataille, au lieu que celle du Roi était obligée de traverser avec beaucoup de peine des vignes et des endroits difficiles et escarpés. Pendant ce temps, la cavalerie se mit en bataille dans la plaine, ayant celle des Impériaux devant elle, sa droite à la montagne où était l'infanterie et sa gauche au fort de Friedlingen, nonobstant le feu de ce fort que les ennemis occupaient encore.

La cavalerie allemande[2] s'avança le mousqueton haut, et fit sa décharge de fort près, sans que celle du Roi, suivant l'ordre qui lui avait été donné le matin, tirât un seul coup ; mais ayant mis l'épée à la main, elle chargea les ennemis avec tant de vigueur et de fermeté, qu'ils furent mis en désordre et renversés. Elle les poursuivit en bon ordre sans s'écarter pour le pillage, ni pour faire des prisonniers, jusqu'à un défilé où ils se jetèrent en confusion, aucune troupe ne s'étant ralliée pour revenir à la charge.

MM. de Magnac et de Saint-Maurice, qui étaient à la tête de la première et de la seconde ligne, agirent avec autant de conduite que de valeur, ainsi que M. de Vivans, qui commandait la cavalerie, M. de Massenbach, qui commandait le régiment de Condé, le comte du Bourg, colonel du Royal, le prince de Tarente, M. de Saint-Pouange, M. de Fourquevaux,

1. Page 502.
2. Les Impériaux avaient 56 escadrons ; M. de Magnac, 34 seulement.

qui, avec son nouveau régiment, prit 7 étendards : en un mot, tous les officiers ont parfaitement rempli leur devoir.

En même temps, les brigades d'infanterie de Champagne, de Bourbonnais, de Poitou et de la Reine gagnèrent le haut de la montagne, où elles trouvèrent les ennemis postés dans un bois assez épais, avec leur canon. Néanmoins, nonobstant leur vigoureuse résistance, elles les renversèrent, et s'emparèrent de leur canon après trois charges différentes.

La *Gazette* raconte ensuite en quelques lignes fort peu claires la fin du combat de l'infanterie, qui, en réalité, fut renversée, c'est-à-dire battue, et subit un échec plus ou moins grave, que Villars et la *Gazette* atténuent, et que Saint-Simon[1] exagère, grandit outre mesure, par haine contre Villars. Selon lui, l'échec de l'infanterie est une défaite complète, et il fait jouer, dans cette débâcle, un rôle insensé à Villars, qui, se croyant battu, se désespère, se retire sous un arbre et s'arrache les cheveux. Tout à coup arrive M. de Magnac, qui, étonné, non sans raison, de voir son général dans un pareil état, lui remonte le moral en lui annonçant que sa cavalerie est victorieuse. Alors Villars reprenant courage se joint à M. de Magnac, et tous les deux rallient l'infanterie et repoussent l'ennemi.

Dangeau doit être dans le vrai lorsqu'il dit :

Notre infanterie chargea trois fois celle des ennemis et la poussa toutes les trois fois, et s'il ne s'était pas trouvé par delà le bois où nous les avions poussés, 6 bataillons frais,

1. *Mémoires*, IV, 25.

qui n'avaient pas combattu, leur infanterie n'aurait pas mieux fait que leur cavalerie.

Il est bien probable qu'il y a eu un nouveau combat, lorsque nos bataillons victorieux, mais un peu en désordre, furent descendus dans la plaine et eurent rencontré « les six bataillons frais » en bon ordre; que, dans ce nouveau combat, « la tête de notre infanterie » fut repoussée et subit un échec; et enfin, que Villars, et M. de Magnac, rallièrent l'infanterie au cri de: Victoire! la ramenèrent au feu et lui firent reprendre le dessus sur les Impériaux, qui furent poursuivis pendant plus d'une lieue.

La victoire fut complète. L'ennemi eut 3,000 hommes tués ; on lui fit 400 prisonniers ; on lui prit son canon, 3 paires de timbales, 37 drapeaux ou étendards. Nos pertes furent de 400 hommes tués et de 5 ou 600 blessés. Nous perdîmes aussi quelques drapeaux[1]. Le lendemain, le fort ou la redoute de Friedlingen, qui avait fait un gros feu sur la cavalerie de M. de Magnac, se rendit à M. de Villars.

Il faut maintenant lire la lettre écrite à Louis XIV par M. de Magnac, le 17 octobre.

Sire, la cavalerie de l'armée de V. M. a gagné la bataille le 14 de ce mois; j'avais l'honneur de la commander, sans qu'il y eût aucun lieutenant général au-dessus de moi, pen-

1. Dans une lettre de Villars écrite au Roi, et reproduite par Dangeau (p. 20), le maréchal dit qu'il n'a perdu ni drapeaux ni étendards.

dant que M. le marquis de Villars était à votre infanterie, où il essuyait de grosses décharges de celle des ennemis. Sire, je vous demande pour récompense de quarante-six années de service, en qualité d'officier dans votre cavalerie, de vous faire informer par M. de Villars si ce jour-là je vous ai assez rendu de services pour mériter la grâce de me faire lieutenant général. Comme je ne doute pas que ce brave homme[1] ne vous dise la vérité, lorsque vous lui ferez demander, j'espère, Sire, que vous aurez autant d'estime pour moi qu'il m'a prouvé d'amitié[2]. Depuis l'âge de onze ans, Sire, je n'ai d'autre application que de vous bien servir; mais le 14 de ce mois ce n'a pas été inutilement.

Je n'ai ni brigue ni patron à la Cour, Sire ; c'est pourquoi je demande encore à V. M., avec instance, de se faire informer si j'ai bonne part à la victoire que vous avez remportée contre vos ennemis. Toutes vos troupes en sont témoins; M. de Villars me l'a dit, à la tête de votre armée, en me faisant l'honneur de m'embrasser devant tous les officiers. Il y a beaucoup de mes cadets qui sont lieutenants généraux; V. M. sait que je ne m'en suis jamais plaint, par la soumission que je dois à ses volontés. M. de Villars vous envoie une relation de cette bataille; c'est pourquoi je dirai seulement à V. M. que c'est une des plus belles de cavalerie qui se soient données il y a longtemps. MM. de Vivans et d'Auriac, par leur valeur, s'y sont distingués. J'ai nommé à M. de Villars tous ceux que j'ai remarqués dans le combat faire très bien leur devoir; mais, Sire, l'on ne peut pas tout voir : je dirai seulement à V. M. qu'il n'y en a pas un qui n'ait fait des merveilles, tant officiers que cavaliers[3].

1. Cet homme brave.

2. Il me semble que cette lettre de M. de Magnac, cette phrase entre autres, réduit à néant tout le récit fantastique de Saint-Simon.

3. *Mémoires militaires relatifs à la guerre de la Succession d'Espagne*, II, 845.

Le 21 octobre, Villars fut promu à la dignité de maréchal de France; le 23 décembre, M. de Magnac fut enfin nommé lieutenant général.

En 1703, M. de Magnac servit à l'armée de Villars. Il devait aller en Bavière avec le Maréchal; mais sa mauvaise santé l'en empêcha. Jusqu'en 1706, Dangeau ne parle pas de M. de Magnac. Cette année, il est à l'armée d'Alsace, et, en avril, le Roi lui donne le gouvernement de Mont-Dauphin, qui vaut, dit Dangeau[1], 14 ou 15,000 livres de rente (70 ou 75,000 fr.). En juin, il prend le commandement d'un détachement tiré de l'armée d'Alsace et composé de 10 bataillons et de 15 escadrons, et le mène en Flandre. En 1707, il est en Flandre et commande la droite de la première ligne de l'armée. En 1709, il est toujours à l'armée de Flandre.

M. de Magnac mourut en février 1712, très âgé. Le Roi donna une pension de 2,000 livres (10,000 fr.) à sa veuve et à ses enfants, et quand madame de Magnac mourut en 1716, Dangeau dit qu'elle était veuve d'un lieutenant général fort estimé[2].

1. *Journal,* XI, 47.
2. Dangeau, XVI, 473.

XXIX

LE DUC DE VILLARS

MARÉCHAL GÉNÉRAL DES CAMPS ET ARMÉES DU ROI.

Bataille de Denain (1712).

I

Louis-Hector, marquis puis duc de Villars, naquit à Moulins le 8 mai 1653. Après avoir fait de brillantes études au collège de Juilly[1], il débuta, en 1670, par être page de la Grande-Ecurie, école fondée par Louis XIV pour l'éducation militaire de 46 jeunes gentilshommes. Sorti de page, en 1672, il suivit le Roi à l'armée comme volontaire, et, au passage du Rhin, il s'élança un des premiers dans le fleuve. Peu de temps après il demanda à Louis XIV la charge de cornette des chevau-légers de Bourgogne et l'obtint[2]. En 1673, le marquis de Villars est au siège de Maëstricht.

Le Roi, par bonté pour la noblesse, qui, sous ses yeux, s'empressait à s'exposer, défendit aux volontaires d'aller aux

1. Célèbre collège des Pères de l'Oratoire, situé dans la Brie près de Meaux.
2. Les chevau-légers de Bourgogne faisaient partie de la gendarmerie.

attaques sans sa permission, et les distribua pour monter les gardes de tranchée les uns après les autres. Le marquis de Villars, qui n'eût demandé la permission d'y aller qu'à dessein de l'obtenir, voyant bien qu'étant officier dans la gendarmerie on la lui refuserait, prit le parti d'attendre que les dispositions fussent faites pour attaquer en même temps le chemin couvert et une demi-lune, et la nuit il entra dans la tranchée deux heures avant l'attaque. Il mena avec lui six gendarmes de sa compagnie, volontaires aussi, se plaça avec le premier détachement de grenadiers qui devait sortir, et au signal, qui fut de six bombes, il marcha à la tête de l'attaque. On lui avait donné une cuirasse, dont la pesanteur ne lui laissait pas la liberté d'agir; il la jeta en sortant, et entra des premiers dans la demi-lune. Il y fut à peine qu'un fourneau joua sous lui et l'enterra à demi. Dès qu'il fut dégagé de la terre qui le couvrait, il marcha à la gorge de la demi-lune pour s'opposer aux ennemis qui voulaient y rentrer. Il perdit la plupart de ses gendarmes, et le feu des ennemis fut si grand, que tous les officiers y furent tués ou mis hors de combat. Lui seul, avec un nommé Vignory, ancien officier, mais volontaire dans cette action, demeura en état de soutenir un très mauvais logement. Il reçut plusieurs blessures, mais légères, la plupart d'éclats de grenades.

Le Roi voyait l'attaque et envoyait souvent demander ce qui se passait dans la demi-lune. On lui rapportait toujours que Villars tenait la tête. Enfin, à la pointe du jour, il quitta la demi-lune, et le Roi, voyant sortir de la tranchée deux ou trois hommes qui paraissaient des officiers, envoya Lignery, lieutenant de ses gardes, savoir qui c'était. Lignery, ayant reconnu le marquis de Villars, lui apprit qu'on avait parlé de lui au Roi plusieurs fois pendant la nuit, et alla dire au Roi qu'il était là. Le marquis de Rochefort, qui fut depuis maréchal, vint lui ordonner, de la part du Roi, d'approcher, et lui dit en riant: « Vous allez être bien grondé ». Dès que S. M. l'aperçut, elle prit un air un peu sévère, et lui dit : « Mais ne savez-

vous pas que j'ai défendu, même aux volontaires, d'aller aux attaques sans ma permission, à plus forte raison à des officiers qui ne doivent pas quitter leurs troupes, et moins encore des troupes de cavalerie. — J'ai cru, lui répondit le marquis de Villars, que V. M. me pardonnerait de vouloir apprendre le métier de l'infanterie, surtout quand la cavalerie n'a rien à faire ». Cette excuse ne pouvait manquer son effet, elle réussit, et la réprimande se termina de la part du Roi par des louanges très flatteuses pour le marquis de Villars, que la fortune servit à son gré, quelques jours après, par une nouvelle occasion de s'exposer qu'elle lui fournit. Il se promenait aux gardes du camp, lorsque Catinat, capitaine aux Gardes et frère de celui qui, depuis, fut maréchal de France, vint le prier de faire marcher une garde de la gendarmerie commandée par un maréchal-des-logis, pour soutenir un poste du régiment des Gardes. Celui qui commandait une garde de la maison du Roi ayant refusé de quitter son poste, le marquis de Villars courut à celle de gendarmerie et pria le commandant de lui donner vingt gendarmes, à la tête desquels il se mit et poussa la cavalerie des ennemis jusque dans les barrières de la contrescarpe. L'escarmouche devenait vive, le Roi y arriva et demanda ce que c'était. Catinat lui en rendit compte et lui en apprit le détail. « Il semble, dit le Roi, en parlant du marquis de Villars, dès que l'on tire en quelque endroit, que ce petit garçon[1] sorte de terre pour s'y trouver[2] ».

Pendant la fin de l'année 1673 et en 1674, Villars servit sous le maréchal de Turenne en Franconie et en Alsace, puis il passa à l'armée de Flandre comman-

1. Villars avait vingt ans.

2. *Mémoires du maréchal de Villars*, publiés par le marquis de Vogüé, I, 11.

dée par Condé, et se trouva, en qualité de volontaire, à la bataille de Senef[1].

Dès le point du jour le prince observait l'ennemi. Il avait fait marcher la Maison du Roi, la gendarmerie et quelques bataillons. Dès qu'il vit les derniers escadrons des ennemis un peu séparés du gros de leur armée, il passa le ruisseau du Picton et marcha à eux. Le marquis de Villars était volontaire auprès de lui. Au moment qu'on était prêt à charger, la plupart des officiers généraux, voyant un grand mouvement dans les ennemis, crurent qu'ils fuyaient. Le marquis de Villars dit tout haut : « Ils ne fuient pas, ils changent seulement d'ordre. — Et à quoi le connaissez-vous ? lui dit le prince de Condé, en se retournant vers lui. — C'est, reprit le marquis de Villars, à ce que dans le même temps que plusieurs escadrons paraissent se retirer, plusieurs autres s'avancent dans les intervalles et appuient leur droite au ruisseau dont ils voient que vous prenez la tête, afin que vous les trouviez en bataille ». Le prince de Condé lui dit : « Jeune homme, qui vous en a tant appris ? » Et, regardant ceux qui étaient auprès de lui : « Ce jeune homme-là voit clair », leur dit-il. Et dans le moment, il ordonna à Montal d'attaquer le village de Senef avec l'infanterie, pendant qu'avec les gardes du corps il prit la tête du ruisseau, et trouva qu'une partie des ennemis le bordait et que l'autre se mettait en bataille pour recevoir les troupes du Roi qui prenaient au-dessus de la source. Alors le prince de Condé se mit à la tête des premiers escadrons et tira son épée. Le marquis de Villars, frappé d'un spectacle qui flattait sa valeur et l'animait encore davantage, dit tout haut : « Voilà la chose du monde que j'avais le plus désirée, de voir le grand Condé l'épée à la main ». Ce discours parut ne point déplaire au prince de Condé, et l'on marcha aux ennemis[2].

1. 11 août 1674.
2. *Mémoires de Villars*, I, 20.

Villars prit part à la charge héroïque où M. de Fourilles, qui la conduisait, fut mortellement blessé. Les deux escadrons de gardes du corps, au milieu desquels il se trouvait, furent presque entièrement détruits. Lui-même fut blessé, et se battit encore pendant trois heures aux côtés de Condé; mais enfin il s'évanouit, se ranima en buvant un coup d'eau-de-vie, et ne quitta le champ de bataille qu'à onze heures du soir, quand il lui fut impossible de se tenir à cheval et que la sanglante bataille était presque finie.

Villars est à vingt ans ce qu'il sera toujours. Sa valeur est brillante ; il a l'esprit d'à-propos, du coup d'œil et de la résolution; il sait se mettre en scène et montrer ce qu'il vaut. Aussi, recommandé au Roi par Condé et par M. de Fourilles, dans une lettre que ce dernier écrivit à S. M. en mourant, Louis XIV lui donna un régiment de cavalerie.

Le nouveau colonel, âgé de 22 ans, servit en Flandre, en 1675, sous le maréchal de Luxembourg. En 1676, le régiment de Villars est au siège de Condé, fait par le Roi. « Le marquis de Villars continua de servir à sa manière, c'est-à-dire, quoique colonel de cavalerie, de chercher aux sièges les actions de l'infanterie. Le Roi même lui tint sur cela des discours très obligeants ». Au siège d'Aire, il commanda une brigade de 11 escadrons. Il fit ensuite partie du secours de Maëstricht commandé par le maréchal de Schomberg. En 1677, il prend part à la bataille de Cassel, après laquelle son régiment est envoyé à l'armée du maréchal de Créqui. Il se distingua à la bataille de Kochersberg par d'ha-

biles manœuvres et plusieurs charges vigoureusement menées, continuant à montrer en toute occasion l'audace, la bravoure, l'activité et le coup d'œil qui le caractérisaient.

Louvois, qui n'aimait pas Villars, empêcha qu'il ne fût nommé brigadier à la fin de la campagne, comme il s'y attendait. En 1678, Villars servit encore sous Créqui; à la prise de Fribourg, il monta à l'assaut à la tête des grenadiers. A la prise du fort de Kehl, enlevé d'assaut en plein jour, Villars, s'étant trouvé dans ce moment-là à la tranchée, se mit à la tête du premier détachement. « Il avait un habit en broderie d'or, et le maréchal de Créqui le voyant le premier sur la brèche, défendue pendant quelques instants à coups de pique, prédit son élévation infaillible à ceux qui étaient auprès de lui, et lui cria : « Jeune homme, si Dieu te laisse vivre, tu auras ma place plus tôt que personne ».

En 1686, Louis XIV envoya Villars auprès de l'Empereur, pour complimenter S. M. Impériale sur la mort de sa mère. Mais Villars n'était pas homme à se contenter d'une mission si insignifiante; il essaya de détacher de la Cour de Vienne le jeune électeur de Bavière et de le rapprocher de la Cour de Versailles; mais il ne put réussir. Il alla ensuite prendre part à la bataille de Mohacs, gagnée par les Impériaux sur les Turks (1687). A son retour, en 1688, il fut nommé brigadier, vendit son régiment de cavalerie 30,000 écus[1]

1. Dangeau, 1er et 2 septembre.

(450,000 fr.), et acheta la charge de commissaire général de la cavalerie.

Le père de Villars avait connu madame Scarron dans sa jeunesse. Devenue marquise de Maintenon, elle accueillit avec amitié le jeune général, aimable et spirituel, et l'invita aux représentations de Saint-Cyr. Louvois lui-même cessa de lui être hostile. Villars forçait la fortune à lui être favorable et à lui permettre d'être toujours heureux.

Pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, Villars fut nommé maréchal de camp en 1690, et servit à l'armée de la Moselle sous M. de Boufflers. On le trouve en 1691 au siège de Mons et au combat de Leuze, où il se distingua entre tous. De 1692 à 1696, il commanda la cavalerie à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Lorges, et se signala aux combats de Pforzeim (1692) et de Witzlock (1694). A cette dernière affaire, qu'il gagna en personne, il fit prisonnier le baron de Mercy, adjudant général. En 1693, il avait été nommé lieutenant général. En 1696, il fut envoyé à l'armée d'Italie, placée sous les ordres de Catinat, pour y commander la cavalerie; mais il revint à l'armée d'Allemagne, en 1697, toujours en qualité de commandant la cavalerie.

Après la paix de Ryswick, Louis XIV, se rappelant les qualités de diplomate que Villars avait montrées dans ses négociations avec l'électeur de Bavière pendant les années 1686, 1687 et 1688, l'envoya en ambassade à Vienne (décembre 1698). Il n'avait signé le traité de Ryswick et subi les déplorables conditions

qui lui étaient imposées, qu'afin d'être libre de s'occuper de la succession d'Espagne, qui allait s'ouvrir, et de donner quelque repos à la France déjà épuisée d'hommes et d'argent. Villars avait pour mission de faire accepter à l'empereur Léopold le traité de partage de la monarchie espagnole, conclu entre Louis XIV et Guillaume III. Ce qui était facile à prévoir, Villars échoua dans sa mission, et il revint en France au mois d'août 1701. Il fut alors envoyé à l'armée d'Italie servir sous les ordres du maréchal de Villeroy. Il n'y resta pas longtemps, et, en 1702, il passa à l'armée d'Allemagne commandée par le maréchal Catinat, qu'il allait bientôt remplacer.

II

La guerre commencée entre la France et l'Autriche, l'électeur de Bavière se déclara pour la France et s'empara de la forte ville d'Ulm, dans la Souabe autrichienne (8 septembre). Il avait envoyé une partie de ses troupes dans la Forêt-Noire pour se rapprocher des Français : il fallait donc passer le Rhin et que Catinat opérât la jonction des deux armées française et bavaroise. Mais le vieux maréchal était devenu trop irrésolu pour faire de tels mouvements à la vue des Impériaux commandés par le prince de Bade, l'un des meilleurs généraux de Léopold. Catinat, au contraire, avait laissé son adversaire passer le Rhin, envahir l'Alsace, prendre Landau, Wissembourg, Lauterbourg, Haguenau ; et si l'Alsace ne fut pas conquise, ce fut parce que le prince

de Bade se retira. Il alla, en effet, au-devant de l'électeur de Bavière notre allié, qui se trouva un moment en danger d'être pris et écrasé entre le prince de Bade et une autre armée impériale commandée par le comte de Styrum. Aussi l'Electeur pressait-il les Français de passer le Rhin et de venir le dégager ; mais Catinat ne bougeait pas, ne voyant que des impossibilités ou des dangers à toute manœuvre. Villars proposa au Roi de se charger de l'opération, et sa proposition fut acceptée. Villars allait enfin commander en chef, et remporter sa première victoire.

Avec 25,000 hommes il se porta sur Huningue (30 septembre) pour y passer le Rhin. A la première nouvelle, le prince de Bade marcha sur Friedlingen, petite ville située en face de Huningue[1], et s'y établit dans un camp retranché. Mais, voyant les Français prendre, le 11 octobre, Neubourg, petite ville sur le Rhin[2], il crut qu'ils allaient y passer le fleuve, et il revint en toute hâte sur Neubourg. Villars profita de cette faute et passa aussitôt le Rhin à Huningue. Le prince de Bade revint aussitôt à Friedlingen ; mais Villars y était, et occupait le camp que les Impériaux avaient abandonné. La bataille s'engagea le 14 octobre.

L'infanterie allemande occupait les hauteurs de Tulick ; la cavalerie allemande était en bataille dans la plaine située au pied des hauteurs. L'infanterie française, commandée par Villars, passa derrière notre

1. A peu de distance de Friedlingen, il y avait un fort de ce nom.
2. Au nord de Huningue.

cavalerie et attaqua les hauteurs de Tulick, couvertes de vignes et de bois, les enleva vivement à la baïonnette et en chassa l'ennemi. Pendant ce temps, M. de Magnac[1] chargeait la cavalerie impériale et la mettait en déroute. A ce moment, notre infanterie victorieuse, poursuivant les fantassins impériaux mis aussi en déroute, descendait les pentes de la colline de Tulick et arrivait assez en désordre dans la plaine où les escadrons allemands se sauvaient à vau-de-route. Une panique se déclara parmi nos fantassins, qui se crurent tournés, et le gain de la bataille pouvait être compromis, lorsque Villars, prenant un drapeau, rallia les siens, les rassura, aux cris de : « Vive le Roi, la victoire est à nous ! » Il remit l'ordre dans ces bataillons victorieux, qui, un instant, avaient perdu la tête, et les ramena au combat, en leur montrant M. de Magnac donnant la chasse aux cavaliers du prince de Bade.

La bataille gagnée, l'armée tout entière ajouta au cri national de Vive le Roi ! celui de Vive monsieur le Maréchal ! Les soldats acclamaient, sur le champ de bataille, Villars, maréchal de France, honneur rarement accordé à un général. Le 21 octobre, Louis XIV eut le bon goût de confirmer les acclamations de l'armée, et nomma Villars maréchal de France. Dangeau raconte comment Villars apprit sa nomination au maréchalat.

M. le comte de Choiseul partit le matin[2] et porta à M. de

1. Voir page 364.
2. 21 octobre, de Fontainebleau.

Villars, son beau-frère, un paquet de M. de Chamillart. Il y a simplement sur l'enveloppe : *A monsieur le marquis de Villars*, et dedans il y a une lettre de la propre main du Roi, et au-dessus : *A mon cousin le maréchal de Villars*. On a confié le secret à M. de Choiseul avec ordre de ne le dire à personne. On veut que M. de Villars ne le puisse apprendre que par la lettre du Roi. S. M. déclara à son dîner l'honneur qu'il lui avait fait de le faire maréchal de France, et il est seul de sa promotion [1].

Cette attention délicate de Louis XIV trouve son explication dans les belles paroles dites par le Roi à Villars, lors de son retour à Versailles, après la campagne :

Je suis autant Français que Roi; ce qui ternit la gloire de la nation m'est plus sensible que tout autre intérêt. C'est d'ordinaire sur les six heures du soir que Chamillart vient travailler avec moi, et pendant plus de trois mois il ne m'apprenait que des choses désagréables. L'heure à laquelle il arrivait était marquée par des mouvements dans mon sang. Vous m'avez tiré de cet état ; comptez sur ma reconnaissance.

Pendant que Villars battait le prince de Bade, l'électeur de Bavière était arrivé à Biberach [2], et, les Français ayant passé le Rhin, il semblait que la jonction des deux armées fût la conséquence obligée de la victoire de Villars. Mais notre allié, dominé par ses ministres, tous vendus à l'Empereur, traitait avec lui et s'arrêta. Pour le décider à rester dans l'alliance fran-

1. Dangeau, IX, 22.
2. Ville sur la Riss, au sud d'Ulm.

çaise et espagnole, Philippe V, le nouveau roi d'Espagne, promit de lui donner les Pays-Bas. Ces négociations avaient fait perdre le temps ; le prince de Bade avait reçu des renforts et occupait les défilés de la Forêt-Noire ; il fallut remettre la jonction des deux armées à l'année suivante[1].

En 1703, le commandement de l'armée d'Allemagne fut enlevé à Catinat et donné à Villars. Le nouveau maréchal prit l'offensive et fit une brillante campagne, qui justifia les faveurs du Roi et confirma la réputation de ce général, si Français, si plein d'entrain, si justement aimé de ses soldats, dont le dévouement pouvait le consoler de l'envie haineuse de quelques courtisans jaloux.

Après avoir passé le Rhin en plein hiver (14 février), à Huningue et à Neubourg, Villars alla investir (19 février) le fort de Kehl, dont Vauban avait fait une très forte place[2]. Le prince de Bade, surpris, n'avait pu rassembler à temps ses troupes dispersées dans leurs quartiers d'hiver et s'opposer à Villars. « Il n'avait que 12 bataillons ensemble commandés par le général Pibrac, qui, à l'approche de nos troupes, fit plier tous les drapeaux, les emporta et ordonna à l'infanterie de se sauver dans les bois comme elle pourrait. Les

1. Le 31 janvier 1702, Villars avait épousé mademoiselle de Varangeville, qui avait 450,000 livres de bien (2,250,000 fr.) et qui devait en avoir bien davantage. Madame de Villars, dit Saint-Simon, était belle et de grande mine.

2. Aussi Vauban voulait-il aller au siège de Kehl. Louis XIV ne le lui permit pas. (Dangeau, IX, 129.)

ennemis avaient près de 50 forts ou redoutes, qu'ils ont abandonnés ».

Après avoir enlevé de vive force tous les dehors de Kehl, et avoir constaté que la contenance des assiégés manquait de fermeté, Villars, qui était bon ingénieur, conduisit le siège avec plus d'audace que de régularité[1]. Il prit un ouvrage à cornes, ce qui amena la capitulation de la place, le 9 mars.

Ce succès ne s'était pas obtenu sans peine.

Je ne quittais presque pas la tranchée, dit Villars. « Il n'est pas nécessaire, me disaient les ingénieurs, qu'un maréchal de France y soit si souvent. — Non, répondais-je, mais avouez que cela ne fait pas mal ». Ma présence encourageait le soldat ; ma familiarité lui faisait supporter gaiement les fatigues du siège. « Je passe avec eux une partie de la nuit, écrivai-je au ministre[2]. Nous buvons un peu de brandevin ensemble. Je leur fais des contes. Je leur dis qu'il n'y a que les Français qui sachent prendre les villes l'hiver. Je n'en ai pas fait pendre un seul. Je leur garde deux grenadiers, qui l'ont bien mérité, pour leur donner leur grâce en faveur de la première bonne action que leurs camarades feront. Enfin j'y fais tout de mon mieux[3].

Devenu maître de Kehl, Villars demanda aussitôt sa récompense : un brevet de duc, qui lui fut refusé. On peut le blâmer de ce désir immodéré d'être payé à chaque succès, à chaque service rendu ; mais c'est le

1. Il avait avec lui un ingénieur, M. Terrade, qui avait construit le fort de Kehl sous les ordres de Vauban.

2. Lettre du 28 février à Chamillart.

3. *Vie de Villars*, I, 140.

vice de presque tous les généraux de ce temps, auxquels le désintéressement était peu connu.

Après la prise de Kehl, Villars poussa devant lui le prince de Bade, qui avait eu le temps de rallier ses troupes, et le rejeta dans les lignes de Stolhofen[1] (20 avril); mais, trouvant qu'il était impossible d'attaquer avec succès ces retranchements sans trop exposer l'armée[2], Villars se contenta de les canonner, et, quelques jours après, il partit, laissant Tallard pour observer le prince de Bade[3], et alla à la rencontre de l'électeur de Bavière, décidé cette fois à agir de concert avec nous.

Villars remonta la Kinzig[4], suivant le grand chemin d'Offenbourg à Villingen; il traversa la Forêt-Noire, chassa les ennemis des retranchements qu'ils avaient élevés à Hornberg, et se réunit, le 6 mai, à l'Electeur, à Tutlingen sur le haut Danube. Les deux armées manifestèrent leur joie de la réussite de cette opération; les soldats s'enivrèrent; on fit des salves de canon et de mousqueterie. L'Electeur, donnant l'exemple, jeta son chapeau en l'air en criant Vive le Roi! les Français

1. Ces lignes, d'une grande étendue et très fortes, étaient établies au sud de Rastadt, entre le Rhin et la Forêt-Noire.

2. Dangeau.

3. Après le départ de Villars, Tallard (lieutenant général) assiégea Landau, battit à Spire le prince de Hesse-Cassel, et, après la bataille, s'empara de Landau. Les belles charges à la baïonnette de l'infanterie en colonnes serrées, qui décidèrent la victoire, sont demeurées célèbres. M. de Tallard fut fait maréchal en récompense de son succès. En 1704, il fut battu et pris à la seconde bataille de Hochstett, et mourut en 1728.

4. Affluent du Rhin, dans lequel ce cours d'eau se jette à Kehl.

répondant par le cri de Vivent le Roi et Monsieur l'Electeur[1] !

Avant d'opérer sa jonction, l'Electeur avait battu les Impériaux commandés par le comte de Styrum à Scharding et à Amberg; il était maître de tout le cours du Danube depuis Ulm jusqu'à l'Inn, où commence le territoire autrichien. Villars, qui avait les qualités du grand capitaine, voulait qu'on profitât de cette situation et du soulèvement de la Hongrie contre l'Empereur, et que l'armée franco-bavaroise se portât résolument sur Vienne, par Passau et Lintz, pour dicter la paix à Léopold dans sa capitale. On se serait tenu en communication, par le Tyrol, avec notre armée d'Italie commandée par Vendôme, qui aurait envoyé des secours à Villars. C'était le plan de Turenne lorsqu'il gagna la bataille de Sommerhausen; ce fut le plan de Napoléon en 1805 et 1809. La guerre eût été terminée par ce coup d'audace et de bonne stratégie, dont Léopold fut un moment très effrayé.

Le prince Eugène dit à Villars, en 1714, que l'Empereur eût été obligé de faire la paix, et tout à l'avantage de la France, si l'on avait suivi son avis en 1703.

Mais l'Electeur, toujours mal conseillé par son entourage vendu à Léopold, repoussa le projet de Villars et fit adopter l'idée de s'emparer du Tyrol, en combinant les opérations de Villars avec celles de Vendôme. L'Electeur prit Inspruck, et Vendôme bombarda Trente; mais les Tyroliens, si dévoués à la maison

1. DANGEAU, IX, 197.

d'Autriche, défendirent énergiquement leurs montagnes et firent éprouver de telles pertes aux envahisseurs, que Vendôme et l'Electeur durent revenir, l'un en Italie, l'autre sur le Danube, où leurs communications étaient sérieusement menacées.

Le duc de Vendôme était obligé de rentrer à la hâte en Italie par la défection du duc de Savoie, et allait entreprendre la conquête du Piémont. De son côté, l'Electeur était rappelé sur le Danube par l'entrée en Bavière du prince de Bade et du comte de Styrum, maréchal général de l'Empereur. Tallard avait laissé s'échapper le prince de Bade, qu'il devait forcer à rester sur le Rhin, et qui était venu prendre Augsbourg. Styrum cherchait à opérer sa jonction avec lui. La situation avait changé pour les Franco-Bavarois, qui alors étaient menacés, Villars surtout, le prince de Bade pouvant lui couper ses communications avec la France. Villars, réuni à l'Electeur, marcha d'abord contre le prince de Bade et le força de battre en retraite ; puis il revint sur le comte de Styrum. L'Electeur ne voulait pas lui livrer bataille sur bataille ; mais une victoire était nécessaire à Villars et au salut de son armée, et il contraignit M. de Bavière à combattre et à gagner la bataille de Hochstett[1]. Les troupes bavaroises se battirent mollement. « Dans la chaleur du combat, dit Villars, je n'ai pu m'empêcher de me plaindre un peu de leur flegme », et il ne doutait pas, disait-il encore, que cette bataille « n'empêchât

1. La première. La date de cette bataille est le 20 septembre.

un grand changement », c'est-à-dire la défection de notre allié[1]. En rendant compte au Roi de la bataille de Hochstett, qui était d'une nécessité indispensable pour le salut de l'armée que S. M. lui avait confiée, Villars disait que l'ennemi avait laissé 3,000 hommes sur le champ de bataille; qu'on lui avait fait plus de 4,000 prisonniers ; qu'on lui avait pris 33 canons, soit toute son artillerie, un pont de bateaux, ses bagages, quantité d'étendards, de drapeaux et de timbales. Notre cavalerie seule avait combattu et remporté la victoire ; l'infanterie, après avoir fait une longue marche de 9 lieues (au moins 40 kilomètres), n'était arrivée que vers la fin de l'action.

1704. La mésintelligence qui existait déjà, en 1703, entre M. de Bavière et le Maréchal devint telle, que Villars demanda son rappel et fut envoyé contre les Camisards[2]. Il fut remplacé par le maréchal de Marsin, qui, avec Tallard et l'Electeur, furent battus, le 13 août, à la seconde bataille de Hochstett, par le prince Eugène et Marlborough. L'Electeur perdit ses Etats, et les Français furent honteusement chassés d'Allemagne. Il est regrettable de constater que, Villars excepté, on ne voit alors aucun général français avoir la moindre idée de la grande tactique, et que seuls les généraux de la coalition la comprennent et la mettent en pratique.

Pendant que ces événements déplorables s'accom-

1. Lettre de Villars à Chamillart, 21 septembre 1703.
2. Protestants des Cévennes révoltés à l'instigation des coalisés.

plissaient sur le Danube, Villars, nommé gouverneur du Languedoc (28 mars 1704), recevait la mission, toute de confiance, de terminer l'insurrection des Cévennes. Il dit dans ses Mémoires :

Je me mis dans la tête de tout tenter, d'employer toutes sortes de voies, hors celle de ruiner une des meilleures provinces du royaume ; et même que si je pouvais ramener les coupables sans les punir, je conserverais les meilleurs hommes de guerre qu'il y ait dans le royaume. Ce sont, me disais-je, des Français, et très braves et très forts, trois qualités à considérer.

Rejetant donc le système d'extermination employé par ses prédécesseurs, Villars débuta par offrir une amnistie à tous les insurgés qui rentreraient chez eux dans un délai de huit jours, et divisa son armée en petits corps, avec lesquels il enveloppa les Camisards comme dans un réseau. Cette conduite amena la soumission de presque tous les chefs, qui furent enrôlés au service du Roi; on leur donna des grades ou de l'argent. D'autres obtinrent la permission de se retirer à l'étranger.

Villars déploya, dans cette guerre contre « les fanatiques des Cévennes », une grande habileté politique et militaire, et Louis XIV l'en récompensa en le faisant chevalier du Saint-Esprit[1] (1er janvier 1705).

A son retour à Versailles, Villars vint saluer le Roi

1. Il y avait neuf maréchaux de France qui n'avaient pas le cordon bleu ; le Roi le donna à Villars et aux huit autres. (Dangeau, X, 219.)

qui revenait de Marly et qui lui dit en descendant de son carrosse : « Monsieur le maréchal, il y a longtemps que nous vous attendions ; montez en haut, et je vous parlerai ». Sitôt que le Roi fut entré chez madame de Maintenon, il le fit appeler, et il lui dit : « Je n'ai pas le loisir de vous entretenir présentement, mais je vous fais duc[1] ».

1705. Villars demanda d'être replacé à la tête d'une armée. « Servez-vous de moi, disait-il à Louis XIV, car je suis le seul général de l'Europe dont le bonheur à la guerre n'ait jamais été altéré. Que Dieu me conserve cette fortune pour le service de Votre Majesté ! »

Le Roi lui donna le commandement de l'armée de la Moselle, forte d'environ 50,000 hommes, et opposa « l'heureux général » à Marlborough, qui avait au moins 80,000 soldats anglais, hollandais et allemands. Villars fit sur la Moselle une très belle campagne, digne des plus grands généraux, et s'y montra habile tacticien.

Les coalisés, cette année, voulaient envahir la France par la Lorraine et Metz. Marlborough, à qui l'exécution du projet était confiée, était à Trèves et attendait le prince de Bade, qui devait venir le joindre en traversant le Rhin et l'Alsace ; mais Marsin, opposé au prince de Bade, l'empêcha d'arriver sur la Moselle.

Villars prit position à Sierck, sur la Moselle[2], et établit son armée au camp de Fronsberg. Marlborough arriva de Trèves, le 3 juin, devant Sierck. Il fit dire ga-

1. Dangeau, X, 232 — 16 janvier 1705.
2. Au nord de Thionville.

lamment à Villars qu'il espérait voir une belle campagne, puisqu'il avait affaire à lui[1]. Marlborough chercha pendant 14 jours un point faible pour attaquer Villars; mais, le trouvant partout et toujours trop fort pour oser risquer une action de vigueur, et le prince de Bade n'arrivant pas, Marlborough détala pendant la nuit du 16 au 17 juin, brûla les approvisionnements qu'il avait rassemblés à Trèves et retourna aux Pays-Bas. Tout l'honneur d'avoir empêché l'invasion revient à Villars, dit Sainte-Beuve, à sa fermeté, à son choix d'un bon poste, à sa sagesse à s'y maintenir, à l'esprit excellent dont il avait animé ses troupes, et qui fit perdre à l'adversaire l'idée qu'on les pût entamer.

Après la retraite de Marlborough, Villars alla prendre Trèves et se réunit à Marsin pour marcher ensemble contre le prince de Bade. Il s'empara des lignes de la Lauter, reprit Wissembourg; mais, à son tour, il n'osa attaquer l'ennemi maître de Lauterbourg et de Landau. Louis XIV termina la campagne en enlevant à Villars une partie de son armée pour augmenter les forces que commandait Villeroy dans les Pays-Bas, s'imaginant que ce pauvre général était capable de jouer un rôle décisif contre Marlborough.

Cette même année 1705, au mois d'août, Villars acheta la terre de Vaux, qui avait appartenu à Fouquet, 550,000 livres (2,750,000 fr.). Cette terre était affermée 22,000 livres (110,000 fr.). « La duché » de-

1. Sainte-Beuve, *Causerie sur Villars*, XIII, 80.

vait être mise sur ce domaine, et, en effet, il fut érigé en duché de Villars au mois de septembre[1].

1706. Villars et Marsin continuèrent, en 1706, la lutte contre le prince de Bade. Ils le chassèrent entièrement de l'Alsace, reprirent Haguenau dont il s'était emparé, et le rejetèrent au delà du Rhin.

Au mois de juin, le Roi voulut envoyer Villars en Italie avec le duc d'Orléans, auquel le Maréchal servirait de guide. Villars refusa. Il n'avait, dit-il, rien de ce qu'il fallait pour vivre d'accord avec un prince et sa Cour; il avait une autre manière de faire la guerre que le duc de Vendôme, qui commandait une armée en Italie, et ne voyait pas les choses comme lui. Surtout il ne voulait pas servir avec le duc de la Feuillade, gendre de Chamillart. « Il craignait encore plus, dit Saint-Simon, le gendre du ministre, tout puissant alors, et ses entreprises mal concertées, auxquelles il faudrait tout sacrifier, ou se perdre soi-même; et il n'en jugea que trop bien[2] ». Louis XIV fut mécontent de ce refus, mais Villars resta en Alsace.

Après la défaite de Villeroy à Ramillies, Louis XIV enleva à Villars la moitié de ses troupes, qui furent envoyées en Flandre, et le Maréchal fut encore une fois réduit à se tenir sur la défensive pendant le reste de la campagne.

1707. Cette année, Villars prit l'offensive et entra en Allemagne au mois de mai, avec d'habiles lieutenants :

1. Dangeau, X, 403, 411.
2. Addition de Saint-Simon au *Journal* de Dangeau, XI, 147.

MM. de Nangis, de Vivans, de Péry[1]. Son armée comptait 64 bataillons et 104 escadrons. Au moment d'entrer en campagne, il voulut établir une forte discipline parmi ses troupes, « parce qu'il n'y a que l'ordre qui fasse subsister dans le pays ennemi, lorsqu'on ne peut rien tirer de ses propres magasins ». Il rassembla les soldats et leur expliqua les raisons qui exigeaient l'ordre et la discipline : « Si vous brûlez, si vous faites fuir les peuples, vous mourrez de faim... Je dois commencer par vous instruire ; mais si ces raisons ne vous contiennent pas, la plus grande sévérité sera employée, et je ne me lasserai pas de punir ceux qui s'écarteront de leurs devoirs ». Ce discours fit impression, et l'armée demeura dans une discipline si exacte, que l'on ne fut obligé de faire aucun exemple.

Villars passa le Rhin au mois de mai, et, le 23, il enleva les lignes de Stolhofen. Le margrave de Bayreuth[2] défendit mal ces retranchements, et, en se retirant, abandonna ses tentes, ses bagages et ses canons[3].

Villars commença alors ces courses dans l'empire, dont les Français, dit-il, « devinrent les maîtres ». Les Impériaux s'étaient réfugiés dans le Palatinat, à la gauche du Rhin, et n'osaient bouger. Les détachements de Villars, ses hussards surtout, coururent tout le Wurtemberg, toute la Souabe, la Franconie, et allèrent jusqu'à Ulm, Wurtzbourg et Nuremberg. Partout ils le-

1. M. de Péry était un brillant général de cavalerie.
2. Le prince de Bade était malade et fut remplacé par le duc de Hanovre.
3. Dangeau, XI, 377.

vèrent de grosses contributions et de fortes sauvegardes. Le Wurtemberg fut imposé à 2,200,000 livres (11 millions de francs). « Je sais, disait Villars, comment il faut mener les Allemands ; il faut leur donner la loi ». Sans moyens de résister, les baillis arrivaient de toutes parts dans son camp pour traiter de la contribution et commencer les paiements. Toujours plein d'esprit, Villars répondit un jour aux magistrats d'une ville, qui lui présentaient les clefs d'argent en lui disant humblement que M. de Turenne, dans une circonstance pareille, les leur avait rendues : « Messieurs, M. de Turenne est un homme inimitable », et il garda les clefs.

A cent ans de distance, en 1806, les Français étaient encore les maîtres de toute l'Allemagne du Nord ; leurs hussards s'emparaient des plus fortes places à première sommation. Le Teuton n'avait rien de farouche alors. Que 1870 ne nous fasse pas oublier les campagnes de 1707 et de 1806, et tant d'autres : une fois n'est pas coutume.

Villars tira de cette campagne de très grosses sommes, qu'il employa à payer l'armée et à solder l'arriéré dû aux officiers. Il en destina une partie, dit-il, à « engraisser son veau », c'est-à dire sa terre de Vaux, ce que le Roi approuva.

Un courtisan ayant dit, de manière à être entendu du Roi : « Le maréchal de Villars fait bien ses affaires ; — Oui, mais il fait bien aussi les miennes », repartit Louis XIV.

Encore une fois, Villars victorieux fut arrêté par

l'ordre qu'il reçut au mois d'août d'envoyer des troupes en Provence pour repousser l'invasion du prince Eugène qui assiégeait Toulon. Le Maréchal se plaignit à Louis XIV. A peine avait-il rétabli les affaires sur un point, on le mettait hors d'état de compléter son œuvre en lui retirant ses troupes. De plus, en 1708, on l'envoya du Rhin sur les Alpes. Il se plaignit aussi de ces changements d'armée, qui forçaient les généraux à combattre sur un terrain qu'ils ne connaissaient pas. « Sire, dit-il à Louis XIV, vous me donnez toujours les frontières les plus délabrées, et, quand je les ai rétablies, vous m'en retirez dans le temps où je pourrais y avoir des avantages décisifs. Je supplie V. M. d'être bien persuadée que j'oublie mes intérêts; mais les siens me donnent les plus vives inquiétudes ».

1708. Villars arriva au mois de mai prendre le commandement de l'armée du Dauphiné, qui occupait la Savoie. Il lui fallait défendre cette province et le Dauphiné contre le duc de Savoie. Si Villars prit Cézanne, le duc de Savoie s'empara d'Exiles, grâce à la lâcheté du gouverneur, qui capitula sans que la place fût ouverte et sachant même qu'on venait à son secours. Le Roi, en recevant cette nouvelle, ne put s'empêcher de dire qu'il voyait depuis quelque temps des choses extraordinaires et qu'il avait peine à comprendre des Français[1]. La série des lâchetés n'était pas terminée; on vit capituler encore, sans avoir été suffisamment

1. Dangeau, XII, 203. — Le gouverneur d'Exiles fut dégradé par la main du bourreau.

défendues, les places de Gand, de Port-Mahon, de Tournai, du Quesnoi[1]. Les armées devenaient mauvaises; les officiers étaient détestables. Villars le constate à plus d'une reprise, et ce fut un de ses plus grands mérites d'avoir relevé tous ces esprits abattus.

III

1709. La France, comme une grande place forte, était attaquée et envahie en 1709 sur ses frontières des Pays-Bas, d'Allemagne et d'Italie. L'ennemi lui avait enlevé ses ouvrages avancés, en chassant les Français de la Bavière et de l'Allemagne après Hochstett (1704), — de l'Italie après Turin (1706), — des Pays-Bas après Ramillies et Oudenarde (1706, 1708). Le corps de la place, après cette dernière défaite, était directement attaqué sur son front septentrional; la barrière d'airain était déjà ouverte par la prise de Lille. Mais l'échiquier établi par le génie de Vauban allait donner à Louis XIV les moyens de lutter pendant quatre ans et d'attendre le retour de la Fortune, que son orgueil avait fait disparaître. « Voilà, dit Saint-Simon, où conduisit l'aveuglement du choix, l'orgueil de tout faire, la vanité de choisir des ministres et des capitaines tels qu'on ne pût rien leur attribuer, pour ne partager la réputation de grand avec personne; enfin

1. *Les Capitulations*, par le général Thoumas, p. 183-184.

toute cette façon de gouverner, qui précipita dans le péril d'une perte entière cet homme pour qui l'on épuisait le marbre et le bronze, pour qui tout était à bout d'encens ».

Le terrible hiver de 1708-1709 vint ajouter la famine et la misère la plus cruelle à toutes les calamités que l'orgueil de Louis XIV et l'incapacité de son gouvernement avaient accumulées sur la France. Il semblait qu'il fût impossible de continuer la guerre, étant donnés la misère du pays et l'épuisement du Trésor. Louis XIV se décida à demander la paix; il envoya à la Haye le président Rouillé, auquel Heinsius signifia qu'il fallait d'abord que Louis XIV admît, comme préliminaires de la paix, que Philippe V, ainsi que les électeurs de Bavière et de Cologne, perdraient leurs Etats. Louis XIV refusa d'abandonner ses alliés et de se soumettre à un tel déshonneur. Le marquis de Torcy, neveu de Colbert et ministre des affaires étrangères, se rendit à son tour à la Haye pour faire de nouveaux efforts : « J'oublie ma gloire », lui dit le Roi en le quittant.

Heinsius, Eugène et Marlborough, pleins de haine et infatués à leur tour de leurs triomphes et de leur gloire, déclarèrent qu'ils consentaient à accorder au roi de France une trêve de deux mois aux conditions suivantes : reconnaître l'archiduc Charles comme roi d'Espagne; prendre avec les coalisés les mesures nécessaires pour forcer Philippe V à abandonner l'Espagne; céder l'Alsace, Lille, etc.; démolir Dunkerque; reconnaître la reine Anne; consentir au dépouillement des électeurs de Bavière et de Cologne. Après cette

trêve, on traiterait de la paix, et les triumvirs ne cachaient pas leur dessein de détruire la France.

La folie de Heinsius, il faut bien le dire, rendit un grand service à la France. Louis XIV, qui déjà avait oublié sa gloire, fut transformé : le vieux roi devient, à partir de ce moment, vraiment grand, par son patriotisme, sa fermeté et sa dignité. Il refusa les propositions de l'ennemi et les fit connaître à la nation, qui répondit à l'appel du roi. Les levées d'hommes se firent facilement; Desmarets emprunta à des taux excessifs, employa des expédients ruineux, mais enfin se procura l'argent nécessaire pour payer et nourrir les troupes, et 100,000 hommes furent donnés à Villars.

Le soldat était plein de zèle, mais l'officier ne valait rien. La noblesse refusait de servir, et si elle venait à l'armée, c'était pour y jeter le découragement. « Je veux espérer, disait Villars, que je retrouverai des hommes; mais jusqu'à présent je n'en ai reconnu que dans le soldat. C'est une merveille que sa vertu et sa fermeté à souffrir la faim... Au contraire, les officiers généraux tiennent de mauvais discours et fort propres à détruire l'audace qui est dans le soldat, et que je fais tout mon possible pour réveiller dans l'officier ».

Le vieux maréchal de Boufflers, comme Villars, était resté étranger à ce ramollissement général qui avait envahi les rangs supérieurs de l'armée; il demanda au Roi la permission de servir sous les ordres de Villars, moins ancien que lui de dix ans : « S'il arrivait malheur à votre général dans une bataille décisive, dit-il à Louis XIV, votre armée serait ruinée et la France

avec elle », et il écrivit à Villars : « Aucun de vos aides de camp n'exécutera vos ordres avec plus d'empressement et de plaisir que moi[1] ».

Pendant toute la campagne, l'armée, que ces deux hommes de cœur réorganisèrent, n'eut qu'à applaudir à l'entente cordiale qui exista toujours entre Villars et Boufflers, unis par le même sentiment, l'amour du devoir, par le même désir, le salut de la patrie. L'armée eut un patriotisme égal à celui de ses deux illustres chefs. Le soldat souffrit cruellement, et supporta ses souffrances avec une merveilleuse résignation. Admirons sans réserve ces anciennes armées formées de miliciens et de pauvres paysans, qui ont sauvé la vieille France, comme nous admirerons plus tard nos armées républicaines, qui ont préservé la France moderne de l'invasion et du démembrement.

Il est bon de mettre sous les yeux du lecteur le tableau de la misère de l'armée en 1709 ; ces détails sont nécessaires pour faire bien connaître ce qu'a supporté l'armée de Villars, et le mérite de son général.

« La misère était extrême, dit Sainte-Beuve[2] : point d'habits, point d'armes, point de pain. Le pain surtout était l'inquiétude principale ; c'est à quoi Villars dut pourvoir tout d'abord et durant toute la campagne. Il n'y avait pas de magasins et les subsistances n'arri-

1. Madame de Maintenon écrivit, à ce sujet, à la princesse des Ursins : « Le maréchal de Villars en est charmé, et mande que si les officiers ne se raniment pas par cet exemple, il faut qu'ils n'aient plus de courage ».

2. *Causerie sur le maréchal de Villars.*

vaient qu'au jour le jour; on n'en avait pas d'assurées pour deux journées à l'avance; et ce n'était point la faute des intendants, mais le grain manquait dans tout le royaume, et la famine n'était pas seulement dans l'armée.

« Imaginez-vous, écrivait Villars au ministre, l'horreur de voir une armée manquer de pain ! Il n'a été délivré aujourd'hui que le soir, et encore fort tard. Hier, pour donner du pain aux brigades que je faisais marcher, j'ai fait jeûner celles qui restaient. Dans ces occasions, je passe dans les rangs, je caresse le soldat, je lui parle de manière à lui faire prendre patience, et j'ai eu la consolation d'en entendre plusieurs dire : « Monsieur le maréchal a raison, il faut souffrir quelquefois ».

« Et encore :

Tous les officiers de la garnison de Saint-Venant m ont demandé en grâce de leur faire donner du pain, et cela avec modestie, disant : « Nous vous demandons du pain parce qu'il en faut pour vivre; du reste, nous nous passerons d'habits et de chemises ».

« Les nouvelles recrues, arrivées du fond des campagnes et des provinces du centre, d'où la misère les chassait, furent une grande ressource, et ces natures patientes, habituées à peiner et à pâtir sans murmurer, rendirent du nerf à l'armée.

« La gaieté, que Villars appelait « l'âme de la nation », il ne négligea rien non plus pour la leur rendre, et il en avait lui-même sa bonne dose. Ecrivant à M. de Torcy et lui exprimant la situation dans sa nudité : « Je parle à un ministre, ajoutait-il, car aux

autres je me fais tout blanc de mon épée et de mes farines ». Il était bien obligé de répandre des bruits faux et d'imaginer, ne fût-ce qu'à l'usage de l'ennemi, des arrivées de fonds ou de subsistances qui n'existaient pas.

« Je me vis donc réduit à me payer de hardiesse, je dirais presque d'effronterie, avec 50,000 hommes de moins que les ennemis, une petite artillerie de campagne mal traînée, mal approvisionnée, contre 200 bouches à feu bien servies, et la frayeur perpétuelle de manquer de pain chaque jour. *Panem nostrum quotidianum da nobis hodie,* me disaient quelquefois les soldats quand je parcourais les rangs, après qu'ils n'avaient eu que le quart et demi-ration. Je les encourageais, je leur faisais des promesses. Ils se contentaient de plier les épaules et me regardaient d'un air de résignation qui m'attendrissait, sans plaintes ni murmures ».

« Ecrivant à M. Voysin, il disait encore :

« Je fais ici la plus surprenante campagne qui ait jamais été : c'est un miracle que nos subsistances, et une merveille que la vertu et la fermeté du soldat à souffrir la faim. On s'accoutume à tout : je crois cependant que l'habitude de ne pas manger n'est pas bien facile à prendre ».

« Enfin il avait si bien réussi à redonner du ton et de l'entrain à ses soldats, qu'on les vit un jour de bataille, le matin de Malplaquet, jeter une partie du pain qu'on leur distribuait, n'en ayant eu qu'à peine la veille, l'avant-veille, pour courir plus légèrement à l'ennemi ».

On peut compléter cette excellente page d'histoire à l'aide de la correspondance de Mme de Maintenon avec la princesse des Ursins. D'abord elle annonce la nomi-

nation du maréchal de Villars au commandement de l'armée de Flandre, que tous ceux de Paris demandent parce qu'ils le croient heureux, et elle annonce que Villars, transporté de joie et plein de confiance, partira dans peu de jours[1]. « On a enfin un général qui a foi dans le soldat, dans la fortune de la France et en lui-même ». Et il fallait un tel général pour être joyeux et plein d'espérance en allant commander, dans de pareilles circonstances, une armée démoralisée, mal payée et affamée. A la date du 18 mars, Mme de Maintenon dit encore : « Le maréchal de Villars est parti plein de courage et de confiance, quoiqu'il voie bien la lourdeur du fardeau dont on le charge; mais il me paraît qu'il se trouve encore plus honoré que chargé ».

Au mois d'avril, la famine commence; au mois de mai, elle sévit cruellement sur l'armée : voici ce qu'en dit Mme de Maintenon, écho du cabinet de Versailles.

19 mai 1709. — Y a-t-il quelque courage, Madame, quand on voit les peuples et l'armée mourir de faim? La nôtre, jusqu'ici, n'en paraît point découragée; les officiers demandent à manger du pain noir, et le maréchal de Villars, que nous avons vu deux jours à Marly, dit qu'il mangera du pain d'avoine à sa table. Le maréchal d'Harcourt part au premier jour[2]; on croit pouvoir nourrir son armée avec du seigle qu'on a trouvé.

26 mai. — Le maréchal de Villars me mande qu'il y a quatre jours qu'il ne croyait pas pouvoir mettre l'armée en campagne, faute de subsistances; mais qu'enfin, après s'être donné bien de la peine, il a ramassé huit ou dix mille

1. Lettre du 4 mars 1709.
2. Pour l'armée d'Allemagne.

sacs de farine, qu'il a fallu enlever d'autorité à des gens qui en avaient grand besoin; il finit sa lettre par ces trois mots: du pain, de l'argent, nous manquons de tout. Quand celui-là tient un pareil langage, il faut que les choses soient dans une grande extrémité, car il est plein de confiance, de courage et de ressources.

17 juin. — Le maréchal de Villars se trouve fort inférieur aux ennemis, mais il ne perd pas courage; il crie seulement sur le pain et l'argent; on n'oublie rien ici pour lui envoyer de l'un et de l'autre. Ce commencement de campagne est difficile: si nous vivons jusqu'au mois d'août, nous aurons des ressources.

15 juillet. — M. le maréchal de Villars se conduit à merveille, et nous commençons à espérer que les ennemis n'entreront point en France; mais il n'en serait pas de même s'il perdait une bataille.

10 août. — Le maréchal de Villars n'est point en état de rien entreprendre; ses troupes sont fort inférieures à celles de ses ennemis, et dépérissent tous les jours par la désertion et la faim.

Le 11 septembre, Villars était en état de se battre, et de se bien battre. Avec ses 120,000 hommes il livrait à Eugène et à Marlborough la sanglante bataille de Malplaquet. L'ennemi venait de prendre Tournai, assiégeait Mons et annonçait son intention de pénétrer en France par la Picardie et l'Oise. La bataille fut rude; on se battit avec un acharnement, qui prouve combien Villars avait relevé le moral de ses troupes. L'ennemi perdit 17,000 hommes; nous, 8,000. Villars fut grièvement blessé, et Boufflers se retira sur le Quesnoi. L'ennemi prit Mons, mais ne put entrer en Picardie, comme il se vantait de le faire. La bataille de Malplaquet était indécise, mais elle annonçait aux alliés que

l'époque des batailles de Hochstett, de Ramillies, de Turin et d'Oudenarde, et des généraux de Cour, était finie, et que la guerre redevenait sérieuse avec un général sérieux.

« L'armée que M. le maréchal de Boufflers a conservée par sa belle retraite, écrit Mme de Maintenon, ne demande qu'à retourner au combat, et nos soldats et nos officiers, en se faisant couper les bras et les jambes, assurent qu'ils n'y ont aucun regret; les mourants en disent autant pour la vie, et tout ce qu'on nous mande du Quesnoi est aussi héroïque que ce que nous lisons dans l'histoire romaine ».

Villars avait été blessé gravement au genou et transporté au Quesnoi. Il avait écrit au Roi : « Si Dieu nous fait la grâce de perdre encore une pareille bataille, V. M. peut compter que ses ennemis sont détruits ». Louis XIV lui témoigna toute sa satisfaction en lui accordant la dignité de pair de France. « Je suis bien aise, lui écrivait-il, de vous donner cette distinction comme une marque de l'estime que je fais de vous[1] ».

Au bout de quarante jours, Villars put être conduit à Paris, et de là à Versailles. Son passage par les villes qu'il traversa, couché sur un brancard, fut une espèce de triomphe. Louis XIV le fit venir à Versailles, lui donna un des beaux appartements du château, et alla le voir[2]. Madame de Maintenon le visita presque tous les jours.

1. Lettre du 20 septembre.
2. Louis XIV alla aussi faire visite à la Maréchale : faveur jusqu'alors inusitée.

Après Malplaquet, Louis XIV avait renouvelé ses propositions de paix. Heinsius se montra encore plus insensé : il fallut continuer la guerre puisqu'on ne pouvait pas faire la paix.

« Cette constance, dit Saint-Simon, cette fermeté d'âme, cette égalité extérieure, cette espérance contre toute espérance, par courage et par sagesse, non par aveuglement, c'est ce qui lui mérita le nom de Grand, qui lui avait été si prématuré ; ce fut aussi ce qui lui acquit la véritable admiration de l'Europe, celle de tous ses sujets qui en furent témoins, et ce qui lui rappela tant de cœurs qu'un règne si long et si dur lui avait aliénés ».

En 1710, Villars à peu près guéri, son genou emboîté dans un appareil en fer, repartit pour la Flandre avec le maréchal de Montesquiou. Les deux maréchaux allaient faire, pendant les années 1710 et 1711, une guerre de chicane, pendant laquelle l'ennemi prenait, malgré les efforts de Villars, les places de la frontière l'une après l'autre[1], et arrivait jusqu'à la Sambre, où nous le verrons, en 1712, assiéger Landrecies, croyant s'ouvrir enfin la route de Paris.

Il faut revenir un peu en arrière et donner sur cette guerre de sièges faite sur la frontière quelques détails.

Depuis la prise de Lille (1708), l'invasion du prince Eugène et de Marlborough fut arrêtée par « la barrière d'airain »,

1. Douai, Marchiennes, Denain, Aire, Saint-Venant, Bouchain, le Quesnoi. Heureusement les coalisés laissèrent Valenciennes de côté.

c'est-à-dire par l'échiquier de places fortes élevées par Vauban sur la frontière, entre la Scarpe et la Sambre. Il se fit là, de 1709 à 1712, une guerre de sièges très importante, très difficile pour l'ennemi, et à laquelle la France dut son salut, comme elle le dut encore en 1793 et 1794. En avril 1710, les quatre places les plus menacées étaient Douai, Aire, Ypres et Maubeuge. Le Roi nomma pour les commander : Albergotti [1], Goësbriant, le comte de Villars et le marquis de Vieuxpont. Toutes les places, commandées par des généraux de grande valeur, avaient de fortes garnisons et étaient abondamment pourvues de vivres et de munitions. Il en sera de même en 1711 et 1712. Le nouveau ministre de la guerre, Voysin, et Louis XIV dirigeaient alors les affaires militaires d'une façon plus intelligente, et les généraux favoris et incapables avaient enfin disparu des armées.

Douai fut assiégé par Eugène, Marlborough et le comte de Tilly, qui commandait l'armée hollandaise. Dès le 22 avril [2] la place fut investie. Les lignes de circonvallation avaient 32 kilomètres de développement. La tranchée fut ouverte dans la nuit du 4 au 5 mai. L'attaque n'eut pas la même énergie que la défense, favorisée d'ailleurs par les inondations de la Scarpe, elles-mêmes protégées par le fort de Scarpe. La nombreuse garnison, commandée par un général habile, bien secondé par ses lieutenants, le duc de Mortemart principalement, se défendit avec vigueur. Albergotti sut conserver, pendant toute la durée du siège, des relations avec Villars, auquel il fit parvenir plusieurs lettres. Il fit de continuelles sorties, dans lesquelles l'ennemi perdait beaucoup de monde. Dans la nuit du 7 au 8 mai, un régiment anglais fut entièrement détruit et trois autres très maltraités ; plus de mille hommes furent mis hors de combat. La guerre de mines et de contremines était très active

1. Voir sur Albergotti et Goësbriant les deux notes qui se trouvent à la fin de ce chapitre.

2. Dangeau et la *Gazette de France*.



les explosions des fourneaux et des fougasses détruisaient sans cesse les travaux des assiégeants. Chaque ouvrage pris était repris. Le tir de la nombreuse artillerie d'Eugène et de Marlborough était inférieur à celui de la nôtre, qui démonta beaucoup de leurs pièces. La ville fut canonnée et bombardée à outrance, et cependant le siège n'avançait pas. Eugène et Marlborough avaient cru prendre Douai en douze jours : il leur en fallut cinquante-deux.

Dans la nuit du 26 au 27 mai, Albergotti fit quatre sorties et chassa l'ennemi de l'avant-chemin-couvert où il s'était logé, et le refoula au loin. Il en informa Villars, ajoutant que son artillerie n'était pas démontée, et que la brèche faite à la muraille de la ville n'était pas encore considérable[1].

Pendant ce temps, Villars et Berwick inquiétaient Eugène et Marlborough ; ils s'approchaient jusqu'à 2 kilomètres de leur camp, mais ils ne livrèrent pas bataille. Villars rétablit l'inondation de Douai à l'aide des écluses d'Arras qu'il fit lâcher.

L'ennemi perdait tant de monde et dépensait tant d'argent à ce siège, que la Hollande et l'Angleterre murmuraient contre les généraux qui le dirigeaient : au 18 juin, les assiégeants avaient déjà perdu 30 ingénieurs. Ils avaient tellement de blessés, qu'ils en envoyaient des milliers à Lille et à Tournai.

Dans la nuit du 19 au 20 juin, Eugène et Marlborough firent donner l'assaut. 800 grenadiers attaquèrent et furent repoussés, malgré les cuirasses dont on les avait prudemment revêtus. L'ennemi eut 2,000 hommes tués ou blessés dans ce combat. Le 24 juin, nouvel assaut. Cette fois, après une lutte de plusieurs heures, nous perdîmes quelques parties essentielles des défenses de la ville. La brèche faite à la muraille de la place était si grande, qu'elle « était capable pour deux bataillons de front[2] ». Le 25 juin, Albergotti fit battre la

1. Dangeau, XIII, 275.
2. Saint-Simon, VIII, 357.

chamade. Il avait l'ordre du Roi de rendre la ville avant d'être réduit à consentir que la garnison fût prisonnière de guerre. Le 26, il capitula pour Douai et le fort de Scarpe ; il obtenait, outre les garanties pour les habitants et les blessés non transportables, de sortir, lui et sa garnison, avec tous les honneurs de la guerre et 8 pièces de canon. La garnison était encore de 5,000 hommes. Douai avait résisté pendant 52 jours de tranchée ouverte. Il ne faut pas oublier de dire qu'Albergotti avait payé la solde de ses hommes avec sa vaisselle, qu'il avait fait fondre et transformer en monnaie.

En 1711, la mort de Joseph I[er] changea la situation, et amena la disgrâce de Marlborough et les préliminaires de la paix avec l'Angleterre. La coalition était rompue ; mais Eugène avait encore en 1712 cent mille hommes avec lesquels il assiégea Landrecies.

Louis XIV donna le commandement de sa dernière armée à Villars et lui enjoignit de sauver à tout prix la ville de Landrecies. En prévision de la perte d'une dernière bataille, il lui dit à son départ : « Je sais, monsieur le maréchal, que des armées aussi considérables ne sont jamais assez défaites pour que la plus grande partie de la mienne ne pût se retirer sur la Somme. Je connais cette rivière ; elle est très difficile à passer : il y a des places qu'on peut rendre bonnes ; je compterais aller à Péronne ou à Saint-Quentin y ramasser tout ce que j'aurais de troupes, faire un dernier effort avec vous, et périr ensemble ou sauver l'Etat ; car je ne consentirai jamais à laisser approcher l'ennemi de ma capitale[1] ».

1. Quand Villars fut reçu à l'Académie française, il voulut re-

Le prince Eugène, qui se croyait sûr de la victoire, avait commis l'énorme faute, en mettant le siège devant Landrecies, de laisser ses grands magasins de vivres et de munitions à Marchiennes, ville située sur la Scarpe et à 50 kilomètres de Landrecies. Cette distance étant évidemment trop grande, le prince avait établi à mi-chemin, à Denain, sur l'Escaut, un camp retranché défendu par 17 bataillons et 14 escadrons hollandais, couvert d'un côté par Bouchain, mais menacé de l'autre par Valenciennes, qui était resté en notre pouvoir. Le camp de Denain était relié à Marchiennes par deux lignes de retranchements qui protégeaient la route suivie par les convois, et que les Impériaux appelaient « le Grand chemin de Paris ».

Cette situation, grosse de périls pour le prince Eugène, fut observée par le cabinet de Versailles, qui conçut le projet d'enlever Denain, de couper Eugène de ses magasins, et de sauver ainsi Landrecies. Cette belle manœuvre est généralement attribuée à Villars. Saint-Simon dit que l'auteur est le maréchal de Montesquiou; la vérité est que l'honneur de ce projet d'opérations, si simple et qui a eu de si grands résultats, revient tout entier à Louis XIV. Villars et tous les généraux de son armée ne songeaient qu'à une attaque directe contre l'armée allemande, et à livrer une grande bataille devant Landrecies.

Le Dépôt de la Guerre conserve toute la correspon-

produire ces paroles de Louis XIV; mais le Roi ne le lui permit pas.

dance relative à l'affaire de Denain[1]. On y trouve les lettres du roi, de Voysin, de Villars, de Montesquiou et de divers généraux, relatives à cette courte mais décisive opération. C'est dans cette correspondance complète, authentique et autographe, qu'il faut aller chercher la vérité. On y voit, ce qui était inconnu jusqu'ici, que l'idée de l'opération de Denain vient du Roi, et non pas de Montesquiou ni de Villars, et que Louis XIV, renonçant enfin au système de diriger la guerre de son cabinet de Versailles, propose à ses généraux un plan qu'il croit bon, mais leur laisse une entière liberté d'appréciation et d'exécution.

Le 17 juillet, Louis XIV écrit à Villars :

Ma première pensée avait été, dans l'éloignement où se trouve Landrecies de toutes les autres places d'où les ennemis peuvent tirer leurs munitions et convois, d'interrompre leur communication en faisant attaquer les lignes de Marchiennes[2], ce qui les mettrait dans l'impossibilité de continuer le siège; mais, comme il m'a paru que vous ne jugez pas cette entreprise sur les lignes de Marchiennes praticable, je m'en remets à votre sentiment par la connaissance plus parfaite que vous avez étant sur les lieux, et je ne puis que vous confirmer les précédents ordres que je vous ai donnés pour empêcher le siège de cette place et combattre les ennemis par les endroits que vous jugerez plus accessibles pendant qu'ils viendront pour s'établir devant la place....

Le même jour, Voysin, ministre de la guerre, adressait

1. Toutes les pièces relatives à l'affaire de Denain, *restées inédites*, ont été publiées pour la première fois par nous dans notre édition du *Journal de Dangeau*, t. XIV, p. 296.

2. Ou de Denain; c'est la même chose dans la pensée du Roi.

au comte de Broglie[1], qui commandait les réserves de l'armée, la lettre qui suit :

On prétend que le prince Eugène doit se déterminer ces jours-ci à faire un nouveau siège de Landrecies ou de Maubeuge. Je vous supplie de me mander si vous jugez qu'en faisant le siège de Landrecies, ils puissent toujours conserver leur communication à Douai par Marchiennes, pour en tirer leurs convois et munitions de guerre, ce qui est fort éloigné de Landrecies, et il est néanmoins bien difficile qu'ils les puissent faire venir d'ailleurs, n'ayant rien de plus près que Mons, s'ils ne tirent pas de Douai. *S'il était possible dans ce grand éloignement d'attaquer leurs lignes de Denain pour couper la communication*, ce moyen paraîtrait le plus assuré et le moins hasardeux pour les obliger à lever le siège ; et vous feriez bien d'en écrire vous-même à M. le maréchal de Villars et de lui en envoyer un projet, lui marquant le nombre de troupes dont vous auriez besoin, de quelle manière et en quel temps il devrait les faire marcher pour vous les envoyer et en ôter la connaissance aux ennemis.

Comme il doit passer l'Escaut avec l'armée du roi, lorsque les ennemis s'approcheront de Landrecies, il me semble que dans ce mouvement général de l'armée du Roi la contremarche que feront quelques brigades par les derrières pourrait aisément être cachée. Le Roi ne veut point laisser prendre Landrecies comme on a fait le Quesnoi, et S. M. hasardera plutôt une bataille pour secourir la place que de ne rien faire du tout. C'est pour cela que je vous prie d'examiner s'il serait possible d'empêcher le siège en interrompant cette communication du camp de Douai.

1. François-Marie, chevalier, puis comte et enfin duc de Broglie sous Louis XV, naquit en 1691. Brigadier en 1701, maréchal de camp en 1704, lieutenant général en 1710, il servit sous les ordres de Villars de 1706 à 1713 (1708 excepté). Il fut fait maréchal de France en 1734 et mourut en 1745.

Villars écrivit à Voysin, le 21 juillet :

.... J'ai été voir d'un autre côté comment nous pourrions attaquer le camp de Denain, à quoi l'on n'a pu songer que dans le temps que nous éloignions l'armée ennemie de l'Escaut; car, lorsqu'elle y avait sa droite, on ne pouvait le tenter avec la moindre apparence de succès. Je compte donc faire demain toutes les démarches qui pourront persuader l'ennemi que je veux passer la Sambre, et je tâcherai d'exécuter le projet de Denain qui serait d'une grande utilité; s'il ne réussit pas, nous irons par la Sambre [1]. Je suis assez bon serviteur du Roi pour garder la bataille entière pour le dernier. Elles sont, comme vous savez, dans la main de Dieu, et de celle-ci dépend le salut ou la perte de l'Etat, et je serais un mauvais Français et un mauvais serviteur du Roi, si je ne faisais les réflexions convenables.

Le lendemain, 22 juillet, Villars écrivait à Voysin :

J'avais l'honneur de vous mander hier, Monsieur, que je devais faire attaquer le camp retranché de Denain : c'était à M. le marquis de Vieuxpont et au comte de Broglie que je donnais cette commission; le premier avait déjà reconnu la marche et fait ses dispositions. M. de Tingry [2] devait aussi agir de son côté; mais, sur une de ses lettres écrites ce matin, ces deux messieurs ont jugé l'entreprise impossible. J'en suis très fâché; mais, quand ceux-là refusent, je n'irai pas offrir cette commission à d'autres.

Le projet fut repris, et cette fois le maréchal de Montesquiou [3] étudia et exécuta l'entreprise. Pendant cette

1. Livrer bataille au prince Eugène.
2. Qui commandait la garnison de Valenciennes. — Chrétien-Louis de Montmorency, prince de Tingry et duc de Luxembourg, devint maréchal de France sous Louis XV et mourut en 1745.
3. Pierre, comte d'Artagnan, appelé depuis 1709 le maréchal de

période de préparation, Villars s'avançait sur la Sambre, car il fallait absolument attirer le prince Eugène vers cette rivière, et éloigner sa droite de Denain et de l'Escaut.

Villars était le 19 juillet à Cambrai; il passa l'Escaut au sud de cette ville; le 20 et le 21, il est entre Cambrai et Cateau-Cambrésis; le 22 et le 23, il est entre Cateau-Cambrésis et Mazingheim, faisant mine de vouloir passer la Sambre, sur laquelle on jeta quelques ponts. Le projet de passer la Sambre et de livrer bataille pour faire lever le siège de Landrecies était si naturel, que le prince Eugène tomba dans le piège qu'on lui tendait; il concentra ses forces sur la Sambre pour être en mesure de donner la bataille dont il était menacé. Sa droite, qui s'étendait jusqu'à Denain, fut rappelée et se rapprocha de la Sambre. Denain n'avait plus que sa garnison. Mais, le 24, Villars détachait de sa gauche Montesquiou, qu'il lança sur Denain. La marche fut exécutée rapidement, et nous passâmes audacieusement l'Escaut à Neuville, entre Denain et Bouchain, occupés l'un et l'autre par l'ennemi. L'armée tout entière suivit le mouvement de sa gauche, déroba une marche au prince Eugène, qui, reconnaissant enfin son erreur, arriva à Denain de sa personne quand tout était fini.

Montesquiou, naquit en 1645. Brigadier d'infanterie en 1688; inspecteur général de l'infanterie en 1689; major général de l'armée de Flandre de 1690 à 1695; lieutenant général en 1696; maréchal de France après la bataille de Malplaquet en 1709. Il mourut en 1725.

Le 24 même, le camp fut attaqué par le maréchal de Montesquiou, pendant que M. de Tingry, avec les 15 bataillons qui composaient la garnison de Valenciennes, l'attaquait de son côté. Lord Albemarle, qui gardait Denain, se défendit énergiquement; les retranchements n'en furent pas moins enlevés l'épée à la main, « enlevés d'insulte », dit une relation du temps. « Les troupes de V. M., écrivait le maréchal de Villars, ont marqué une valeur extrême ; je ne puis assez m'en louer ». La prise de Denain coûta 880 hommes et 1,186 blessés.

La prise de Denain eut les mêmes conséquences qu'aurait pu avoir une grande bataille gagnée. Aussitôt le camp enlevé, le comte de Broglie se porta sur Marchiennes et s'empara des magasins du prince Eugène. N'ayant plus de vivres ni de munitions à donner à son armée, le prince fut obligé de renoncer à son projet d'assiéger Landrecies.

Il se retira, laissant environ 40,000 hommes dans les places qu'il avait prises depuis 1708, 200 pièces de canons, des quantités énormes d'armes, de munitions et de vivres, et qui furent perdus pour lui, de sorte que Denain lui coûta, en réalité, de 40 à 50,000 hommes, et fut un vrai désastre pour l'armée impériale. Aussi Louis XIV écrivait-il à Villars, le 27 juillet :

Les mouvements que vous avez faits la veille du côté de la Sambre et la diligence avec laquelle mon armée a marché ont parfaitement trompé les ennemis, et vous avez raison de dire que l'avantage de ce combat est aussi grand que celui d'une bataille entière que vous auriez gagnée, puisque, sans courre le risque d'une action générale, ce combat pro-

duira sans doute tout l'effet que je m'étais proposé en obligeant les ennemis à lever le siège de Landrecies... Rien n'est plus capable, ajoutait le Roi, de favoriser et d'avancer les négociations de la paix que j'ai toujours en vue, que de reprendre cette supériorité que mes troupes avaient eue pendant si longtemps et qu'elles avaient malheureusement perdue depuis quelques années.

Après la victoire de Denain, Marchiennes et ses magasins tombèrent au pouvoir de Villars, et, comme nous venons de le dire, Eugène fut obligé de lever le siège de Landrecies (2 août). Ces succès ayant rendu à nos soldats leur ancien entrain, Villars mena vigoureusement la campagne, malgré «les donneurs d'avis[1] », dont « les résolutions timides » auraient annulé les résultats de Denain, si Villars les eût écoutés. Douai fut repris (8 septembre), le Quesnoi (4 octobre) et Bouchain (le 19).

Louis XIV récompensa « le sauveur de la France » en lui donnant 6 pièces de canon prises à Denain, et en le nommant (21 octobre) gouverneur de Provence.

1713-1714. Le 11 avril 1713, la France, l'Espagne, l'Angleterre, la Hollande et la Savoie, signèrent la paix à Utrecht. L'Empereur et les princes de l'empire continuèrent seuls la guerre. Villars commanda l'armée envoyée contre le prince Eugène. La campagne de cette année fut une suite de succès pour l'heureux maréchal, heureux parce qu'il était habile, avisé et actif. Il rejeta d'abord Eugène derrière les lignes d'Ettlingen[2] ;

1. Montesquiou et quelques autres.
2. Petite ville à peu de distance au sud de Carlsruhe.

après quoi il prit Spire, Worms, Kaiserslautern et Landau (20 août). Il passa ensuite le Rhin, assiégea et prit Fribourg (1er-16 novembre). Le 6 mars 1714, Villars terminait cette funeste guerre de la Succession d'Espagne en signant la paix avec l'Empereur, à Rastadt, et à Bade en Argovie avec les princes de l'Empire (30 septembre).

Le 28 mars 1714, Philippe V donna à Villars le collier de la Toison d'Or. Le Maréchal obtint ensuite les grandes entrées chez le Roi, et, le 23 juin, il fut reçu à l'Académie française. Ses lettres, ses Mémoires, son esprit; l'intérêt qu'il portait aux lettres justifiaient parfaitement l'Académie d'avoir offert un fauteuil à l'illustre capitaine.

IV

Après la mort de Louis XIV (1715) et la suppression des ministères, Villars fut nommé président du conseil de la Guerre; en 1718, il devenait membre du conseil de Régence. Il se montra constamment opposé à la politique du cardinal Dubois, à la quadruple alliance et au système de Law. En juillet 1723, Philippe V le fit grand d'Espagne, et, en décembre de la même année, après la Régence, il devint ministre d'Etat.

Lorsqu'éclata la guerre de la succession de Pologne, Villars avait plus de quatre-vingts ans. Il n'en fut pas moins envoyé en Italie, en 1733, en qualité de généralissime des armées de France, d'Espagne et de Sardaigne, et, le 18 octobre de cette année, Louis XV lui

donnait le titre de maréchal général des camps et armées du Roi. Toujours plein de vigueur et de courage, malgré son grand âge, Villars fit la conquête du Milanais en trois mois (novembre, décembre 1733 et janvier 1734), en assiégeant et prenant les principales places fortes. Mais bientôt notre allié, le roi de Sardaigne, fidèle aux traditions de sa maison, négocia avec l'Empereur et fit une opposition systématique à tous les projets de Villars. Celui-ci voulait prendre l'offensive, passer le Mincio et enfermer les Impériaux dans Mantoue; Charles-Emmanuel voulait se tenir sur la défensive et ne faire que des sièges. Villars, dégoûté et irrité de cette lutte continuelle avec le roi de Sardaigne, demanda son rappel : d'ailleurs il était malade.

« Quand on est obligé, écrivait-il, de passer la nuit à l'attaque d'un chemin couvert, il n'est pas honnête de la passer en toussant; ce n'est donc qu'à force d'opium que j'ai soutenu ces fatigues ».

Sur les instances du Roi, Villars se résigna à conserver son commandement, et quelque temps après il écrivait à Louis XV :

J'ai trouvé une grande consolation après ces peines : c'est la sagesse de toutes vos troupes. Il est sans exemple que, depuis trois mois, il ne soit pas revenu la moindre apparence de plainte; je n'ai pas ouï dire que l'on ait pris une poule; à cette consolation se joint la joie de la beauté de votre armée... Voilà de quoi oublier l'insomnie; c'est une incommodité qui me serait même nécessaire dans la situation où je suis, et jusqu'à ce que Dieu m'ait fait la grâce de

bien battre les ennemis... J'ai dit à toutes les troupes que V. M. me l'ordonnait; elles ont jeté leurs chapeaux en l'air... et, en vérité, j'ai été prêt à y jeter le mien aussi, tant leur satisfaction m'a touché[1].

Il n'y a que dans la correspondance de Villars que l'on trouve ces sortes de détails sur l'armée, sur son esprit; il est à peu près le seul qui s'occupe de les recueillir et qui aime l'armée, qu'il commande si bien.

En 1734 (le 4 mai), Villars et le roi de Sardaigne, après avoir fait une reconnaissance aux environs de Colorno, revenaient un peu loin en arrière de leurs troupes, accompagnés seulement de grenadiers et de quelques gardes. Ils furent attaqués par 400 hussards autrichiens. Le roi parlait de se retirer : « C'est le moment de payer d'audace, dit Villars, car la retraite nous perdrait ». En effet, ils chargèrent les ennemis avec tant d'impétuosité qu'ils les dispersèrent. « Monsieur le maréchal, lui dit le roi après l'action, je n'ai pas été surpris de votre valeur, mais de votre vigueur. — Sire, ce sont les dernières étincelles de ma vie, répondit le maréchal, car je crois que c'est ici la dernière opération de guerre où je me trouverai[2] ». En effet, devenu sérieusement malade, Villars quitta son commandement; mais, en revenant en France, il mourut à Turin, le 17 juin 1734, à 82 ans. « Ce fut, dit Henri Martin, le dernier des grands généraux français de l'ancien régime ».

1. Pajol, *les Guerres de Louis XV*, I, 433.
2. *Ibidem*, page 436.

NOTES

SUR M. ALBERGOTTI ET M. DE GOËSBRIANT

ALBERGOTTI.

Albergotti, gentilhomme florentin, né en 1654 et naturalisé Français en 1681, fut un des meilleurs lieutenants de Luxembourg, de Vendôme et de Villars. Le Roi le nomma maréchal de camp en 1694 et lieutenant général en 1702. Il se distingua à toutes les batailles livrées par les deux premiers de ces généraux, et, en 1710, comme on l'a vu, il fut chargé de défendre Douai.

Après le siège (le 1er décembre), le Roi tint le chapitre de l'ordre du Saint-Esprit et proposa d'admettre comme chevaliers MM. Albergotti et de Goësbriant, en les félicitant, devant tous les membres de l'Ordre, de leur belle conduite[1]. Il fut reçu le 1er janvier 1711.

En 1711 et 1712, Albergotti servit en Flandre sous Villars. En 1712, il enleva le camp de Denain, puis Saint-Amand et Mortagne, et reprit Douai, dont les grenadiers s'emparèrent en plein jour. Pour faire le siège de cette ville, Villars lui avait donné 50 bataillons et 35 escadrons. Douai pris, Albergotti alla avec Villars prendre le Quesnoi, Landau et Fribourg.

Il mourut en 1717.

1. DANGEAU, XIII, 291.

II

M. de Goësbriant.

M. de Goësbriant, lieutenant général, fut assiégé à Aire pendant les mois de septembre et d'octobre, et ne capitula que le 9 novembre. Dans les derniers temps du siège, Eugène et Marlborough avaient été obligés de venir avec toute l'armée coalisée pour vaincre la résistance de M. de Goësbriant et empêcher Villars de délivrer la ville. Quand M. de Goësbriant se rendit, la garnison avait été réduite de moitié, et deux grandes brèches avaient été faites au corps de place. Elle aurait pu tenir encore huit jours; mais il avait l'ordre de Louis XIV de cesser de la défendre avant d'être réduit à se rendre à discrétion. Quand M. de Goësbriant vint à Versailles, il fut reçu par le Roi chez madame de Maintenon, et le Roi termina la conversation en lui disant : « Vous m'avez très dignement servi ; j'en suis content au dernier point, et je vous en donnerai bientôt des marques ». (Dangeau, XIII, 287.) En effet, il lui donna le collier de l'Ordre, 12,000 livres (60,000 francs) de pension et un gouvernement.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Versaillos. — Imp. E. Aubert.

2/23


Princeton University Library
32101 058496751
Digitized by Google

